



HAL
open science

**La vie politique de Benjamin Disraeli, 1881-1975 :
images et usages de Disraeli au sein de l'élite politique
britannique**
Benjamin Caraco

► **To cite this version:**

Benjamin Caraco. La vie politique de Benjamin Disraeli, 1881-1975 : images et usages de Disraeli au sein de l'élite politique britannique. Histoire. 2010. dumas-00688825

HAL Id: dumas-00688825

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00688825>

Submitted on 18 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne

Sciences Humaines et Sociales

Histoire

Histoire des sociétés occidentales contemporaines

**LA VIE POLITIQUE DE BENJAMIN DISRAELI, 1881-1975 :
IMAGES ET USAGES DE DISRAELI AU SEIN DE L'ÉLITE
POLITIQUE BRITANNIQUE**

Benjamin Caraco

Année universitaire 2009-2010

Mémoire de Master sous la direction de Christophe Charle

Remerciements

Je tiens à remercier tout d'abord Christophe Charle, qui a accepté de me diriger pour une deuxième année consécutive, pour ses conseils et sa disponibilité. Ce mémoire n'aurait pu être réalisé sans le soutien de la Maison Française d'Oxford et de l'Université d'Oxford, qui m'a accueilli comme *Visiting Research Scholar*. J'ai pu ainsi bénéficier des remarques des membres du séminaire *Modern British History and Politics*, en particulier de la part du Dr Robert Saunders (St John's College) et de Peter Ghosh (St Anne's College). Je souhaite aussi remercier Julien Vincent (Université de Besançon) et Philippe Vervaecke (Université de Lille-3). Je souhaite enfin remercier mes parents pour leurs relectures et Shefali pour son soutien et ses encouragements de tous les instants.

Table des matières

Remerciements.....	2
Introduction.....	5
<i>L'invention d'une tradition politique.....</i>	<i>10</i>
Le conservatisme disraélien à travers les « manuels » conservateurs.....	16
La vie politique de Disraeli de 1881 à 1922 : récupération, oubli et opposition.....	27
<i>Lord Randolph Churchill et le Quatrième Parti : définition et captation de l'héritage disraélien.....</i>	<i>29</i>
À la recherche de la Tory Democracy.....	29
Disraeli : le parlementaire et le populaire.....	33
<i>Disraeli : un socialiste qui s'ignore.....</i>	<i>43</i>
<i>Disraeli et le système parlementaire.....</i>	<i>46</i>
Avocat du droit de vote des femmes.....	46
Le champion des Lords.....	50
<i>La question sociale.....</i>	<i>51</i>
L'étranger.....	51
Disraeli et les réformes sociales libérales.....	53
<i>Politique économique et Disraeli.....</i>	<i>59</i>
<i>Le précédent du canal de Suez.....</i>	<i>62</i>
<i>Affaires étrangères et expansion coloniale.....</i>	<i>66</i>
Disraeli et l'Entente Cordiale.....	66
Disraeli et l'Empire.....	67
L'expansion coloniale.....	68
Disraeli et la guerre des Boers.....	70
Sir Ellis Ashmead-Bartlett : porte-parole auto-proclamé de l'impérialisme disraélien.....	71
<i>Conclusion.....</i>	<i>74</i>
« The prophet of Conservatism » : Disraeli, 1922-1945.....	76
<i>Représentations de Disraeli.....</i>	<i>77</i>
Des débuts au théâtre.....	77
Du muet au parlant.....	82
Du divertissement au didactique.....	84
<i>« Disraelianism ... from a sham ... into an honest sentiment of pleasing odour. » : Baldwin et Disraeli.....</i>	<i>86</i>
<i>Herbert Samuel et Disraeli : le contre-coup du retour en grâce.....</i>	<i>95</i>
<i>Réformes sociales et lutte contre le socialisme.....</i>	<i>97</i>
Neville Chamberlain : l'autre héritier.....	97
De la mesure sociale au principe cardinal.....	99
<i>Au croisement de l'économie et des colonies.....</i>	<i>107</i>
La conférence économique impériale d'Ottawa, 1932.....	107
Le précédent du canal de Suez.....	109
Disraeli et le joyau de la couronne.....	112
<i>Le domaine réservé de Disraeli : les affaires étrangères ?.....</i>	<i>114</i>
Disraeli et la Palestine.....	114
Disraeli et le contexte international des années 1930.....	116
Disraeli pendant la guerre.....	119
<i>L'entrée du manoir d'Hughenden dans le patrimoine anglais.....</i>	<i>120</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>122</i>
Le symbole du consensus, 1945-1975.....	124

<i>Du consensus dans l'histoire britannique, 1940-1979</i>	126
<i>Portraits de famille</i>	128
Du côté des conservateurs.....	128
Harold Macmillan, le disraélien	128
R. A. Bulter : l'incarnation du conservatisme One Nation	133
Enoch Powell : un conservateur individualiste disraélien	135
Du côté des travaillistes.....	137
Harold Wilson : d'un Premier ministre à l'autre.....	137
Michael Foot : « As Disraeli said ».....	139
Maurice Edelman : la romance en partage.....	144
<i>Usages thématiques</i>	148
Affaires sociales.....	148
Le champion incontesté de la tradition sociale conservatrice.....	148
Les différentes vies des « deux nations ».....	150
Affaires étrangères.....	151
Généralités.....	151
Cas particuliers	152
« Disraeli's Suez Canal » et Chypre.....	152
L'intégration européenne.....	153
<i>Épilogue : Disraeli, Heath et Thatcher</i>	155
Conclusion	160
Bibliographie	166
<i>Sources primaires</i>	166
Archives.....	166
Sources imprimées.....	166
Débats parlementaires.....	166
Recueils de discours.....	166
Mémoires et journaux.....	167
Essais.....	168
Fictions.....	168
Films.....	168
Périodiques.....	169
<i>Sources secondaires</i>	169
Ouvrages généraux.....	169
Critique littéraire.....	170
Disraeli.....	170
Biographies.....	171
Notices biographiques.....	171
Articles et chapitres d'ouvrages collectifs.....	172
Thèses et mémoires non publiés.....	174

Introduction

Le jugement porté sur un homme politique, ce qui fait qu'il est considéré comme grand ou non, que son œuvre est jugée comme positive ou négative et que son influence est considérée comme importante ou négligeable, ne peut se résumer à la période où il était encore en vie. L'opinion portée par ses contemporains peut se voir oblitérée par celles des générations futures. L'action d'un successeur peut faire ou défaire une réputation, comme le montre l'exemple de Louis XI présenté comme l'archétype du mauvais roi par Louis XII. Au contraire, le très impopulaire Jules Ferry est resté comme l'un des symboles de la Troisième République. De l'autre côté de la Manche, l'un des hommes politiques les plus accomplis de son époque, Stanley Baldwin, est de plus longtemps tombé dans les oubliettes de l'Histoire, alors que Winston Churchill, qui a connu un parcours très chaotique avant la Seconde Guerre mondiale, est devenu l'une des incarnations de l'identité britannique. De même la valeur n'attend pas les années, comme le prouve l'aura mythique qui entoure Pierre Mendès-France, pourtant au pouvoir moins d'un an. Les relectures du passé qui émanent des vainqueurs de l'Histoire sont déterminantes dans l'imposition de nouvelles images. Le parcours anthume et posthume de Disraeli est une bonne illustration des fortunes que peut connaître un homme politique. Aujourd'hui considéré comme l'un des héros du conservatisme britannique, sa carrière politique fut tout autre. Durant sa jeunesse, il multiplie les aventures financières et littéraires, accumule dettes et mauvaise réputation, avant de se lancer en politique. Ses convictions sont loin d'être gravées dans le marbre, puisqu'il se présente à plusieurs élections successives sous des étiquettes différentes avant de rejoindre les conservateurs. Son ascension au sein de ces derniers est longue, douloureuse, et par certains points incomplète. Une fois à la tête de ces derniers, faute de mieux selon les commentateurs de l'époque, les difficultés subsistent et son parti connaît la majeure partie du temps l'opposition ou des gouvernements minoritaires. Ce n'est qu'en 1874 qu'il conduit le parti conservateur à la victoire. Il profite de six ans de pouvoir, où bien qu'usé, il marque les domaines des affaires sociales et étrangères. Il achève cependant sa carrière sur une défaite. Après un tel parcours en demi-teinte, qui contraste avec des dirigeants conservateurs comme Lord Salisbury à la même époque ou plus tard Stanley Baldwin, Disraeli n'est pas moins resté dans l'Histoire comme l'un des plus brillants dirigeants conservateurs et l'un des meilleurs Premiers ministres de l'époque victorienne. Pour comprendre un tel paradoxe presque unique dans les annales politiques britanniques, il faut davantage se pencher sur les années qui suivent sa mort que celles qui les précèdent.

Toutefois, alors que l'œuvre de Disraeli est finalement mieux connue du grand public sous la forme de mythes, d'anecdotes et de citations apocryphes, aucune étude digne de ce nom n'a été publiée sur le sujet avant le *Benjamin Disraeli: The Fabricated Jew in Myth and Memory* de Bernard Glassman.¹ Comme le titre l'indique clairement, Glassman est principalement concerné par l'aspect juif de la question, complétant son travail sur l'antisémitisme en Angleterre. Il fait suite à un renouveau des études sur la judéité de Disraeli, initié par l'essai de Sir Isaiah Berlin sur Disraeli et Marx,² puis développé par Paul Smith, Stanley Weintraub et un numéro entier de *Jewish History*.³ Ces auteurs prennent en compte et analysent sérieusement Disraeli et sa judéité et le traitement qu'il réserve à cette dernière, à la fois dans ses écrits et dans sa vie politique, en particulier lors du débat sur l'émancipation juive (1830-1860).⁴ Notre travail se veut donc le complément nécessaire à l'opus de Bernard Glassman et privilégie donc les aspects négligés de son travail, c'est-à-dire le mythe disraélien dans le champ politique britannique, en particulier conservateur.

En effet, il peut se lire comme la volonté d'illustrer certains aspects de l'idéologie conservatrice mis en lumière par les travaux novateurs de E. H. H. Green.⁵ Ce dernier cherche à retrouver les continuités dans l'histoire du parti conservateur en distinguant des factions animant la vie interne de celui-ci, dominantes à différentes périodes de son histoire contemporaine. Il est donc intéressant de voir en quoi Disraeli a pu être approprié et appelé au secours par certaines afin d'imposer leurs vues et de les présenter comme orthodoxes – et celles des adversaires comme déviantes. L'ampleur des écrits et des questions abordées par Disraeli tout au long de sa vie politique lui ont préparé une postérité capable de couvrir de larges sujets apparus après sa mort.

Disraeli a su créer volontairement ou involontairement un réservoir de citations approprié au débat parlementaire en particulier. Il est ainsi invoqué à de nombreuses reprises au Parlement britannique et sur des sujets extrêmement variés. Lors de ces joutes verbales, il est utilisé par les différents protagonistes afin de convaincre leurs adversaires ou le plus souvent de les mettre face à leurs contradictions. Son cas n'est pas unique et il ne serait pas

1 B. Glassman, *Benjamin Disraeli : the fabricated Jew in myth and memory*, University Press of America, Lanham, 2003.

2 I. Berlin, « Benjamin Disraeli, Karl Marx and the Search for Identity, » in *Against the Current: Essays in the History of Ideas*, Henry Hardy, Londres, 1979.

3 P. Smith, « Disraeli's Politics », in *Transactions of the Royal Historical Society*, Fifth Series, Vol. 37 (1987), pp. 65-85 ; S. Weintraub, *Disraeli : a Biography*, Hamish Hamilton, Londres, 1993 ; *Jewish History*, Vol. 10, No. 2 (Fall, 1996).

4 A. Gilam, *The Emancipation of the Jews in England 1830-1860*, Garland Publishing, New York, 1982.

5 E. H. H. Green, *Ideologies of Conservatism*, OUP, Oxford, 2001.

surprenant qu'en certaines instances Gladstone soit brandi en face de libéraux afin de leur faire prendre conscience de la trahison qu'ils sont en train de commettre vis-à-vis des principes du « *Grand Old Man* ». L'étude de Disraeli à la fin de l'époque victorienne jusqu'au ^{xx}^e siècle nous informe donc sur le recours au passé par des hommes politiques confrontés à de nouveaux événements. Elle permet de comprendre comment leur vision de l'histoire peut les influencer ou comment ils cherchent à installer leur vision de leur histoire afin d'influencer le cours des événements. L'image de Disraeli ne sort pas indemne de ce parcours et en est changée, muant à chaque changement d'agenda politique, nous éclairant ainsi sur la façon dont un individu entre dans l'Histoire et en ressort transformé.

Afin de comprendre les évolutions de l'image de Disraeli, il convient de poser plusieurs questions. Tout d'abord, comment expliquer cette longévité exceptionnelle ? Un contemporain tel que Gladstone n'a pas bénéficié d'une telle attention après sa mort, en dépit de la solidité de son œuvre politique, de sa stature d'homme d'État, que certains jugent supérieure à celle de son rival conservateur et du développement du mythe du G. O. M. de son vivant.¹ L'image de Disraeli aurait donc su s'adapter, ou plutôt aurait été adaptée aux différentes époques qu'elle traverse. Cela sous-entendrait que le personnage avait des dispositions à durer et à changer, contrairement à son rival Gladstone, décrit par son contemporain Bagehot comme un homme politique, dont le credo ne s'imposerait pas au peuple, mais serait imposé par le peuple.² Homme de son temps, Gladstone serait donc dépassé, alors que Disraeli, souvent incompris de son vivant, deviendrait plus intemporel. De même, alors que Gladstone aurait repris de son vivant le mythe se formant autour de sa personne, Disraeli aurait créé plus consciemment son mythe, qui n'allait révéler son potentiel que bien plus tard et qui serait repris et relu à de nombreuses occasions. Il convient alors de se demander en quoi ces dispositions à s'adapter trouvent-elles leur source dans son œuvre politique, littéraire, ou dans une combinaison des deux ? Qu'est-ce qui constitue la modernité de Disraeli ? Certains éléments de son œuvre se révèlent en effet assez modernes pour l'élever au rang de figure d'autorité crédible pour des débats contemporains en particulier au sein du parti conservateur.

Ainsi, parallèlement à ces questions assez générales, il convient de situer Disraeli au sein de ses héritiers et de s'intéresser au processus historique qui a conduit à sa reconnaissance comme un héros conservateur. Les Premiers ministres conservateurs passent, mais Disraeli

1 D. A. Hamer, « The Making of a Political Myth », in *Victorian Studies*, Vol. 22, No. 1 (Autumn, 1978), pp. 29-50.

2 Ibid, p. 47.

reste encore comme l'un des plus éminents. Une étude des luttes internes au parti conservateur et une analyse en termes d'orthodoxie/hétérodoxie du personnage nous permettent de saisir certains des ressorts de sa longévité. La compréhension des motivations des acteurs à l'origine de la promotion de Disraeli sont essentielles afin de saisir les nouvelles interprétations du personnage. Toutefois, bien que la survie de ce dernier au sein du panthéon conservateur ne soit plus à prouver, incarne-t-il réellement les valeurs dominantes du mouvement ? Disraeli serait-il la victime de « modes » politiques ? Il semble toutefois mieux résister que certains héros comme Pitt, dont la postérité politique semble déjà éteinte au début des années 1830 en dépit d'une création artificielle dès sa mort en 1806.¹ Enfin, il convient de se demander si Disraeli acquiert réellement la stature d'une figure nationale et s'il ne se limite pas à une dimension partisane. Disraeli est certes l'une des incarnations prédominantes de la vie politique du dix-neuvième siècle, au même titre que Pitt, Palmerston et Gladstone, mais l'utilisation politique intensive dont il est la cible ne conduit-elle pas paradoxalement à faire de lui une figure, certes très durable, mais exclusivement conservatrice ?

De telles questions ne peuvent malheureusement pas trouver de réponses au sein du public, puisqu'il aurait fallu mener des enquêtes à intervalles réguliers afin de juger de la popularité de celui-ci. Toutefois, ce type de sondage constitue une invention récente et tomberait facilement sous les critiques de Pierre Bourdieu² : peu de personnes sont finalement intéressées – à part les promoteurs de ces sondages – à établir un classement des plus grands hommes politiques d'une période donnée, surtout s'ils ne l'ont pas vécue. David Dutton fait un constat similaire dans sa biographie de Neville Chamberlain : « *Though the political elite tend to leave substantial written records detailing their judgements on their contemporaries, assessing the views of a broader mass of the population is a much more difficult exercise. The surviving evidence tends to be fragmentary, random and potentially unrepresentative.* »³ Cela nous a conduit à restreindre notre intérêt à la classe politique dans cette étude, et en particulier aux membres du parti conservateur. L'opposition, qu'elle soit travailliste ou libérale, n'a toutefois pas été négligée, puisqu'elle s'approprie Disraeli sur certains sujets et qu'elle reprend, pour les contre-dire, la rhétorique et les références conservatrice. Les hommes politiques étudiés sont avant tout ceux qui sont aux responsabilités, c'est-à-dire l'élite du parti et ses parlementaires. Les quelques hommes au sommet du parti sont en effet d'influents producteurs

1 J. J. Sack, « The Memory of Burke and the Memory of Pitt: English Conservatism Confronts Its Past, 1806-1829 », in *The Historical Journal*, Vol. 30, No. 3 (Sept., 1987), pp. 623-640.

2 P. Bourdieu, *Questions de sociologie*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1984.

3 D. Dutton, *Neville Chamberlain*, Arnold, Londres, 2001, p. 2 et s. « Bien que l'élite politique ait tendance à laisser des souvenirs écrits conséquents détaillant ses jugements sur ses contemporains, évaluer les vues d'une masse plus importante de la population est un exercice beaucoup plus compliqué. Les preuves survivantes ont tendance à être fragmentaires, aléatoires et potentiellement non représentatives. »

ou vulgarisateurs de ces représentations. De leur côté, les parlementaires nous renseignent sur le succès ou l'échec de l'imposition de ces dernières.

Les sources utilisées sont ainsi principalement composées de discours et débats prononcés ou ayant eu lieu à la Chambre et à la tribune. L'étude repose ainsi largement sur le *Hansard*, qui collecte les débats parlementaires des deux Chambres. À la suite du déclin de la retranscription des débats parlementaires dans la presse dans les années 1870, le registre fut officialisé et les débats retranscrits *verbatim*. En effet, comme le remarque Colin Matthew, à partir de 1872, les grands discours marquants ont lieu hors du Parlement, en dépit de la représentation classique de la période comme celle de l'âge d'or de l'art oratoire parlementaire. Ces discours sont sérieux, bien informés et rarement démagogiques. Ils se fondent sur l'idée qu'il existe une communauté politique intégrée au vocabulaire et aux intérêts communs. Ces discours sont particulièrement intéressants dans le cas conservateur, puisqu'ils jouent plus avec la symbolique que ceux des libéraux. En effet, depuis Disraeli, les conservateurs sont conscients du poids joué par la présentation de la politique, qui peut être déconnectée des réalités de celle-ci.¹ Le *Hansard* apparaît donc à première vue comme une source pertinente pour notre étude mais moins importante qu'elle ne l'était pour une étude portant sur une période antérieure à 1870, les discours publics, retranscrits dans la presse, devenant les principales sources d'informations politiques pour le citoyen. Toutefois, le *Hansard* a un avantage majeur : il constitue une source d'information centralisée, mettant en jeu une population relativement homogène dans le temps (les parlementaires) et partageant des valeurs et des normes communes. Cette stabilité de la source permet ainsi de déceler plus aisément les évolutions des représentations de Disraeli. Les discours publics ne sont pas oubliés mais ils sont étudiés pour les personnalités politiques majeures, puisqu'ils ont plus de chance de connaître une diffusion nationale. De même, les ouvrages de philosophie politique et surtout les mémoires politiques sont analysés puisqu'ils permettent de voir comment de grandes figures politiques se définissent vis-à-vis de Disraeli. Enfin, des sources culturelles sont mises à contribution (pièces de théâtre, films et ouvrages de fiction). Bien que moins politiques, elles témoignent bien des représentations plus générales d'un personnage et sont souvent reprises pour servir des enjeux politiques.

Ce choix de sources publiques s'inspire en partie de la démarche de l'historien britannique Philip Williamson, qui dans sa biographie politique de Stanley Baldwin, prône une reconsidération des figures politiques majeures comme des figures publiques, dont les

1 H. C. G. Matthew, « Rhetoric and Politics in Britain, 1860-1950 », in J. P. Waller (éd.), *Politics and Social Change in Modern Britain*, Harvester, Brighton, pp. 34-58.

discours sont dignes d'intérêt puisqu'ils cherchent à convaincre.¹ Il est certes intéressant de connaître les sentiments profonds d'un homme politique sur l'un de ces prédécesseurs, mais si le précédent ne l'invoque jamais durant ses discours ou dans ses écrits, l'intérêt d'une telle étude se révèle très limité. Enfin, durant la dernière décennie, les études de « réputations » politiques se sont multipliées sous l'impulsion de l'éditeur britannique Arnold. Du côté des conservateurs, des hommes politiques comme Stanley Baldwin, Neville Chamberlain ou Margaret Thatcher ont été étudiés,² et Disraeli a même été l'objet d'une étude par Edgar Feuchtwanger.³ Cette dernière s'assimile toutefois à un simple biographie et ne répond pas aux buts fixés par la collection. Notre travail se concentre au contraire sur la « vie » *post mortem* du personnage et sa manipulation par la classe politique. Cette utilisation nous renseigne au passage sur des aspects de la postérité littéraire de Disraeli.

L'invention d'une tradition politique

Éric Hobsbawm dans l'introduction à son ouvrage fondateur, *The Invention of Tradition*, remarque que les traditions qui semblent ou qui se revendiquent comme anciennes sont souvent assez récentes dans leur origine ou inventées.⁴ Ces dernières – le plus souvent artificielles – sont des réponses à des situations nouvelles qui prennent la forme de références à des situations passées ou qui établissent leur propre passé par le biais de la répétition. Elles utilisent des matériaux anciens pour inventer de nouvelles formes de tradition servant de nouveaux buts. Hobsbawm distingue trois types de nouvelles traditions : celles qui symbolisent l'unité d'une société ou d'une communauté ; celles qui établissent et/ou légitiment une institution ; celles dont le but est la socialisation ou l'intériorisation de croyances. Le premier type de tradition serait dominant, les suivantes étant considérées comme implicitement contenues dans la première. Ces nouvelles traditions seraient apparues en masse au tournant du XIX^e et du XX^e siècle (1870-1914).⁵ Les changements liés à l'industrialisation, l'urbanisation et la démocratisation ayant distendu les liens traditionnels, un besoin de créer de nouveaux liens de loyauté se fait sentir. Le rôle de l'idéologie libérale est aussi soulignée dans la destruction de ces attaches traditionnelles. Il faut alors trouver d'autres moyens de relier les particules de la société qui émergent de ces bouleversements.

1 P. Williamson, *Stanley Baldwin*, CUP, Cambridge, 1999, pp. 14-15.

2 P. Williamson, « Baldwin's Reputation: Politics and History, 1937-1967 », in *The Historical Journal*, Vol. 47, No. 1 (Mar., 2004), pp. 127-168 ; D. Dutton, op. cit. ; E. H. H. Green, *Thatcher*, Hodder Arnold, 2006, Londres.

3 E. Feuchtwanger, *Disraeli*, Arnold, Londres, 2000.

4 « Introduction: Inventing Traditions », in E. Hobsbawm & T. Ranger (ed), *The Invention of Tradition*, CUP, Cambridge, 1983, pp. 1-14.

5 « Mass-Producing Traditions: Europe, 1870-1914 », in *ibid*, pp. 263-307.

La mise en avant d'un grand homme est souvent un moyen d'unir et de symboliser un ensemble de croyances. Il sert de dénominateur commun et sa personne permet de gommer certaines différences entre ses fidèles. Dans le cas du conservatisme, de la tradition intellectuelle qu'il représente, la figure de Benjamin Disraeli semble avoir rempli en partie ce rôle. Toutefois, il serait absurde de vouloir résumer le conservatisme sous sa seule bannière. Tout comme de son vivant, Disraeli n'a jamais été une référence incontournable même après sa mort. L'historien John Vincent considère qu'il fut érigé en héros conservateur en l'absence de candidats plus sérieux.¹ Disraeli aurait été donc le leader par défaut d'un parti sans cadres de valeur, puis le héros par défaut d'un parti sans grande figure. Toutefois, il n'est pas extravagant de considérer que ce dernier a joué un rôle non négligeable dans la formation de l'idéologie conservatrice, que ce soit par ses écrits ou par l'image de lui qui a été véhiculée. T. A. Jenkins rappelle à juste titre que :

Disraeli's legacy must be judged to some extent, in posthumous terms, as it is not merely what he actually did that counts but what subsequent generations of Conservatives made of him.²

Le cas de la postérité de John Stuart Mill, étudié par Stefan Collini, est en mesure d'apporter certains éclairages sur le traitement dont Disraeli a pu être l'objet. Intellectuel controversé de son vivant, présenté comme un dangereux utilitariste et/ou radical, l'image de Mill ne sort pas transformée directement après sa mort. Il est alors encore loin de réaliser l'unanimité. Pour traiter l'évolution de son image au sein de la culture anglaise de 1873 à 1933, Collini propose un modèle d'utilisation d'un auteur après sa mort. Celui-ci est d'abord sollicité, sur le court-terme, pour des *sujets pour lesquels il était directement engagé* : le droit de vote des femmes dans le cas de Mill, puis certaines personnes se réclament de ses *principes* ; l'auteur peut ensuite devenir progressivement devenir une *autorité* ou le *symbole d'une tradition* ; enfin, il devient un *classique*, objet d'étude universitaire, plus ou moins dégagé des problématiques politiques.³ Ces différents stades ne suivent pas un schéma évolutif strict. Les deux derniers stades coexistent régulièrement. Un auteur peut servir à la fois de caution politique et être l'objet d'études universitaires normalement neutres. Les similitudes entre les deux objets d'étude, Mill et Disraeli, sont paradoxalement assez fortes. À première vue, il semblerait que Mill soit surtout retenu pour ses écrits plus que pour sa courte

1 J. Vincent, *Disraeli*, OUP, Oxford, 1990, p. 50.

2 T. A. Jenkins, *Disraeli and Victorian Conservatism*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 1996, p. 141. « L'héritage de Disraeli doit être jugé, dans une certaine mesure, en terme posthume, car ce n'est pas seulement ce qu'il fit vraiment qui compte, mais ce que des générations successives de conservateurs ont fait de lui. »

3 « From Dangerous Partisan to National Possession: John Stuart Mill in English Culture 1873-1933 » in S. Collini, *Public Moralists*, Clarendon Press, Oxford, 1991, p. 317.

action politique (député de 1865 à 1868). Toutefois ce serait ignorer ses nombreuses prises de position publiques. Disraeli, au contraire, serait encore invoqué à cause de sa longue carrière politique. Cependant, il serait dangereux de résumer uniquement le personnage au politique et de négliger ses écrits romanesques et politiques qui sont parfois plus souvent invoqués que ses réalisations, souvent très largement remises en cause en particulier par la recherche historique récente. Ainsi, l'image de Disraeli suit aussi *grosso modo* le même parcours. Il est utilisé directement sur des sujets qui lui furent chers de son vivant : Joseph Chamberlain, devenu libéral-unioniste, cherche à utiliser Disraeli pour promouvoir ses idées de réforme sociale. Sir John Gorst quitte les conservateurs en 1903 sous prétexte qu'ils ont trahi les principes énoncés par Disraeli. Sir Ian Gilmour, dans son combat contre le conservatisme de Mrs Thatcher, lui oppose le vrai conservatisme symbolisé par Lord Beaconsfield. Enfin, ce dernier est l'objet de biographies universitaires cherchant à déconstruire sa mythologie, tout comme certains de ses romans sont édités dans la collection « Oxford World's Classics ».¹

Afin de comprendre l'utilisation de Disraeli par les conservateurs, un détour par la question des idées conservatrices s'impose. E. H. H. Green, dans ses deux ouvrages majeurs sur les idéologies conservatrices,² rappelle la difficulté initiale du traitement de l'idéologie conservatrice : les conservateurs proclament que contrairement aux libéraux et aux travaillistes ils ne disposent d'aucune idéologie. Anthony Quinton définit le conservatisme à travers quatre éléments : *intellectual imperfection*, la nature humaine est par essence imparfaite et il ne sert à rien de vouloir la transformer ; *political scepticism*, les théories politiques sont regardées avec suspicion, le remède étant considéré comme pire que le mal ; *traditionalism*, confiance dans des solutions éprouvées et ayant survécu au cours des siècles ; *organicism*, croyance dans une société interdépendante.³ Le conservatisme serait avant tout un état d'esprit favorisant la stabilité résumé par l'idée d'Oakeshott selon laquelle le conservatisme serait une disposition à apprécier ce qui existe déjà, d'où l'importance de l'Histoire pour ces derniers. E. H. H. Green se penche plus particulièrement sur le cas anglais et avance l'idée suivante : il n'y a pas un conservatisme, mais des idéologies conservatrices. Il donne l'exemple des débats récurrents au cours de l'histoire du parti entre tenants du protectionnisme, d'un certain paternalisme impliquant une intervention de l'État, et les défenseurs du libre-marché, avocats du libre-échange. Le moment Thatcher ne serait pas une révolution mais traduirait des affrontements historiques au sein du parti, en particulier entre sa

1 S. Smith (ed), B. Disraeli, *Sybil*, OUP, Oxford, 1999.

2 E. H. H. Green, *The crisis of conservatism : the politics, economics, and ideology of the Conservative Party, 1880-1914*, Routledge, Londres, 1995, et *Ideologies of Conservatism*, OUP, Oxford, 2001.

3 E. H. H. Green, *Ideologies of Conservatism*, OUP, Oxford, 2001, p. 281.

base et ses dirigeants, Thatcher représentant la victoire de la base sur l'élite conservatrice.¹

La figure de Disraeli est ainsi mobilisée lors de ces affrontements. Dans les années 1880, selon Green, apparaissent des individualistes conservateurs alors qu'un certains nombres de libéraux rallient le parti conservateur sur la question de l'autonomie de l'Irlande.² *De facto*, le parti absorbe une partie des idées libérales en plus de certains de ses anciens partisans. En 1945, Lord Beaverbrook déclare ainsi que le parti est divisé entre les individualistes qui suivent le libéralisme du XIX^e siècle et ceux qui suivent Disraeli et les idées de *Young England*.³ Le débat fait aussi rage entre ceux qui acceptent le consensus de l'après-guerre autour de l'État-Providence et ceux qui veulent laisser une plus grande place au marché. Toutefois, les apparences peuvent être trompeuses, puisqu'en dépit de sa dénomination résolument disraélienne, le groupe *One Nation* cherche à remettre les théories du libre-marché au cœur des discussions sociales et économiques conservatrices.⁴ Le groupe produit ainsi à la fois des paternalistes comme Sir Ian Gilmour et d'ardents libéraux comme Enoch Powell. Il est donc assez difficile d'assigner Disraeli uniquement au courant paternaliste et protectionniste. Dès 1904, Gorst se sert de la mémoire de Disraeli pour défendre le libre-échange comme une politique conservatrice en réponse à un discours protectionniste de Sir Gilbert Parker aux Communes :

I am a Tory of 1866, and during all my Parliamentary career I have served under the leaders who have been free-traders—the late Mr. Disraeli, Sir Stafford Northcote, the late Marquess of Salisbury, and even the present Prime Minister [Balfour], who has told us over and over again that he is a convinced free-trader.⁵

Cet extrait prouve l'importance d'une étude détaillée des utilisations de Disraeli par ses successeurs conservateurs, en particulier en fonction du contexte de l'énonciation de leurs discours. La politique est en effet l'art de présenter des informations au public afin d'influencer leurs opinions et décisions. Suivant Quentin Skinner, il faut essayer de comprendre l'effet que les gens cherchent à produire chez leurs auditeurs lorsqu'ils parlent.⁶ Toutefois, il estime qu'il ne faut pas se fier aux seules intentions des discoureurs. Il faut donc distinguer deux questions lors de la lecture d'un texte : ce que celui-ci veut dire et ce que son auteur a voulu dire. Pour cela, il faut étudier le contexte et l'occasion de ces déclarations.

1 En effet, Macmillan n'aurait jamais été très à l'aise avec sa base militante.

2 *Ibid*, p. 257.

3 *Ibid*, p. 252.

4 *Ibid*, p. 222.

5 *Hansard*, cxxix. 1048, 11 février 1904. « Je suis un Tory de 1866 et tout au long de ma carrière parlementaire, j'ai servi sous des dirigeants qui étaient en faveur du libre-échange – feu Mr. Disraeli, Sir Stafford Northcote, feu le Marquis de Salisbury, et même le Premier ministre actuel, qui nous a dit et redit qu'il était un libre-échangiste convaincu. »

6 « Interpretation and the understanding of speech acts » in Q. Skinner, *Visions of Politics: Volume I: Regarding Method*, CUP, Cambridge, 2002, pp. 103-127.

Enfin :

the understanding of any proposition requires us to identify the question to which the proposition may be viewed as an answer.¹

En plus de la production de discours, le parti conservateur produit des textes de référence qui bien que différents dans leur forme et leur diffusion, répondent à une logique semblable à celle du discours. Il ne s'agit pas directement de programmes politiques, mais d'ouvrages qui cherchent à résumer la philosophie conservatrice. Ils conviennent bien à la pensée conservatrice puisqu'ils n'avancent pas de théorie précise ou de mesures concrètes mais plutôt une façon de voir le monde reposant sur des précédents historiques.

Afin de retracer l'évolution des images de Disraeli au sein de l'élite politique, on procédera en plusieurs étapes chronologiques sur une période allant de 1881, année de la mort de Disraeli, à 1975, où Margaret Thatcher devient la dirigeante du parti conservateur. Cet événement est souvent considéré comme une solution de continuité entre deux formes de conservatisme. Après avoir envisagé Disraeli tel que présenté dans l'histoire du conservatisme produite par ses acteurs, trois périodes seront ainsi distinguées.

De 1881 à 1922, alors que les hommes politiques semblent oublier Disraeli en dépit de puissants hommages rendus immédiatement après sa mort, une série de réformes et d'évolutions politiques approfondissent l'entrée des masses en politique (réforme électorale de 1884, droit de vote des femmes et montée en puissance du travaillisme). La Grande-Bretagne fait aussi face à des défis constitutionnels, économiques et internationaux : alors que le système parlementaire prend une forme plus démocratique, la compétition économique est accentuée par le développement industriel des États-Unis et de l'Allemagne, tout comme le développement de l'empire colonial est limité par les agissements de nations rivales. De son côté, le parti conservateur affronte un parti libéral doté de dirigeants d'envergure, de William Gladstone à Lloyd George en passant par Herbert Asquith. Ainsi, en dépit de la domination du duo Salisbury-Balfour au tournant du siècle, les conservateurs se déchirent sur la question des tarifs douaniers remise à l'ordre du jour par le transfuge Joseph Chamberlain, ce qui conduit un historien comme E. H. Green à parler de « crise du conservatisme » afin de désigner cette période charnière, marquée par des bouleversements et des adaptations incessantes.

En 1922, Andrew Bonar Law met fin à l'alliance entre les conservateurs et les libéraux

¹ *Ibid*, p. 115. « La compréhension de n'importe quelle proposition implique d'identifier la question à laquelle cette proposition peut être vue comme une réponse. »

de Lloyd George, issue de la Première Guerre mondiale. Au premier succède rapidement Stanley Baldwin, qui est l'un des pionniers de la redécouverte de Disraeli durant l'entre-deux-guerres. Alors que la Grande-Bretagne se doit de naviguer entre les conséquences de la guerre, une crise économique durable et des troubles sociaux consécutifs à cette dernière, les conservateurs connaissent un sort très favorable, bien que paradoxalement entaché d'un sentiment d'insécurité profond lié à la montée du socialisme. Enfin, en dépit de leur hégémonie sur la période et des clarifications politiques résultant de leur rupture avec Lloyd George, ils s'engagent à nouveau dans des coalitions nationales, cette fois-ci avec les travaillistes de Ramsay MacDonald.

La dernière période qui nous intéresse débute après la fin de la Seconde Guerre mondiale et s'achève en 1975. Alors qu'un monde nouveau émerge du conflit, marqué par la construction de l'État-providence, une forte croissance et une division de la planète en deux sphères d'influence, le Royaume-Uni se doit de s'inventer un nouveau rôle après la perte de l'Empire. Dans le champ politique, la victoire de Clement Attlee à la sortie de la guerre finit d'imposer le parti travailliste comme le principal adversaire du parti conservateur, bien que l'opposition entre les deux partis ne touche pas les éléments du consensus de l'après-guerre, dont Benjamin Disraeli semble devenir l'un des symboles. Le parti est en effet dominé par des hommes politiques consensuels comme Harold Macmillan et R. A. Butler. L'opposition interne n'en reste pas moins active et continue de remettre en cause le dosage entre collectivisme et individualisme, jusqu'à la victoire de Margaret Thatcher en 1975, qui marque un tournant vers la seconde option et une possible remise en cause de Benjamin Disraeli au sein du panthéon conservateur.

Le conservatisme disraélien à travers les « manuels » conservateurs

Selon Green, les conséquences de l'action de Disraeli sont importantes durant la période 1880-1914. Il aurait réinventé une image pour le parti en prenant fait et cause pour différents sujets. Disraeli aurait fait du parti conservateur le parti de la nation et donc de l'Empire dépossédant les libéraux de leur rôle de parti national. Il aurait aussi permis le passage vers une représentation par le parti de tous les propriétaires et non pas uniquement des propriétaires terriens. Enfin, bien que ses préoccupations en pratique soient assez éloignées d'une franche réforme sociale ou électorale, il a su négocier politiquement parlant l'entrée du parti dans l'ère de la politique des masses, son action sociale étant prolongée par Lord Salisbury.¹ Disraeli est aujourd'hui encore associé au parti de l'Empire, de la propriété et de l'union nationale grâce à la réforme sociale. Jenkins parle de mythologie à propos de l'évolution de l'image de Disraeli au sein des milieux conservateurs.² Le mythe prendrait forme à la fois à partir de l'action de Lord Randolph Churchill et de la création de la Primrose League,³ et des écrits de T. E. Kebbel dans son *History of Toryism* (1886), ces derniers focalisant leur attention sur l'héritage social de Disraeli. À cette liste d'éléments prolongeant et participant de la légende entourant Disraeli, il convient d'ajouter les deux ouvrages de référence suivants : Arthur Bryant, *The Spirit of Conservatism* (1929) et le *Inside Right: A Study of Conservatism* (1977) de Sir Ian Gilmour.⁴

Ces ouvrages de référence peuvent être considérés comme des « manuels » conservateurs. Ils nous permettent de saisir plusieurs enjeux relatifs à l'évolution de l'image de Disraeli. Tout d'abord, ils sont publiés tous les trois à presque cinquante ans d'intervalle chacun : 1886, 1929 et 1977, permettant ainsi de sonder l'idéologie conservatrice. Les trois auteurs sont à des degrés divers liés au parti conservateur et pourraient être considérés comme des intellectuels au sein d'un parti qui proclame pourtant ne pas en posséder : Kebbel est un journaliste, ayant écrit pour des publications conservatrices, Bryant a été enseignant pour des

1 E. H. H. Green, *The Crisis*, pp. 53-144.

2 T. A. Jenkins, *Disraeli*, pp. 142-145.

3 Sur cet aspect, voir : P. Vervaecke, « Dieu, la couronne et l'Empire : La Primrose League, 1883-2000 », thèse, Université Lille-3, en général et pp. 312-314 en particulier, qui traite des rituels reliés au culte de Disraeli.

4 T. E. Kebbel, *History of Toryism*, The Richmond Publishing Co. Ltd., Richmond, 1886 [1972] ; A. Bryant, *The Spirit of Conservatism*, Methuen, Londres, 1929 ; I. Gilmour, *Inside Right: A Study of Conservatism*, Hutchinson, Londres, 1977.

institutions conservatrices,¹ alors que Gilmour a été député et ministre conservateur.² Enfin, ils cherchent tous à définir ce qu'est le conservatisme. Ces tentatives prennent toutefois des chemins différents.

Pour sa part, Kebbel écrit une histoire du parti à travers ses dirigeants, puisque selon lui :

parties must be judged by the policy of their leaders and most prominent members, and not by the prejudices or projects of the rank and file.³

Kebbel résume donc l'histoire du parti au cours du XIX^e siècle par une série d'études biographiques des différents dirigeants conservateurs. En agissant ainsi, il définit les principales préoccupations du parti, à la fois désigné comme Tory dans le titre, puis comme conservateur lorsqu'il s'agit de parler de ses dirigeants. Ce n'est pas une histoire neutre qu'il raconte, puisque Kebbel est un admirateur de Canning et un proche de Disraeli.⁴

1 Sir Arthur Bryant (1899-1985) était un historien, très impliqué dans le développement du Ashridge College. Auteur de biographies reconnues de Charles II, il s'occupe à partir de 1937 du National Book Association, organisme conservateur de diffusion. Dans les années 1930, il ne cache pas son admiration pour l'Allemagne, attitude dans laquelle il persiste jusqu'en 1940 – allant jusqu'à chercher à justifier leur actions contre leur population juive – avant d'en changer au cours de la guerre. [R. Griffiths, « Bryant, Sir Arthur Wynne Morgan (1899–1985) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne ; pour le National Book Club, voir « The Battle of the Books: Book Clubs and Conservatism in the 1930s » in Green, *Ideologies*, pp. 135-156.]

2 Sir Ian Gilmour, Baron of Craigmillar (1926-2007) était un homme politique, avocat de formation, qui fut aussi rédacteur en chef de *The Spectator* (1954-59), avant de devenir député de 1962 à 1992, où il entre à la Chambre des Lords. Il exerça à plusieurs reprises des fonctions ministérielles, sous Heath (MoD) et Thatcher (Lord Privy Seal). Il est aussi l'auteur d'un certain nombre de livres, s'intéressant principalement au parti conservateur. Il fut aussi membre du groupe *One Nation*. [Who's Who 2009]

3 T. E. Kebbel, *History of Toryism*, p. 407. « Les partis doivent être jugés à l'aune de la politique de leurs leaders et des membres les plus éminents, et non pas par les préjugés et projets de la base. »

4 J. Parry, « Kebbel, Thomas Edward (1826–1917) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne. Kebbel écrira d'ailleurs une biographie de Disraeli (cf : B. Caraco, « Postérité et usages de Benjamin Disraeli », mémoire de Master 1, Université Paris-1, p. 58).

Bryant et Gilmour cherchent plus à produire des ouvrages définissant ce qu'est le conservatisme. Toutefois, ils rejoignent Keibel dans leur méthode. Il convient de situer l'ouvrage de Bryant dans le contexte des années 1920, ce dernier pouvant être lu comme un contre-manifeste conservateur visant à lutter contre la menace du socialisme. Bryant fonde principalement sa vision du conservatisme sur celles de Burke et de Disraeli, les citant comme des autorités sur un grand nombre de sujets :

In the speeches and writing of Burke and Disraeli, the creed of Conservatism is preserved for all time...¹

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que la doctrine du parti, qui se perçoit comme national, soit énoncée par deux personnages souvent désignés comme étrangers : un Irlandais et un Juif. Le livre est animé par la même ambition que le Ashridge College, dont Bryant sera un temps le directeur des études, et peut être vu en quelque sorte comme une préfiguration de celui-ci.² Il cherche à apporter des réponses conservatrices, accessibles et compréhensibles au plus grand nombre, à toute une série de thèmes.³ Ce nouveau public est issu de l'élargissement du suffrage et cet effort de vulgarisation doit être mis en parallèle avec les discours de Baldwin à l'époque. Selon Philip Williamson, Baldwin s'inspire de Disraeli dans sa volonté d'éduquer les électeurs en leur faisant accepter une nouvelle gamme de valeurs⁴ En plus de cette volonté d'éducation, il y a chez Bryant une volonté de s'attaquer aux centres d'intérêts de la classe ouvrière (les relations industrielles sont longuement traitées). Le livre est dédié à Lord Melchett,⁵ qui en signe l'avant-propos, et est accompagné d'une préface de John Buchan.⁶ Il n'est pas étonnant de retrouver ces deux noms associés à l'ouvrage de Bryant. Melchett est un artisan de l'union de la nation à travers son action en faveur d'une entente

1 A. Bryant, *Spirit*, p. ix. « Dans les discours et écrits de Burke et Disraeli, le credo conservateur est conservé à jamais... »

2 C. Berthezène, « Creating Conservative Fabians: The Conservative Party, Political Education and the Founding of Ashridge College », *Past & Present*, Numéro 182, Février 2004, pp. 211-240.

3 Toutefois, il convient de remarquer de l'absence notable de références aux nouvelles électriques ou de thèmes concernant leur émancipation et le rôle possible de visionnaire de Disraeli sur le sujet.

4 P. Williamson, *Stanley Baldwin*, CUP, Cambridge, 1999, pp. 148-156.

5 Alfred Moritz Mond, premier Baron Melchett (1868–1930), était un industriel, fondateur de Imperial Chemical Industries, et homme politique britannique. Auteur d'un livre sur les relations entre politique et industrie : *Industry and Politics* (1927), il était en faveur d'une coopération accrue entre patrons et salariés. Il s'illustra lors de la grande grève de 1926 en organisant des discussions avec les leaders syndicaux. D'abord libéral, il rejoint le parti conservateur en 1926 étant en faveur du protectionnisme. Il se déclara alors en faveur d'une union économique impériale. D'origine juive, il s'engagea aussi énormément en faveur du mouvement sioniste à la fin de sa vie. [F. Greenaway, 'Mond family (per. 1867–1973)', *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, Sept 2004; online edn, Jan 2008]

6 John Buchan, premier Baron Tweedsmuir (1875–1940), était un auteur, éditeur et gouverneur-général du Canada d'origine écossaise. Unioniste, il est député de 1927 à 1935 et participe à la fondation d'Ashridge College, tout en cultivant certaines amitiés avec des membres du Labour comme Ramsay MacDonald. Ce dernier le nomma gouverneur-général du Canada en 1935. [H. C. G. Matthew, 'Buchan, John, first Baron Tweedsmuir (1875–1940)', *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, Sept 2004; online edn, Oct 2009]

entre patrons et salariés, comme au cours de la grande grève de 1926, alors que Buchan a participé à la création de Ashridge College et ne cache pas ses sympathies Tory-démocrates (en plus de ses liens avec certains membres du Labour). Les personnalités impliquées dans le livre de Bryant affichent donc toutes une préoccupation sociale.

Gilmour est à mi-chemin entre Kebbel et Bryant : après une brève présentation historique du conservatisme, il érige un panthéon conservateur, regroupant des penseurs comme Hume, Bolingbroke, Burke et Disraeli. Il définit ensuite ce que le conservatisme n'est pas, avant de présenter la philosophie conservatrice et les thèmes qui lui sont chers. Disraeli est là encore une référence de choix. Le simple fait d'avoir inclus un personnage comme Bolingbroke témoigne de l'acceptation par Gilmour de l'histoire du parti telle que la conçoit Disraeli. D'après Michael Bentley, Gilmour estime d'ailleurs que le parti entre dans une nouvelle phase de son histoire avec Disraeli, qui inventerait deux choses : le parti comme parti national, dont la principale préoccupation serait le sort du peuple.¹ Dans son ouvrage, Gilmour mêle donc l'essai, avec la tentative d'établir une définition générale du conservatisme, à l'approche biographique. Le choix de cette dernière que ce soit chez Kebbel ou Gilmour ne constitue pas une surprise connaissant l'importance placée sur l'individu et son action dans l'histoire par le mouvement conservateur.

Disraeli se voit donc consacré garant de l'idéologie conservatrice. Comme ce dernier était allé chercher Bolingbroke pour se légitimer, ces successeurs font appel à lui pour promouvoir leur idée du conservatisme. De sa mort aux années 1970, Disraeli serait donc passé de la figure hétérodoxe présentée comme étrangère au sein du parti, à un personnage consensuel, incarnant l'orthodoxie du parti. Alors que le conservatisme vu par Burke et Disraeli est tout compte fait une création récente, il est présenté par Bryant comme un credo presque éternel, dont Burke et Disraeli seraient les prophètes.² L'image de Disraeli rentre donc dans des stratégies de lutte interne au parti conservateur dans sa quête d'auto-définition. Son exemple est aussi révélateur de l'appropriation de certains grands hommes lors de combats idéologiques. Le but étant de faire parler les morts en sa faveur sur des sujets d'actualité. C'est donc à l'historien que revient la tâche de retrouver le vrai personnage qui se cache derrière sa légende, comme le fait remarquer Peter Clarke dans un article sur Keynes :

Among historians it is now well recognised that a text – or at least a dead author – cannot properly be made to speak on issues, however portentous, which lay outside the author's cognisance at the time of writing, circumscribed by his or her own

1 M. Bentley, « Liberal Toryism in the Twentieth Century », in *Transactions of the Royal Historical Society, Sixth Series*, Vol. 4 (1994), p. 190.

2 Le court récit de l'histoire du parti fait par Bryant suit fidèlement la vision énoncée par Disraeli dans sa trilogie de romans politiques. [Bryant, *Spirit*, pp. 16-24]

concerns. It is simply unhistorical to intuit undeclared doctrines from fragments and obiter dicta, and to father these constructs on unwitting historical figures, however eminent. It follows that the form in which influential ideas were conceived may well be different from that which we have subsequently become familiar.¹

Dans leurs trois livres, ils reprennent le credo classique, analysé par Green : le conservatisme n'est en aucun cas une doctrine. John Buchan rappelle aussi en préface au livre de Bryant :

Conservatism is no catch-penny creed. It is a philosophy of life and of society, and it cannot be truly defended except by those who are conscious of its organic cohesion.²

Le conservatisme s'appréhende plus facilement à travers un ensemble de grands hommes qui se sont auto-proclamés conservateurs. Toutefois, ce ne sont pas uniquement leurs actions qui sont mises en avant, mais leurs écrits. En effet, un personnage tel que Burke n'a jamais exercé de très hautes responsabilités.³ De même, Disraeli est sollicité à travers ses discours et écrits plus qu'à travers des exemples tirés de son action. Cet usage intensif de Disraeli, et de Burke, s'explique peut-être aussi par une pénurie d'auteurs mobilisables pour la cause conservatrice. Un personnage de la stature de Lord Salisbury, bien qu'ayant énormément écrit lorsqu'il devait vivre de sa plume, ne mit jamais ses idées conservatrices sur papier à partir du moment où il occupa des postes ministériels. Se refusant à la théorie, les conservateurs auraient toutefois recours aux plus théoriques de leurs auteurs lorsqu'ils cherchent à résumer l'esprit ou l'essence du conservatisme.

Il convient toutefois de voir si Disraeli se conforme à l'image populaire qui est parfois donnée de lui dans ces trois ouvrages résolument conservateurs et globalement très favorables au résident de Hughenden. Il est en effet présenté comme un fondateur ou un re-fondateur sur

1 P. Clarke, « The Historical Keynes and The History of Keynesianism » in T. C. W. Blanning and D. Cannadine (éd), *History and Biography*, CUP, Cambridge, 1996, p. 204. « Parmi les historiens il est maintenant bien admis qu'un texte – ou du moins un auteur décédé – ne peut être vraiment utilisé pour parler sur des sujets, bien que pompeux, qui sont en dehors de la connaissance de l'auteur à l'époque de la rédaction, circonscrit par ses propres intérêts. Il est simplement ahistorique d'induire des doctrines non déclarés de fragments et d'obiter dicta, et de faire engendrer ces constructions par des figures historiques involontaires, aussi éminentes soient-elles. Il s'en suit que la forme dans laquelle des idées influentes furent conçues soient bien différentes de ce qui est devenu familier. »

2 A. Bryant, *Spirit*, p. ix. « Le Conservatisme n'est pas un credo accrocheur. C'est une philosophie de la vie et de la société, et il ne peut être vraiment défendu excepté par ceux qui sont conscients de sa cohésion organique. »

3 Il fut toutefois député, un temps pour Bristol, et membre de certains comités relatifs à la question indienne.

un grand nombre de sujets.

Sans grande surprise, il est avant tout retenu pour ses préoccupations sociales. Que cela soit chez Kebbel, Bryant ou Gilmour. Le premier rappelle ainsi que de 1831 à 1878, l'immense majorité des réformes sociales furent le fait des Tories, en particulier sous l'égide de Disraeli et de son ministre de l'intérieur, Richard Cross.¹ Bryant le cite largement lorsqu'il s'agit de prouver la prise de conscience par les conservateurs du problème social. La référence aux Deux Nations de *Sybil* n'est pas négligée alors que Disraeli est présenté comme le restaurateur des droits et des libertés du peuple,² de même que pour Bryant :

The newly formed Socialist Party has taken to itself much of the 'social reform' programme of Disraelian Conservatism, but has never perhaps clearly understood its object.³

Disraeli se voit donc aussi décerner le titre d'inspirateur du Labour par Bryant, dans une période de rude concurrence avec ce dernier, qui a conquis le pouvoir brièvement en 1924, avant de le regagner en 1929, la même année où *The Spirit of Conservatism* est publié. Kebbel et Bryant s'accordent sur le fait que Disraeli n'avait que peu de sympathie pour les classes moyennes, qui risquaient de remettre en cause l'unité nationale en cherchant à accaparer le pouvoir pour leurs intérêts propres. Gilmour voit aussi en Disraeli l'émancipateur de la classe ouvrière, entreprenant des réformes plus courageuses que celles de Gladstone. Lord Randolph Churchill, puis Baldwin, seraient des héritiers de cette tradition – en sommeil – de Disraeli à Baldwin. L'activisme social de Neville Chamberlain aidé par Winston Churchill serait un prolongement de cette tradition pour Gilmour. Cette idée de tradition sociale est liée à la volonté d'unir la nation et de faire du parti conservateur le parti national par excellence. Cette volonté aurait été mise en pratique avec succès par Peel et Disraeli :

The two greatest Conservative leaders of the nineteenth century saw that the party must abandon its concentration on trying to please itself. If it was not to degenerate into a mere right-wing faction, dependent on a single interest, it must look at politics in national not in party terms. It must become a national party, and both Peel and Disraeli succeeded in making it one.⁴

Cette insistance sur la question sociale peut aussi s'interpréter, comme le suggéra Peter Ghosh pour les mesures sociales des années 1870, comme une façon de repousser des questions plus

1 T. E. Kebbel, *History*, p. 366 et p. 369.

2 A. Bryant, *Spirit*, pp. 22-23.

3 *Ibid*, p. 75. « Le nouvellement formé Parti Socialiste a repris pour lui une grande partie du programme de réforme sociale du Conservatisme disraélien, mais il n'a peut-être jamais clairement compris son objet. »

4 I. Gilmour, *op.cit.*, p. 37. « Les deux plus grands dirigeants conservateurs du dix-neuvième siècle virent que le parti devait arrêter de se concentrer dans l'auto-satisfaction. S'il ne voulait pas dégénérer en une simple faction de droite, dépendante d'un seul intérêt, il devait voir la politique en termes nationaux et non partisans. Il devait devenir un parti national ce que Disraeli et Peel ont réussi. »

épineuses telles que le changement des institutions.¹ La réforme sociale constituerait encore un leurre favorable à la stabilité institutionnelle.

Le thème des institutions est aussi intimement lié à Disraeli, ce dernier faisant jeu égal avec Edmund Burke sur le sujet. Disraeli aurait réconcilié la classe ouvrière avec la monarchie, l'aristocratie et l'Église anglicane, dont il serait l'un des plus grands défenseurs.² Bryant insiste aussi sur le thème des institutions et en particulier sur la relation entre Disraeli, les institutions et le peuple. Les institutions sont présentées comme au service du peuple, promouvant l'intérêt général face à l'intérêt particulier. Disraeli aurait changé ce qu'il fallait afin de conserver tout ce qu'il y a de bon dans celles-ci. Si Kebbel parle de réconcilier la classe ouvrière avec les institutions, Bryant utilise presque le même discours : elles auraient été rendues aimables à nouveau. Ce dernier insiste aussi sur la monarchie et l'Église anglicane brandies comme des institutions populaires. Bryant met les deux citations suivantes en exergue des chapitres relatifs aux institutions et à la monarchie :

England has become great by her institutions. - Disraeli³

The Monarchy of the Tories is more democratic than the Republic of the Whigs. - Disraeli⁴

Le Disraeli de Bryant est aussi un défenseur des institutions locales.⁵ Gilmour est plus parcimonieux sur le sujet, invoquant toutefois sa *Vindication of the English Constitution* à plusieurs reprises et en particulier dans son chapitre sur la constitution.

En effet, Disraeli est présenté comme un génie de la politique, ayant su, comme le Cardinal Newman pour l'anglicanisme, revenir aux principes primitifs du Toryisme,⁶ réinventant une tradition en puisant dans des sources plus anciennes. Son intelligence politique est révérée et est interprétée positivement et non comme de l'opportunisme. Alors que ce dernier n'a gagné qu'une seule élection, il est célébré paradoxalement pour ses manœuvres politiques. Pour Kebbel, ces dernières seraient dues aux circonstances qu'il a dû affronter tout au long de sa vie. Il serait resté toutefois le même homme, comme en témoignerait la continuité entre ses écrits de jeunesse et ceux de l'âge mûr. Gilmour, en particulier, insiste longuement sur l'intelligence politique de Disraeli et sa contribution au conservatisme :

1 P. R. Ghosh, « Style and Substance in Disraelian Social Reform », c. 1860-80, pp. 59-90, in P. J. Waller (ed.), *Politics and Social Change in Modern Britain*, Harvester, Brighton, 1987.

2 T. E. Kebbel, op. cit., p. 334.

3 A. Bryant, op. cit., p. 35. « L'Angleterre est devenue grande grâce à ses institutions. »

4 *Ibid*, p. 65. « La monarchie des Tories est plus démocratique que la république des Whigs. »

5 *Ibid*, p. 72.

6 T. E. Kebbel, op. cit., p. 399.

But whereas there are theoretical reasons why Liberalism and Socialism should be consistent, there are no similar reasons enjoining consistency on Conservatism. The Tory aim is harmony, not unison. And the Conservative Party has been more concerned to preserve continuity in the state than continuity in its own policies.¹

Disraeli laid down as the abiding concerns of Toryism: 'the institutions of the country' and 'the condition of the people'.²

Le premier extrait ressemble à un dédouanement total des errances de Disraeli, le parti conservateur adoptant alors complètement la philosophie disraélienne. Toutefois, l'éloge de Disraeli se fait encore plus vibrante dans la comparaison dressée par Gilmour entre les deux types de conservateurs acceptant le changement. Un homme comme Peel accepterait le changement lorsque celui-ci devient inévitable, alors que Disraeli anticiperait le changement pour en tirer profit politiquement. Gilmour estime qu'il vaut mieux favoriser le changement pour mieux le contrôler et en fin de compte permettre moins de changement.³ Là encore, Gilmour se pose en fidèle défenseur du crédo disraélien. Il est opportuniste au sens noble du terme, tels que pouvaient le considérer les républicains français de la Troisième République.

Paradoxalement, Disraeli est aussi absent – ou très peu présent – d'un certain nombre de sujets, qui ont pourtant marqué sa carrière politique, confirmant l'idée que ses écrits comptent plus que son action politique. Alors que E. H. H. Green considérait Disraeli comme l'homme qui avait fait passer le parti conservateur du statut de parti de la propriété terrienne à celui de tous les propriétaires,⁴ ce dernier ne ressort pas des arguments en défense de la propriété. Seul Bryant parle de son attachement à l'agriculture, qui ne serait pas uniquement justifiable en des termes économiques, mais aussi en termes politiques, sociaux et internationaux.⁵ Le fait que ces trois livres furent écrit en 1886, 1929 et 1977, explique peut-être l'absence de controverse autour de la propriété et le non-recours à Disraeli pour la défendre. En effet, les réformes électorales de 1867 et 1884 n'ont pas eu les effets escomptés en terme de spoliation des propriétaires par les nouveaux électeurs, dont une large partie est aussi propriétaire. Toutefois, il peut apparaître surprenant que Disraeli ne soit pas cité pour lutter contre certaines tendances collectivistes du Labour (les nationalisations ou la fameuse « *Clause Four* »). Là encore, le contexte d'écriture est important : Keibel écrit alors que le

1 I. Gilmour, p. 39. « Mais alors qu'il y a des raisons théoriques pour lesquelles libéralisme et socialisme doivent être cohérents, la même obligation ne s'applique pas pour le Conservatisme. Le but Tory est l'harmonie, pas l'unanimité. Le parti conservateur a été plus concerné par la préservation de la continuité de l'État que par sa propre politique. »

2 *Ibid*, p. 7. « Disraeli définit comme les préoccupations essentielles du Toryism : les institutions du pays et les conditions de vie du peuple. »

3 *Ibid*, p. 127.

4 E. H. H. Green, op. cit., p. 15.

5 A. Bryant, op. cit., pp. 112-114.

Labour n'est pas encore fondé et que le représentant du socialisme de l'époque, Henry Hyndman, s'est entretenu avec Disraeli avant sa mort et qu'il a même été dénoncé par Gladstone comme un Tory. Bryant écrit en 1929 après une courte expérience travailliste, dont le leader est le respectable Ramsay MacDonald. Enfin, Gilmour se pose en défenseur du consensus issu de l'après-guerre sur les questions économiques et sociales, consensus dont le Labour fut partie prenante.¹

Encore plus surprenante est l'absence relative de Disraeli sur le sujet des affaires étrangères alors que lors de son second mandat de Premier ministre il consacra la majeure partie de son énergie à cette tâche. La première explication concernant ce relatif silence serait que la plupart des questions auxquelles Disraeli s'est intéressé sont résolues au moment où les auteurs écrivent, ou du moins que des problématiques différentes sont apparues, rendant l'approche disraélienne obsolète. Ainsi, seul Keibel entreprend de discuter cette facette de son action, ce qui peut s'expliquer par le caractère historique de son travail, qui cherche à résumer les mesures prises par les dirigeants conservateurs successifs. Toutefois, Keibel cherche à généraliser sur le sujet et aucune expérience ne semble réellement être retirée du moment Disraeli. Seule son attitude vis-à-vis des conflits armés est rappelée. Il est présenté comme un tenant de la doctrine *si vis pacem, para bellum*, qui consisterait en une vigilance à l'égard des voisins expansionnistes de la Grande-Bretagne. Cette position ne serait pas une nouveauté et rattacherait Disraeli à tout un courant traditionnel de politique étrangère en Grande-Bretagne.² Toutefois, l'image de Disraeli liée au jingoïsme fut peut-être jugée trop agressive par ces trois auteurs, dans un pays, qui lorsque Bryant écrit, a déjà souffert la Première Guerre mondiale et lorsque Gilmour écrit, deux conflits mondiaux et une situation de tension internationale. Il serait aussi possible de suggérer, dans le cas de Bryant, que la politique étrangère britannique ne pourrait être exprimée par un étranger. Une telle interprétation n'anticipe pas les déclarations futures de Bryant à propos de l'Allemagne – allant même à défendre le traitement réservé à la population juive allemande – mais montrerait une disposition à de telles déclarations dès 1929. Enfin, plus globalement, il serait possible d'ajouter les remarques de George Orwell sur le caractère relativement pacifiste ou du moins défensif des Anglais vis-à-vis de la guerre :

The mass of the people are without military knowledge or tradition, and their attitude towards war is unvariably defensive. No politician could rise to power by

1 I. Gilmour, op. cit., p. 11.

2 T. E. Keibel, op. cit., pp. 380-383. L'idée que la Grande-Bretagne veillerait à éviter toute émergence d'un pouvoir continental hégémonique en Europe, risquant de la priver d'un accès à la mer, et donc aux ressources issues du commerce et de ses colonies.

promising them conquests or military « glory »¹

La question de l'Empire est relative à ces promesses de conquêtes. Disraeli a bien souvent été associé à tort à l'expansion impériale, alors que selon Jenkins, il aurait surtout découvert le potentiel politique de l'impérialisme après la guerre contre l'Abyssinie², mais n'aurait jamais été en faveur d'une quelconque expansion, son idée des colonies étant principalement limitée aux Dominions.³ Pourtant, David Cannadine, considère Disraeli comme l'un des trois héros de l'aventure impériale (avec Lord Curzon et Winston Churchill) et estime qu'il ne faut pas voir une coïncidence entre apogée de l'Empire et hégémonie du Parti Conservateur.⁴ Cannadine souligne aussi le rôle essentiel de Disraeli concernant l'Inde et l'invention de nouveaux honneurs impériaux en général :

Here, as so often was the case with the hierarchical flowering and Gothic efflorescence of empire, Benjamin Disraeli was the crucial figure.⁵

Il est donc très surprenant de voir que Disraeli n'est pas mentionné une seule fois en relation avec l'Empire dans ces ouvrages. Cela se comprend à la rigueur chez Gilmour, puisque l'Empire avait cessé d'exister et qu'une nostalgie colonialiste aurait sûrement été mal vue. Au contraire, Kebbel et Bryant écrivent alors que l'Empire est en dans une phase d'expansion (la conférence de Berlin ayant eu lieu deux ans auparavant l'écriture de *The History of Toryism*) ou à son apogée. Durant les années 1920, la rhétorique autour de l'Empire aurait peut-être été portée un ton plus bas, la Grande-Bretagne étant plus préoccupée par des questions européennes ou de règlement des conséquences de la Première Guerre mondiale. Enfin, il serait aussi envisageable de penser qu'une figure comme celle de Lord Salisbury, serait, en fin de compte, plus associée avec l'Empire que celle de Disraeli, le précédent ayant été Premier ministre à l'époque de la *Scramble for Africa* et l'apogée de son développement.⁶

Ces quelques extraits d'ouvrages conservateurs illustrent bien la complexité de l'image de Disraeli et de son utilisation. Cette dernière varie en fonction des thèmes auxquels Disraeli est associé, ces derniers pouvant être contradictoires, comme Gorst citant Disraeli dans sa liste de leaders en faveur du libre-échange alors que Disraeli est souvent retenu comme un

1 G. Orwell, « The Lion and the Unicorn: Socialism and the English Genius », 1941 in *Essays*, Everyman's Library, New York, p. 296. « La grande majorité de la population est dépourvue de connaissance ou de tradition militaire, et son attitude face à la guerre est invariablement défensive. Aucun homme politique ne pourrait accéder au pouvoir en leur promettant des conquêtes ou la « gloire » militaire. »

2 T. A. Jenkins, op. cit., p. 74.

3 *Ibid*, p. 90.

4 D. Cannadine, *Ornamentalism*, Penguin Books, Londres, 2001, p. 134.

5 *Ibid*, p. 45. « Ici comme c'était souvent le cas avec la floraison hiérarchique et l'efflorescence gothique de l'empire, Benjamin Disraeli était l'homme clé. »

6 M. Bentley, *Lord Salisbury's World: Conservative Environments in Late-Victorian Britain*, CUP, Cambridge, 2001, p. 220.

protectionniste. Encore plus que les thèmes, ce sont les appropriations personnelles qui sont déterminantes dans l'évolution de l'image de Disraeli. Sa carrière en tant que Tory Démocrate doit sûrement beaucoup aux stratégies personnelles de Lord Randolph Churchill et du Quatrième Parti. Il est donc nécessaire d'enquêter les façons dont les hommes politiques s'approprient leurs prédécesseurs ou les oublient progressivement.¹

1 Pour un exemple de ce type d'étude, voir : P. R. Ghosh, « Gladstone and Peel » in P. R. Ghosh & L. Goldman (ed), *Politics and Culture in Victorian Britain: Essays in Memory of Colin Matthew*, OUP, Oxford, 2006.

La vie politique de Disraeli de 1881 à 1922 : récupération, oubli et opposition

La période allant de la mort de Benjamin Disraeli, Lord Beaconsfield, le 19 avril 1881 à l'année 1922, qui marque la fin du gouvernement d'union nationale regroupant libéraux et conservateurs, sous l'égide de Lloyd George, au profit d'un gouvernement purement conservateur dirigé par le bien vite oublié Andrew Bonar Law, n'est pas considérée à première vue comme favorable à une intégration totale du personnage dans le panthéon conservateur,¹ en dépit des affirmations de John Vincent.² Si Disraeli est adopté par le parti conservateur comme l'un de ses héros, c'est d'abord par l'action de ses fidèles encore actifs en politique, comme Sir Stafford Northcote, leader des conservateurs aux communes, qui inaugure sa statue à Parliament Square. Puis, c'est surtout par l'action de Lord Randolph Churchill et du Quatrième Parti³ durant les années 1880 et à travers la fondation de la *Primrose League* que la mémoire de Disraeli trouve ses principaux vecteurs. Toutefois, la fin de carrière prématurée de Lord Randolph Churchill en 1886 à la suite de sa démission, alors qu'il occupait les postes de Chancelier de l'échiquier et de leader du parti aux communes, et à cause de la maladie qui finira par l'emporter une dizaine d'années plus tard, plongent la postérité de Disraeli dans une certaine obscurité.

Cet oubli s'explique aussi en partie par l'arrivée de Lord Salisbury aux commandes du parti conservateur au milieu des années 1880, à laquelle Lord Randolph Churchill a paradoxalement participé en utilisant l'image de Disraeli, contre l'héritier qu'il avait désigné de son vivant au détriment de Salisbury. Ce dernier, anciennement Robert Cecil, puis vicomte Cranborne, est un virulent critique de l'action de Lord Beaconsfield, et en particulier du passage du second *Reform Act* de 1867, dont Disraeli est l'un des instigateurs avec Lord Derby, alors Premier ministre. À l'époque, Salisbury démissionne du gouvernement Disraeli-Derby, dont il était secrétaire d'État pour l'Inde, en signe de protestation. Les mauvaises relations entre Lord Salisbury et Disraeli de son vivant n'encouragent pas le précédent à faire l'apologie de son prédécesseur lors de ses interventions au Parlement, en dépit de la réconciliation entre les deux hommes datant de la guerre russo-turque et du discours élogieux

1 T. A. Jenkins, *Disraeli and Victorian Conservatism*, Macmillan, Basingstoke, 1996, p. 137.

2 J. Vincent, « Was Disraeli a failure ? » in *History Today* (31: 10, 1981: Oct.), pp. 5-8

3 Pour rappel, le Quatrième Parti est une association informelle de députés conservateurs qui émerge à la fin de l'année 1880 et qui comprend les parlementaires suivants : Lord Randolph Churchill, John Gorst, Henry Drummond Wolff et Arthur Balfour. Ils se caractérisent par leur opposition agressive à la fois envers Gladstone et le leader des conservateurs à la Chambre des Communes, Northcote.

– de circonstances – prononcé par Salisbury aux Lords à la mort de Lord Beaconsfield.¹ Si Salisbury ne compte pas Disraeli parmi ses inspirateurs, cela ne l'empêche pas de récupérer la *Primrose League* comme outil de promotion des valeurs conservatrices auprès des classes populaires. Toutefois, au niveau des dirigeants successifs du parti, le silence est de mise autour de la figure de Disraeli. Salisbury, présidant aux destinées du parti – seul ou accompagné – de 1881 à 1902, il se voit remplacé lors de sa retraite par son neveu Arthur Balfour, qui conduit le parti de 1902 à 1911, d'abord comme Premier puis comme leader de l'opposition. Ce dernier partage l'aversion de son oncle pour Disraeli et se montre donc parcimonieux dans ses références au grand homme. Balfour est remplacé en 1911 par le terne Bonar Law à la suite du fiasco du *Parliament Bill*. Bien que vu comme le candidat du compromis entre le fils de Joseph Chamberlain, Austen, et le plus traditionnel propriétaire terrien, Walter Long, Bonar Law ne semble pas chercher à reprendre la rhétorique disraélienne, en dépit de son admiration pour le personnage.²

Si Disraeli est relativement peu invoqué par ses successeurs et partisans, il n'en tombe pas moins dans un oubli total. Il est en effet toujours cité sur de nombreux sujets et par un certain nombre de ses anciens opposants et de leurs héritiers. Il figure en bonne place parmi les autorités invoquées sur des questions diverses comme le vote des femmes ou les débats entre protectionnistes et libre-échangistes, paradoxalement le plus souvent au profit de ces derniers, alors qu'il est traditionnellement associé aux tenants d'un système protectionniste depuis la bataille des *Corn Laws*. De même, le précédent du canal de Suez n'est pas mis en avant afin de faire l'apologie de l'Empire britannique mais le plus souvent comme un argument en faveur d'une intervention renforcée de l'État dans l'activité économique. Ainsi, de 1881 à 1922, le nom de Disraeli est peut-être plus souvent invoqué par des hommes politiques libéraux ou des membres du parti travailliste naissant que par des conservateurs.

Afin de comprendre la complexité de la postérité de Disraeli au sein de l'élite politique britannique durant les quarante premières années après sa mort, la tentative de récupération du précédent par Lord Randolph Churchill sera d'abord envisagée avant de passer à une présentation des principaux thèmes dans lesquels l'image de Disraeli est engagée et distordue.

1 *Hansard*, cclxi. 6-8, 9 mai 1881 (Lords).

2 E. H. H. Green, « Law, Andrew Bonar » in *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne.

Lord Randolph Churchill et le Quatrième Parti : définition et captation de l'héritage disraélien

À la recherche de la *Tory Democracy*

La relation de Lord Randolph Churchill avec Disraeli est à replacer dans le contexte d'une tentative de séduction des nouvelles couches électorales par le père de Winston Churchill. Le sujet rappelle d'ailleurs les débats historiographiques qui entourent et questionnent la sincérité de l'intérêt de Disraeli pour les conditions de vie des classes populaires.¹ Lord Randolph Churchill est souvent présenté comme le promoteur de la *Tory Democracy*, dont Disraeli serait le fondateur. Toutefois, la définition du terme est plus que problématique et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que le promoteur n'a finalement que très rarement utilisé celui-ci – trois fois en tout et pour tout, mais aussi parce que lorsqu'il lui fut demandé de l'expliquer, il répondit par une boutade, à savoir que la *Tory Democracy* ne serait qu'un synonyme de l'opportunisme.² R. E. Quinault remet ainsi largement en cause l'association Lord Randolph Churchill-*Tory Democracy*. Cette dernière serait à la fois un mythe et un moyen. En effet, les votes de Churchill au Parlement vont rarement dans le sens des réformes sociales, il soutient le très aristocratique Lord Salisbury ainsi que la Chambre des Lords. Toutefois, ce mythe est un moyen très utile afin d'attirer l'attention des masses, en particulier lorsque celui-ci cherche à devenir député pour la très urbaine circonscription de Birmingham. Sur le plus long terme :

Churchill's tory democracy consisted of new means rather than new ends. He simply wished the new electorate to dance to the old tory tune: defending the established constitution. [...] Popular belief that Churchill was a tory democrat, though initially largely a myth, soon became a political force in its own right.³

Ce mythe est d'ailleurs renforcé par la biographie de son fils, Winston, alors en froid avec les conservateurs, qui présente son père comme un libéral qui s'ignore.⁴

R. F. Foster, dans sa biographie du personnage, fait écho aux remarques de Quinault

1 Sur cette question, voir P. Smith, *Disraelian Conservatism and Social Reform*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1967 ; P. R. Ghosh, « Style and Substance in Disraelian Social Reform », c. 1860-80, pp. 59-90, in P. J. Waller (ed.), *Politics and Social Change in Modern Britain*, Harvester, Brighton, 1987.

2 R. E. Quinault, « Lord Randolph Churchill and Tory Democracy, 1880-1885 », in *The Historical Journal*, Vol. 22, No. 1 (Mar., 1979), pp. 142-143.

3 Ibid, pp. 163-164. « La démocratie tory de Churchill était davantage un assemblage de méthodes nouvelles que de nouvelles finalités. Il souhaitait simplement voir le nouvel électorat danser la vieille ritournelle tory : défendre la constitution en place. [...] La croyance populaire selon laquelle Churchill était un démocrate tory, bien qu'à l'origine largement un mythe, devint rapidement une force politique en soi. »

4 R. Quinault, « Churchill, Lord Randolph Henry Spencer » in *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne. W. Churchill, *Lord Randolph Churchill*, Macmillan, Londres, 1907.

sur la récupération, plus artistique que factuelle, du père par le fils.¹ Ses conclusions rejoignent globalement celles de Quinault : Churchill emprunte certes des idées avancées socialement à des hommes comme John Gorst et Edward Clarke mais, dans les faits, il ne met en pratique que la première partie de l'expression *Tory Democracy*. Ses idées sur la réforme sociale sont plus que limitées et son célèbre article « *Elijah's mantle* », publié le 1er mai 1883, présenté comme un éloge de la réforme sociale à la Disraeli, passe plus de temps à encenser Salisbury, ne faisant allusion au précédent que dans son dernier paragraphe.² Toutefois, là encore, la mystification est présentée comme ayant réussi :

Indeed, numerous authorities at the time and since, have painstakingly catalogued Churchill's political resemblance to Disraeli: which was no more than the former would have hoped for.³

Il convient de situer Lord Randolph Churchill au sein du *Fourth Party*, dont il est le leader, bien que les contours de cette coterie soient parfois assez flous et leurs rapports parfois distendus. En effet, si Churchill est resté dans l'Histoire comme l'héritier de Disraeli, c'est qu'il a tout de même incarné certains espoirs pour des conservateurs ayant cru à la *Tory Democracy*, tout particulièrement John Gorst, souvent présenté comme l'artisan de la victoire de 1874 grâce à sa réorganisation du parti et les bénéfices qu'il aurait su tirer de l'élargissement du corps électoral et donc des nouvelles couches populaires. Churchill aurait donc puisé dans le réservoir d'idées que pouvait fournir un Gorst qui pensait que Churchill prendrait le rôle auprès de la classe ouvrière que Disraeli avait refusé dans les années 1870.⁴ En plus de ces attentes en terme de programme, Gorst se rapproche de Churchill sur un désamour partagé des dirigeants du parti et un sentiment de ne pas être reconnu à sa juste valeur. Toutefois, les préférences de Gorst en terme de leadership vont en faveur de Northcote et non de Salisbury, trop peu démocratique à son goût. Sir Henry Drummond Wolff rejoint Churchill à la fois par leurs connections familiales, mais aussi de par leur intérêt commun pour la question orientale – l'Égypte principalement. Les rapports du groupe avec Arthur Balfour sont plus distants, puisque ce dernier est avant tout lié à la carrière de son oncle, le marquis de Salisbury.⁵ Churchill est donc le point de ralliement de ce réseau qui commence à s'affirmer aux communes au début des années 1880.

1 R. F. Foster, *Lord Randolph Churchill: A Political Life*, Clarendon Press, Oxford, 1981, p. 59.

2 Ibid, pp. 115-117.

3 Ibid, p. 116. « En effet, de nombreux personnages faisant autorité à l'époque et depuis, ont méticuleusement catalogué Churchill comme ressemblant politiquement à Disraeli ; ce qui n'était pas moins ce que le précédent espérait. »

4 Ibid, pp. 79-80. Si Winston Churchill participe à la « disraélisation » de son père par ses écrits, le fils de John Gorst, Harold, a aussi le soin de présenter le *Fourth Party* comme l'héritier du mouvement *Young England* de Disraeli. [H. E. Gorst, *The Fourth Party*, Smith, Elder & Co., London, 1906, pp. 1-10.]

5 Ibid, p. 71.

C'est aussi le premier des quatre, à la fois dans ses interventions parlementaires et à la tribune, à évoquer Disraeli, en dépit de l'absence de sincérité que lui reprochent Quinault et Foster. Gorst, qui avait longtemps cru à un Disraeli capable de mettre en œuvre un conservatisme populaire, ne cite pas une seule fois son ancien maître – peut-être par ressentiment envers des espoirs trahis par un Lord Beaconsfield arrêtant – trop rapidement – ses réformes sociales après 1875 pour se concentrer sur les questions étrangères. Il faut attendre le 7 février 1895 pour que Gorst prononce son nom aux Communes, soit bien longtemps après la période de gloire du Quatrième Parti, alors que Lord Randolph Churchill est depuis longtemps hors-jeu et que leur instrument, la *Primrose League*, est passée entre les mains de Salisbury. Toutefois, bien que le ressentiment puisse expliquer cette absence de référence à Disraeli, il est très probable que Gorst ait préféré laisser la lumière à Churchill, restant l'homme de l'ombre, de l'organisation et des idées à la source de la *Tory Democracy*. En effet, Gorst n'intervient pas dans les débats, d'après le *Hansard*, de 1875 à 1886.¹ Pour E. J. Feuchtwanger, « *[Gorst's] influence may be seen in the emphasis on tory democracy as the legacy of Disraeli and in the importance placed on social reform.* »²

Balfour est tout aussi peu loquace sur le sujet. Il est presque aussi silencieux que Gorst, sauf sur une question de procédure parlementaire lors des débats entourant le passage du *Second Reform Act* de 1884, où il fait appel à un précédent de Disraeli concernant les jours de réunion permis pour le Parlement.³ Balfour fera plus souvent appel à Disraeli une fois leader des conservateurs aux Communes, mais sans grande chaleur. L'absence presque complète de référence à Disraeli dans la bibliographie foisonnante des ouvrages publiés de Balfour – même en excluant ses opus philosophiques – est révélatrice du peu d'enthousiasme du neveu de Salisbury à l'égard de Disraeli.⁴ Un extrait d'un débat du 18 mai 1900, bien que prononcé dans un contexte précis, résume peut-être l'attitude de Balfour concernant la source d'enseignements que pourrait être Disraeli :

I must say that in those circumstances it seems to me to be of very little importance what Mr. Gladstone said to Mr. Disraeli, or what Mr. Disraeli replied to Mr. Gladstone; the whole of that debate is absolutely irrelevant.⁵

1 <http://hansard.milbanksystems.com/people/sir-john-gorst> [consulté le 14 janvier 2010]

2 E. J. Feuchtwanger, « Gorst, Sir John Eldon (1835–1916) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne. « L'influence de Gorst est visible dans l'insistance sur la tory démocratie comme héritage de Disraeli et l'importance accordée à la réforme sociale. »

3 *Hansard*, cclxxxvii. 1177, 2 mai 1884.

4 Disraeli n'est cité que dans les deux livres suivant : A. Balfour, *Essays and Adresses* (3rd Edition), David Douglas, Edinburgh, 1905, p. 196 et à deux reprises dans A. Balfour, *Opinions and arguments 1910-1927*, Hodder and Stoughton, Londres, 1927.

5 *Hansard*, lxxxiii. 611, 18 mai 1900. « Je dois dire que dans ces circonstances il me semble être de peu d'importance de savoir ce que Mr. Gladstone dit à Mr. Disraeli, ou ce que Mr. Disraeli a répondu à Mr. Gladstone ; tout ce débat est absolument déplacé. »

Wolff a plus souvent recours à Disraeli dans ses discours. Les similitudes des parcours biographiques des deux personnages expliquent peut-être une plus grande affinité de Wolff pour Disraeli. La famille de Wolff est aussi d'origine juive et est convertie au christianisme depuis son père, Joseph. Wolff utilise la figure de Disraeli dans un cadre relativement défini : elle lui permet de porter des attaques contre la politique étrangère de Gladstone – sur l'Égypte tout particulièrement, dont il peut se considérer comme un expert ayant travaillé comme diplomate et ayant été mis à contribution par Disraeli afin de soutenir sa politique concernant le canal de Suez.¹ Ces interventions prennent souvent Gladstone à contre-pied, puisque Wolff reproche à Gladstone ce qu'il reprocha en son temps à Disraeli. Dès le 26 juillet 1882, Wolff attaque Gladstone sur la question égyptienne en traitant son gouvernement de « jingo », alors que le terme est traditionnellement associé avec le gouvernement de Lord Beaconsfield, dont Gladstone fut le principal opposant :

It was supposed that Her Majesty's Government had taken up this Jingo policy for the purpose of eclipsing entirely the policy of Lord Beaconsfield.²

L'exemple – vertueux – du gouvernement disraélien permet donc de mettre Gladstone en face de ses contradictions :

The present Government was brought in to reverse the policy of Lord Beaconsfield and to substitute a Liberal for a Conservative policy; and certainly it had never been a Liberal policy to maintain a Sovereign in power against the national will of his people.³

En effet, à partir de 1882, la Grande-Bretagne intensifie son activité militaire en Égypte afin de restaurer le Khédivé Tewfiq, alors que ce dernier avait du renvoyer son Premier ministre sous la pression populaire. Le bombardement d'Alexandrie par les Britanniques et la défaite de l'armée égyptienne conduisent au maintien du Khédivé. Le 23 avril 1885, Wolff demande à Gladstone s'il compte suivre le mauvais exemple de Disraeli – qu'il avait dénoncé à l'époque – en cachant certaines informations aux Communes.⁴ Le 11 mai 1885, Wolff revient à la charge sur le même mode, citant encore une fois l'exemple de Gladstone, lors de sa campagne du Mid-Lothian, reprochant à Lord Beaconsfield de mener une politique opaque. Cet argument permet à Wolff de dénoncer la gestion de la guerre afghane menée par Gladstone ; cette dernière allant à l'encontre de la bonne politique du précédent gouvernement. Lors du même

1 M. Pugh, « Wolff, Sir Henry Drummond Charles (1830–1908) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne.

2 *Hansard*, cclxxii. 1841, 26 juillet 1882. « Il était supposé que le gouvernement de Sa Majesté avait repris cette politique jingoïste afin d'éclipser entièrement celle de Lord Beaconsfield. »

3 *Hansard*, ccxcii. 479, 11 août 1884. « Le présent gouvernement fut appelé pour inverser la politique de Lord Beaconsfield et pour substituer une politique libérale à une conservatrice ; et cela n'a sûrement jamais été une politique libérale que de maintenir un souverain contre la volonté nationale de son peuple. »

4 *Hansard*, ccxcvii. 488, 23 avril 1885.

discours, il se sert de lettres écrites par Lord Beaconsfield afin de comparer Gladstone au tyran turc Reschid Pasha.¹ Enfin, il finit son intervention par la diatribe suivante :

In the latter year Lord Beaconsfield secured "peace with honour," and every single act of precaution by means of which he secured peace was opposed by the Peace Party in this House. In 1854 [année marquant le début de la guerre de Crimée] we drifted into war, and the right hon. Gentleman opposite [Gladstone] was most responsible for that.²

La figure de Disraeli est donc mise à contribution afin de tester la crédibilité du gouvernement Gladstone, élu en partie sur des questions de politiques étrangères – le scandale bulgare – et prônant une politique humaniste dans la sphère internationale. Disraeli devient donc l'homme de la paix alors que Gladstone est transformé en une figure belliqueuse, éloignée de l'humaniste-pamphlétaire du Mid-Lothian. L'affrontement Disraeli-Gladstone survit à la mort du premier, puisque de nombreux sujets sont encore assez « frais » pour que le nom et l'action de celui-ci puissent être invoqués directement. Lord Randolph Churchill ne s'en prive d'ailleurs pas, et a un recours intensif à Disraeli afin d'attaquer le gouvernement libéral, mais aussi afin d'attirer les électeurs à l'occasion de meetings ou de dîners.

Disraeli : le parlementaire et le populaire

Une distinction intéressante dans l'image véhiculée de Disraeli semble se dessiner suivant les occasions où son nom est prononcé par Lord Randolph Churchill. Ce sont des facettes différentes de Disraeli qui sont mises en avant par Churchill suivant s'il s'exprime au Parlement ou à la tribune. Ce n'est pas en terme de nom que la différence est sensible. Il le désigne à des époques similaires à la fois par son nom de famille, Disraeli, ou par son titre de noblesse, Lord Beaconsfield.³ De même, le fait de s'exprimer à l'extérieur du Parlement et dans des circonscriptions plus populaires que le Woodstock de Blenheim – Birmingham par exemple – ne l'empêchent pas de parler de Lord Beaconsfield.⁴ C'est essentiellement dans les thèmes abordés que les différences s'affirment.

Deux thèmes communs ressortent des interventions de Churchill – à la fois dans les

1 Reschid Pasha (1800-1858), diplomate ottoman, fut six fois grand vizir entre 1845 et 1857. Il était partisan d'une occidentalisation de l'Empire.

2 *Hansard*, ccxcviii. 179, 11 mai 1855. « Ces dernières années, Lord Beaconsfield assura la « paix avec honneur », et chacune de ses actions préventives, grâce auxquelles il garantit la paix, fut opposée par le Parti de la Paix dans cette Chambre. En 1854 nous avons été embarqués dans la guerre, et l'honorable gentleman opposé était particulièrement responsable de cet état de fait. »

3 *Hansard*, cclxxiv. 1443, 14 novembre 1882. [Disraeli] ; *Hansard*, cclxvi. 451, 10 février 1882 [Lord Beaconsfield].

4 « Trust the People », Birmingham, April 16, 1884, in Louis J. Jennings (ed.), *Speeches of the Right Honourable Lord Randolph Churchill, M.P., 1880-1888*, Longmans, Green, and Co., Londres, 1889, vol. I, pp. 131-140.

débats et dans les discours : les attaques contre Gladstone et le sujet de l'Irlande. Churchill mène une opposition frontale à Gladstone, se plaçant dans la continuité de Disraeli, renforçant sa « filiation symbolique » avec ce dernier, opérant déjà dans le champ de la démocratisation du parti.¹ Ainsi, Lord Randolph Churchill prend le dernier gouvernement de Disraeli comme exemple d'ouverture et de réceptivité à la critique interne, contrairement au gouvernement de Gladstone :

There was a great deal of independence in the Tory Party in the last Parliament, and it would have been quite possible for the Prime Minister, or any of his Colleagues, to have appealed to the majority for permission to move the adjournment and been certain of being heard; but he [Lord Randolph Churchill] regretted to say that in the present Parliament things were different.²

Disraeli, présenté par certains comme un dictateur lors de la dernière législature,³ est transformé en grand démocrate par Churchill. De même, il n'hésite pas à retourner les insultes proférées par Gladstone contre Disraeli à leur envoyeur, comme dans l'extrait suivant :

There was once a Member of Parliament, who is now a Minister of the Crown, who imputed Lord Beaconsfield, at a public meeting, as a man who never hardly told the truth except by accident, and who flung at the British Parliament the first lie that entered his head. I should not think of adopting such language in addressing the Chair in this House, for the reason that you, Sir, might consider it un-Parliamentary; but of all the temptations to which human nature is liable, of all the temptations which have assailed human beings from the beginning of the world, none have been more powerful than that which assails me to-night—the temptation to use that quotation against Her Majesty's Government, and to adopt that language as my own.⁴

Paradoxalement, Churchill renforce l'image du Disraeli dénué de conviction en rappelant les attaques de Gladstone contre son prédécesseur.⁵ Il compare aussi les deux hommes dans

1 P. Vervaecke, « Lord Randolph Churchill et la “Bataille des Tribunes” (1880-1886) », *Cercles* 7 (2003), p. 138.

2 *Hansard*, cclxxiv. 1452, 14 novembre 1882. « Il y avait beaucoup d'indépendance au sein du parti Tory lors du dernier Parlement, et il aurait été bien possible pour le Premier Ministre, ou n'importe lequel de ses Collègues, d'avoir à en appeler à la majorité afin d'obtenir la permission de déplacer l'ajournement et d'être certain d'être entendu ; mais il regrettait d'avoir à dire que dans le présent Parlement les choses étaient différentes. »

3 Pour un aperçu de ce type d'accusations, voir : G. C. Thompson, *Public Opinion and Lord Beaconsfield*, Londres, 1886, 2 volumes.

4 *Hansard*, cclxxxiv. 734, 12 février 1884. « Il y avait autrefois un Membre du Parlement, qui est maintenant Ministre de la Couronne, qui désigna Lord Beaconsfield, à une réunion publique, comme un homme qui ne disait que rarement la vérité si ce n'est par accident, et qui lançait au Parlement britannique le premier mensonge qui entraînait dans sa tête. Je ne devrais pas penser à adopter un tel langage en adressant le Président de cette Chambre, pour la raison, que vous, Monsieur, puissiez considérer cela comme non-parlementaire ; mais de toutes les tentations auxquelles la nature humaine est encline, de toutes les tentations qui ont assailli les êtres-humains depuis le commencement du monde, aucune n'a été aussi puissante que celle qui m'assaille ce soir – la tentation d'utiliser cette citation contre le Gouvernement de sa Majesté, et d'adopter ce langage comme le mien. »

5 Voir aussi : « Egypt and England », Edinburgh Music Hall, December 18, 1883 in Jennings, op. cit., vol. I, pp. 70-85, pour le même type de renversement, Gladstone apparaissant comme opportuniste et Disraeli

l'arène des affaires étrangères et prenant exemple du succès de Lord Beaconsfield lors du Congrès de Berlin en 1878, qui avait su éviter une guerre avec la Russie en mobilisant habilement les troupes selon Churchill, pour souligner la faiblesse de la position de Gladstone lors de la Conférence de Berlin, qui se tient en 1884.¹

Un autre leitmotiv émerge des discours où le fantôme de Disraeli vient hanter Gladstone : celui de la victimisation de Disraeli. C'est sûrement un Disraeli plus humain qui ressort de ces constantes références au sort qui lui fut réservé par Gladstone et ses acolytes. Ainsi, le 30 avril 1883, Lord Randolph Churchill termine ainsi son intervention :

The diminished number of supporters of the Government in this House, the striking results of the various elections, at Northampton and in the country, the enormous number of petitions, confirm what I say. The Prime Minister tells us that we are, on this occasion, to disregard the feelings of the people. I am surprised at such a command from him. What a torrent of denunciation should we have had from if Mr. Disraeli had ever uttered such a sentiment as that.²

Faisant sûrement référence aux attaques antisémites des libéraux envers Disraeli³ et réagissant à un article de presse soulignant le besoin de Gladstone d'être entouré de gardes du corps pour se rendre à la messe, Churchill fait le commentaire suivant :

Mr. Gladstone and his colleagues, to destroy Lord Beaconsfield, did not scruple to appeal to the most desperate instincts of the human race; and now, to control and crush down this legion of foul fiends, the resources of civilisation are almost exhausted.⁴

Enfin, avant l'élection générale de 1885, il présente Disraeli comme un des éléments moteurs du ralliement des libéraux en 1880 alors qu'ils sont actuellement divisés sur la question de l'Irlande :

In 1880 the Liberal party were for the time united. Their intense hatred of Lord Beaconsfield had composed their differences and smothered their passions for the

comme fidèle à ses convictions.

1 *Hansard*, cclxxxviii. 204, 13 mai 1884.

2 *Parliamentary Oaths, speech delivered by Lord Randolph S. Churchill in the House of Commons on the Second Reading of the Parliamentary Oaths Act Amendment Bill, on Monday the 30th of April, 1883*, Chapman and Hall, Londres, 1883, p. 22. « Le nombre diminué des partisans de ce Gouvernement dans cette Chambre, le résultat frappant des diverses élections, à Northampton et dans le pays, le grand nombre de pétitions, confirment mes dires. Le Premier Ministre nous dit qu'en cette occasion nous faisons peu cas des sentiments du peuple. Je suis surpris qu'une telle remarque vienne de lui. Quel torrent de dénonciation aurions-nous vu si Mr. Disraeli avait osé proférer un tel sentiment. »

3 Sur l'antisémitisme visant Disraeli et les limites de l'humanisme libéral voir A. S. Wohl, « 'Dizzi-Ben-Dizzi' : Disraeli as Alien », in *The Journal of British Studies*, Vol. 34, No. 3, Victorian Subjects (Jul., 1995), pp. 375-411.

4 « Financial Reform : the Administration of Chips », Blackpool, January 24, 1884, in Jennings, op. cit., vol. 1, p. 115. « Mr. Gladstone et ses collègues, afin de détruire Lord Beaconsfield, n'avaient pas de scrupules à appeler aux plus bas instincts de la race humaine ; et maintenant, pour contrôler et abattre cette légion de démons, les ressources de la civilisation sont presque épuisées. »

time.¹

Cette stratégie d'opposition frontale à Gladstone est d'autant plus fructueuse que selon Martin Pugh : « *Gladstone foolishly played into the hands of the four by his readiness to reply to every question with laborious explanations.* »²

Disraeli est mis à contribution sur la question irlandaise. L'activité de Lord Randolph Churchill dans ce domaine s'explique par son expérience irlandaise, acquise auprès de son père, le Duc de Marlborough, vice-roi d'Irlande à partir de 1877. Churchill était en effet le secrétaire particulier de ce dernier. Il est donc capable de faire preuve d'une bonne expertise sur la question, ce qui est une capacité assez rare alors que le débat sur le *Home Rule* fait rage. Il invoque un Disraeli-Cassandra à plusieurs reprises, comme à Hull le 31 octobre 1881 :

but there must be many now of those who were so turned who are bitterly and regretfully reminding themselves that Lord Beaconsfield predicted that all these evils would be the result of the triumph of Mr. Gladstone. Lord Beaconsfield slumbers in an honoured grave in Hughenden churchyard; his memory is cherished by the Sovereign and her people ; his genius and his career will for long be fresh in the minds of succeeding generations, and his name is ineradicably stamped on the pages of fame as that of a Minister who loved his country beyond all things, and who, whilst he was in power, kept Britain united and made her great.³

En suit une description peu flatteuse de Gladstone et de ses trahisons envers son pays, la couronne et son parti. La figure de Disraeli est aussi passage nationalisée. Deux autres interventions, cette fois-ci aux Communes, datant de 1882, reprennent le même couplet :

The Prime Minister seemed irritated because the state of Ireland now was worse compared with its condition in 1880. Was not the state of the country clearly described in the letter of Lord Beaconsfield,⁴ in which he said that Ireland was menaced by something "more serious than pestilence or famine?" But the Prime Minister derided that statement, and now he says that he was not aware that the

1 « State of Parties in 1885 », Manchester, November 6, 1885, in Jennings, op. cit., vol. I, p. 327. « En 1880 le parti Libéral était pour une fois uni. Leur haine intense de Lord Beaconsfield avait dépassée leurs différences et adouci les passions sur le moment. »

2 M. Pugh, « Wolff, Sir Henry Drummond Charles (1830–1908) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne. « Gladstone jouait stupidement le jeu du quatre par sa réactivité à répondre à chaque question à l'aide d'explications laborieuses. »

3 Jennings, op. cit., vol. 1, p. 52. « mais ils doivent être nombreux maintenant ceux qui ayant été convertis qui se rappellent amèrement et avec regret que Lord Beaconsfield prédit que tous ces malheurs seraient le résultat du triomphe de Mr. Gladstone. Lord Beaconsfield repose dans une tombe honorée dans le cimetière de Hughenden ; sa mémoire est chérie par le Souverain et son peuple ; son génie et sa carrière seront pour longtemps frais dans les esprits de générations successives, et son nom est invariablement imprimé sur les pages de la gloire comme celui d'un Ministre qui aimait son pays plus que tout, et qui, lorsqu'il était au pouvoir, conserva la Grande-Bretagne unie et la rendit grande. »

4 Peu avant l'élection générale de 1880, Disraeli avait envoyé une lettre au Duc de Marlborough, alors Lord-Lieutenant de l'Irlande, le mettant en garde contre des Irlandais influents projetant de remettre en cause les liens constitutionnels unissant l'Irlande à l'Angleterre. Cet avertissement se doublait d'une crainte que les Libéraux n'en profitent pour affaiblir l'Empire.

state of the country in 1880 was so bad as it was then represented to be.¹

Le 26 juin 1886, dans sa circonscription de Paddington, il invoque encore une fois un Disraeli présentant la question irlandaise comme « *insoluble* ».²

Si les piques adressées à Gladstone et la question irlandaise sont des éléments communs au discours parlementaire et public, certains registres ou thèmes semblent être abordés davantage au Parlement. Tout d'abord et dans une certaine mesure logiquement, Disraeli est utilisé comme précédent sur des questions d'ordre parlementaire, comme lorsque Churchill conseille à Gladstone de dissoudre, se fondant sur la démarche de Disraeli de 1867 lorsque son gouvernement échoua à faire passer l'*Irish Church Bill*.³ Toutefois, bien que faisant appel à Disraeli comme argument d'autorité ou d'ancienneté, ces interventions ne nous renseignent que peu sur l'image de Disraeli chez Lord Randolph Churchill. Au contraire, lorsque Disraeli est appelé au secours des institutions, son image de champion de la monarchie et de la constitution est renforcé. Lorsque Charles Bradlaugh attaque la « *civil list* » et les domaines royaux, Churchill cite un discours de Disraeli rappelant les droits du souverain à posséder pleinement ses domaines : « *I found myself on an authority which is good enough for me, and that is a speech on this subject by Mr. Disraeli.* »⁴ Il convient de rappeler que ce sujet n'est pas étranger aux intérêts directs de Lord Randolph et de sa famille, puisque cette dernière – traditionnellement peu aisée – reçoit une pension royale, un temps attaquée par Bradlaugh.

C'est d'abord lors de joutes contre ce même Bradlaugh que Disraeli est mis pleinement à contribution. Durant les années 1880, le républicain et athée Charles Bradlaugh est élu à plusieurs reprises député. Il ne peut toutefois pas occuper son siège à cause du serment que doivent prêter tous les parlementaires, serment qui reconnaît l'existence de Dieu. Dans son combat, Bradlaugh est confronté à l'opposition du *Fourth Party* qui se constitue à l'occasion. Ses quatre protagonistes sont tous sincèrement intéressés par la question religieuse. Ils sont aussi révoltés par certaines opinions de Bradlaugh non directement reliée à la question, comme son républicanisme ou son soutien à une politique de contrôle des naissances. Attaquer Bradlaugh est aussi un moyen pour Churchill de redorer son blason auprès de la

1 *Hansard*, cclxvi. 451, 10 février 1882 ; voir aussi : *Hansard*, cclxxiv. 611, 1er novembre 1882. « Le Premier ministre semble irrité par le fait que l'état de l'Irlande soit maintenant pire que celui de 1880. L'état du pays n'avait-il pas été clairement décrit dans une lettre de Lord Beaconsfield, dans laquelle il disait que l'Irlande était menacée par quelque chose « plus sérieux que la peste ou la famine » ? Mais le Premier ministre méprisa ce constat, et prétend maintenant qu'il n'était pas conscient que l'état du pays en 1880 était aussi mauvais qu'il était alors présenté. »

2 Jennings, op. cit., vol. II, pp. 51-52.

3 *Hansard*, cclxxxix. 643-644, 17 juin 1884.

4 *Hansard*, cccxxxviii. 1454, 26 juillet 1889. « Je me fonde sur une autorité qui est suffisante pour moi et il s'agit d'un discours sur le sujet de Mr. Disraeli. »

famille royale après ses démêlés avec le Prince de Galles. Outre l'opposition dans l'arène parlementaire, la fondation de la *Primrose League* par Wolff, Gorst et Churchill, peut être interprétée comme une réponse directe aux dangers que fait peser Bradlaugh sur certains principes, en particulier Dieu et la couronne.¹

Paradoxalement, alors que le père de Lord Randolph s'était farouchement opposé à l'entrée des juifs au Parlement, son fils se sert longuement de l'argumentaire de Disraeli en faveur de ces derniers pour contrer l'entrée de Bradlaugh à la Chambre des Communes. Le 30 avril 1883, il prononce son discours majeur contre l'admission de Bradlaugh au Parlement et la suppression du serment. C'est un vibrant hommage au combat de Disraeli pour l'admission des juifs au Parlement. Lord Randolph reprend nombre de ses arguments hétérodoxes en faveur de leur émancipation, mis en lumière par l'historien Abraham Gilam.² Disraeli aurait défendu les juifs avec des arguments chrétiens et non libéraux, comme purent le faire les membres de la famille Rothschild.³ Dans son discours, Churchill réfute l'idée selon laquelle le serment aurait déjà été sévèrement altéré avec l'entrée des catholiques, puis des juifs, au Parlement. Le caractère chrétien de la Constitution aurait été préservé, en dépit de l'admission des juifs, puisque :

Judaism is only separated from Arianism by a degree, or rather I may say Arianism was an improvement, and an advance on Judaism.⁴

Disraeli, avant même d'être invoqué, semble parler à travers son élève. Ce dernier use en effet du même argument qui se trouve dans le célèbre chapitre 24 de la biographie politique de Lord George Bentinck.⁵ Lord Randolph cite ensuite directement et longuement Disraeli lors d'un précédent débat sur l'émancipation des juifs, ce dernier rappelant la dette de la chrétienté envers le peuple qui leur a fourni un sauveur. Disraeli continue ensuite sur l'apport culturel des juifs pour la civilisation européenne. Ainsi, conclut Churchill, Bradlaugh et ses partisans ne peuvent se prévaloir des mêmes arguments, qui aboutirent seulement à retirer sept mots du serment, contrairement aux propositions des athées visant à abolir celui-ci.⁶ Dans cet extrait,

1 R. E. Quinault, « The Fourth Party and the Conservative Opposition to Bradlaugh 1880-1888 », in *The English Historical Review*, Vol. 91, No. 359 (Apr., 1976), pp. 315-340.

2 « Appendix: Benjamin Disraeli and the Emancipation of the Jews » in Abraham Gilam, *The Emancipation of the Jews in England 1830-1860*, Garland Publishing, New York, 1982, pp. 155-171.

3 R. W. Davis, « Disraeli, the Rothschilds and Anti-Semitism », in *Jewish History*, Vol. 10, No. 2 (Fall 1996), p. 15.

4 *Parliamentary Oaths, speech delivered by Lord Randolph S. Churchill in the House of Commons on the Second Reading of the Parliamentary Oaths Act Amendment Bill, on Monday the 30th of April, 1883*, Chapman and Hall, Londres, 1883, p. 12. Le Judaïsme est seulement séparé de l'Arianisme d'un degré, ou plutôt si je puis le dire l'Arianisme était une amélioration, et une avancée par rapport au Judaïsme.

5 B. Disraeli, *Lord George Bentinck: a Political Biography*, 1852, ch. 24.

6 *Parliamentary Oaths, speech delivered by Lord Randolph S. Churchill in the House of Commons on the Second Reading of the Parliamentary Oaths Act Amendment Bill, on Monday the 30th of April, 1883*, Chapman and Hall, Londres, 1883, pp. 11-16.

Disraeli n'est pas invoqué en tant que juif, mais en tant que défenseur de la Constitution et du caractère résolument chrétien de cette dernière. T. A. Jenkins estime d'ailleurs que les aspects de la politique de défense de l'Église anglicane par Disraeli ont largement été sous-estimés par ses biographes. Cette dernière serait partie intégrante de l'identité britannique pour Disraeli.¹

Si la question de la religion ne ressort pas dans le recueil de discours de Lord Randolph Churchill publié par son fidèle lieutenant, Louis Jennings, c'est sûrement dû au dénouement de l'affaire Bradlaugh et à l'attitude de Churchill dans celui-ci. Il fera en effet partie – avec d'autres conservateurs – des députés votant en faveur de l'intégration de Bradlaugh, ce qui aura pour effet de déplaire fortement. Toutefois, une image particulière de Disraeli semble dominer à la tribune : celle du Tory Démocrate. L'action de Lord Randolph Churchill doit être replacé dans le contexte de la « bataille des tribunes ». Philippe Vervaecke rappelle que selon Joseph Meisel, le discours connaît son âge d'or durant les deux dernières décennies du XIX^e siècle. Il constitue un marché très profitable pour la presse victorienne. Toutefois, le passage du discours parlementaire au discours à destination des masses ne se fait pas sans difficulté dans les rangs conservateurs. Des réticences aristocratiques expliquent en partie ce retard alors que dès la campagne de 1880, Gladstone et les futurs membres de son cabinet pratiquent déjà le discours à la tribune. Dans cette transformation des façons de faire de la politique, Lord Randolph Churchill joue un rôle crucial dans sa volonté de changer l'habitus conservateur. Il crée progressivement à travers ses interventions un personnage de « tribun Tory »,² tout en se laissant associer à l'idée de *Tory Democracy*, qui le porte plus qu'elle n'en émane. Il est en effet difficile de retrouver des discours où Churchill utilise ce mot. R. E. Quinault estime qu'il ne le prononce en tout et pour tout que trois fois.³ C'est à Birmingham, que Lord Randolph Churchill brigue un temps, que Disraeli apparaît le plus sous des airs de démocrate. Le 15 avril 1884, il rappelle aux électeurs réunis à l'hôtel de ville l'oeuvre de Disraeli, à la fois en terme d'extension du droit de vote – rappelant au passage que cette mesure fut opposée par John Bright, mais aussi en termes de réformes sociales (*Factory Acts*, logements et associations ouvrières).⁴ Le lendemain, il assure encore une fois les habitants de Birmingham qu'un élargissement de l'électorat est possible et ne remettra pas en cause la Constitution, tant le parti conservateur reste fidèle aux principes de Lord

1 T. A. Jenkins, op. cit., pp. 68-70

2 P. Vervaecke, « Lord Randolph Churchill et la “Bataille des Tribunes” (1880-1886) », *Cercles* 7 (2003), pp. 130-141.

3 R. E. Quinault, « Lord Randolph Churchill and Tory Democracy, 1880-1885 », in *The Historical Journal*, Vol. 22, No. 1 (Mar., 1979), p. 142. Pour un extrait d'un discours où le terme est utilisé, voir Jennings, op. cit., vol. I, p. 68 : « *Is the attitude of the great Tory democracy, which Lord Beaconsfield partly constructed, to be one of mere dogged opposition?* »

4 Jennings, op. cit., vol. I, p. 120.

Beaconsfield.¹ Il continue d'ailleurs son discours en prônant la constitution de clubs d'ouvriers conservateurs afin de renforcer l'organisation du parti. Toutefois, en fidèle héritier de Disraeli, Lord Randolph Churchill ne s'avance jamais sur le terrain glissant des propositions concrètes, utilisant d'abord l'image de Disraeli comme un totem. Bien que cette absence de détails suggère avant tout une absence de conviction dans ce domaine de la part de Churchill, elle est aussi sûrement révélatrice des sous-entendus, de l'implicite qui gravite autour de la figure de Lord Beaconsfield. Son nom serait gage de réforme sociale et renverrait ce type de message aux électeurs. Preuve de l'absence de ce besoin d'explication, le discours que prononce Churchill sur la *Primrose League*, l'Angleterre et l'Inde, le 18 avril 1885 à Londres (soit la veille du *Primrose Day*) :

the Primrose League – to give it the best definition which occurs to me – is a transformation into political energy of the emotions which were aroused by Lord Beaconsfield's death and the sentiments which are excited by the knowledge of his career.²

Après avoir souligné que la *Primrose League* a déjà passé le test le plus difficile de son existence : celui du ridicule, il affine sa définition à mesure que progresse son discours :

The maintenance of an ancient monarchy, the consolidation of an unequalled empire, the preservation of national morality by the connection of the State with a pure religion, the vigilant guardianship of popular rights already secured, the timely extension of those rights as the diffusion of knowledge and the progress of society may demand, the vigorous and earnest promotion of every social reform which can in any degree raise the character and condition of the English people – these are the objects of the Primrose League. They were the objects of Lord Beaconsfield's existence, and they will be prosecuted by us in his memory and in his name, though his presence be among us no more.³

La trinité réunissant la Couronne, l'Empire et Dieu se retrouve dans ce discours résumant les principes de la *Primrose League*, autrefois incarnés par Lord Beaconsfield. Les réformes sociales sont présentes, mais elles ne sont pas mentionnées d'emblée.

Toutefois, plus que les discours, c'est l'introduction de février 1889, rédigée par Louis

1 Ibid, vol. I, p. 140.

2 Ibid, vol. I, p. 208. « La *Primrose League* – pour en donner la meilleure définition qui me vienne à l'esprit – est une transformation en énergie politique des émotions déclenchées par la mort de Lord Beaconsfield et des sentiments qui sont exacerbés par la connaissance de sa carrière. »

3 Ibid, vol. I, p. 209. « Le maintien d'une vieille monarchie, la consolidation d'un empire inégalé, la préservation de la moralité nationale par la connexion de l'Etat avec une pure religion, la garde vigilante de droits populaires déjà obtenus, l'extension temporelle de ces droits comme la diffusion de la connaissance et le progrès de la société peuvent l'exiger, la vigoureuse et honnête promotion de chaque réforme sociale qui peut élever le caractère et la condition du peuple anglais – sont les objectifs de la *Primrose League*. Ils étaient les objectifs de Lord Beaconsfield de son vivant, et ils seront poursuivis par nous en sa mémoire et en son nom, bien qu'il ne soit plus présent parmi nous. »

Jennings,¹ qui promeut l'image du Lord Randolph Churchill, Tory démocrate, marchant sur les traces de Disraeli.² Il commence d'ailleurs celle-ci en invoquant de Disraeli et le courant qu'il représente au sein du parti conservateur : celui de ceux qui s'intéressent au sort du peuple, citant *Sybil ou les deux nations* et l'engagement répété de Disraeli en faveur d'un élargissement du droit de vote. Il enchaîne ensuite sur le récit de l'impopularité de Disraeli tout au long de sa carrière et voit dans sa volonté d'éduquer le parti à la démocratie la principale explication de celle-ci. Cette tâche aurait été laissée, incomplète, et fidèlement reprise par Lord Randolph Churchill, qui aurait souffert de la même impopularité que son prédécesseur. Churchill est alors présenté comme un homme en avance sur bien des sujets, rendant populaire le parti, mettant en place la *Tory Democracy* sous l'égide de la maxime suivante : « *Trust the People.* » Dans la suite de la narration de la carrière politique de Lord Randolph, Jennings multiplie les parallèles entre ce dernier et Disraeli, comme à l'occasion de la démission de Churchill de son poste de chancelier de l'échiquier. Jennings dit de lui, que comme Disraeli, certains auraient suggéré à l'époque qu'il ferait mieux de rejoindre le camp adverse. Si Disraeli est souvent présenté comme une victime par Lord Randolph, Jennings n'hésite pas à transférer l'image à son patron, qu'il décrit comme un être incompris et esseulé après 1886. Afin de justifier sa décision, il cite le précédent de la réforme de 1867 où Disraeli aurait tenu bon, faisant passer une loi de toute façon inévitable. À ce point du récit, Jennings écrit d'ailleurs clairement :

He was almost as much execrated as if his name had been Disraeli. As for the share he had taken in the work of restoring the Tory party to power, of deepening and widening its foundations, of enlisting popular sympathies in its favour, all that went for nothing. The parallel with Mr. Disraeli's experiences of political fortune was so far complete.³

Jennings présente donc Lord Randolph Churchill comme un homme s'étant sacrifié pour ses convictions et destine ses discours « *especially to the working men of the country, who were*

1 Louis John Jennings (1836-1893) était journaliste et homme politique. Il commença sa carrière au *Times*, pour lequel il travailla en Inde puis aux Etats-Unis (New York). Après son mariage avec une américaine, il revient en 1876 à Londres, où il devient écrivain et contribua à la *Quarterly Review* de l'éditeur John Murray. Il édita les lettres et journaux de John Wilson Crocker en 1884 avant d'être élu député un an près pour Stockport sous les couleurs conservatrices, circonscription pour laquelle il fut réélu en 1886 et 1892. Son conservatisme transparaît dans sa biographie de Gladstone (*Mr Gladstone: a Study*, 1887). Il devint ami avec Lord Randolph Churchill avant de se fâcher avec lui sur la question de la nomination de la commission Parnell en 1888. Son dernier travail littéraire fut l'édition des discours de Churchill, peu avant leur brouille. Malade, il mourut après deux ans de souffrance en 1893. [H. C. G. Matthew, « Jennings, Louis John (1836–1893) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne ; D. Morphet, *Louis Jennings MP. Editor of the New York Times and Tory Democrat*, Notion Books, Londres, 2001]

2 Jennings, op. cit., vol. I, pp. xviii-xliii.

3 Ibid, p. xxxviii. « Il était presque aussi exécré que s'il s'était appelé Disraeli. Comme pour la part qu'il avait pris dans le travail de restauration du parti Tory au pouvoir, d'approfondissement et d'élargissement de ses fondations, d'enrolerement des sympathies populaires en sa faveur, tout cette oeuvre ne fut pas prise en compte. Le parallèle avec les mésaventures politique de Mr. Disraeli était à ce moment complet. »

the first to recognise Lord Randolph's services, and who will be the first again to accord him that justice and fair play which form part of the birthright of every public man in England. »¹

Il ne serait pas étonnant que Jennings souhaite appliquer la formule de Lord Randolph concernant Disraeli à son auteur : « *Failure, failure, failure, partial success, renewed failure, ultimate and complete victory.* »², ce recueil visant à redorer l'image d'un Churchill en froid avec Lord Salisbury, alors aux commandes du parti, et dont les allusions à Disraeli à la Chambre se dépersonnalisent progressivement. Churchill prend l'habitude à partir de 1886 et ce jusqu'à sa mort – à quelques rares exceptions³ – de parler du « gouvernement de Lord Beaconsfield » et non plus simplement de Disraeli ou de Lord Beaconsfield.

Ainsi, si le Disraeli « social » s'affirme à travers certains discours de Lord Randolph Churchill – en partie pour critiquer les insuffisances de la politique libérale,⁴ mais aussi et surtout à travers la mise en forme et les commentaires de Louis Jennings,⁵ le thème de l'Empire est remarquablement absent – ou presque – des discours de Churchill. Cela s'explique à la fois par les convictions de Churchill, qui selon son ami et biographe Lord Roseberry, ne serait pas un impérialiste,⁶ mais aussi par le fait que la vision de l'Empire chez Disraeli est relativement limitée, que se soit en termes d'idée que de surface géographique, ce dernier ayant en tête les Dominions lorsqu'il défend l'Empire. Il n'est donc pas surprenant que Disraeli ne soit pas d'une grande utilité lorsqu'il faut aborder le sujet de l'expansion impériale, ce dernier étant plutôt présenté comme l'homme d'État vertueux face à un Gladstone interventionniste, comme dans le cas de l'affaire égyptienne. Disraeli le « jingo » ressort donc peu des discours de ceux qui cherchent à l'instrumentaliser, du moins chez les élites politiques, la *Primrose League* reposant tout de même fortement sur la promotion de l'Empire. En bref, Disraeli apparaît à travers les interventions de Lord Randolph Churchill comme le défenseur des institutions britanniques à la Chambre, comme l'ami du peuple à la tribune, et en général comme l'ennemi et la victime de Gladstone. Dans tous les cas, la dimension

1 Ibid, p. xliii. « En particulier pour les ouvriers de ce pays, qui furent les premiers à reconnaître les services rendus par Lord Randolph, et qui seront encore les premiers à lui accorder cette justice et ce fair play qui forment le droit acquis dès la naissance de tout homme public en Angleterre. »

2 Cité dans J. Vincent, *Disraeli*, OUP, Oxford, 1990, p. 15. « Echet, échec, échec, succès incomplet, à nouveau échec, dernière et totale victoire. »

3 *Hansard*, xxii. 589, 19 mars 1894. Sur le sujet de l'intervention des Pairs lors de campagne électorale, il évoque Lord Beaconsfield, qui avait été accusé de visiter sa circonscription de Buckingham à des fins électorales alors qu'il ne participait qu'à un dîner organisé par une société agricole, exonérant Disraeli de toute faute.

4 R. Foster, op. cit., p. 91.

5 Pour David Morphet, « *Jennings saw the book as a banner for Tory Democracy.* » [D. Morphet, *Louis Jennings MP. Editor of the New York Times and Tory Democrat*, Notion Books, Londres, 2001, p. 210]

6 Ibid, p. 61. Lord Randolph Churchill est toutefois un bon connaisseur de l'Inde, qu'il visite de 1884 à 1885. De plus, les convictions de son fils, Winston, qui se fera le champion de l'Empire alors que celui-ci est menacé de décolonisation, font douter du manque d'ardeur impériale de Lord Randolph.

impérialiste du Disraeli de la décennie 1880, à travers les discours de son principal champion, est loin d'être évidente.

Disraeli : un socialiste qui s'ignore

Si l'héritage en terme de réforme sociale légué par Disraeli est souligné par Louis Jennings, dans son introduction, sa sélection de textes et ses commentaires, un autre homme joue un rôle important dans le renforcement de cette image : Henry Mayers Hyndman. Il est issu d'une famille, s'étant enrichie grâce à la spéculation foncière dans les Antilles et à Demerara, ayant des convictions conservatrices. Il étudie à Trinity College, Cambridge, de 1861 à 1865, où il suit des cours d'économie politique donnés par Henry Fawcett et découvre Auguste Comte et John Stuart Mill à travers la lecture de leurs œuvres. Après avoir s'être engagé dans une carrière d'avocat, il visite l'Italie en 1866, alors que sévit la guerre italienne pour la conquête de Venise. Il devient alors correspondant de guerre et commence une nouvelle vie dans le journalisme, rencontrant l'exilé Mazzini en 1869. Il développe peu après un intérêt pour la question indienne (et par extension pour l'Empire). Autonome financièrement grâce à son héritage familial, il se présente comme indépendant à Marylebone lors de l'élection générale de 1880. Son programme n'inclut que des mesures de réformes sociales timides et le manque d'enthousiasme de la *Marylebone Radical Association* le pousse à se retirer de l'élection. Peu avant, il avait découvert Karl Marx et *Das Kapital* – lu dans une traduction française. Cette découverte l'amène à rencontrer Karl Marx à Hampstead au début de l'année 1880, à qui il propose de réactiver l'idéal chartiste. Hyndman est toutefois plus proche des idées de l'allemand Lassalle. Il rencontre ainsi Rudolph Meyer, ancien secrétaire de Bismarck, un moment intéressé par une alliance avec Lassalle, à Londres. Hyndman cherche en effet à concilier aspirations patriotiques et sociales, sans passer par l'étape révolutionnaire, ce qui n'est pas sans causer des frictions avec Marx. Hyndman, fidèle en ce sens au chartisme, veut une solution constitutionnelle. Le 8 juin 1881, il fonde la *Democratic Federation*. Lors du congrès fondateur, il distribue des copies d'un livret intitulé *The Text-Book of Democracy: England for All*. Ce dernier contient un résumé de *Das Kapital*, ne faisant toutefois aucunement mention de Karl Marx, conduisant ainsi à la fois à l'introduction des écrits de Karl Marx en Angleterre et à une brouille entre les deux hommes.¹

Si Hyndman a été retenu par l'histoire comme le premier marxiste britannique, il est aussi connu pour avoir été l'un des derniers à rencontrer Disraeli avant sa disparition et surtout

¹ C. Tsuzuki, « Hyndman, Henry Mayers (1842–1921) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne ; C. Tsuzuki, *H. M. Hyndman and British Socialism*, OUP, Oxford, 1961, pp. 3-44.

l'une des rares personnes à qui ce dernier accorda un entretien. Cette entrevue de trois heures est décrite par Hyndman dans les pages qu'il consacre à Disraeli dans son autobiographie : *The Record of an Adventurous Life*.¹ Dans ces mêmes mémoires, il consacre bien-sûr un chapitre à Karl Marx, mais aussi un à Lord Randolph Churchill, avec lequel il fut en rapport. Le passage relatant son entrevue avec le vieux Lord Beaconsfield, dont l'état physique lui rappelle celui d'une momie, est évoqué par Bernard Glassman dans son étude sur la judéité de Disraeli. Toutefois, c'est ce dernier aspect qui prend le dessus dans l'analyse de Glassman, qui met l'accent sur l'atmosphère d'antisémitisme qui aurait régné autour de la figure de Disraeli.²

Si Disraeli est certainement victime d'antisémitisme – et plus que la majorité de ses biographes ne l'admettent, il est aussi présenté comme isolé politiquement au sein de son propre parti et cela même après la conquête définitive de celui-ci. Selon Hyndman, il se serait entouré d'une garde personnelle d'Irlandais du Nord.³ Hyndman reprend le topos de la comparaison de Disraeli avec son rival Gladstone, soulignant en début de chapitre le caractère d'infailibilité prêté à Gladstone parmi ses partisans libéraux dont Disraeli ne bénéficia jamais au sein des conservateurs. Hyndman ne comprend pas pourquoi Gladstone n'est pas taxé d'opportunisme, alors qu'il est passé du conservatisme au libéralisme, contrairement à un Disraeli resté fidèle à son parti. Pour Hyndman :

As it was, his abilities were only appreciated very late, and then more for what he probably took up as a useful political cry rather than for the valuable work he did and tried to do.⁴

Hyndman donne trois raisons pour expliquer son attachement personnel à Disraeli : ses préoccupations sociales, son opposition à la Russie – présentée comme un danger pour la démocratie, et sa politique impériale qui aurait permis de renforcer les liens avec les Dominions et l'Inde. Toutefois, il s'empresse d'ajouter :

But the real influence of the Jew statesman upon me was due not so much to his political as to his literary work.⁵

Il cite *Sybil* à l'appui de son propos, le roman prouvant l'engagement profond de Disraeli en faveur de la classe ouvrière. Bien que peu versé dans l'économie politique, ce dernier aurait su

1 H. M. Hyndman, *The Record of an Adventurous Life*, Macmillan and Co. Ltd, Londres, 1911.

2 B. Glassman, *Benjamin Disraeli. The Fabricated Jew in Myth and Memory*, University Press of America, Lanham, 2002, p. 133.

3 H. M. Hyndman, *The Record of an Adventurous Life*, Macmillan and Co. Ltd, Londres, 1911, p. 228.

4 Ibid, p. 231. « Tel qu'il en fut, ses aptitudes ne furent reconnues que très tardivement, et plus pour ce qu'il avait pris probablement pour un cri de ralliement politique utile que pour le travail de valeur qu'il fit et essaya de faire. »

5 Ibid, p. 232. « Mais la véritable influence de l'homme d'Etat juif sur moi était due moins à son travail politique qu'à son oeuvre littéraire. »

anticiper les besoins sociaux de son époque.

Après cette présentation générale du personnage, il décrit son entrevue avec celui-ci, qu'il cherche à rallier à ses idées, car bien que semi-retiré de la vie politique, il n'en garderait pas moins – pour Hyndman – une certaine influence. Ce dernier raconte qu'il souhaite le détourner de l'impérialisme vers la question sociale. Il commence son dialogue avec le vieil homme d'État en lui avouant qu'il aurait préféré voir les conservateurs rester au pouvoir en 1880 afin de promouvoir des mesures sociales palliatives, au lieu de laisser la place aux libéraux, qu'il accuse de gérer de façon pitoyable les problèmes irlandais, indien et égyptien. Lord Beaconsfield, qui tout au long du dialogue semble peu s'exprimer, si ce n'est par de brèves réponses, s'exclame alors en français : « *Tu l'as voulu Georges Dandin !* », faisant référence au « mari confondu » de Molière (où le personnage principal, Georges Dandin, un riche paysan épouse une aristocrate, apportant sa fortune en échange d'un titre, son épouse refusant toutefois de consommer l'union). Hyndman expose ensuite à Disraeli son programme d'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière et cherche à faire vibrer la corde chartiste qui sommeillerait en lui. Après la présentation des différents points de son programme, Hyndman aurait reçu la réponse suivante – sur un ton très amical – de Disraeli :

“I do not say it to discourage you, but you have taken upon yourself a very -heavy- work indeed, and” (smiling), “even now you are not a very young man to have so much zeal and enthusiasm. It is a very difficult country to move, Mr. Hyndman, a very difficult country indeed, and one in which there is more disappointment to be looked for than success.”¹

Ce morceau est souvent repris dans les citations associés à Disraeli et peut être considéré comme l'équivalent de certaines tirades du général de Gaulle sur le caractère – ingouvernable – des Français.

La fin du chapitre est très révélatrice des intentions de Hyndman et riche d'enseignements sur la subjectivité du portrait qu'il brosse :

The impression Lord Beaconsfield left upon my mind was that he was dissatisfied with the great personal success he had achieved, and would have wished his life to have been other than it was. [...] From that day to this, however, I have always felt that Benjamin Disraeli was neither so thorough-going as an Imperialist, nor to himself so triumphant a personality as his enthusiastic admirers and decorators of his statue believe every April 19th.²

1 Ibid, p. 244. « Je ne dis pas cela pour vous décourager, mais vous avez pris sur vous un très – lourd – travail en effet, et » (souriant), « et même maintenant vous n'êtes plus un jeune homme pour avoir autant de zèle et d'enthousiasme. C'est un pays très difficile à faire bouger, Mr. Hyndman, très difficile en effet, et un où il y a plus de déception à trouver que de succès. »

2 Ibid, p. 245. « L'impression que Lord Beaconsfield laissa sur mon esprit était qu'il n'était pas satisfait du grand succès personnel qu'il avait obtenu, et qu'il aurait souhaité que sa vie eut été autre. [...] Depuis ce jour et jusqu'à maintenant, cependant, j'ai toujours eu le sentiment que Benjamin Disraeli n'était ni un grand

Disraeli est donc présenté comme un homme politique déçu, qui n'aurait pas pu réaliser ses aspirations (i.e. : l'amélioration des conditions de vie du peuple), et qui aurait hérité de surcroît d'une image d'impérialiste triomphant allant à rebours de sa vraie personnalité. Hyndman ne présente pas vraiment une image résolument différente de Disraeli, tel que dépeint par Jennings, ce qui n'est pas surprenant. Hyndman est décrit par certains historiens comme un conservateur radical ou du moins un sympathisant de la *Tory Democracy*.¹ Ainsi, pour les deux hommes, Disraeli est incompris par son parti et un défenseur de la cause du peuple. Toutefois, Jennings semble plus insister sur l'aspect démocratique de la démarche disraélienne, alors que Hyndman met l'accent sur les mesures sociales mises en place par Disraeli. Dans les deux cas, l'aspect impérialiste est minoré, quand il n'est pas réfuté.

Certains hommes politiques s'approprient donc la figure de Disraeli. Toutefois cette relation plus personnelle que peuvent entretenir certains avec le précédent n'empêche pas la reprise de sa figure sur des thèmes divers, qui seront regroupés ainsi : le système parlementaire (droit de vote des femmes, réforme de la Chambre des Lords), les questions d'ordre social (en particulier le mouvement de réformes libérales durant la période édouardienne) et économique (choix entre libre-échange et protectionnisme), et enfin le sujet des affaires étrangères et de l'Empire.

Disraeli et le système parlementaire

Avocat du droit de vote des femmes

De son vivant et de par les récits de sa vie qui furent publiés,² Disraeli a souvent été associé à un univers féminin. Comparant l'antisémitisme dont les Rothschild et Disraeli furent les victimes, R. W. Davis avance l'hypothèse selon laquelle ce dernier aurait été peu à l'aise dans les milieux masculins et leurs activités spécifiques – comme la chasse ou les courses de chevaux – le rendant ainsi étranger – ou du moins lointain – au milieu traditionnel Tory.³

Impérialiste, ni une personnalité si triomphante comme ses admirateurs et les décorateurs de sa statue le croient chaque 19 avril. »

- 1 M. Crick, *The History of the Social-Democratic Federation*, Ryburn Publishing, Keele University Press, 1994, pp. 23-26. La réputation d'ultra-jingo de Hyndman aurait eu aussi pour effet dissuader certains radicaux à rejoindre le parti qu'il venait de fonder.
- 2 André Maurois consacre un chapitre entier de sa biographie à étudier les relations de Disraeli avec les femmes. [A. Maurois, *Disraeli*, Gallimard, Paris, 1927]. De même, un des leitmotiv de Lord Blake dans sa biographie est la recherche d'une présence féminine maternelle par Disraeli, qui aurait souffert d'une mère trop effacée et ne remplissant pas son rôle. Cela l'aurait conduit à épouser une femme beaucoup plus âgée que lui, toujours selon l'interprétation de Blake. [R. Blake, *Disraeli*, Londres, 1966]
- 3 R. W. Davis, « Disraeli, the Rothschilds and Anti-Semitism », in *Jewish History*, Vol. 10, No. 2 (Fall 1996),

D'abord présenté comme un mari modèle, dévoué à une femme de douze ans son aînée, cette image a été remise en cause par les biographes publiées sur le personnage au cours de la seconde moitié du xx^e siècle (Blake et Weintraub notamment).¹ Toutefois, plus que l'époux exemplaire ou l'amateur de compagnie féminine, en témoigne sa correspondance impressionnante avec sa sœur Sarah, Mrs. Brydges-Williams, puis Lady Bradford et Lady Chesterfield, il est resté comme l'ami de la reine Victoria, dont la confiance fut certes difficile à gagner, mais qui une fois acquise resta indéfectible jusqu'à la fin et au-delà.² Cette réputation d'ami de la reine et des femmes par extension, l'amena à prononcer des paroles sympathiques concernant le droit de vote des femmes, sans toutefois que celles-ci soient suivies d'actions réellement déterminantes.

C'est donc l'aura bienveillante qui entoure l'image de Disraeli sur le sujet, qui a sûrement poussé certains hommes politiques, à plusieurs reprises dans l'histoire du droit de vote des femmes en Grande-Bretagne, à invoquer son nom afin de soutenir leur cause. Ce qui peut sembler être un paradoxe à première vue – un conservateur soutenant une mesure libérale – se retrouve aussi chez les acteurs en faveur du suffrage féminin. José Harris rappelle que les féministes les plus en vue sont bien souvent des conservatrices, comme l'illustre l'exemple de la Vicomtesse Astor. Un libéral comme Asquith est d'ailleurs opposé à cette extension.³ De la mort de Disraeli à 1918, où les femmes se voient enfin accorder le droit de vote, plusieurs tentatives notables de légiférer en ce sens ont lieu. Tout d'abord en 1884 lors du troisième *Reform Act*, puis divers projets sont présentés : *Slack's Women Suffrage Bill* (1905), *Dickinson's Women Enfranchisement Bill* (1907), *Stranger's Women Enfranchisement Bill* (1908), *Howard's Adult Franchise Bill* (1909), *Conciliation Bill* (1910), et *Dickinson's Women Suffrage Bill* (1913), avant que le *Representation of the People Act* de 1918 ne permet aux femmes de plus de trente ans de voter.⁴

Durant les débats suivant ces propositions, Disraeli est quasiment toujours invoqué au moins une fois, et sauf très rares exceptions, à chaque fois en faveur du vote des femmes. Lors d'un débat datant du 6 juillet 1883, le Baron Henry de Worms, conservateur, utilise Disraeli qu'il met en parallèle avec John Stuart Mill, avocat du droit de vote des femmes et auteur de

p. 13.

1 Blake, op. cit. ; S. Weintraub, *Disraeli: a Biography*, Hamish Hamilton, Londres, 1993. Ce dernier suggère d'ailleurs que Disraeli aurait laissé deux enfants de ses aventures extra-conjugales.

2 Sur ce point, voir P. Smith, *Disraeli: a Brief Life*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, pp. 131-132.

3 J. Harris, *Private Lives, Public Spirit: Britain, 1870-1914*, Penguin Books, Londres, 1994, p. 30.

4 La chronologie a été établie à partir de H. L. Morris, *Parliamentary franchise reform in England from 1885 to 1918*, Thèse (Ph. D.) - Columbia University, New York, 1921. Sur la réalité des conséquences des réformes électorales successives : N. Blewett, « The Franchise in the United Kingdom 1885-1918 », in *Past & Present*, No. 32 (Dec., 1965), pp. 27-56.

The Subjection of Women (1869), afin de prouver le caractère impartial du débat. Worms joue sur le sens du mot « *everyone* », qu'il extrait de la citation (de Disraeli) suivante : « *What we desire to do is to give to everyone who is worthy of it a fair share in the government of the country by means of the elective franchise.* »¹ Worms ajoute qu'il va de soi que Disraeli incluait les femmes dans sa définition de « *everyone* », et qu'il considérait comme une injustice le fait qu'elles soient privées de ce droit. Le libéral Leonard Courtney, lors du même débat, emploie aussi Disraeli afin de rallier ses adversaires conservateurs à sa cause :

Sir, the present proposal is, as I said before, simple, moderate, and Conservative; and let me remind hon. Members on the opposite Benches that the proposition received the approval of Lord Beaconsfield, who voted for it again and again.²

Sir Wilfrid Lawson, lui aussi libéral, n'hésite pas à citer directement Disraeli dénonçant l'injustice dont les femmes (possédantes) sont victimes.³ Si certains des libéraux se servent de Disraeli pour faire avancer leurs idées, un ultra-disraélien comme Sir Ellis Ashmead-Bartlett se félicite de la référence faite à Disraeli et voit dans l'extension du droit de vote aux femmes une mesure typiquement conservatrice ayant en plus l'approbation du plus grand homme d'État du siècle. Sir Strafford Northcote intervient aussi finalement lors du débat du 12 juin 1884 afin d'apporter son soutien à la mesure. Il souligne qu'il serait incohérent d'accorder le droit de vote à des masses de non-propriétaires alors que de nombreuses femmes éduquées et propriétaires – en particulier des veuves – en sont exclues. Il finit son intervention par les mots suivants :

That is the ground, the Conservative ground, upon which we stand. That is the ground upon which Lord Beaconsfield stood. We have adhered to that view for 17 years, and that is the ground upon which we stand now.⁴

D'après le député libéral Frederick Inderwick, Disraeli aurait suggéré d'accorder le droit de vote aux femmes afin de modérer la démocratisation obtenue à la suite des élargissements électoraux successifs. Inderwick propose d'aller jusqu'au bout du raisonnement et estime que si certaines femmes peuvent voter, les femmes des couches inférieures doivent aussi bénéficier des mesures touchant leurs homologues masculins, ce qui conduirait à annuler

1 *Hansard*, cclxxxi. 671, 6 juillet 1883. « Ce que nous désirons faire c'est de donner à toute personne qui le mérite une part dans le gouvernement du pays au moyen du droit de vote. »

2 *Hansard*, cclxxxi. 715, 6 juillet 1883. « Monsieur, la présente proposition est, comme je l'ai dit avant, simple, modérée, et conservatrice ; et laissez-moi vous rappeler honorables Membres des bancs opposés que cette proposition reçut l'approbation de Lord Beaconsfield, qui vota pour elle encore et encore. »

3 *Hansard*, cclxxxix. 176-177, 12 juin 1884. Sir Wilfrid Lawson aurait dit qu'il n'avait jamais réussi à comprendre la peur que les hommes peuvent avoir des femmes.

4 *Hansard*, cclxxxix. 198, 12 juin 1884. « C'est sur cette base, la base conservatrice, que nous nous tenons. C'est la base sur laquelle Lord Beaconsfield tint. Nous avons adhéré à cette vision pour dix-sept ans, et c'est la base sur laquelle nous tenons maintenant. »

l'effet-modérateur escompté.¹ Un an après, George Goschen, lui aussi libéral, met aussi en garde contre des mesures trop généreuses risquant de permettre à des barmaids ou des femmes célibataires londoniennes de voter, ce que Disraeli n'appelait pas de ses vœux – selon Goschen – lorsqu'il se montrait en faveur du vote de femmes propriétaires.² Si l'image du Disraeli émancipateur des femmes est nuancée par certains libéraux, elle est aussi contestée par le libéral Edward A. Leatham, répondant à Lord John Manners citant son défunt ami sur le sujet. Leatham qualifie Disraeli d'opportuniste sur la question de la réforme électorale et est rejoint sur ce point par Charles Newdegate, indépendant, mais qui fut à son grand regret Whip sous Disraeli pendant un an.³ Disraeli est donc présenté et utilisé comme le défenseur du droit des femmes à voter, à la fois par des conservateurs l'ayant connu et soutenu – Lord John Manners et Sir Strafford Northcote – mais aussi par des libéraux cherchant à rendre la question impartiale, bien que certains de leurs collègues doutent encore de la sincérité des propos de Disraeli.

Lors des débats suivants, plus spécifiquement liés au sort des femmes, Disraeli est encore mis à contribution. Le 8 mars 1897 lors de l'étude d'une *Parliamentary Franchise (Women) Bill*, le Vicomte Templetown, unioniste, rappelle l'engagement favorable de nombreux conservateurs sur la question : Sir Strafford Northcote mais aussi Salisbury et Disraeli. Templetown précise que Disraeli voulait accorder le droit de vote aux femmes propriétaires.⁴ En 1908, Lord Beaconsfield est encore cité lors du débat sur le *Women's enfranchisement Bill*.⁵ Le 11 juillet 1910, c'est le travailliste Keir Hardie lui-même qui en appelle à Disraeli :

Mr. Disraeli pointed out many years ago that so long as we allowed a woman to occupy the Throne of the country we had no right to deny to women a vote in the election of a Member of Parliament for the country.⁶

Lors de ce même débat, le libéral Walter McLaren s'offusque de l'opposition des conservateurs à la mesure. Il rappelle que leurs trois derniers dirigeants, Disraeli, Northcote et Salisbury, se sont tous prononcés favorablement sur la question, en dépit de leur prudence bien connue.⁷ Le 24 janvier 1913, le même refrain est employé par l'unioniste Alfred Lyttelton qui souligne l'importance de la représentation des plus faibles. Cette doctrine aurait été admise

1 *Hansard*, cclxxxi. 692-693, 6 juillet 1883.

2 *Hansard*, cclxxxix. 184, 12 juin 1884.

3 *Hansard*, cclxxxix. 101 ; 114-115, 12 juin 1884.

4 *Hansard*, xlvii. 150, 8 mars 1897 (Lords).

5 *Hansard*, clxxxv. 243-244, 28 février 1908.

6 *Hansard*, xix. 145, 11 juillet 1910. « Monsieur Disraeli fit remarquer il y a de nombreuses années que si nous autorisions une femme à occuper le trône du royaume nous n'avions pas le droit de dénier aux femmes le vote dans l'élection d'un Membre du Parlement pour ce pays. »

7 *Hansard*, xix. 212-213, 12 juillet 1912.

par les quatre derniers leaders du parti auquel il appartient (Disraeli, Salisbury, Balfour et Bonar Law). Le 5 mai de la même année, Edward Goulding, lui aussi unioniste, reprend les mêmes arguments et se dit fier de soutenir une mesure qui avait reçu l'assentiment du « *greatest leader the Tory party ever had, Benjamin Disraeli* ». ¹ Enfin, lors du débat final conduisant à accorder le droit de vote aux femmes de plus de trente ans, l'unioniste Lord Burnham, en faveur du projet de loi, introduit son discours par la citation suivante : « *Disraeli described women as the Priestesses of Predestination. I do not know whether we are to regard this as predestined. For my own part, I certainly do;* », rappelant ensuite les sacrifices des femmes durant la guerre et la récompense que constituerait leur émancipation. ² Lors des derniers débats, Disraeli est donc progressivement réapproprié par les conservateurs, bien que certains libéraux et travaillistes l'utilisent à l'occasion pour faire avancer leurs vues. Toutefois, il faut garder à l'esprit que les conservateurs ont reçu le renfort de nombreux unionistes-libéraux durant les deux dernières décennies.

Le champion des Lords

En 1911 alors que sévit le débat autour de la réforme de la Chambre des Lords, alors opposée au *People's Budget* du chancelier de l'échiquier libéral Lloyd George, Disraeli est sans surprise appelé au secours par les pairs et leurs partisans conservateurs. Le 22 février 1911, lors d'une discussion du *Parliament Bill*, Arthur Steel-Maitland cite directement Disraeli sur la question du conservatisme et de leur relation avec le changement :

Fundamental changes we regard as exceptional and pathological. Yet, being bound by no theories, when we are convinced of their necessity, we inaugurate them boldly and carry them through to the end.³

Toutefois, loin d'être en faveur de la mesure, Steel-Maitland estime que ce principe doit conduire les conservateurs à s'opposer radicalement à une loi considérée par le Premier ministre comme « *not adequate and not final* ». Un autre conservateur, John Baird, lors de la même séance, dénonce la concentration du pouvoir au profit des Communes qui risquerait de créer un dangereux despotisme, selon les écrits (de 1834) de Disraeli.⁴ Le 8 mai 1911, Lord Hugh Cecil conseille aux parlementaires de se plonger dans la biographie politique de Lord

1 *Hansard*, lii. 1752, 5 mai 1913. « le plus grand dirigeant que le parti Tory eut, Benjamin Disraeli. »

2 *Hansard*, xxvii. 457, 9 janvier 1918 (Lords). « Disraeli décrivait les femmes comme les prêtresses de la prédestination. Je ne sais pas si nous devons regarder cela comme prédestiné. Pour ma part, je le pense assurément. »

3 « Nous considérons les changements fondamentaux comme exceptionnels et pathologiques. Cependant, n'étant liés à aucune théorie, lorsque nous sommes convaincus de leur nécessité, nous les mettons courageusement en application et nous les portons jusqu'à leur complète réalisation. »

4 *Hansard*, xxi. 1966 ; 1985, 22 février 1911.

George Bentinck écrite par Disraeli afin de voir comment une minorité a pu bloquer une décision (en l'occurrence l'abolition des *Corn Laws*) afin de laisser le temps à l'opinion publique de se prononcer. Lord Hugh Cecil estime qu'une telle action ne serait plus possible de nos jours, laissant entendre qu'il n'existerait plus de contre-poids au sein des Communes.¹ Enfin, dernière voix à invoquer Disraeli au sein des conservateurs, Richard Verney alors Lord Willoughby de Broke, l'un des leaders de la résistance contre le *Parliament Act*,² s'étonne du ralliement des Lords spirituels au *Parliament Bill*. Il leur rappelle qu'en s'alliant avec les radicaux ils risquent de se priver du soutien des Tories seuls garants d'une Église établie selon Disraeli.³

Toutefois, un libéral comme Richard Haldane ne se prive pas de réfuter certains de ses arguments à l'aide du même Disraeli. Le précédent du *Reform Act* de 1867 est en particulier mis en avant. Il reproche aussi à certains conservateurs d'avoir gardé le ton du Disraeli des années 1830, qui considérait que la Chambre des Lords était tout aussi représentative de la nation que la Chambre des communes, à l'époque où l'électorat des communes était limité à 300 000 individus. Toutefois, continue Haldane, ces temps sont passés et le nombre d'électeurs a grandement augmenté, en partie grâce à l'action de Disraeli.⁴ Haldane, lors d'une autre intervention, présente Disraeli comme un homme avançant avec son temps⁵ – laissant entendre que ses héritiers devraient s'en inspirer.

La question sociale

L'étranger

Au début du siècle, sous la double pression de mouvements d'immigration et des conséquences de la crise économique, les parlementaires conservateurs sont amenés à proposer des mesures visant à limiter l'immigration, qu'ils perçoivent comme des moyens d'attirer les électeurs de la classe ouvrière. Ces mouvements migratoires sont perçus à tort par certains groupes comme une invasion de juifs russes fuyant les pogroms. Ils sont décrits comme pauvres et peu qualifiés et sont vus comme des menaces pour l'emploi britannique, puisque certains travaillant en effet illégalement dans le milieu du textile après leur arrivée.

1 *Hansard*, xxv. 880, 8 mai 1911.

2 M. Pottle, « Verney, Richard Greville, nineteenth Baron Willoughby de Broke (1869–1923) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne.

3 *Hansard*, ix, 936, 9 août 1911 (Lords). Sur les figures de Lord Hugh Cecil et Lord Willoughby de Broke, voir J. A. Thompson et A. Mejia, *Edwardian Conservatism: Five Studies in Adaptation*, Croom Helm, Londres, 1988, ch. 2 et 4.

4 *Hansard*, xxii. 62, 27 février 1911.

5 *Hansard*, viii. 949-950, 29 mai 1911 (Lords).

En 1905, un *Aliens Act* est finalement adopté par le Parlement britannique en dépit de l'opposition active des libéraux et de certains conservateurs comme Winston Churchill, qui voit dans la mesure un protectionnisme qui ne dit pas son nom. Si la volonté de discriminer les israélites était à l'origine du projet, elle n'aboutit pas dans les faits, puisque les conservateurs sont remplacés par un gouvernement libéral qui se refuse à appliquer la loi.¹ Sir Charles Dilke, célèbre auteur de *Greater Britain* (1868), s'en prend ainsi à l'argumentation d'un député conservateur. Ce dernier estime que toute la population russe est victime de persécutions et que les juifs ne sont donc pas une exception. Dilke décrit alors le degré d'intensité de certaines des violences qui furent infligées aux juifs. Il estime de plus qu'une sélection à partir de critères financiers, outre qu'elle est facilement contournable comme le prouve l'exemple des États-Unis d'Amérique, risquerait de priver la Grande-Bretagne d'une main-d'oeuvre de qualité. Il cite alors Disraeli qui estimait que « *the poor Jew brought to us the spark of genius which was too often wanting in our race.* »² L'argument du « génie » de la race juive – pour reprendre le vocabulaire utilisé – est repris par Herbert Samuel, libéral de confession israélite. Son discours n'est pas sans rappeler celui de Disraeli lors des débats en faveur de l'émancipation politique des juifs. Samuel présente les populations juives comme facilement assimilables. Il souligne l'engagement plus que proportionnel des juifs britanniques lors de la guerre des Boers – en particulier en termes de pertes. Il finit son intervention par les mots suivants :

I wonder what Disraeli would have thought of this Bill. On April 19th you covered his statue with flowers, but the day before that you introduced a Bill which might exclude from this country such families as his. [MINISTERIAL cries of "No, no! "] Indeed, if they were destitute and could not prove that they were able to earn their own living they would be excluded. A progenitor of Lord Beaconsfield was an alien, and there may have been many men who have risen to distinction whose fathers were destitute-when they arrived in this country.³

Samuel fait référence au *Primrose Day* et au grand-père de Disraeli, Benjamin D'Israeli, un juif italien ayant immigré en Angleterre à l'âge de dix-huit ans.⁴ Le conservateur, Mr. Gibson-Bowles, est quant à lui plus général lorsqu'il part à la recherche d'exemples afin de s'opposer

1 B. Gainer, *The Alien Invasion: The Origins of the Aliens Act of 1905*, Crane, Russak and Company, New York, 1972, pp. 166-198.

2 *Hansard*, cxxxiii. 1071-1072, 25 avril 1904. Le pauvre juif nous apporte l'étincelle de génie qui fait trop souvent défaut à notre race.

3 *Hansard*, cxlv. 731-732, 2 mai 1904. « Je me demande ce que Disraeli aurait pu penser de ce projet de loi. Le 19 avril vous couvrez sa statue de fleurs, mais le jour précédent vous introduisez un projet de loi qui pourrait exclure du pays des familles comme la sienne. [Cris venant de la majorité : « Non, non ! »] En effet, s'ils étaient indigents et ne pouvaient pas prouver qu'ils étaient capables de gagner leur vie, ils auraient été exclus. Un ancêtre de Lord Beaconsfield était un étranger, et ils sont nombreux ceux qui se sont arrivés à être reconnus alors que leurs pères étaient indigents lorsqu'ils sont arrivés dans ce pays. »

4 P. Smith, *Disraeli: a Brief Life*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, p. 9.

au projet de loi. Il mentionne la perte économique qu'aurait pu représenter cette loi si elle avait été instaurée auparavant : elle aurait empêché à l'industrie de la laine de se développer grâce au concours des Wallons ou à celle de la soie due aux Français. Enfin, une telle loi aurait privé le pays d'individualités comme Brunei, Labouchere ou Disraeli. Ce dernier n'est donc pas associé, dans le discours de ce conservateur, à une quelconque judéité ou origine étrangère précise.¹

En 1911, lors d'une nouvelle proposition de loi relative à une restriction de l'émigration, le député Charles Roberts, membre du parti libéral, invoquant une des dispositions du projet de loi, explique que le premier ancêtre de Lord Beaconsfield ayant touché le sol britannique aurait dû communiquer son adresse à la police et n'aurait pas eu le droit de changer de logement sans en informer la police sous vingt-quatre heures. Roberts estime qu'une telle mesure, existant certes sur le continent, porterait une grave atteinte à la liberté de certains réfugiés politiques si elle était adoptée.² Le choix de désigner Disraeli par son titre de noblesse est assez judicieux car il permet de renforcer le caractère non-anglais de la mesure. En 1905 comme en 1911, les libéraux utilisent donc la stature de Disraeli au sein du parti conservateur afin de repousser une de leurs mesures. Toutefois, ces arguments ne reposent pas sur une association Disraeli et judéité, mais plutôt sur le rôle de Disraeli comme défenseur des juifs et sur les origines juives de ses ancêtres.

Disraeli et les réformes sociales libérales

Dans le second volume de *The British Political Tradition*, W. H. Greenleaf réfute en partie la thèse selon laquelle le conservatisme serait une formation politique dénuée d'idéologie. Il estime qu'il est possible de reconstituer un corpus d'idées conservatrices, qui suivrait toutefois plus l'action politique qu'il ne la précéderait. Au sein de ce corpus, il existe un dualisme entre partisans d'une intervention de l'État et défenseurs d'un rôle minimal pour ce dernier. En dépit de ce dualisme, il n'est pas possible de résumer chacune de ses branches au socialisme et au libéralisme. Deux points importants sont à mentionner : si les conservateurs sont en faveur d'un engagement fort du pouvoir central, celui-ci doit absolument respecter la propriété privée, ce qui limite sérieusement les conséquences pratiques d'un tel principe ; enfin, bien que leur programme puisse être semblable en bien des points à celui de leurs adversaires, la doctrine conservatrice est exprimée avec leur vocabulaire propre, reposant sur des notions telles que l'autorité, la continuité ou l'appel à la

1 *Hansard*, cxlviii. 795, 3 juillet 1905.

2 *Hansard*, xxiv. 2135-2136, 28 avril 1911.

nation. Afin de définir les traits communs de ces deux courants conservateurs, il faut aller chercher ailleurs que dans leur doctrine les éléments définissant l'identité Tory.¹

Sans grande surprise, W. H. Greenleaf fait de Disraeli l'un des pères tutélaires des conservateurs paternalistes, qu'il désigne sous le terme de « *Conservative Collectivism* ».² Disraeli aurait renforcé une tradition déjà existante d'humanisme au sein des conservateurs. Les élites auraient une responsabilité particulière envers les strates inférieures de la société. En vertu de la richesse et des privilèges dont elles disposent, elles devraient assistance et protection à ces dernières. Disraeli, de par ses écrits politiques et les réalisations de son gouvernement de 1874-1880, s'inscrit dans la continuité de ce courant. Son verbe et son action sont aussi mythifiés et mis au service du collectivisme conservateur. Si l'ardeur réformatrice de Disraeli ne fut pas toujours très bien formulée ou suivie de réalisations concrètes, la législation de son dernier gouvernement n'en est pas moins impressionnante pour le siècle et ouvre la voie à une intervention accrue dans un climat à l'époque très peu favorable à un engagement de l'Etat.³

W. H. Greenleaf retrace ensuite l'histoire de ce courant à travers ses principaux animateurs : Lord Randolph Churchill, Joseph Chamberlain, puis son fils Neville, avant de finir par Harold Macmillan.⁴ Si le premier et le dernier protagoniste sont des disciples et/ou admirateurs de Disraeli, la chose est beaucoup plus complexe du côté de la famille Chamberlain. Ces derniers sont issus des rangs libéraux et ne rejoignent le parti conservateur, qui devient alors unioniste, que sur la question du *Home Rule* au milieu des années 1880. Il n'est donc pas étonnant de voir que leur usage rhétorique de Disraeli soit relativement limité,⁵ et que Joseph Chamberlain ne réussisse pas à s'intégrer réellement dans le temple du conservatisme disraélien que constitue la *Primrose League*, en dépit des nombreuses similitudes en terme d'idées relatives à la question sociale.⁶

À la même époque, le parti reste solidement entre les mains de Lord Salisbury, dont W. H. Greenleaf dresse le portrait suivant :

Of course, many of the ideas of Tory Democracy hardly aroused widespread support in Conservative circles. And, under the rather sceptical aegis of Lord

1 W. H. Greenleaf, *The British Political Tradition, Volume Two: The Ideological Heritage*, Methuen, Londres & New York, 1983, pp. 189-196.

2 Ibid, p. 202.

3 Ibid, pp. 196-219.

4 Ibid, pp. 219-262.

5 Joseph Chamberlain se sert surtout de Disraeli comme d'un jalon historique et ne s'aventure jamais sur le terrain social à l'aide de la figure de Disraeli, du moins au Parlement. Neville ne prononce jamais son nom durant toute sa carrière parlementaire.

6 P. Vervaecke, « Dieu, la couronne et l'Empire : La Primrose League, 1883-2000 », thèse, Université Lille-3, pp. 82-90.

Salisbury, perhaps little was to be anticipated, for his attitude was a sort of pale and negative Disraelism: not hostile to innovation or state intervention where it was absolutely necessary but concerned to delay concessions and, when they had to be made, to assimilate them with the least possible trouble.¹

Il n'est donc pas étonnant de constater un usage plus que modéré de Disraeli sur la question sociale lors des débats aux Communes et aux Lords. Ce diagnostic se confirme encore lorsque Balfour prend les rênes du parti. L'historienne de l'État-providence, Pat Thane commente ainsi le bilan de l'administration Balfour sur les réformes sociales : « *Tory philanthropy on the Disraelian model, if not dead, was not prominent.* »² Il n'y a que dans le domaine de l'éducation où Balfour soutient les initiatives d'un de ses hauts-fonctionnaires, R. L. Morant, dans ses efforts afin de prolonger la scolarité secondaire, standardiser et améliorer l'offre en terme d'éducation. Ce calme sur le front de la réforme sociale ne sous-entend pas un climat féérique dans la Grande-Bretagne de l'époque, loin de là. L'atmosphère est encore lourde des séquelles de la guerre des Boers et des inquiétudes soulevées par le nombre impressionnant de soldats réformés. Toutefois, en dépit de rapports, ne concluant certes pas à une dégradation des conditions de vie des classes populaires mais à de nombreuses lacunes dans le traitement de ces dernières, le gouvernement légifère avec parcimonie. La montée du chômage presse cependant le gouvernement, qui consent à prendre des mesures, en particulier grâce à l'action de l'enthousiaste Walter Long. Ce dernier fait passer le *Unemployed Workmen Act* en 1905, destiné à porter assistance aux chômeurs. Il échoue par contre à mettre en place des mécanismes de compensation afin de résorber les disparités existantes à l'échelon local. Sa loi est de plus limitée à une durée de trois ans par ses collègues, qui considèrent cette mesure comme une aide temporaire. Enfin, le gouvernement Balfour a recours à la tactique classique du retardement afin d'éviter d'agir et met donc en place une commission royale visant à examiner les Poor Law. Celle-ci critique sévèrement un dispositif datant de 1834 inapte à résoudre des problèmes du vingtième siècle. Cette commission ne livre toutefois ses résultats qu'en 1909.³

De 1906 à 1914, le gouvernement libéral fait passer un grand nombre de réformes sociales : retraites, assurance-santé et chômage, repas scolaires, service de santé pour les enfants, salaire minimum dans certains secteurs, début de redistribution des richesses. Ces dernières ont été difficilement expliquées les historiens, puisqu'elles semblent aller contre les

1 Ibid, p. 223. « Bien-sûr, de nombreuses idées de la *Tory Democracy* ne bénéficiaient pas d'un soutien massif au sein des cercles conservateurs. Et, sous la conduite sceptique de Lord Salisbury, peut-être que peu était à anticiper, puisque son attitude était une sorte de pâle et négatif Disraélisme : non hostile à l'innovation ou à l'intervention de l'État où elle était absolument nécessaire mais préoccupé par le retardement de ces concessions, et quand elles devaient être faites, les assimiler au moindre coût. »

2 P. Thane, *The Foundations of the Welfare State*, Longman, Harlow, 1982, p. 65.

3 Ibid, pp. 51-73.

tendances naturelles des libéraux, adeptes du laissez-faire. L'origine de ces réformes est donc difficile à déterminer : sont-elles les conséquences d'un changement en terme d'idées politiques, de pressions politiques, de changements sociaux et économiques ou d'influences institutionnelles ? Il n'existe pas de réelle vue d'ensemble sur cette période parfois décrite comme marquant les débuts de l'État-providence. La notion de « *social service state* » a toutefois été retenue pour désigner cet ensemble législatif, visant au bon fonctionnement de l'économie capitaliste britannique par la correction de ses défauts les plus béants.¹

Parmi les raisons avancées pour expliquer ces lois, le volet politique est d'un intérêt tout particulier afin de comprendre l'usage de Disraeli sur le sujet. Il existerait en effet un consensus autour du fait que ces réformes seraient dues à des pressions venant de la classe ouvrière. La classe politique mettrait en place de telles mesures afin de gagner les voix des ouvriers et de les détourner de formations politiques extrêmes (socialisme et syndicalisme). Toutefois, si réforme électorale et réforme sociale sont liées, comment expliquer le fait que la réforme sociale ne fut jamais une question électorale majeure ? Les deux principaux partis en compétition auraient tacitement refusé de lancer des enchères sur la question ? Ces réformes ont aussi été présentées comme l'expression de la volonté des libéraux se positionner en parti national, évitant la polarisation continentale entre socialisme et réaction – et du même coup leur éviction de la scène politique. La thèse inverse est aussi présente : il n'y aurait pas eu de demande populaire à cause du développement des *Trade Unions*, souhaitant limiter l'action de l'État, vu comme hostile dans ses mesures sociales. E. J. Hobsbawm rejette cette interprétation qui ne vaudrait que pour la classe ouvrière non éduquée et non organisée. Il semble donc impossible d'expliquer ces réformes uniquement par la pression populaire. La prise de conscience du déclin relatif de la Grande-Bretagne face à ses concurrents et les idées des différents modèles d'impérialisme social sont aussi des éléments à prendre en compte.²

Dans ces réformes qui peuvent être lues comme la dernière tentative du parti libéral de se présenter comme le parti national par excellence, l'emploi de la figure de Disraeli est particulièrement intéressante. Plusieurs constats s'imposent : Disraeli est très peu utilisé et lorsqu'il est utilisé c'est le plus souvent par les libéraux eux-mêmes, alors que les conservateurs auraient pu avoir recours à celui-ci afin de défendre leur action passée en termes de réforme sociale. Ainsi, les occurrences de Disraeli lors de ces débats se limitent-elles à une dizaine, dont les deux-tiers sont le fait de politiciens libéraux.

Les libéraux utilisent à la fois des écrits et déclarations de Disraeli mais aussi le

1 J. R. Hay, *The Origins of the Liberal Welfare Reforms 1906-1914*, Macmillan, Basingstoke, 1975 [1986], pp. 11-14.

2 Pour une discussion plus détaillée : Ibid, pp. 25-42.

précédent de son oeuvre législative des années 1870, afin d'appuyer leurs décisions. Le 2 mars 1906, lors d'un débat portant sur la loi conduisant à fournir des repas aux enfants scolarisés, le libéral Herbert Paul dit soutenir cette proposition pour trois raisons, la première étant une phrase de Disraeli : « *The youth of a nation are the trustees of posterity.* »¹ De même, la législation pionnière de son gouvernement durant les années 1870 en matière de relations du travail est mise en exergue par différents Lord Chancellors libéraux. Le 4 décembre 1906, Sir Robert Reid rappelle que le « *picketing* » est légalisé depuis 1875 et grâce à une loi du gouvernement conservateur de l'époque, dirigé par Lord Beaconsfield, présenté comme :

the author of "Sybil," and a man with deep feelings on subjects of this kind. He sympathised with trade unions, as did Lord Cairns, one of the greatest Chancellors there has ever been in this country; and the third of the triumvirate responsible for the legislation of 1875 is the noble Viscount who is here now, Lord Cross. He will remember these transactions well, for he was Home Secretary,²

C'est un hommage au cabinet de Lord Beaconsfield qui est rendu par Reid, prenant à témoin l'un des survivants de l'époque, Lord Cross.³ Sept ans après, c'est le Vicomte Haldane, nouveau Lord Chancellor, qui fait l'éloge de la législation relative aux syndicats de ce même gouvernement.⁴

Enfin, *last but not least*, c'est l'artisan d'une grande partie de ces réformes, Lloyd George, qui n'hésite pas à en appeler à deux reprises à Disraeli. Ce dernier est mis au service de la rhétorique d'efficacité nationale, dont les effets pratiques sont certes difficile à mesurer selon J. R. Hay, mais qui contribue à imposer la nécessité de réformes sociales comme une idée respectable et qui intègre le vocabulaire politique de l'époque.⁵ Le 29 mai 1911 lors de discussions portant sur la *National Insurance Bill*, Lloyd George estime que la première préoccupation de la Chambre des Communes doit être la santé de la nation, sa vigueur et son efficacité en étant directement dépendantes. Il ajoute alors : « *Lord Beaconsfield pointed that out in his great historic deliverance in 1872, and after all the first consideration of a Ministry should be the health of the people.* »⁶ Si Lloyd George fait référence au discours de Disraeli,

1 *Hansard*, clii. 1393, 2 mars 1906.

2 *Hansard*, clxvi. 692-693, 4 décembre 1906 (Lords). « L'auteur de *Sybil* et un homme ayant de profondes convictions sur de tels sujets. Il compatissait avec les syndicats, tout comme Lord Cairns, l'un des plus grands chancelliers qu'ait compté ce pays ; et le troisième membre de ce triumvirat responsable de la législation de 1875 est le noble vicomte présent ici-même, Lord Cross. Il se rappellera d'ailleurs bien de ces affaires, puisqu'il était alors ministre de l'intérieur, »

3 D. J. Mitchell, *Cross and Tory Democracy*, Garland Publishing, New York & Londres, 1991, pp. 1-6. Mitchell présente clairement Cross comme le réel inventeur de la Tory Democracy, bien que ses motifs ne soient pas démocratiques, mais tournés vers une préservation de l'ordre existant.

4 *Hansard*, xiii. 847, 5 février 1913 (Lords).

5 J. R. Hay, *The Origins of the Liberal Welfare Reforms 1906-1914*, Macmillan, Basingstoke, 1975 [1986], p. 31.

6 *Hansard*, xxvi. 763, 29 mai 1911. « Lord Beaconsfield a bien indiqué dans son discours historique de 1872, qu'après tout la première inquiétude d'un gouvernement devrait être la santé du peuple. »

alors dans l'opposition, prononcé à Manchester, il cite aussi son action lors de son (long) passage au pouvoir, afin de défendre le coût de ses réformes :

You may say it is not worth £20,000,000 a year to-day, but it will certainly be worth a good deal more than that in another ten, fifteen, or twenty years, exactly as the great sanitary laws of Mr. Disraeli and others have added enormously to the efficiency and health of this country. The same thing applies to other kinds of social reform, which improves the health and adds to the strength of the people.¹

L'impératif de la santé du peuple est au passage réitéré par Lloyd George.

Si Disraeli est donc récupéré par les libéraux, il n'est que mollement utilisé comme figure de proue par les conservateurs. Ces derniers ont souvent des positions avancées en matière sociale mais si Disraeli leur permet de faire connaître leur accord de principe avec certaines propositions de loi, ils nuancent rapidement leur intervention pour dénoncer les moyens employés pour faire triompher ces buts. Le Tory Démocrate – et biographe de Disraeli – Sir Edward Clarke est peut-être la seule exception à la règle. Il se réjouit de l'introduction d'un projet de loi visant à réguler le « *truck system* » et voit dans les talents de romancier de Disraeli l'explication d'une telle volonté législative :

What did more towards abolishing the abominations of the truck system in this country than any dozen Acts was Mr. Disraeli's novel "Sibyl," which brought home to the people the horrors of the system.²

Des conservateurs ayant de fortes préoccupations sociales, comme Arthur Steel-Maitland, s'exprimant sur la question du salaire minimum, estiment qu'une telle proposition est en accord avec la politique unioniste de Lord Bolingbroke à Lord Beaconsfield, d'abord méprisée par les ancêtres libéraux du gouvernement actuel. Toutefois, Steel-Maitland s'inquiète des moyens mis en place pour mener une telle politique.³ Lord Teviot tient à peu près le même discours sur la question du *National Health Service* : « *I welcome the Government's intentions, but I am afraid of their methods* », citant l'insistance de Disraeli sur la santé du peuple – faisant ainsi écho à l'un des arguments de Lloyd George.⁴ Enfin, dans un tout autre registre, le sixième Marquis de Londonderry (conservateur) utilisant les mots de Disraeli condamnant alors le premier gouvernement Gladstone, promet le même sort au gouvernement

1 *Hansard*, lvi. 2548-2549, 13 août 1913. « Vous pouvez dire que cela ne vaut pas £20 000 000 l'an aujourd'hui, mais cela vaudra certainement beaucoup plus que cela dans dix, quinze, ou vingt ans, exactement comme les grandes lois d'assainissement de Mr. Disraeli et d'autres ont largement contribué à l'efficacité et à la santé de ce pays. La même chose s'applique pour d'autres sortes de réformes sociales, qui améliorent la santé et s'ajoutent à la force du peuple. »

2 *Hansard*, cvii. 1102, 27 février 1906.

3 *Hansard*, xxiv. 1903-1904, 26 avril 1911.

4 *Hansard*, cxxxi. 144-145, 21 mars 1914.

Asquith.¹

L'oubli relatif de Disraeli durant l'époque édouardienne est finalement assez aisé à expliquer : il est à la fois dépassé et contre-productif. Les réformes sociales entreprises par son gouvernement des années 1870 ont certes permis de détourner l'attention de la question constitutionnelle vers la question sociale² mais une fois l'agenda constitutionnel partiellement réalisé (suffrage féminin exclu), son héritage commence à se dévaluer. Il est d'autant moins précieux qu'il avait aussi servi à critiquer les insuffisances du parti libéral, trop confiant dans la force du marché à résoudre certains déséquilibres. Toutefois, à partir du moment où le parti libéral commence à entreprendre des réformes sociales, il devient difficile d'invoquer Disraeli comme critique des limites de l'humanisme libéral, d'autant plus qu'une telle référence pourrait se révéler rapidement contre-productive. L'usage par les libéraux de Disraeli est d'ailleurs un bon indicateur du risque encouru par des dirigeants conservateurs alors relativement frileux face à la question sociale. Il y aurait une volonté d'éviter la surenchère si les conservateurs étaient rappelés trop souvent à leur glorieux passé. Ainsi, si John Vincent voit en Disraeli un héros par défaut du parti conservateur,³ c'est aussi un héros très problématique en ce début de xx^e siècle, puisqu'il risque de se retourner contre ses promoteurs. Sa mise en sommeil durant la période souligne aussi les limites profondes du conservatisme populaire, dont certains en voulu voir en lui l'incarnation. Le débat récurrent entourant sa sincérité à propos des réformes sociales a peut-être dissuadé certains de ses héritiers à l'employer sur le thème, comme cela semble être aussi le cas dans le domaine du régime douanier.

Politique économique et Disraeli

La crise économique de la fin de siècle et ce qui est perçu comme le déclin relatif de la Grande-Bretagne face à ses concurrents sur le plan du commerce international sont les deux principaux facteurs explicatifs de l'interventionnisme conservateur ou de leurs velléités de régulation de l'économie. Ces dernières s'expriment lors du débat sur la réforme des tarifs, initié par Joseph Chamberlain à partir de 1903. Celui-ci a été converti au protectionnisme par Lord Randolph Churchill alors que Chamberlain était en charge de réfuter ses arguments lorsqu'il était membre du gouvernement libéral. Toutefois, même si la conversion a lieu durant les années 1880, il faut attendre son passage au ministère des colonies pour que ses idées se

1 *Hansard*, xi. 691, 27 mars 1912 (Lords).

2 P. R. Ghosh, « Style and Substance in Disraelian Social Reform », c. 1860-80, in P. J. Waller (ed.), *Politics and Social Change in Modern Britain*, Harvester, Brighton, 1987, pp. 59-90.

3 J. Vincent, *Disraeli*, OUP, Oxford, 1990, pp. 46-56.

mettent définitivement en place et prennent forme. Il se montre en faveur d'une telle solution pour trois raisons : tout d'abord afin de renforcer les liens impériaux, mais aussi comme une source de financement pour les réformes sociales, que les conservateurs ne souhaitent pas financer par un impôt progressif, et enfin parce que de telles mesures devraient permettre de protéger l'industrie britannique mise à mal par la concurrence étrangère. Les effets des abrogations de 1846 se font sentir et il faut donc soutenir l'agriculture. Plus généralement, mettre en place une politique protectionniste implique de privilégier certains groupes et donc d'instaurer une régulation de l'économie domestique.¹ E. H. H. Green voit ainsi dans la campagne en faveur des tarifs un *deus ex machina* (conservateur) capable d'affronter tous les défis posés au tournant de siècle. Le projet s'affirme d'ailleurs clairement comme une alternative au socialisme.²

Le thème du protectionnisme est très largement associé au début de la carrière de Disraeli, puisque c'est la trahison de ce principe par Sir Robert Peel, qui permet à Disraeli d'aboutir au renversement de son gouvernement – même si un régime de libre-échange est au passage adopté pour le siècle à venir. Toutefois, Disraeli n'a jamais fait du protectionnisme un dogme, rappelant maintes fois que les doctrines économiques sont faites pour les hommes et non pas le contraire. Cette attitude plus flexible que celle de ses collègues conservateurs de l'époque, Lord Derby en tête, le conduit à faire abandonner le principe du protectionnisme au parti conservateur de l'époque. De même, lors de ses (brefs) passages répétés au ministère des finances, il ne cherche pas à faire machine arrière sur la question. Disraeli se présente a priori comme une référence difficile, voire dangereuse à manipuler sur le thème de la protection.

Il est ainsi utilisé par une écrasante majorité de libre-échangistes, qu'ils soient libéraux, libéraux-unionistes ou conservateurs. L'un des principaux arguments revenant lors des débats de la période est le suivant : Disraeli aurait donné son aval à une résolution du conflit entre protectionnistes et libre-échangistes en novembre 1852. Plus précisément, il aurait d'abord voté contre une résolution de Mr. Villiers proclamant l'adhésion de la Chambre et du pays à une politique de libre-échange. Cette dernière aurait été rejeté par la Chambre. Toutefois, lorsque Lord Palmerston proposa une résolution affirmant aussi une politique de libre-échange, Disraeli au nom du gouvernement l'accepta et la proposition fut adoptée.³ Ce précédent est repris par d'autres députés tels que John Morley, ancien lieutenant de

1 W. H. Greenleaf, *The British Political Tradition, Volume Two: The Ideological Heritage*, Methuen, Londres & New York, 1983, pp. 238-240 ;

2 E. H. H. Green, *The Crisis of Conservatism*, Routledge, Londres, 1995, pp. 20-23, voir aussi : E. H. H. Green, « The Political Economy of Empire, 1880-1914 », in A. Porter (ed.), *The Oxford History of the British Empire, Volume 3: The Nineteenth Century*, OUP, Oxford, 1998-1999, pp. 346-368.

3 John Ellis (libéral), *Hansard*, cxxiii. 478, 10 juin 1903 ; voir aussi : Sir James Kitson (libéral), *Hansard*, cliii. 950, 12 mars 1906 ; Stuart Wortley (conservateur), *Hansard*, cliii. 1125, 12 mars 1906.

Gladstone :

*Mr. Disraeli himself, the Leader of your Party, said the country had decided, and therefore it would be a culpable waste of time to argue whether the country had good or bad reasons for its dislike of protective duties.*¹

Cette insistance sur la résignation de Disraeli à cette politique est repris plus loin par Morley, qui cite un hommage de Disraeli rendu à Richard Cobden, l'une des incarnations du libre-échange et de l'Ecole de Manchester en Angleterre. Morley termine ainsi la lecture de son extrait du discours de Disraeli : « *This was the language used by a Leader of your Party, a Leader who really led.* »², envoyant au passage une pique à un Balfour, libre-échangiste, mais débordé par la campagne menée par des éléments de son propre parti.

Les conservateurs libre-échangistes reprennent aussi cet argument et vont parfois plus loin dans la démonstration de l'accord de Disraeli avec les principes du libre-échange. Lord Roberston estime ainsi que :

Mr. Disraeli would have regarded with horror a proposal to subject the Party, not to the old honourable corn laws, but to this ignoble general tariff.³

Le Tory Démocrate, Sir Edward Clarke, réaffirme ainsi l'engagement de Disraeli à respecter les vœux de l'opinion publique en ce qui concerne le libre-échange.⁴ Le 19 février 1904, Lord Henry James of Hereford explique que le vote de l'amendement de 1852 reconnaissait que ce régime douanier a permis d'améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière.⁵ D'autres utilisations de Disraeli sont toutefois beaucoup plus hasardeuses. Ernest Beckett déclare ainsi que Lord Beaconsfield aurait dit que le meilleur moyen de combattre des tarifs hostiles serait d'avoir des importations libres. Beckett est toutefois interrompu à deux reprises par des cris de « non » provenant de l'assistance et se doit de préciser qu'il *pense* que Lord Beaconsfield avait dit cela.⁶ Le très peu disraélien Lord Cromer lors d'un débat sur les tarifs préférentiels rappelle que jusqu'en 1852, Disraeli considérait les colonies comme des « *millstones round our necks* », le rangeant ainsi – contrairement à Cobden – dans la catégorie des *Little Englander*.⁷ Enfin, Disraeli est présenté – à juste titre – comme un homme cherchant à tenir son parti et à

1 *Hansard*, cxxix. 631, 8 février 1904. « *Monsieur Disraeli lui-même, le Dirigeant de votre Parti, a dit que le pays avait décidé, et que cela serait donc une perte de temps coupable que de débattre si le pays avait de bonnes ou de mauvaises raisons pour ne pas aimer les tarifs protectionnistes.* » [Les italiques sont de moi.]

2 *Hansard*, cxxix. 632, 8 février 1904. « *C'était le langage utilisé par un Dirigeant de votre Parti, un Dirigeant qui menait vraiment.* »

3 *Hansard*, cl. 507, 21 juillet 1905 (Lords). « *Monsieur Disraeli aurait vu avec horreur une proposition visant à soumettre le Parti, non pas aux vieilles et vénérables corn laws, mais à cet ignoble tarif général.* »

4 *Hansard*, cliii. 1046-1047, 12 mars 1906.

5 *Hansard*, cxxx. 373, 19 février 1904.

6 *Hansard*, cxxiii. 388, 9 juin 1903.

7 *Hansard*, clxxxix. 228, 20 mai 1908 (Lords).

garantir son unité, limitant au passage les ardeurs de certains de ses membres protectionnistes. Il est vu comme l'homme ayant redressé les fortunes du parti conservateur, en faisant un parti national puis impérial. Sa figure d'homme de l'unité est donc rappelée au moment où le parti est menacé d'éclatement.¹

En dépit de ce relatif consensus autour d'un Disraeli avocat du *statu quo*, certains conservateurs en faveur d'un retour au protectionnisme n'hésitent pas à l'invoquer. Toutefois, ce n'est pas l'homme du combat des *Corn Laws* mais l'impérialiste qui ressort de ces interventions. Lord Ronaldshay, futur second Marquis de Zetland, estime que Disraeli voyait dans des tarifs préférentiels pour les colonies le parallèle obligé au droit de se gouverner elles-mêmes.² En 1914, le conservateur Williams Hewins attaquant Lloyd George citant Disraeli sur la question sociale, estime que Lord Beaconsfield aurait mis en place une politique protectionniste s'il avait été réélu en 1880. Toutefois, l'argument est botté en touche par Lloyd George, rappelant : « *He said it was dead and damned.* »³ Enfin dernière attitude dans ces débats, celle de Henry Duke, un unioniste en faveur du libre-échange, qui refuse d'invoquer Disraeli sur des questions reposant sur des éléments très différents par rapport à son époque.⁴

Ainsi, pour les libéraux, Disraeli est l'homme du consensus autour du libre-échange, prenant appui sur le précédent de 1852. Cette invocation leur permet à la fois de sauvegarder cet acquis, mais aussi de diviser le parti conservateur en invoquant une de leurs figures tutélaires. En effet, plus que l'homme du consensus, représentant ou respectant le choix de la nation, il est possible de suggérer – comme dans le cas des réformes sociales libérales de l'époque édouardienne – que c'est parce que Disraeli est avant tout une *figure partisane*, qu'il est utilisé par les libéraux. Il n'est jamais réellement repris de bon gré par les libéraux mais à chaque fois comme une possible source de contradiction et de division pour le camp conservateur. Un Disraeli réellement adopté par la nation aurait été plus difficilement mobilisable sur des débats très politisés.

Le précédent du canal de Suez

Au croisement des affaires économiques et étrangères se situe le précédent du canal de Suez. En 1875, Disraeli s'est en effet porté acquéreur au nom du gouvernement britannique de la moitié des actions de la compagnie du dit canal, autrefois sous le contrôle du Khédive, l'autre moitié appartenant à la France. Bien que réalisé dans des conditions peu respectueuses

1 Lord George Hamilton (conservateur), *Hansard*, cxxxv. 283-285, 18 mai 1904.

2 *Hansard*, clxxviii. 398-399, 15 juillet 1907.

3 *Hansard*, lxii. 808, 11 mai 1914.

4 *Hansard*, lxxiii. 538-539, 10 juin 1903.

du pouvoir du Parlement, ce dernier ne siégeant pas au moment de l'affaire, et grâce à l'aide de la banque Rothschild, l'achat de ces actions est souvent présenté comme un des succès de son mandat. Disraeli l'aurait vu comme un moyen d'affaiblir l'influence française dans la région, de protéger la route maritime vers l'Inde et donc de façon plus générale l'Empire.¹ Même après sa mort, il ne semble pas lui être réellement fait grief des procédés employés afin de garantir cette acquisition. Le 14 février 1899, Sir H. Campbell-Bannerman, futur Premier ministre libéral, fait l'éloge de son honnêteté et de l'absence d'enrichissement personnel (ou au profit de ses proches) lors d'un débat portant sur un amendement visant à limiter la présence de ministres dans les conseils d'administration d'entreprises privées. Disraeli est cité comme illustration de l'absence de scandales politico-financiers durant les quarante-cinquante dernières années. Campbell-Bannerman rappelle qu'il lui aurait été très facile de s'enrichir lors de cette occasion, étant le seul à détenir certaines informations, toutefois :

Mr. Disraeli, we all know, was a poor man. There was a great deal of feeling in politics at that time, but I have never heard the slightest whisper or murmur of a suspicion that anyone connected with the Government, high or low, was a penny the richer on that occasion²

contrairement à ce qui a pu se produire dans certains pays, continue-t-il, où des hommes sont arrivés pauvres au pouvoir et en sont repartis riches, faisant sûrement référence à la situation française, dernièrement émaillée de nombreux scandales (l'affaire des décorations de Jules Grévy ou plus particulièrement le scandale du canal de Panama, parallèle tout à fait approprié à la situation). Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que ce passage fait écho à certains écrits relativement antisémites qui concèdent à Disraeli, en dépit de sa judéité, de ne s'être jamais enrichi lors de l'exercice du pouvoir.

L'argument classique de la préservation de la route des Indes est mis en avant lors des deux dernières décennies du XIX^e siècle. À chaque fois, il est utilisé par des parlementaires conservateurs et l'accent est davantage mis sur l'intérêt commercial que sur l'idée impériale. Le 14 février 1884, le Baron Henry de Worms se félicite d'un achat qui a permis de sortir l'Égypte de la houlette française et donner un pouvoir de décision à la Grande-Bretagne, proportionnel au volume d'affaire qui lui appartient. Cette décision est vue comme une première étape du renforcement du contrôle britannique sur les affaires de l'Égypte,

1 W. Baumgart, *Imperialism : The Idea and Reality of British and French Colonial Expansion, 1880-1914*, OUP, Oxford, 1982 [1986], pp. 22-23.

2 *Hansard*, lxxvi. 988-989, 14 février 1899. « M. Disraeli, comme on le sait, était un pauvre homme. Il y avait beaucoup de sentiments en politique à l'époque, mais je n'ai jamais entendu le moindre chuchotement ou murmure de soupçon que quelqu'un connecté avec le Gouvernement, haut placé ou non, soit ressorti plus riche d'un penny à cette occasion. »

stratégiques pour le Royaume-Uni.¹ Le 2 mai 1895, Sir Albert Rollit fait écho aux remarques de Worms, estimant que le canal de Suez est une affaire prospère à la fois pour des raisons pécunières (les dividendes versées) et commerciales, puisqu'il octroie aux Britanniques un contrôle proportionnel au trafic de bâtiments naviguant avec leur pavillon.² Quelques jours plus tard, Sir Benjamin Cohen dit « *from a financial and Imperial point of view, to rejoice at the sagacious and statesmanlike purchase of the late Lord Beaconsfield* ». ³ Le volet impérial de cet achat n'arrive qu'en seconde place dans la bouche de ce conservateur.

L'idée suivant laquelle l'achat des actions aurait permis de sauver le gouvernement égyptien de la faillite et aurait même permis la régénération du pays est avancée à la fois par Ellis Ashmead-Bartlett et Henry Chaplin.⁴ Toutefois, si une perception domine à la fin de l'époque victorienne, c'est que Disraeli a réalisé un excellent investissement financier pour le royaume. Le même Ashmead Bartlett est l'un de ses plus fervents promoteurs⁵ mais il est loin de faire figure d'exception au sein des rangs conservateurs.⁶ Cependant, si Sir Howard Vincent constate que la valeur des actions détenues par le gouvernement a été multipliée par huit, il rappelle que la ronde dividende obtenue chaque année provient des bateaux britanniques.⁷ Le nationaliste irlandais, Colonel John Nolan ne nie pas non plus que l'achat ait été considéré à l'époque comme une bonne affaire, mais près de dix ans après, il suggère que cela ne serait plus le cas. Ce dernier est toutefois rassuré par W. H. Smith qui lui répond que les intérêts versés sont restés constants.⁸

Disraeli est donc présenté dans les extraits précédents comme un homme politique ayant su réaliser un investissement judicieux. À l'époque édouardienne, puis avant et après la Première Guerre mondiale, ce succès politico-financier est employé en faveur d'un renforcement de l'engagement de l'Etat dans l'économie et pas uniquement par des conservateurs. Le libéral Leo Chiozza Money revient à la charge plusieurs fois sur cette question en s'appuyant sur le précédent du canal de Suez.⁹ Le 16 mai 1911, il reconnaît ainsi

1 *Hansard*, cclxxxiv. 933, 14 février 1884.

2 *Hansard*, xxxiii. 339, 2 mai 1895.

3 *Hansard*, xxxiii. 1412, 16 mai 1895. « D'un point de vue financier et impérial, se réjouir de l'achat judicieux et digne d'un homme d'Etat fait par feu Lord Beaconsfield. »

4 *Hansard*, cclxxxi. 1517, 16 juillet 1883 ; *Hansard*, cclxxii. 2068-2069, 27 juillet 1882.

5 Ibid.

6 W. H. Smith, *Hansard*, ccclii. 1532, 27 avril 1891 ; Sir Benjamin Cohen, *Hansard*, xxxiii. 1412, 16 mai 1895 ; et pour un exemple plus lointain : Sir Basil Peto, *Hansard*, clix. 2299, 8 décembre 1922 : « *One of the finest investments ever made for our nation was made by Disraeli when he bought the Suez Canal shares.* »

7 *Hansard*, cxliv. 1103, 10 avril 1905.

8 *Hansard*, cccxix. 1669, 23 août 1887.

9 Money, Sir Leo George Chiozza (1870–1944) était un homme politique et auteur d'origine italienne. Né en Italie, il est éduqué en Angleterre et commence sa carrière comme journaliste à Londres. Il se penche particulièrement sur la question sociale et économique et s'affirme comme un défenseur du libre-échange. À partir de 1906 et jusqu'en 1918, il est député libéral. Toutefois, ses convictions deviennent rapidement plus radicale et il fleurte avec le Labour. En effet, il est alors concerné par la question de la redistribution de la

les bénéfices tirés de cet investissement réalisé par Lord Beaconsfield,¹ qu'il n'hésite pas à qualifier de « socialiste » le 28 avril 1913.² Les revenus générés par les actions sont ainsi désignés comme le fruit de « *that little Socialistic experiment of Lord Beaconsfield when he bought the Suez Canal.* »³ L'interventionnisme de Disraeli est donc nommé socialisme par certains de ses adversaires libéraux, qui finiront d'ailleurs par devenir travaillistes. Il est cependant indéniable que ce précédent est avancé par certains conservateurs collectivistes, pour reprendre l'expression de W. H. Greenleaf. Le conservateur Henry Wilson-Fox présente l'achat des actions du canal comme un exemple classique d'investissement fructueux de la part du gouvernement et estime donc que sa proposition de financer des entreprises de l'empire n'est en aucun cas une nouveauté.⁴ Enfin, lors de la prise de participation du gouvernement britannique dans la compagnie pétrolière anglo-persé, le précédent est là encore invoqué.⁵ Toutefois, l'unioniste Lieutenant-Colonel Spender-Clay s'oppose à la continuation d'une pratique remontant à Disraeli (glissant au passage dans les stéréotypes antisémites) :

I know that whenever the Government, by any possible action, interferes in a matter of this kind, the Suez Canal shares are quoted as a precedent. It is true that that gamble turned out extremely well, but my impression of that transaction was that those shares were bought by Mr. Disraeli without any relation to the Government at all. That gentleman had a Jewish flair for business, and the transaction turned out very well, but there is no reason why it should be used to sanction this transaction. In the matter of these shares the Government should sell their rights on the market.⁶

Son intervention n'arrête pas l'utilisation de l'achat des actions comme leitmotiv et précédent pour une intervention accrue du gouvernement dans l'économie et les périodes suivantes verront un renforcement de la tendance. Ainsi, le coup d'éclat disraélien que constitua l'affaire

richesse, qu'il estime injustement répartie. Il prend aussi conscience du fait que le libre-échange n'est pas un garde fou assez puissant pour garantir une bonne répartition des ressources. S'il ne remet pas ce dernier en cause, il se montre en faveur d'une taxation plus élevée pour les riches et de la municipalisation de certains services – comme la distribution du lait. Les responsabilités qu'il exerce durant la Première Guerre mondiale finissent par le convertir au travaillisme. [M. Daunton, « Money, Sir Leo George Chiozza (1870–1944) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne.]

1 *Hansard*, xxv. 1915, 16 mai 1911.

2 *Hansard*, lii. 927, 28 avril 1913 : « *a certain amount of money from the Suez Canal shares which were bought long ago by that Socialist, Lord Beaconsfield. I use the term advisedly, as any hon. Member who reads some of Lord Beaconsfield's novels will realise that it is correct.* »

3 *Hansard*, lxii. 332, 6 mai 1914. « Cette petite expérience socialiste de Lord Beaconsfield lorsqu'il acheta le canal de Suez. »

4 *Hansard*, cxii. 409, 13 février 1919.

5 Sir J. D. Rees, *Hansard*, lxxii. 1763, 11 décembre 1919 : « *This is a far better investment for the British taxpayer [Anglo-Persian Oil Company] than was that of Lord Beaconsfield in the Suez Canal.* »

6 *Hansard*, cli. 1713-1714, 10 mars 1922. « Je sais qu'à chaque fois que le gouvernement, de n'importe quelle façon, interfère dans une affaire de ce genre, les actions du canal de Suez sont citées comme un précédent. Il est vrai que ce pari s'avèra très fructueux, mais j'ai l'impression que cette transaction consistait en un achat de ces actions par Mr. Disraeli sans aucune relation avec le gouvernement. Ce gentleman avait un flair juif pour les affaires, et la transaction finit très bien, mais il n'y a aucune raison pour qu'elle soit utilisée afin de sanctionner celle-ci. En ce qui concerne ces actions le gouvernement devrait vendre ses parts sur le marché. »

du canal reste un sujet typiquement conservateur durant la période 1881-1922. Disraeli peut donc être brandi à la fois par les partisans du libre-échange, comme le gardien du statu quo, mais aussi comme un précurseur de l'intervention de l'État. Plus que son « opportunisme », la longévité de sa carrière politique est un des éléments explicatifs permettant de comprendre les usages multiples dont il a pu faire l'objet. Traversant une bonne partie du dix-neuvième siècle à des postes de haute responsabilité ou visibilité, il a eu à s'engager sur un nombre de sujets impressionnants et a en conséquence été associé à des sujets et des opinions souvent antagonistes.

Affaires étrangères et expansion coloniale

Disraeli et l'Entente Cordiale

Le dernier passage de Disraeli au gouvernement est indéniablement marqué par la question des affaires étrangères. Si la postérité de son action concernant le canal de Suez a déjà été envisagée, il convient de s'interroger maintenant sur le thème de l'Empire et de son expansion. Toutefois, un autre domaine aurait pu être marqué par une récupération politique de l'héritage disraélien : celui de la francophilie. L'époque édouardienne voit en effet la consécration de l'Entente Cordiale, poussée du côté français par des hommes comme Paul Cambon et Léon Geoffroy. Disraeli s'est illustré durant toute sa carrière par une certaine francophilie, en dépit du fait que l'une de ses premières publications politiques est un pamphlet dénonçant la « gallomanie » de Lord Palmerston, alors ministre des affaires étrangères. Toutefois, il change rapidement d'opinion et fréquente la cour du roi Louis-Philippe, qu'il rencontre à plusieurs reprises et qu'il visitera encore une fois lorsque ce dernier sera en exil. Un de ses plus fidèles amis est le comte d'Orsay, un dandy bonapartiste de la première moitié du dix-neuvième. Disraeli côtoie aussi le futur Napoléon III, bien que leurs rapports soient beaucoup moins affectueux que ceux entretenus avec le dernier roi des Français. En dépit de cette francophilie affichée, Disraeli n'est que peu repris par les hommes politiques édouardiens lors de la célébration de la naissance de l'Entente Cordiale. Il convient toutefois de mentionner l'intervention du conservateur Samuel Roberts, qui le 14 février 1905, en réponse au discours royal, cite Disraeli sur le sujet :

A good understanding between England and France is simply this, that so far as the influence of these two great Powers extends, the affairs of the world shall be conducted by their co-operation instead of by their rivalry. But co-operation requires not merely identity of interest, but reciprocal good feeling. They must all rejoice that that good feeling had been attained, and trust that it might long endure

to the great advantage of both countries and to the peace of Europe.¹

Disraeli et l'Empire

La question des rapports entre Disraeli et l'impérialisme ne peut et ne doit pas être négligée. Un des préjugés les plus courants concernant Disraeli est qu'il est le père de l'impérialisme. David Cannadine voit en lui un des trois héros de l'Empire, avec Lord Curzon et Winston Churchill.² Il est en effet indéniable que Disraeli ait utilisé la question de l'Empire lors de ses grands discours des années 1870, en particulier pour attaquer les libéraux accusés de brader l'Empire. Toutefois la conception de l'Empire de Disraeli est relativement limitée et concerne surtout les colonies de peuplement blanc et l'Inde dans une certaine mesure.³ Pour celui-ci, l'Empire est d'abord une source de prestige et de pouvoir au service d'une Angleterre cherchant à regagner sa place dans le concert des nations. Disraeli a donc une vision globale de l'Empire où le sort individuel des colonies (à l'exception de l'Inde) a peu d'intérêt. Il n'est pas le champion de l'expansion impériale et appartient clairement au camp des consolidationnistes.⁴ Salisbury est davantage l'homme de l'expansion impériale que son prédécesseur, en dépit de ce l'histoire en a retenu.⁵ Toutefois, l'impérialisme, comme la question sociale par certains aspects, est aussi un argument électoral. L'utilisation par la *Primrose League* de la figure de Disraeli est finalement plus responsable de cette image d'impérialiste que l'action de Disraeli en tant que telle. Cette récupération intervient d'ailleurs après sa mort.⁶ L'imagerie populaire associe Disraeli avec l'Empire en partie à cause de l'action du mouvement de masse que constitue la *Primrose League*, dont le mode d'ordre est une citation de Disraeli : « *Imperium et Libertas* ». Toutefois, une image différente semble se dessiner au Parlement et laisse à croire que Disraeli est avant tout utile pour un appel populaire sur ces questions. Deux exemples seront donc étudiés de façon plus précise en relation avec ce questionnement : le *Scramble for Africa* et la guerre des Boers. Enfin, une attention particulière sera portée au député Sir Ellis Ashmead-Bartlett, qui semble être l'un des

1 *Hansard*, cxli. 115, 14 février 1905. « Une bonne compréhension entre l'Angleterre et la France est simplement, qu'aussi loin que l'influence de ces deux grandes puissances s'étend, les affaires du monde devraient être conduites par leur coopération au lieu de leur rivalité. Mais cette coopération ne requiert pas simplement des intérêts identiques, mais aussi des sentiments amicaux réciproques. Ils doivent tous se réjouir que ce sentiment amical ait été atteint, et avoir confiance dans le fait qu'il puisse durer pour le plus grand avantage des deux pays et de la paix de l'Europe. »

2 D. Cannadine, *Ornamentalism: How the British saw their Empire*, Penguin Books, Londres, 2001, p. 134.

3 T. A. Jenkins, op. cit., p. 90.

4 C. C. Eldridge, *England's Mission: The Imperial Idea in the age of Gladstone and Disraeli 1868-1880*, Macmillan, Basingstoke, 1973, pp. 179-232.

5 M. Bentley, *Lord Salisbury's World: Conservative Environments in Late-Victorian Britain*, CUP, Cambridge, 2001, pp. 220-227.

6 P. Vervaecke, « Dieu, la couronne et l'Empire : La Primrose League, 1883-2000 », thèse, Université Lille-3 et C. C. Eldridge, op. cit., pp. 232-233.

promoteurs de l'image du Disraeli impérialiste.

L'expansion coloniale

Un premier constat s'impose : concernant la colonisation du continent africain, Disraeli est rarement mis à contribution.¹ De plus, loin d'être présenté comme un va-t-en-guerre ou un civilisateur acharné, deux images se dégagent des quelques interventions parlementaires où il apparaît : celles d'un impérialiste « mou » et tolérant. Toutefois, une intervention du conservateur Lord Eustace Cecil suggère que Lord Beaconsfield reste bien associé – du moins pour ses adversaires libéraux – à l'expansion coloniale, puisque le précédent utilise les reproches adressés à son dernier gouvernement afin de dénoncer la politique égyptienne de Gladstone. Lord Eustace Cecil :

recollected perfectly well that the right hon. Gentleman denounced Lord Beaconsfield's Government on the ground of its adventurous policy, not only with regard to India and Africa, but in all parts of the world. He should like to ask the right hon. Gentleman, at that moment, what he thought of his own policy?²

Pourtant, exactement dix ans après, sur la question de l'Ouganda, Sir Charles Dilke déplore amèrement l'inaction coloniale de Disraeli :

Why worse effect on British name than Mr. Disraeli's refusal of the Cameron Treaties made right across Africa with all the chiefs all down the valley of the Congo, the hundreds of Treaties that Lieutenant Cameron brought home, and which Mr. Disraeli disregarded, and rightly disregarded, in the interest of this country?³

Il l'accuse plus loin d'avoir abandonné toute la vallée du Congo. Lors du même débat, Dilke est accusé par Sir William Lawson, lui aussi libéral, de se servir de l'alibi religieux et de celui de la mission civilisatrice de la Grande-Bretagne afin de cacher ses préoccupations mercantiles en ce qui concerne la colonisation. Faisant référence à la possibilité qu'avait la Grande-Bretagne d'abolir l'esclavagisme lorsque Zanzibar était encore dans sa sphère d'influence :

It is said that when the Sultan of Zanzibar was in this country Mr. Disraeli pressed upon him to do what he could to put down slavery; and the Sultan replied, "Yes,

1 Sur la question de l'expansion impériale, voir : W. Baumgart, *Imperialism*, OUP, Oxford, 1982 [1986].

2 *Hansard*, cclxxxv. 777 , 6 mars 1884. « se rappelait très bien que le right hon. Gentleman dénonçait le gouvernement de Lord Beaconsfield à cause de sa politique aventureuse, non seulement concernant l'Inde et l'Afrique, mais pour le monde entier. Il voudrait demander au right hon. Gentleman, à ce moment, ce qu'il pensait de sa propre politique ? »

3 *Hansard*, xxv. 198, 1 juin 1894. « Quel pire effet pour l'honneur britannique que le refus de Mr. Disraeli des traités de Cameron établis sur l'Afrique avec tous les chefs de la vallée du Congo, les centaines de traités que le lieutenant Cameron rapporta, et que Mr. Disraeli méprisa, et méprisa justement, dans l'intérêt de la nation ? »

but the Conservative Party is very strong in Zanzibar."¹

Le 30 août 1895, Dilke revient à nouveau sur cet abandon de l'Ouganda par Disraeli, cependant cette décision est cette fois-ci qualifiée de sage, puisqu'elle serait due à une évaluation des intérêts britanniques dans la région. Ces derniers ne seraient pas dans leur sphère d'influence, qui devrait normalement se limiter à la côte où leurs activités commerciales étaient concentrées.² Enfin, le 10 juin 1898, Dilke s'en prend une dernière fois à Disraeli l'anti-expansionniste : « *We got the rest of Zanzibar, but had previously possessed all its trade. Mr. Disraeli had refused a Protectorate of the whole.* »³

Pour Dilke, qui n'est pas connu pour la modération de ses convictions impérialistes, Disraeli n'est pas un impérialiste acharné, en dépit de ce que certains de ses discours auraient laissé pu croire ; son action est finalement beaucoup plus modérée, voire timorée.

Une autre interprétation du Disraeli colonisateur semble aussi exister, c'est celui de l'homme tolérant les coutumes des peuples colonisés. Ainsi, le 20 mars 1919, faisant référence à l'implication britannique dans les débris de l'ancien Empire Ottoman, le conservateur comte de Winterton estime qu'il est nécessaire de mener dans ces territoires la politique initiée par Lord Beaconsfield en Inde, à savoir :

that we would in our treatment of the native subjects of our Sovereign in all parts of the Indian Empire—and the same applies to Egypt, Africa, and everywhere else—give them the fullest possible measure of religious toleration [...] We have certainly not done otherwise, but we must be extremely careful at this time, when these questions as to the future of Constantinople and of Moslems are being discussed, to do nothing to alter our own magnificent record in carrying out the policy enunciated by Disraeli.⁴

Une politique de tolérance religieuse – digne de l'attitude de Napoléon en Égypte – est donc proposée par le comte de Winterton, ce dernier prenant comme argument d'autorité le précédent disraélien. Disraeli, tel que perçu dans ces différents exemples, correspond très peu aux stéréotypes de l'impérialiste : il n'est pas soucieux d'étendre l'Empire, ni de porter la

1 *Hansard*, xxv. 244, 1 juin 1894. « On raconte que lorsque le Sultan de Zanzibar était dans ce pays Mr. Disraeli fit pression afin qu'il fasse de son mieux afin d'abolir l'esclavagisme ; ce à quoi le Sultan répondit, "Oui, mais le Parti Conservateur est très puissant à Zanzibar." »

2 *Hansard*, xxxvi. 1300, 30 août 1895. Pour M. Bentley, Salisbury aurait repris l'idée de Disraeli selon laquelle les colonies se doivent d'être utiles. M. Bentley, op. cit., p. 227.

3 *Hansard*, lviii. 1330, 10 juin 1898. « Nous avons le reste de Zanzibar, mais nous avons possédé auparavant tout son commerce. Mr. Disraeli avait refusé un protectorat sur l'ensemble. »

4 *Hansard*, cxiii. 2371, 20 mars 1919. « que dans notre traitement des sujets locaux de notre souverain dans l'ensemble de l'Empire indien - et la même chose s'applique en Égypte, Afrique et partout ailleurs - nous leur donnions la tolérance religieuse la plus large possible [...] Nous n'avons certainement jamais fait autrement, mais nous devons être extrêmement précautionneux en ce moment, lorsque des questions sur le futur de Constantinople et des Musulmans sont discutées, et de ne pas dégrader notre magnifique bilan en continuant la politique énoncé par Disraeli. »

bonne parole civilisatrice ou évangélisatrice aux peuples déjà colonisés.

Disraeli et la guerre des Boers

Il serait cependant possible de considérer que Disraeli aurait été plus facilement associé à la question de la guerre, à cause de la naissance du jingoïsme, qui caractérise son passage au pouvoir. Ainsi, l'expérience douloureuse que constitue la guerre des Boers et la victoire kaki qui s'en suit pour le gouvernement conservateur, auraient pu constituer des événements propices à un usage plus poussé de sa figure. Les débats à la Chambre des communes vont toutefois peu dans ce sens, ce qui peut s'expliquer par le fait que le jingoïsme est avant tout un appel populiste, peu propice à trouver une chambre d'écho à Westminster.

Lors de ces débats, un autre son de cloche se fait entendre. Sir Ellis Ashmead Bartlett estime que sous le gouvernement de Lord Beaconsfield et le gouvernement de Sir Bartle Frere, une confédération de l'Afrique du Sud était presque devenu un fait accompli et que beaucoup de problèmes auraient été évités si cette sage politique n'avait pas été arrêtée.¹ Le libéral Francis Channing s'en prend à la politique dangereuse de Lord Rosebery désigné par le terme « *Liberal Imperialism* »,² et estime qu'une expansion sans limite de la Grande-Bretagne n'est pas viable et que les gouvernements précédents auraient mieux fait de s'en tenir à la sage politique de Peel et Gladstone, avant « *and until Lord Beaconsfield came forward as an eloquent and almost poetic exponent of this gospel of annexation* ». ³ Lors de ce conflit, Disraeli est donc davantage présenté comme un impérialiste et si l'utilisation de troupes coloniales lors d'un tel affrontement fait partie de la panoplie de l'impérialiste, les propos du jeune Winston Churchill ne font que renforcer cette image :

Under these circumstances there was no reason which he [W. Churchill] could see why we should not, if we wished and found it convenient, avail ourselves as Lord Beaconsfield did, of the enormous moral and material advantages of throwing the sword of India into the scale, and of opening up before the eyes of the struggling Boers the prospect of the indefinite and almost infinite reservoir of men to be found in India.⁴

1 *Hansard*, lxxvii. 602, 25 octobre 1899. Disraeli a toutefois désavoué en privé la politique agressive menée par Sir Bartle Frere en Afrique du Sud. Cette dernière, ainsi que les actes de désobéissance de Frere, conduisent aux affrontements meurtriers avec les Zoulous. [C. C. Eldridge, op. cit., p. 197]

2 Sur ce groupe, voir : H. C. G. Matthew, *The Liberal Imperialists*, OUP, Oxford, 1973.

3 *Hansard*, lxxviii. 650, 5 février 1900. « et jusqu'à ce que Lord Beaconsfield vienne s'affirmer comme un champion éloquent et presque poétique de cette évangile de l'annexion. »

4 *Hansard*, ci. 477, 21 janvier 1902. « Dans de telles circonstances il n'y avait pas de raison qu'il pouvait considérer pourquoi il ne devrait pas, s'il le souhaitait et le considérait comme pratique, profiter comme le fit Lord Beaconsfield, des énormes avantages moraux et matériels en jettant l'épée de l'Inde dans la balance, et en présentant devant les yeux des Boers en difficulté la perspective d'un réservoir d'hommes indéfini et presque infini que l'on trouve en Inde. »

Afin de comprendre pourquoi un tel changement de perspective a lieu concernant l'image de Disraeli, il convient de prendre en compte le public visé lors des interventions politiques. À part Sir Ellis Ashmead Bartlett, rares sont les parlementaires qui utilisent activement Disraeli afin de promouvoir l'impérialisme à la Chambre. Une réflexion plus approfondie sur la figure de Sir Ellis Ashmead Bartlett est d'ailleurs révélatrice de ces différents usages.

Sir Ellis Ashmead-Bartlett : porte-parole auto-proclamé de l'impérialisme disraélien

Ellis Ashmead-Bartlett est né à Brooklyn, New York, en 1849, de parents américains. À la mort de son père, Ellis part pour l'Angleterre avec sa mère et son jeune frère, William Lehman Ashmead. Il fréquente d'abord une école privée à Torquay où il montre une certaine précocité dans l'étude du latin et du grec ; ses débuts prometteurs sont cependant arrêtés par la maladie. À l'âge de seize ans, il matricule à St Mary Hall, Oxford, avant d'être transféré à Christ Church. À Oxford, il se passionne pour la politique et s'affirme comme le leader des conservateurs au sein de l'Oxford Union, dont il devient le président en 1873, battant largement H. H. Asquith. Dès cette époque, il se fait le champion de Disraeli. Une fois diplômé, il s'engage dans une carrière au sein du ministère de l'éducation, puis rejoint le Inner Temple en 1877. En 1876, Bartlett est impliqué dans la campagne contre les atrocités turques en Bulgarie, aidant à organiser une conférence donnée à Londres sur le sujet. Toutefois, entre 1877 et 1878, il visite Serbie, Bulgarie et Roumanie et développe une grande aversion pour la Russie. À son retour, il milite contre l'empire tsariste et se voit confier le « *pocket borough* » de Eye, dans le Suffolk, par Disraeli lors des élections de 1880. Il remporte celui-ci et le représente jusqu'en 1884, date à laquelle le borough est supprimé. Il est alors élu à Sheffield, dans la circonscription de Ecclesall. Il y siège jusqu'à sa mort en 1902.¹

Tout au long de sa carrière politique, il se montre très loyal envers le parti conservateur. Il se spécialise dans la défense des intérêts de l'impérialisme britannique, qu'il ne cesse de promouvoir à la Chambre, dans ses écrits et à la tribune. Bartlett est l'un des conservateurs les plus demandés lors de réunions publiques, rivalisant avec Lord Randolph Churchill. En dépit de cette popularité en-dehors de la Chambre, nombreux sont les contemporains de Bartlett qui le perçoivent comme la caricature du jingo impérialiste.²

1 J. P. Anderson, « Bartlett, Sir Ellis Ashmead (1849–1902) », rev. H. C. G. Matthew, *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne.

2 La nécrologie que lui consacre le *Daily News* (20 janvier 1902) le présente comme « *a master of invective, he was the embodiment of the Jingo spirit.* »

L'Irlandais Michael Davitt le désigne ainsi comme « *the only orthodox exponent of the Disraelian policy of Imperialism and the real originator of the anti-Boer crusade, which had led to the war* », ce qui conduit Bartlett à remercier Davitt pour l'hommage qu'il vient de rendre à son oeuvre.¹ Nombreux sont les témoignages qui déplorent la perte d'une « *somewhat grotesque figure* » ou d'un 'personnage' à sa mort.² Ce passage du *Daily Chronicle* exprime bien les difficultés de Bartlett lors de ses interventions à la Chambre :

A very effective platform speaker, Sir Ellis never acquired the Parliamentary manner of address, and the House rapidly dissolved when he rose. And yet the absence of an audience never seemed to affect him. In a loud sonorous voice he would deliver to empty benches rolling periods and Disraelian dissertations on foreign affairs in general, and the Eastern question in particular.³

Les nécrologies sarcastiques ne manquent pas et seul le *Sheffield Telegraph* semble épargner son très populaire représentant. Le journal rappelle l'admiration de Bartlett pour Lord Beaconsfield et l'aide initiale du défunt premier dans le lancement de la carrière de Sir Ellis. Selon le même article, le député Joseph Cowen aurait comparé Bartlett à Lord Beaconsfield en termes de style et d'opinions – et non de capacités intellectuelles. Le journaliste résume ainsi l'oeuvre de Bartlett :

It was his [Bartlett] enlightened and enthusiastic devotion to those views on foreign affairs of Lord Beaconsfield, since then adopted by the masses of the Empire, which brought his name and work first to the knowledge of the one far-seeing head, to whom Sheffield owes so much of its political education.⁴

L'effacement de Lord Randolph Churchill dans la dernière moitié des années 1880 confie *de facto* à Bartlett - « *the first second-rate orator of the Tory party* »⁵ - un quasi-monopole sur l'héritage disraélien. Le Conservative Central Office envoie régulièrement ce dernier soutenir des candidats en campagne et les habitations de la Primrose League ne se privent pas de l'inviter. Ses discours sont le plus souvent reproduits le lendemain dans les journaux locaux. Le 23 janvier 1891, il vient en aide au neveu de son héros, Coningsby

1 Michael Davitt, « Silomo! » - « An adventure in South Africa », *The Morning Leader* (23 janvier 1902). « Le seul champion orthodoxe la politique disraélienne d'impérialisme et le véritable créateur de la croisade anti-Boer, qui a conduit à la guerre. »

2 *The Candid Friend* (25 janvier 1902) ; *Black & White* (25 janvier 1902).

3 *The Daily Chronicle* (20 janvier 1902). « Un très bon orateur à la tribune, Sir Ellis n'acquies jamais les manières parlementaires du discours, et la Chambre se dissolvait rapidement lorsqu'il se levait pour parler. Et pourtant l'absence d'un public ne sembla jamais l'affecter. D'une voix puissante et sonore il récitait devant des bancs vides de longues périodes et des dissertations disraéliennes sur les affaires étrangères en général, et sur la question orientale en particulier. »

4 *The Sheffield Telegraph* (20 janvier 1902). « C'était sa dévotion éclairée et enthousiaste pour la vision de Lord Beaconsfield sur les affaires étrangères, depuis adoptées par les masses de l'Empire, qui apporta son nom et son travail à la connaissance d'un cerveau visionnaire, à qui Sheffield doit tant de son éducation politique. »

5 *Dundee Advertiser* (20 janvier 1902).

Disraeli. Il ne manque pas de rappeler que son oncle l'a lancé en politique et souligne l'honneur qui lui incombe en aidant un nom aussi illustre.¹ Les publics que Bartlett rencontre sont principalement conservateurs, qu'il s'agisse des *habitations* de la Primrose League ou des comités électoraux visant à soutenir le candidat local.

Sir Ellis rejoint par certains points Lord Randolph Churchill et le « *Fourth Party* ». À la Chambre, il s'oppose féroce­ment à Gladstone et stigmatise sa politique étrangère qu'il contraste avec celle de Disraeli. Le 22 janvier 1892, le *Sheffield Daily Telegraph* retranscrit un discours de Bartlett vantant la gestion disraélienne de la question égyptienne afin d'attaquer le bilan de Gladstone dans ce domaine.² Cependant, lors de ses déplacements publics, il mentionne plus souvent l'oeuvre impériale expansionniste de Salisbury pour laquelle il n'est pas avare de compliments.³ Le Disraeli de Sir Ellis est loin d'être original. Lorsqu'il est confronté à un public d'ouvrier, comme le 25 octobre 1893 à la *Working Men's Conservative Association* de Bristol, il rappelle l'action de Disraeli en faveur du droit de vote des ouvriers.⁴ Enfin, Bartlett est sans conteste le gardien et l'un des créateurs du dogmatisme impérial disraélien. Le 2 novembre 1894, lors d'un événement organisé par la *Primrose League*, il attaque le gouvernement de Lord Rosebery :

He [Bartlett] described Lord Rosebery as a sham jingo abroad [...] In the old days, when Lord Beaconsfield was defending the great imperial interests of England throughout the world – (loud cheers) – that illustrious statesman upheld the honour and the rights of England abroad in reality and with success. (cheers) Lord Beaconsfield never talked big and acted small.⁵

Peu de temps après, Bartlett apporte quelques éclaircissements sur l'impérialisme de Disraeli :

The late Lord Beaconsfield had been described as a Jingo, but he maintained that Lord Beaconsfield was a real Imperialist, who had the honour and integrity of the country at heart.⁶

L'impérialisme de Bartlett tout comme celui de Disraeli se constitue donc avant tout d'un appel au nationalisme anglais à travers la promotion de la puissance et de la gloire de l'Empire. Lord Beaconsfield devient alors un vecteur de la fierté anglaise et impériale dans le

1 *Altrin Divis. Adv.* (23 janvier 1891).

2 *The Sheffield Daily Telegraph* (22 janvier 1892).

3 Par exemple : *Northampton Daily* (9 février 1891) et *England & the Union* (14 février 1891).

4 *Bristol Times* (25 octobre 1893).

5 *The Sheffield Daily Telegraph* (2 novembre 1894). « Il décrit Lord Rosebery comme un jingo imposteur à l'étranger [...] Dans le bon vieux temps, lorsque Lord Beaconsfield défendait les grands intérêts impériaux de l'Angleterre à travers le monde - (acclamations bruyantes) - cet illustre homme d'Etat maintenait l'honneur et les droits de l'Angleterre à l'étranger en réalité et avec succès. (acclamations) Lord Beaconsfield ne parlait jamais fort pour agir faiblement. »

6 *Western Mail* (8 novembre 1894). « Feu Lord Beaconsfield a été décrit comme un Jingo, mais il maintenait que Lord Beaconsfield était un réel impérialiste, qui avait l'honneur et l'intégrité du pays à coeur. »

discours de Sir Ellis Bartlett. Ce discours semble avoir une certaine résonance dans une constitution majoritairement composée de membres de la classe moyenne comme celle de Bartlett à Sheffield.

Conclusion

Stefan Collini, dans son étude de la postérité de John Stuart Mill, dégage quatre phases d'utilisation d'un auteur ou homme politique après sa mort : sur le court-terme, il est mis à contribution avant tout sur des *sujets pour lesquels il a été directement engagé* ; puis, ses *principes* sont progressivement mis en avant ; il peut ensuite devenir une *autorité* ou le *symbole d'une tradition* ; enfin, il peut partiellement quitter le champ politique et devenir un *classique*, digne d'être l'objet d'étude universitaire.¹

La période allant de la mort de Disraeli à la fin du gouvernement unioniste en 1922 relève du court et moyen-terme dans le cadre de cette étude. Sans surprise, les thèmes directement liés au parcours de Lord Beaconsfield dominent ces quarante et quelques années : les institutions du pays (élargissement du suffrage, réforme de la Chambre des Lords), les réformes sociales, les débats de politique économique (libre-échange ou protectionnisme), l'achat des actions du canal de Suez et la question des affaires étrangères et de l'Empire en général. La présence d'acteurs ayant connu Disraeli encourage cette tendance, renforcée par l'opposition à Gladstone qui est continuée par des appels fréquents au fantôme de Disraeli. Toutefois, bien que ce soient avant tout les références directes à des actions ou discours de Disraeli qui dominent, un corpus de principes disraéliens semble émerger timidement de la part d'acteurs comme Lord Randolph Churchill, la *Primrose League* et dans une moindre mesure Sir Ellis Ashmead-Bartlett. Ces principes restent toutefois vagues et ne constituent parfois pas plus que des appels à la préservation des intérêts anglais à l'extérieur et à plus de réforme sociale à l'intérieur.

Sur le plan chronologique, il est possible de schématiser les fluctuations de la postérité disraélienne. Tout de suite après sa mort, Disraeli est repris par un homme politique du calibre de Lord Randolph Churchill, qui, parallèlement au « *Fourth Party* » et à la *Primrose League*, en fait une figure de proue dans son combat contre les dirigeants conservateurs en place. Son œuvre sociale et son parcours politique est alors avant tout mis en avant dans une tentative de captation de son héritage. Cependant, l'échec de l'entreprise churchillienne donne un coup d'arrêt à la propagation du culte disraélien au sein des élites politiques. Ce dernier passe entre

¹ « From Dangerous Partisan to National Possession: John Stuart Mill in English Culture 1873-1933 » in S. Collini, *Public Moralists*, Clarendon Press, Oxford, 1991, p. 317.

les mains de figures mineures comme Louis Jennings ou Sir Ellis Ashmead-Bartlett, promoteur d'un Disraeli jingo et impérialiste. La pensée et la postérité de Disraeli sont alors vulgarisées et ne rencontrent pas un écho considérable comme le prouve la réception du travail de Jennings ou les discours de Bartlett à la Chambre. Dans le même temps, les principaux dirigeants du parti conservateur, Lord Salisbury et le futur Lord Balfour, sont plus que silencieux sur leur prédécesseur à la fois pour des raisons personnelles mais aussi d'agenda politique. En fin de compte, il faut se tourner vers l'opposition, libérale et travailliste, pour voir une reprise de certains thèmes disraéliens, en particulier pour la fin de la période sur la question sociale et celle du droit de vote des femmes. Toutefois, ces appropriations relèvent le plus souvent d'un impératif politique et rhétorique et non d'une réelle adoption du personnage. En ce sens, elles témoignent de la dimension partisane de Disraeli, perçu comme le saint patron des conservateurs et invoqué en tant que tel. Toutefois, elles contribuent à augmenter sa résonance nationale dans le domaine des affaires sociales, et préfigurent paradoxalement l'usage qui sera fait de lui après 1922 par un homme comme Stanley Baldwin.

« The prophet of Conservatism » : Disraeli, 1922-1945

Le 23 octobre 1922, Andrew Bonar Law devient Premier ministre pour la première fois et reprend son poste de dirigeant des conservateurs. À partir de cette date et jusqu'à la défaite de Winston Churchill au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les conservateurs sont au pouvoir la majeure partie du temps. Ils ne sont éclipsés qu'à deux reprises par des gouvernements travaillistes et s'allient avec eux durant les années 1930, puis pendant la guerre. L'une des figures symboliques de cette hégémonie conservatrice n'est autre que Stanley Baldwin. Il est à la tête du gouvernement à trois reprises : en 1923-1924, puis en 1924-1929 et à nouveau en 1935-1937. Avec Baldwin, Disraeli fait un retour en force, puisque le premier fait de l'homme d'Hughenden l'inspirateur de sa promotion de l'harmonie des classes et de sa lutte contre le « socialisme ». Disraeli reste invoqué pour son action législative dans le domaine social.

Il convient de distinguer cette période de la précédente (1881-1922). Tout d'abord en terme de prééminence, Disraeli est-il plus largement adopté par les hommes politiques conservateurs et en particulier par les hommes au pouvoir : Baldwin, Chamberlain et Churchill ? Quelles sont les raisons qui peuvent expliquer cette adoption ou ce rejet ? Sont-elles uniquement liées au contexte de l'entre-deux-guerres et de la lutte contre des idéologies antagonistes au capitalisme et à la démocratie britannique ? Existe-il un lien entre discours social disraélien et réalisations sociales concrètes ? L'un des artisans des réformes sociales de cette période, Neville Chamberlain, longtemps ministre de la santé, ne semble pas se situer à première vue dans le rang des conservateurs pur-sang, contrairement à son frère Austen. Enfin, les changements qualitatifs liés à l'image de Disraeli doivent particulièrement retenir l'attention. Émerge-t-il une nouvelle image de Disraeli ? Celui-ci est-il davantage cité pour ses réalisations ou comme un pourvoyeur de principes ?

Pour envisager ces différentes questions, un détour par les premières apparitions de Disraeli au cinéma sera tout d'abord fait. Le grand écran n'échappe pas à la récupération politique et des discours filmés de Disraeli sont même produits par les instances conservatrices. De même que Baldwin est l'un des premiers hommes politiques à faire un usage fréquent de ces nouveaux moyens de communication, il l'est des principaux promoteurs de l'image de Disraeli, dont la version qu'il propose lui sert d'inspiration dans son intense activité de discoureur. L'usage de Disraeli par certains membres de l'opposition comme le libéral Herbert Samuel sera ensuite envisagé. Enfin, trois thèmes principaux illustreront les

différentes utilisations de Disraeli durant la période : les réformes sociales et la lutte contre le socialisme ; l'économie politique ; et les affaires extérieures.

Représentations de Disraeli

L'étude des représentations de Disraeli au théâtre et au cinéma, muet puis parlant, est enrichissante à la fois parce qu'elle renseigne sur les intentions et la vision de Disraeli des auteurs (dramaturges, scénaristes ou réalisateurs), mais aussi sur les représentations de Disraeli offertes au public britannique. En effet, Christian Delage et Vincent Guigueno, continuant l'étude historique du cinéma débutée par Marc Ferro,¹ estiment qu'on « *peut et on doit repérer dans les films l'influence des représentations diffuses d'une société à un moment donné, mais il convient également de décrire comment le cinéma, à son tour, produit une imagerie qui tend à infléchir lesdites représentations.* »² Les films se « *livre[nt] à une reconstruction du présent comme du passé, et non à une reconstitution ou à une simple duplication.* »³ Cette « reconstruction » de l'image de Disraeli par les films de cette période contribue à alimenter la connaissance d'un vaste public sur le personnage, en particulier à cause du succès du « Disraeli » de 1929. Les réactions de certains lecteurs du *Times* montrent bien en quoi le film contribue à la (mé)connaissance du personnage.⁴

Des débuts au théâtre

En 1910, le musicien et dramaturge Louis-Napoleon Parker écrit *Disraeli*, pièce de théâtre en quatre actes. Né en 1852 en France, d'un père américain et d'une mère anglaise, il est nommé Louis-Napoleon en l'absence de son père alors que l'on croit l'enfant mourant et que sa mère ne parle pas le français. Il voyage en Europe avec ses parents avant d'être envoyé en Angleterre en 1866. Il commence alors une carrière de chanteur, pianiste et organiste qu'il termine en 1898, à cause du déclin de l'école de musique de Sherborne dont il était le directeur mais aussi à cause de la surdité qui commence à le toucher. Il se lance alors dans l'écriture de pièces de théâtre, qui rencontrent un grand succès à Londres. Ses pièces les plus connues sont *The Cardinal* (1903), *Disraeli* (1911), *Drake* (1912) et *Joseph and his Brethen* (1913). Il s'illustre aussi dans la traduction de pièces pour laquelle il excelle. Il traduit entre autres *L'Aiglon*. Sa troisième et dernière carrière est concomitante à la seconde, Parker

1 M. Ferro, *Cinéma et Histoire*, Gallimard, Folio/Histoire, Paris, 1977 [1993], pp. 11-62 en particulier. Une comparaison avec l'analyse de Ferro du « Juif Süß » [pp. 159-161] avec le film « Disraeli » de 1929 eut été des plus fructueuses si la copie de ce dernier était disponible en Grande-Bretagne.

2 C. Delage et V. Guigueno, *L'historien et le film*, Gallimard, Paris, 2004, p. 20.

3 Ibid, p. 14.

4 Voir la sous-partie : « Du muet au parlant ».

développant alors des *pageants*, dont plusieurs à grande échelle, comme à Warwick, Bury St Edmunds, Colchester, York, et Douvres. Il devient citoyen britannique peu avant le début de la Première Guerre mondiale. Durant les deux dernières décennies de sa vie, il réside à Bishopsteignton (Devon) où il meurt en 1944.¹

En dépit de certaines sources qui estiment que la pièce fut écrite pour George Arliss, Disraeli est en fait un travail de commande sollicité par l'impresario George C. Tyler. L'édition de 1916 est cependant dédiée à George Arliss et à Dennis Eadie, tous deux interprètes du rôle principal.² La pièce est donc écrite en 1910 et est jouée pour la première fois le 23 janvier 1911 au Princess Theatre de Montréal (Canada) avec Arliss dans le rôle de Disraeli. Il en suit de nombreuses représentations aux États-Unis : New York, Boston, Chicago (où la pièce rencontre peu de succès),³ New Orleans et San Francisco, mais aussi à Québec et Vancouver. La dernière représentation nord-américaine a lieu à Baltimore le 27 avril 1915. Ce parcours nord-américain n'est pas surprenant pour les pièces de Parker, toutefois elles débute habituellement à Londres, puis traversent l'Atlantique. Ce circuit « inversé » est d'autant plus étonnant puisque le sujet de la pièce semble fondamentalement britannique, voire anglais. Il faut ainsi attendre le 4 avril 1916 pour que la pièce soit enfin produite à Londres, au Royalty Theatre avec Dennis Eadie dans le rôle de Disraeli.⁴

Le choix du Canada comme point de départ de la pièce est donc troublant, ce dernier étant depuis plusieurs décennies un Dominion. L'association de Disraeli avec l'Empire pourrait être un des facteurs explicatifs de ce choix. Toutefois, la ville francophone de Montréal ne semble pas répondre parfaitement à une glorification du génie britannique (et disraélien). Ce choix hétérodoxe renforce la curiosité que l'on pourrait porter à la question des relations entre le Canada francophone et Disraeli, puisque la seule ville au monde qui porte le nom du défunt Premier se situe au Québec. Bien que francophone, la ville a reçu en 1877 le nom de Disraeli, en hommage à la date d'arrivée de son fondateur : 1868, année où Disraeli était pour la première fois à la tête du gouvernement.⁵ Ce choix s'explique peut-être par une volonté de conciliation avec l'administration canadienne ou par des motifs économiques, comme dans le cas de la fondation de la ville de Bismarck, capitale du Dakota du Nord, nommée ainsi en 1872 afin d'attirer des investissements allemands dans le domaine des chemins de fer.⁶

1 R. C. K. Ensor, « Parker, Louis Napoleon (1852–1944) », rev. Nilanjana Banerji, *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne.

2 L. N. Parker, *Disraeli*, John Lane, Londres, 1916.

3 L. N. Parker, *Several of My Lives*, Chapman and Hall Ltd, Londres, 1927, p. 234.

4 *Disraeli*, pp. ix-xi.

5 <http://www.villededisraeli.com/> (consulté le 27 avril 2010)

6 S. Kott, *Bismarck*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 2003, p. 55.

L'intrigue de la pièce se fonde sur les événements liés à l'achat des actions du canal de Suez en 1875. Disraeli est alors Premier ministre. Bien que la pièce s'appuie sur des faits historiques, Parker précise d'entrée que « *“Disraeli” is in no sense an historical play.* »¹ L'auteur a ainsi pris soin de modifier certains éléments et non des moindres : Lady Beaconsfield (1792-1872) voit sa vie prolongée de trois ans. Ce changement est compréhensible en vue des buts proclamés par Parker :

All I have striven to do is to show a picture of the time in which Disraeli lived, of the kind of people he had to contend with, and, above all, of the man himself, not as a politician, but from the homely and social point of view.²

C'est donc un portrait de la personnalité et non de l'action politique de Disraeli que Parker cherche à produire. De tous les Premiers ministres britanniques du dix-neuvième siècle, Disraeli est sûrement l'homme se prêtant le plus à ce type de création littéraire. Il est donc difficile d'estimer en quoi les considérations politiques ont pu jouer un rôle dans le choix du sujet. Parker a aussi transformé l'achat des actions en une rocambolesque affaire d'espionnage impliquant le gouvernement allemand.

Déjà théâtral de son vivant, Disraeli le personnage de fiction évolue dans un univers familier. La pièce n'est pas sans rappeler le théâtre d'Oscar Wilde, du moins dans certaines des réparties, qui sont souvent des copies *verbatim* de phrases prononcées ou écrites par Disraeli. La symbolique disraélienne à la sauce *Primrose League* est aussi mise à contribution : Disraeli s'inspire des primevères pour composer ses poésies et a pour habitude de nourrir ses pans à Hughenden.³ L'ironie disraélienne est aussi au rendez-vous, même si elle s'en prend aux « convictions » de ce dernier. Dans le passage suivant, Disraeli discute avec un jeune noble, Charles, en passe de devenir son secrétaire particulier, qui lui expose ses plans de réformes sociales afin d'assurer le bonheur des paysans :

DISRAELI [*Attentive, coming over to CHARLES*] What reforms, young gentleman ?

CHARLES [*Haughtily*] Oh ! I fear you would consider them beneath notice. I am reclaiming marshy districts; introducing a new system of drainage; building model dwellings; model dairies; mere questions of sanitation.

DISRAELI [*Looks at CHARLES with surprise*] Why, I had no idea! A policy of sewage! That is splendid! That is true statesmanship! Health before everything! Sanitas sanitatum: omnia sanitas.

1 L. N. Parker, *Disraeli*, p. ix. « *Disraeli* n'est aucunement une pièce historique. »

2 Ibid, p. ix. « Ce que je me suis efforcé de faire c'est de montrer une image du temps où Disraeli vivait, des types de personne qu'il a dû combattre, et avant tout, de l'homme en lui-même, non pas comme homme politique, mais d'un point de vue domestique et social. »

3 Ibid, p. 17.

CHARLES [*Bridling*] I knew you would laugh at me.¹

Disraeli reprend donc à son compte le sobriquet de « *policy of sewage* » qui fut donné à ses réformes sociales. Disraeli se présente comme un radical, voulant : « *We want to bring everybody to a uniform level; so as to begin all over again and – rise above everybody.* »² Parker joue aussi avec les préjugés entourant Disraeli, comme dans cet échange avec Mrs. Travers, une espionne pour le compte de l'Allemagne :

MRS. TRAVERS. I do hope he's not too venture-some. Cairo is such a dreadful place. Those Orientals, you know ; one can never trust them -

DISRAELI. No !

MRS. TRAVERS. So sly !

DISRAELI. Terrible !

MRS. TRAVERS. So deceitful.

DISRAELI. Ah !³

Disraeli l'oriental n'est pas absent, tout comme sa judéité est présente. Au cours de la pièce, le directeur de la Banque d'Angleterre refuse de lui prêter l'argent nécessaire à l'achat des actions à cause de son aversion pour les juifs :

PROBERT. I refuse emphatically. You have mistaken your man. I am an Englishman ; the head of a great National institution. I am not to be ordered about by an – an alien Jew. [...]

DISRAELI. Ah, but the alien Jew happens to be the better citizen; moreover, he happens to be Prime Minister.⁴

1 Ibid, p. 21.

« DISRAELI [*Attentif, s'approchant de CHARLES*] Quelles réformes, jeune homme ?

CHARLES [*Avec arrogance*] Oh ! Je crains que vous ne les considériez comme digne de peu d'intérêt. Je veux réhabiliter des zones marécageuses ; introduire un nouveau système de drainage ; construire des habitations modèles ; des laiteries modèles ; de simples questions d'assainissement.

DISRAELI [*Regarde CHARLES avec surprise*] Pourquoi n'ai-je pas eu cette idée ! Une politique d'égout ! C'est splendide ! C'est digne d'un vrai homme d'État ! La santé avant tout ! *Sanitas sanitatum: omnia sanitas.* CHARLES [*Se rebiffant*] Je savais que vous vous moqueriez de moi. »

2 Ibid, p. 34. « Nous voulons amener tout le monde à un niveau uniforme ; afin de tout recommencer – et de s'élever au-dessus de tous. »

3 Ibid, p. 103.

« MRS. TRAVERS. J'espère qu'il n'est pas trop aventureux. Le Caire est un endroit effrayant. Ces Orientaux, vous savez ; on ne peut jamais leur faire confiance -

DISRAELI. Non !

MRS. TRAVERS. Tellement sournois !

DISRAELI. Épouvantable !

MRS. TRAVERS. Et trompeurs.

DISRAELI. Ha ! »

4 Ibid, p. 114.

« PROBERT. Je refuse énergiquement. Il y a erreur sur la personne. Je suis Anglais ; à la tête d'une grande

De même, la fierté de Disraeli pour sa judéité est présente à travers la bouche d'Hugh Meyers, incarnation de la famille Rothschild dans la pièce. Lors de la cérémonie clôturant la pièce, voyant Disraeli entrer, Probert, le directeur de la Banque s'exclame :

PROBERT [Looking towards entrance] Ah ! Warwick, the Kingmaker !¹

MEYERS [Quietly] Better than that. Benjamin Disraeli – the Jew – Empress-maker !²

Ces échanges, ainsi que le contenu de la pièce, témoignent finalement d'une observation critique des réactions que Disraeli suscitait, puisque Louis-Napoleon Parker dit avoir puisé dans ses souvenirs afin d'écrire la pièce.³ Aux dires de Parker, il serait depuis l'enfance un admirateur de Disraeli, qu'il estime plus que Napoléon. L'historien Tony Kushner estime que le caractère cosmopolite de Parker aurait facilité son identification avec Disraeli.⁴

De la pièce se dégage un Disraeli reflet des images que le début du dix-neuvième a pu garder de lui : celle d'un dandy aventurier et amateur d'épigrammes, père astucieux de l'impérialisme, aux considérations sociales ambiguës ou superficielles. Le manque de confiance qu'il a pu inspirer auprès de la noblesse et l'affection tranchée qu'il a pu susciter (haine/admiration) est aussi rendue par Parker. Enfin, le Disraeli du canal de Suez de Parker n'est pas sans rappeler celui de Sir Ellis Ashmead-Bartlett.

Le critique de la page théâtre du *Times* se réjouit d'ailleurs du portrait brossé de Disraeli par Parker, puisqu'en dépit du caractère flamboyant de son modèle, ce dernier livré tel quel au public n'en serait pas moins resté ennuyeux, ce que confirme le dramaturge dans un entretien donné à l'époque.⁵ Le critique vante ensuite les mérites du théâtre sur l'histoire, décrite comme plus philosophique par Aristote : « *And therefore, is not Mr. Parker more philosophical than Mr. Monnypenny or Mr. Buckle ?* » L'interprétation de Mr. Eadie dans le rôle principal est saluée tout comme le travail de Parker (« *on his revelation of a Disraeli beyond our wildest dreams.* »).⁶ La pièce rencontre un certain succès puisqu'entre le 5 avril et

institution nationale. Je ne suis pas prêt à recevoir des ordres d'un – d'un Juif étranger. [...]

DISRAELI. Ha, mais le Juif étranger se révèle être un meilleur citoyen que vous ; de plus, il se trouve qu'il est Premier Ministre. »

1 Richard Neville, comte de Warwick (1428-1471), était un puissant noble, protagoniste de la Guerre des Deux Roses, qui gagna le surnom de « *Kingmaker* » à cause de son rôle dans la déposition de deux rois, Henry VI et Edouard VI.

2 Ibid, p. 125.

« PROBERT [Regardant en direction de l'entrée] Ha ! Warwick, le faiseur de roi !

MEYERS [Tranquillement] Encore mieux. Benjamin Disraeli – le Juif – faiseur d'impératrice ! »

3 *The Times*, 5 avril 1916, No. 41 133, p. 11.

4 T. Kushner, « One of Us? Contesting Disraeli's Jewishness and Englishness in the Twentieth Century », in T. M. Endelman and T. Kushner (ed.), *Disraeli's Jewishness*, Valentine Mitchell, Londres, 2002, pp. 208-209.

5 Ibid, p. 207. Le chapitre revient aussi sur l'interprétation « sémitique » de Disraeli par George Arliss.

6 Ibid. « Ainsi, M. Parker ne serait-il pas plus philosophe que M. Monypenny ou M. Buckle ? / sa révélation

le 8 juin 1916, elle est jouée soixante-quinze fois et si l'acteur principal reste inchangé, certains des personnages secondaires changent de comédien.¹ Elle est jouée au total cent vingt-huit fois aux Angleterre et parmi ses spectateurs on compte Coningsby Disraeli, qui assiste trois fois avec joie aux représentations.² La pièce rencontre toutefois beaucoup plus de succès aux Etats-Unis, les thèmes impériaux et le canal de Suez étant plus adaptés au contexte américain de l'époque, tout comme l'auteur joue sur le mythe du self-made man.³ Un an après ses premières aventures sur les planches, Disraeli apparaît sur grand écran.

Du muet au parlant

Entre 1917 et 1929, trois films sont produits par Hollywood autour de la figure centrale de Disraeli, dont la vie est fictionnalisée. Le premier date de 1917 et est muet. Il rencontre un succès modeste. Le second date de 1921. George Arliss incarne Disraeli et sa femme Mary-Ann. Le film est plus techniquement avancée et reprend le scénario de la pièce de théâtre.⁴ Il reçoit plutôt un bon accueil critique, en particulier pour le jeu d'acteur d'Arliss. Cette bonne réception d'un film américain est aidée par le sujet très anglais, qui permet au critique du *Times* de conclure :

Disraeli revives belief in the future of the American film industry, which for little while now has seemed to be going consistently backward rather than forward.⁵

Enfin, en 1929, une version parlante du film précédent, toujours avec George Arliss, est réalisée et produite par Warner Brothers. Selon Bernard Glassman :

Though he is labeled as an outsider, there is a sympathetic portrayal of him that combines a sense of benevolence with a deep personal fortitude to make England a mighty power. Disraeli, the Jew, is characterized as a man of daring as well as of great foresight.⁶

Glassman ajoute aussi que les films où figure Disraeli donnent une autre image du juif à l'époque souvent cantonné dans des représentations misérabilistes, toutefois, l'acteur principal, Arliss a aussi incarné régulièrement Shylock au théâtre.⁷ Le film de 1929 est un succès

d'un Disraeli dépassant nos plus folles attentes. »

1 *The Times*, 8 juin 1916, No. 41 188, p. 5.

2 Lous N. Parker, *Several of My Lives*, Chapman and Hall Ltd, Londres, 1927, p. 258.

3 T. Kushner, op. cit., p. 210.

4 L. N. Parker, *Disraeli: the story of the play and of the film starring George Arliss as Disraeli*, The Readers Library, Londres, 1927.

5 *The Times*, 9 janvier 1922, No. 42 924, p. 8. « Disraeli redonne de l'espoir pour l'avenir de l'industrie du film américain, qui depuis un certain temps a semblé plus reculer qu'aller de l'avant. »

6 B. Glassman, *Benjamin Disraeli: The Fabricated Jew in Myth and Memory*, University Press of America, Lanham, p. 143. « Bien qu'il soit étiqueté comme un outsider, un portait sympathique qui combine bienveillance et une profonde détermination personnelle à faire de l'Angleterre un pouvoir sans égal est fait de sa personne. Disraeli, le Juif, est représenté comme courageux et visionnaire. »

7 G. Lawrence, « Arliss, George (1868–1946) » rev. K. D. Reynolds, *Oxford Dictionary of National*

populaire et est nominé pour les *Academy Awards*, alors que George Arliss reçoit l'Oscar du meilleur acteur pour son interprétation de Disraeli. Le *Times* converge dans les éloges adressés à Arliss, estimant que ce dernier a réussi à fondre l'ironie et le maniérisme disraélien dans une sincérité passionnée autrefois possédée par ce dernier. La dévotion de Disraeli pour sa femme est aussi remarquée, puisque la femme de George Arliss, Florence, interprète encore une fois Mary-Ann.¹ C'est avant tout le portrait de Disraeli qui retient l'attention,² plus que la fidélité historique. Ce manque de véracité entraîne cependant un échange soutenu de lettres de la part de certains lecteurs du *Times*, prompts à rétablir la vérité sur les conditions d'achat des actions du canal de Suez.³ L'un d'eux, Arthur A. Baumann, qui profite d'ailleurs de sa lettre pour critiquer la biographie d'André Maurois – en particulier de certaines de ses traductions et de ses assertions – déplore :

How little people care about the truth is shown by this beginning of a national myth while some of the hero's contemporaries are still alive.⁴

La réalisation de deux films muets dès 1917 alors que le cinéma a seulement une vingtaine d'années témoigne de l'intérêt que suscite Disraeli, du moins pour les scénaristes hollywoodiens. La réception semble en effet plus faible à la fin des années 1910 et au début de la décennie suivante. Toutefois, le succès de la version de 1929, l'introduction récente du parlant (1927) aidant sûrement beaucoup, est parallèle au succès conservateur de l'époque et à la domination du verbe baldwinien, fortement inspiré par Disraeli. Le film, tout comme la pièce, compte Neville Chamberlain parmi ses spectateurs comme ce dernier le confie à ses sœurs.⁵

Une comparaison de la destinée cinématographique de Gladstone et Disraeli se révèle clairement à l'avantage de ce dernier. Sur la seule période allant de 1916 à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Disraeli apparaît dans six films, dont quatre où il tient la vedette (les trois films mentionnés plus haut plus *The Prime Minister* [1941]). Gladstone doit se contenter au mieux d'un second rôle et le plus souvent de rôles mineurs dans quatre films durant la même période, dont *The Prime Minister*. Sur une plus longue période, Gladstone peut d'ailleurs remercier Disraeli, puisque ce sont le plus souvent des productions consacrées à Disraeli qui

Biography, OUP, Oxford, édition en ligne.

1 *The Times*, 22 novembre 1929, No. 45 367, p. 12.

2 *The Times*, 28 janvier 1930, No. 45 422, p. 12.

3 *The Times*, du 11 au 17 mars 1930.

4 *The Times*, 12 mars 1930, No. 45 459, p. 15. « Ce début de mythe national alors que certains des contemporains du héros sont encore vivants montre à quel point les gens ne soucient pas de la vérité. »

5 R. Self (ed.), *The Neville Chamberlain Diary Letters, Volume 3 : The heir apparent, 1928-1933*, Ashgate, Hants, 2002, p. 144 et p. 221.

lui permettent d'être incarné à l'écran.¹ L'austérité de Gladstone explique partiellement l'avantage donné à Disraeli au cinéma, tout comme la proximité de ce dernier avec la reine Victoria – et son image de dandy – lui ont procuré plus d'occasions de figurer dans des films d'époque.

Du divertissement au didactique

Durant l'entre-deux-guerres, les conservateurs réalisent beaucoup rapidement que les travaillistes l'étendue des bénéfiques politiques liés au cinéma comme outil de propagande dans un âge où les masses ont le droit de vote. Selon T. J. Hollins, « *it is clear that between 1925 and 1939 film was believed to be one of the most potent and effective methods of publicity at the party's disposal* ». ² Conscient de leur manque d'écho dans la presse populaire, les responsables du *Conservative Central Office* mettent en place des camions destinés à diffuser les films de propagande qu'ils auront eux-mêmes produits ou empruntés. Le camion devait attirer les foules et les rendre captives pour le discours du candidat conservateur. Le parti produit même des dessins animés visant à ridiculiser ses adversaires. En 1930, le parti décide de prendre en main la production de ses films, jugeant les offres privées trop chères et peu efficaces, la *Conservative and Unionist Films Association* prend alors forme sous la direction de Sir Albert Clavering. Les films produits durent entre dix et quinze minutes et vont des discours d'hommes politiques aux dessins animés. Les réactions concernant les effets de ce nouveau mode de campagne au sein du parti sont extrêmement positives. ³

Profitant sûrement du succès du film *Disraeli*, la *Conservative and Unionist Films Association* produit et réalise un film de douze minutes et trente secondes intitulés : *Impressions of Disraeli* (1931).⁴ Ce petit film de propagande est d'ailleurs introduit par Stanley Baldwin, qui présente Disraeli comme un « *Great Conservative* », dont il vante la rhétorique, la force d'expression et la vision. Les thèmes abordés par le film sont les suivants : les privilèges liés à la naissance dans les îles britanniques, l'Empire, et les principes conservateurs. Baldwin finit sa présentation en rappelant l'actualité de la pensée de Disraeli, ainsi que son côté moderne et visionnaire.

Le film en lui-même est composé d'extraits de discours lus par George Arliss, qui

1 Sources : <http://www.imdb.com/character/ch0043812/> et <http://www.imdb.com/character/ch0022338/> (consultés le 29 avril 2010).

2 T. J. Hollins, « The Conservative Party and Film Propaganda between the Wars », in *The English Historical Review*, Vol. 96, No. 379 (Apr., 1981), p. 360. « Il est évident qu'entre 1925 et 1939 le film était considéré comme l'une des plus puissantes et efficaces méthodes de publicité à la disposition du parti. »

3 T. J. Hollins, « The Conservative Party and Film Propaganda between the Wars », in *The English Historical Review*, Vol. 96, No. 379 (Apr., 1981), pp. 359-369.

4 Une copie est disponible au *British Film Institute*.

reprend donc le rôle de Disraeli. Arliss/Disraeli commence par lire le premier discours, assis à son bureau, aidé d'un monocle. Comme annoncé par Baldwin, le premier discours porte sur les caractéristiques des Anglais, un sujet prisé par Baldwin. Les Anglais sont décrits comme nés pour conquérir. Ils doivent s'efforcer de maintenir leur constitution. Le discours suivant est extrait de l'allocution de Disraeli au Crystal Palace et porte sur les principes du parti relatifs aux institutions, à l'Empire et à l'amélioration des conditions du peuple. Le parti Tory se doit d'être national et n'incarne ni les intérêts de l'aristocratie, ni des masses, déclare un Disraeli aux traits déterminés. Le troisième discours, datant de 1873, porte sur l'Empire et est délivré dans un décor représentant les Communes. Le « prestige » de l'Empire est évoqué, tout comme son caractère unique, son étendue et la variété des races qu'il englobe. Il estime que le « *self-government* » et la création d'un Parlement impérial dans la métropole sont des composantes d'un grand schéma. Enfin, le film se termine sur un discours prononcé à Salisbury où Disraeli s'oppose à l'acceptation d'importations non taxées pour des pays pratiquant le protectionnisme : « *You can't have free trade unless the person you deal with is a liberal as yourself.* »¹

Le film présente donc un Disraeli répondant aux préoccupations (de Baldwin et) des années 1920-1930 à travers les thèmes de la définition de la Grande-Bretagne, de la préservation des institutions et de l'Empire. La rhétorique sociale n'est pas absente, bien que peu envahissante. Le parti conservateur se pose clairement en parti national visant à rejeter la politique de classe socialiste. Enfin, les problématiques impériales et économiques avec le protectionnisme closent la projection. Effectivement, Disraeli n'a jamais été aussi moderne qu'avec cette habile sélection. Le choix de George Arliss par *Conservative Unionist Films Association* permet à cette dernière de reprendre à son compte le succès de la production hollywoodienne consacrée à leur héros et de mêler divertissement et éducation politique.

En 1941, le Parti Conservateur perd son monopole de l'utilisation cinématographique de Disraeli, puisque le film de Thorold Dickinson, *The Prime Minister*, met en scène l'ascension et la carrière d'homme d'État de Disraeli au profit de la propagande patriotique. Le Premier Ministre conservateur est incarné cette fois-ci par le très anglo-saxon John Gielguld. Le film tourne autour de la montée en puissance de Disraeli, aidé à la fois par sa femme Mary-Ann, puis à la mort de celle-ci, par la reine Victoria. Bien que le film soit centré sur sa vie privée, il n'évoque pas sa judéité afin de ne pas donner le sentiment que les Britanniques se battent contre les Nazis pour les juifs. Disraeli, ayant surmonté toutes les obstacles freinant

1 « Vous ne pouvez pas avoir du libre-échange à moins que la personne avec qui vous faites du commerce ne soit aussi libérale que vous. »

sa progression politique, termine le film célébré comme un héros national, à la manière de Churchill, alors qu'un Gladstone défait symbolise Neville Chamberlain, défenseur de l'apaisement.¹ Cette réécriture des événements parcourant la vie de Disraeli ne trompe pas le critique du *Times* qui remarque :

The Prime Minister, although it takes one or two liberties with accuracy, oversimplifies complex issues, and writes nineteenth-century history with an eye on the present year of 1941, does not take the advantage of the Disraeli legend as it might legitimately have done.²

Disraeli s'affirme dès l'avènement du cinéma comme un bon client. Sa vie est exposée de façon impressionniste soit pour des raisons propres à la logique interne du film, soit pour des motivations politiques. Sa personnalité, le potentiel comique de cette dernière ainsi que les rebondissements qui jalonnent sa carrière expliquent l'attrance de la fiction pour celui-ci. Le développement du cinéma conduit des formations politiques, telle que le parti conservateur à en tirer profit à des fins de propagande. Le statut de Disraeli au cinéma est donc profondément dual, et comme pour son œuvre littéraire, politique et art ne peuvent être complètement séparés.

« *Disraelianism ... from a sham ... into an honest sentiment of pleasing odour.* » : Baldwin et Disraeli

Avant d'aborder la relation Baldwin-Disraeli, il convient de situer et restituer les enjeux qui caractérisent cette période, comment ils sont envisagés et le plus souvent résolus par le parti conservateur, lui assurant une hégémonie politique durant ces deux décennies. L'aspect rhétorique et idéologique des réponses conservatrices sera privilégié et le rôle de Baldwin examiné. Dans ce domaine, deux thèses s'affrontent : d'un côté celle épousée par Ross McKibbin et globalement partagée par David Jarvis et de l'autre celle de Philip Williamson. Pour McKibbin, le succès conservateur repose sur le choix d'une politique déflationniste, contrairement à ce qui se pratique alors sur le continent. Ce choix s'explique par la pression exercée par les députés des constitutions du Sud de l'Angleterre, mais aussi par la sociologie du parti conservateur alors principalement composé de classes moyennes résidant dans les banlieues. Si les conservateurs de 1846 ciblaient les fermiers, ceux des années 1920 portent leurs efforts sur la satisfaction de « *the man on £500 a year.* » Toutefois,

1 B. Glassman, op. cit., pp. 181-182.

2 *The Times*, 5 mars 1941, No. 48 866, p. 6. « *Le Premier Ministre*, bien qu'il prenne une ou deux libertés avec la véracité, simplifie à outrance des questions complexes, et écrit l'histoire du dix-neuvième siècle avec un oeil sur l'année 1941 en cours, ne prenant pas avantage de la légende de Disraeli comme il aurait pu légitimement le faire. »

ce groupe ne permet aucunement de rassembler une majorité. Ce ne sont pas les mesures concrètes qui expliquent cette domination, mais :

On the contrary, we must look at 'subjective' and often inarticulate attitudes, for the Conservative predominance was, in reality, based not on economic self-interest but on ideologically determined class stereotypes and conventional wisdoms which mobilized, first, nearly all those who were not working-class and then much of the working class as well.¹

McKibbin désigne cet ensemble sous le terme de « *constitutional classes* » ou « *public* », dont les conservateurs se présentent comme le parti.²

La figure du Stanley Baldwin « *healer* » est donc sévèrement remise en cause par l'analyse de McKibbin, qui souligne la politique de stigmatisation des conservateurs à cette même époque. David Jarvis partage cette interprétation et bat en brèche l'idée selon laquelle le parti conservateur se serait présenté comme un parti national face à un Labour partisan d'une politique de classe. Pour Jarvis, l'affrontement avec les travaillistes aurait conduit les conservateurs à développer des réponses adaptées au contexte de la compétition politique en termes de classes. À la suite des élargissements électoraux successifs de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième, les élites conservatrices craignent l'avènement d'une hégémonie socialiste. Ils prennent conscience que nombre de leurs leviers d'action traditionnels sont dépassés : la *Primrose League* est concurrencée par le cinéma, les clubs ouvriers conservateurs par le billard et la boisson, alors que les organisations féminines conservatrices perdent leur raison d'être avec le suffrage féminin. Ces changements constituent autant de facteurs qui conduisent à une représentation hostile des classes ouvrières dans la presse et les brochures d'obédience conservatrice. Dans le même temps, l'organisation du parti déplore l'apathie politique et militante des classes moyennes face à une classe ouvrière perçue par certains comme homogène. Les conservateurs cherchent alors à rallier les électeurs sur un programme anti-socialiste en brandissant le chiffon rouge de l'expropriation – les mesures socialistes seront coûteuses et nombreux sont ceux qui devront les financer – et en utilisant le vote des femmes – qui seraient moins enclines à être solidaires de leurs compagnons, puisque plus sensibles au coût de la vie. Les agents conservateurs sont toutefois sceptiques concernant l'appel du parti vers les femmes, qui révèle plus l'échec de la captation

1 « Class and Conventional Wisdom: The Conservative Party and the 'Public' in Inter-war Britain », in R. McKibbin, *The Ideologies of Class: Social Relations in Britain 1880-1950*, Clarendon Press, Oxford, 1990, p. 270. « Au contraire, nous devons regarder des attitudes subjectives et souvent inarticulées, puisque la prédominance conservatrice était fondée en réalité, non pas sur des intérêts économiques mais sur des stéréotypes de classe idéologiquement déterminés et des sagesse conventionnelles qui mobilisaient, tout d'abord, tous ceux qui n'étaient pas de la classe ouvrière mais aussi une partie non négligeable de la classe ouvrière. »

2 Ibid, pp. 259-293.

en masse de l'électorat ouvrier. Au sein du parti, les frères Chamberlain témoignent bien des attitudes divergentes existantes. Pour Austen, la classe ouvrière est homogène et potentiellement révolutionnaire, alors que pour Neville, il est possible de l'intéresser via l'épargne, le logement et les sacrifices nécessaires à l'action collective, au sort du capitalisme. C'est la première idée qui triomphe puisque la campagne électorale de 1931 joue avant tout sur la peur – le piano, symbole de réussite ouvrière, est présenté, lors de la campagne, comme une possible réquisition pour financer les mesures socialistes – et les dangers représentés par une législation travailliste pour les intérêts ouvriers. Les conservateurs prennent ainsi conscience de la pluralité de la classe ouvrière et du fait que certains de ses pans peuvent être séduits :

Appeals to working-class savers, shoppers, tax-payers and property-owners thus provided a vital counterpoint in Conservative discourse to the more blunt juxtaposition of 'public' and working classes. They also highlighted a decisive shift of direction. Whatever mistakes it might make in the future, the Conservative party would never again waste its energies in chasing that alluring but illusory prize, the working-class vote.¹

Au milieu de cette controverse sur l'acceptation conservatrice d'une politique de classe se trouve la figure de Stanley Baldwin. Peu d'hommes politiques ont connu un sort comparable à ce dernier, si ce n'est Neville Chamberlain. Extrêmement populaire de son vivant, au sommet du pouvoir directement ou indirectement pendant près de quinze ans, il a même la chance de partir en retraite sur un succès – la bonne négociation de l'abdication d'Edouard VIII – et au moment de son choix. Confiant du sort et du jugement que l'Histoire lui réservera,² ses espoirs ont été dramatiquement contre-dits par la suite des événements. Philip Williamson, dans un article consacré à la réputation politique et historique de Baldwin, décrypte les fluctuations connues par la postérité de celui-ci.³ L'image de Baldwin a connu une dégradation parallèle à celle de Neville Chamberlain. Tous deux ont été victimes de la chasse aux boucs-émissaires après le début de la Seconde Guerre mondiale. Cette culpabilisation et responsabilisation de ces deux personnages s'explique à la fois par l'auto-célébration churchillienne, dans ses mémoires et livres d'histoire, et par l'action des

1 D. Jarvis, « British Conservatism and Class Politics in the 1920s », *The English Historical Review*, Vol. 111, No. 440 (Feb., 1996), pp. 59-84 (et p. 84 pour l'extrait). « Les appels en direction des épargnants, consommateurs, contribuables et propriétaires ouvriers apportaient un contre-point vital dans le discours conservateur par rapport à la juxtaposition brutale du « public » et des classes ouvrières. Ils mettaient aussi en lumière un changement décisif de direction. Quelque soit les erreurs qu'il risquerait de commettre dans le futur, le parti conservateur ne gaspillerait pas à nouveau son énergie à poursuivre ce prix alléchant mais illusoire : le vote ouvrier. »

2 P. Williamson, « Baldwin's Reputation: Politics and History, 1937-1967 », in *The Historical Journal*, Vol. 47, No. 1 (Mar., 2004), pp. 148-149.

3 Ibid, pp. 127-168.

travailleurs cherchant à faire oublier leur opposition au vote de crédits pour les politiques de réarmement. C'est avant tout le pamphlet édité par trois journalistes travaillant pour le compte du magnat de la presse Lord Beaverbrook, en croisade personnelle contre Baldwin depuis 1923, qui a détruit la réputation de ce dernier (tout comme dans le cas de Chamberlain). Intitulé *Gilty Men* et signé Cato par ce collectif, le livre présente Baldwin comme le principal responsable du manque de préparation britannique face à la menace allemande. À ce lynchage public s'ajoute l'échec de Baldwin dans le contrôle de sa biographie autorisée, confiée à G. M. Young, qui dresse un portrait psychologique et impressionniste de son commanditaire alors que ce dernier lui avait justement confié la tâche pour éviter ce travers. Young produit un livre sur le thème de la tragédie à la Aristote : « *the good man with the weak spot which unfitted him for the situation he had to face.* »¹ Il faut attendre l'intervention du fils de Baldwin, Windham, pour qu'un portrait plus flatteur soit dressé et qu'un processus de réhabilitation historique s'enclenche dès les années 1960.

Toutefois, c'est vraisemblablement le travail de Philip Williamson et sa biographie innovante de Baldwin qui a permis de saisir le personnage et sa contribution à l'hégémonie conservatrice de l'entre-deux-guerre dans leurs profondeurs respectives.² Pour Williamson, les analyses de McKibbin et Jarvis sont déficientes. Dans leur remise en cause du rôle de Baldwin dans l'entre-deux-guerre, elles ne prennent pas en compte son impact sur l'opinion publique et la croyance répandue à l'époque selon laquelle Baldwin représentait un atout électoral en lui-même.³ Williamson plaide plus généralement pour la reconsidération des figures politiques majeures comme des figures publiques, dont les discours sont dignes d'intérêt puisqu'ils visent à persuader un auditoire : « *So, in an important sense, politicians are what they speak and publish.* »⁴

Dans sa biographie de Stanley Baldwin, Williamson consacre plusieurs passages à la relation entretenue par Baldwin avec Disraeli. Dès ses débuts, Baldwin est perçu comme un disciple de Disraeli, en particulier dans la facture de ses discours et de par son engagement dans les activités de la *Primrose League*. Il fonde d'ailleurs une loge nommée « Beaconsfield ». Une partie de sa famille est largement investie dans les activités de la *League*, dont il est le Grand Maître de 1925 à 1938 et à laquelle il appartient pendant quarante-huit ans. Selon Philippe Vervaecke, Baldwin concilie propriété et travail dans son

1 P. Williamson, « Baldwin's Reputation: Politics and History, 1937-1967 », in *The Historical Journal*, Vol. 47, No. 1 (Mar., 2004), p. 158. « un homme bon avec un point faible qui le rendait mal ajusté à la situation qu'il devait affronter. »

2 P. Williamson, *Stanley Baldwin*, Cambridge University Press, Cambridge, 1999.

3 Ibid, p. 10.

4 Ibid, pp. 14-15. « Ainsi, pour une grande partie, les hommes politiques sont ce qu'ils disent et publient. »

discours, popularisant et réhabilitant la figure de Disraeli, présenté comme le précurseur d'une harmonisation des rapports entre classes sociales.¹ Issu d'une famille d'industriels paternalistes, Baldwin a en effet à cœur de réaliser concrètement les idées d'intégration des classes chères à Disraeli.²

Tout comme son contenu, son style s'inspire de Disraeli. En dépit de ses préoccupations très contemporaines, le style baldwinien est qualifié de victorien. Pour Baldwin, la politique est une question de « *discussion, of talk* », qui consiste à faire accepter aux électeurs une gamme de valeurs. Tout comme Disraeli, Baldwin veut éduquer les électeurs.³ Il se soucie d'expliquer le fonctionnement de l'économie au public. Afin de contrer les « contes de fées » travaillistes, qui présentent toutes les réformes sociales comme l'œuvre de la gauche, Baldwin invente son propre mythe, qui rendrait le parti conservateur responsable de ces réformes, avec pour figure centrale Disraeli. Ce dernier sert alors à merveille de caution pour le parti, lui donnant des lettres de noblesse sociale.⁴ La rhétorique disraélienne lui permet d'en appeler aux devoirs du parti conservateur et d'inculquer un peu d'idéalisme social aux membres de son parti. Disraeli est un élément important et invoqué par Baldwin lorsqu'il tente d'imposer le parti comme parti national.⁵ Baldwin partage aussi certaines des idées de Disraeli sur le rôle de la Grande-Bretagne comme puissance modérée et médiatrice.⁶ Baldwin se démarque toutefois de Disraeli, puisqu'à sa trinité (constitution, Empire et bien-être du peuple), il ajoute la religion, qui prend une place considérable dans son discours.

Dans la conclusion de sa biographie, Williamson discerne les forces de Baldwin dans son style de leadership et dans la promotion d'une doctrine publique amalgamant valeurs nationales et cause conservatrice.⁷ Sur la question des relations sociales, Baldwin témoigne d'un grand respect pour les travailleurs, qu'il présente comme des hommes et non comme des ressources. Son respect s'étend aussi aux travaillistes et aux *Trades Unions*, ce qui a pour effet de le rendre sympathique auprès de ses derniers. Ramsay MacDonald a ainsi décrit Baldwin comme le transformateur du :

Disraelianism ... from a sham ... into an honest sentiment of pleasing odour.⁸

1 « Annexes : Stanley Baldwin, 1925-1938 », in P. Vervaecke, « Dieu, la Couronne et l'Empire : La Primrose League, 1883-2000 », thèse, Université Lille-3, édition en ligne.

2 P. Williamson, op. cit., pp. 126-136.

3 Ibid, pp. 148-156.

4 Ibid, pp. 179-180.

5 Ibid, pp. 203-242.

6 Ibid, p. 296.

7 Ibid, p. 336.

8 Ibid, p. 346. « Le Disraélisme... d'une imposture... à un sentiment honnête de bonne odeur. »

Toutefois, il ne faut pas limiter Baldwin à ses influences disraéliennes. En effet, l'attraction du personnage repose aussi son succès auprès des libéraux, dont son père Arthur fit un temps parti. Stanley sait mettre le doigt sur les points communs entre libéraux et conservateurs avant 1914. Les non-conformistes le respectent et le comparent même à Gladstone ! De même, contrairement à la thèse de McKibbin, pour Williamson, Baldwin intègre le Labour et ses stéréotypes sont loin d'être tous négatifs. C'est d'ailleurs cette figure apolitique qui lui permet de lisser les aspects repoussants du parti conservateur. Cet appel populaire explique sa longévité politique. Il est toutefois difficile d'évaluer la contribution nationale de Baldwin tant il est marqué par son conservatisme et un style collectif de leadership. Cependant :

The rhetorical foundation he had given to his 1924 government enabled it to resist harsher pressures for retrenchment in social services, and allowed Neville Chamberlain to begin a more genuine tradition of Conservative social legislation than that ascribed to Disraeli.¹

Enfin, Baldwin aurait restauré l'autorité morale comme élément de gouvernement contribuant à réaffirmer la crédibilité du système Parlementaire. Sa tolérance à l'égard des travaillistes et sa vision pacifiée des relations du travail sont des éléments à prendre en compte dans l'absence d'événements politiques plus violents que ceux connus lors de la grève de 1926.²

Dès ses premiers pas comme Premier ministre en 1924, Baldwin se place dans la lignée de Disraeli et de ses idées sociales, comme le montre l'une de ses interventions lors du débat entourant l'ouverture du Parlement :

We are not afraid on this side of the House of social reform. Members of our party were fighting for the working classes when Members or the ancestors of Members opposite were shackled with laissez Faire Disraeli was advocating combination among agricultural labourers years before the agricultural labourer had the vote, and when he first began to preach the necessity of sanitation in the crowded centres of this country, the Liberal party called it a "policy of sewage." We stand on three basic principles, as we have done for two generations past—the maintenance of the institutions of our country, the preservation and the development of our Empire, and the improvement of the conditions of our own people; and we adapt those principles to the changing needs of each generation.³

1 « La fondation rhétorique qu'il avait donné à son gouvernement de 1924 lui permit de résister à des pressions plus fortes pour une réduction des services sociaux, et permit à Neville Chamberlain de commencer une tradition plus réelle en matière de législation sociale que celle attribuée à Disraeli. »

2 Ibid, pp. 336-361.

3 *Hansard*, clxix. 632-633, 21 janvier 1924. « Nous n'avons pas peur de ce côté-ci de la Chambre de la réforme sociale. Des membres de notre parti se battaient pour la classe ouvrière alors que des membres ou des ancêtres des membres opposés étaient enchaînés au laissez faire, Disraeli proposait de créer des syndicats pour les travailleurs agricoles des années avant qu'ils ne reçoivent le droit de vote, et lorsqu'il commença à prêcher pour la nécessité d'assainir les centres-villes surpeuplés de ce pays, le parti libéral parla d'une « politique d'égoutier ». Nous croyons en trois principes, comme nous l'avons fait durant les deux dernières

Baldwin résume ainsi les trois points du programme disraélien : le maintien des institutions nationales, la préservation et le développement de l'Empire, et l'amélioration des conditions de vie de la population. Enfin, il présente ses principes comme adaptables pour chaque génération. Cette profession de foi disraélienne ne va pas sans affoler certains députés, comme l'indépendant Austin Hopkinson, qui déplore à la fois la perversion du parti libéral par les idées socialistes et le parti conservateur qui s'apprête à suivre le même chemin, sous l'égide de Disraeli, pervertisseur historique du parti :

we are not going to allow the Conservative party to become a half-baked Socialist party, such as the Liberal party has already become. We hope that party is going to get back on to some principle beside the great political principle of seeking office. We hope possibly it may get back to what in the old days were termed Conservative principles.¹

La quasi-totalité des interventions de Baldwin à la Chambre invoquant Disraeli le présentent comme un réformateur social. Rendant hommage à Lord Curzon après sa mort, Baldwin rappelle que :

no proposal that could be made for the betterment of our people at home was welcomed more eagerly than by him, in very much the same spirit that it would have been welcomed by young England in the days of Disraeli's youth, of which period, in many ways, he seemed to be, even to-day, a member.²

Comme William Bridgeman, l'un des fidèles de Baldwin, le confia à ce dernier dans une lettre, Disraeli doit être « *the practical answer to the nonsensical nostrums of the Socialists* ».³

Les discours publics de Baldwin établissent Disraeli comme l'évangéliste ou le prophète du conservatisme. Dans un discours prononcé à la *National Free Church Conference*, le 12 mars 1925, il explique que :

My party have no political bible. Possibly you might find our ideals best expressed in one of Disraeli's novels, but I have no power to make people read them, and I have no power to compel them to belief.⁴

générations – le maintien des institutions de notre pays, la préservation et le développement de notre Empire, et l'amélioration des conditions de vie de notre peuple ; et nous adaptons ces principes aux besoins changeants de chaque génération. »

1 *Hansard*, clxix. 654, 21 janvier 1924. « Nous n'allons pas permettre au parti conservateur de devenir une monstruosité socialiste, semblable à ce qu'est devenu le parti libéral. Nous espérons voir ce parti revenir à certains principes en plus de ce grand principe politique qu'est la course au pouvoir. Nous souhaitons qu'il puisse en revenir à ce que nous appelions autrefois des principes conservateurs. »

2 *Hansard*, clxxxii. 46, 23 mars 1925. « Il était le premier à accueillir chaleureusement toute proposition visant à l'amélioration des conditions de vie de notre peuple, d'une façon très semblable à celle de *Young England* durant la jeunesse de Disraeli, période à laquelle il semblait – encore – appartenir. »

3 P. Williamson (ed.), *The Modernisation of Conservative Politics, The Diaries and Letters of William Bridgeman, 1904-1935*, The Historian's Press, Londres, 1988, p. 8. « Une réponse pratique aux remèdes insensés des socialistes. »

4 S. Baldwin, *On England*, Hodder and Stoughton, Londres, 1926 [1938], pp. 204-205. (Il suggère peu après que la bible du Labour n'est autre que *Das Kapital* de Karl Marx.) « Mon parti n'a pas de bible politique. »

Une dizaine d'années plus tard, lors du dîner du centenaire de la *Conservative and Unionist Association* de la City à Londres, le 2 juillet 1936, ses scrupules sur le statut biblique de l'œuvre de Disraeli ont disparus et il déclare :

Some years yet had to pass in the political history of this country before Toryism, as we know it, was illuminated, expounded, and made a gospel for a large portion of this country by the genius of Benjamin Disraeli. Most of us who have worked for our great party have founded our beliefs on, and derived our inspiration from that statesman, and we shall be well content if we can pass along to those who follow us something of the spirit of that gospel which he preached.¹

Si un homme incarne le passage d'une invocation de Disraeli centrée sur ses réalisations politiques et sur les avis qu'il a donné sur des sujets encore d'actualité à une invocation de Disraeli au nom de ses principes, certes plus vagues mais désormais plus universalisés, c'est bien Baldwin. Ce processus de transformation de la parole disraélienne se double d'une canonisation beaucoup plus définitive dans le panthéon conservateur que celle engagée par Lord Randolph Churchill. Dans une certaine mesure, Baldwin est à Disraeli, ce que Disraeli fut à Lord Bolingbrooke : l'auteur de sa réhabilitation au sein de l'orthodoxie conservatrice. Disraeli résume et incarne le nouveau paradigme conservateur qui domine globalement le leadership conservateur à partir des années 1920.

Cette transformation apparaît clairement en 1931 alors que les cinquante ans de la mort de Disraeli sont célébrés. À cette occasion, plusieurs articles sont publiés par le *Times*. Le premier reproduit un message de Baldwin à l'intention de la *Primrose League*. Disraeli est présenté comme le « prophète du conservatisme ». Baldwin explique le choix de ce qualificatif par la vision de Disraeli, qui bien qu'énoncé à une période déterminée historiquement, n'en reste pas moins valable pour les temps présents. Ses principes sont encore utiles pour guider les conservateurs des années 1930. Il rappelle ainsi la trinité disraélienne (institutions, Empire et amélioration des conditions de vie du peuple). Disraeli est ensuite présenté comme un réaliste ayant affronté des libéraux sentimentaux. Il est intéressant de noter que ce ne sont pas les travaillistes qui sont visés dans ce discours, mais les libéraux alors en nette perte de vitesse. Baldwin finit son intervention en conseillant aux déçus de tous les autres crédos politiques de venir chercher leur inspiration dans les discours de Lord

Vous pourriez peut-être trouver nos idéaux exprimés de la meilleure façon dans un des romans de Disraeli, mais je n'ai pas le pouvoir de les faire lire par le peuple, ni de les forcer à les croire. »

1 S. Baldwin, *Service of our Lives*, Hodder and Stoughton, Londres, 1937, pp. 37-38. « Des années devaient s'écouler dans l'histoire politique de ce pays avant que le Toryisme, tel que nous le connaissons, soit illuminé, exposé, et ne devienne évangile pour une large proportion de ce pays par le génie de Benjamin Disraeli. La plupart d'entre nous qui ont oeuvré pour notre grand parti ont fondé leurs croyances et ont puisé leur inspiration de cet homme d'Etat, et nous serons content si nous pouvons transmettre à ceux qui nous suivent un peu de l'esprit de cet évangile qu'il prêcha. »

Beaconsfield.¹

La veille de l'anniversaire de la mort de Disraeli, le biographe officiel de ce dernier, G. E. Buckle publie un article intitulé : « *Disraeli – Statesman and Prophet – 1881 and Today* ». Buckle commence par saluer la pérennité de la mémoire de Disraeli entretenue par le *Primrose Day* et la *Primrose League*. Il passe ensuite à la littérature consacrée au personnage, mentionnant bien-sûr la biographie en six volumes dont il est le co-auteur, mais aussi le portrait d'André Maurois. La mémoire du grand homme est chérie par l'homme de la rue et par le lettré, mais aussi par la reine Victoria, dont Buckle cite quelques extraits de lettres de cette dernière lamentant la perte de son « *dear Lord Beaconsfield* », faisant au passage une promotion implicite pour un ouvrage dont il est l'éditeur. Dans la section suivante de son article (« *Nation and Party* »), Buckle adoube Baldwin comme héritier de Disraeli : « *Disraeli has no more faithful follower and admirer than the present leader of the Conservative Party.* »² Baldwin n'aurait pas seulement fondé sa politique sur les principes disraéliens, mais aurait aussi continuellement promu Disraeli comme source d'inspiration pour son parti. Buckle cite ainsi l'article reproduisant le discours de Baldwin donné à la *Primrose League*. Buckle analyse le discours de Baldwin comme la promotion de Disraeli au rang d'oracle politique et constitutionnel, dont seul Burke était honoré du titre auparavant. Buckle se propose donc d'évaluer les mérites d'une telle proposition non pas pour le seul parti conservateur mais pour la nation. Disraeli aurait en effet avant tout oeuvré pour la nation, reconnaissant que le parti n'était rien s'il n'était pas national. Buckle cite ainsi certains discours de Disraeli avant de livrer quelques extraits de *Sybil* relatifs à l'amélioration de la condition du peuple. La section suivante est encore consacrée aux idées et aux actions de Disraeli sur la question de la réforme sociale. Ses discours d'Aylesbury (1864) et de Manchester (1872) sont cités, ainsi que sa législation sociale de 1875. L'article se consacre ensuite à la politique économique vue par Disraeli, avertissant les Cobdenites des conséquences néfastes pour l'industrie d'une politique sacrifiant l'agriculture, alors que cette dernière est présentée comme une source de stabilité sur laquelle la puissance britannique doit se fonder. Disraeli est rapidement présenté comme un défenseur de la foi avant que la section intitulée « *Gospel of Empire* » ne débute : « *But after all it is probably as a great Imperial statesman that Disraeli is most often regarded now.* »³ Le regain d'intérêt pour les colonies est attribué à Disraeli. Au lieu de citer le discours de Crystal Palace, Buckle fait le choix de reproduire un extrait d'un discours prononcé à Aylesbury en 1859. Dans celui-ci, Disraeli

1 *The Times*, 1 avril 1931, p. 8.

2 « Disraeli n'a pas de disciple et d'admirateur plus fidèle que le leader actuel du parti conservateur. »

3 « Mais après tout c'est probablement comme un grand homme d'État impérial que Disraeli est maintenant le plus souvent considéré. »

place l'Angleterre entre deux mondes, l'Ancien et le Nouveau. Cette position devrait permettre à l'Angleterre de jouer un grand rôle sur la scène internationale même si l'Europe venait à perdre de son pouvoir. Buckle conclut ainsi son article sur l'actualité de Disraeli dont les discours et écrits seraient toujours aptes à jouer un rôle dans les débats présents. Buckle souhaite que ses quelques illustrations de la pensée de Disraeli conduisent les plus jeunes à se pencher sur « *perhaps the most fascinating and outstanding figure of the Victorian age.* »¹ Buckle, le premier expert de Disraeli, légitime donc la revendication de Baldwin, tout comme il adoube ce dernier comme représentant des principes disraéliens.

Les célébrations ayant lieu à Aylesbury le 19 avril accordent elles aussi une place importante à Baldwin dans le culte disraélien. Accueillis par le Major Coningsby Disraeli à Hughenden, les représentants des habitations de la *Primrose League* viennent fleurir la tombe de leur héros. Mrs. Baldwin représente son mari et est la première à déposer une gerbe. Des reliques ayant appartenu à Disraeli sont exposées, en particulier des cadeaux provenant de la reine Victoria. Le chancelier de la League, Lord Strathcona invoque lors de cette manifestation « l'esprit de Disraeli » et souligne le caractère unique des célébrations entourant Disraeli. Il en appelle à un retour aux principes disraéliens et estime que l'histoire des cinquante prochaines années verra en Baldwin le digne successeur de Disraeli. Mrs. Baldwin est ensuite amenée à prendre la parole. Dans son intervention, elle présente Disraeli comme le premier des Impérialistes et souligne la pérennité de sa pensée, donnant pour exemple le cas de l'Inde où les princes auraient été convertis à l'Empire grâce à sa politique coloniale.²

Ces trois articles illustrent bien la relation de Baldwin avec Disraeli. Ce dernier est présenté comme l'énonciateur des principes conservateurs par le premier. Baldwin est ensuite adoube comme le principal héritier de Disraeli par l'expert sur la question, Buckle. Enfin, Baldwin est reconnu par la masse des fidèles du mouvement revendiquant à son compte l'oeuvre de Disraeli, la *Primrose League*.

Herbert Samuel et Disraeli : le contre-coup du retour en grâce

Herbert Samuel et Disraeli partagent trois caractéristiques dans leurs parcours biographiques. Ils sont tous les deux issus d'une famille de confession israélite. Samuel se présente d'ailleurs comme le premier israélite à être membre d'un gouvernement, Disraeli ayant quitté la communauté enfant.³ Durant leur jeunesse, ils se sont intéressés à la question

1 *The Times*, 18 avril 1931, No. 45 800, p. 11. « peut-être le personnage le plus fascinant et le plus exceptionnel de l'époque victorienne. »

2 *The Times*, 20 avril 1931, p. 11.

3 H. Samuel, *Memoirs*, The Cresset Press, Londres, 1945, p. 139.

sociale. Enfin, ils se sont tous les deux souciés du sort des Juifs, soit comme les promoteurs d'un proto-sionisme ou comme les défenseurs du sionisme naissant. Toutefois, au-delà de ces points communs, la comparaison s'arrête là, comme en témoigne le témoignage de Samuel dans son autobiographie : « *I do not often find myself in agreement with Disraeli's opinions* ». ¹ Né en 1870 dans une famille de banquiers juifs, Herbert étudie à Bailliol College, Oxford, mais c'est lors d'une campagne électorale pour le compte de son aîné, Stuart, qu'il découvre les conditions de vie des ouvriers londoniens. Cette découverte le conduit à s'engager pour le parti libéral, développant une pensée radicale pour celui-ci, s'abreuvant à la source fabienne. Il est élu député en 1902 à Cleveland et ses premiers faits d'armes parlementaires concernent la question coloniale. En 1905, il est appelé au gouvernement et sert comme secrétaire d'État auprès d'Herbert Gladstone, alors ministre de l'intérieur. Il fait passer plusieurs lois sociales avant de changer de poste. Lors de l'exercice de ses fonctions, il se montre efficace, mais n'en reste pas moins impopulaire. Pendant la guerre, il se hisse au poste de ministre de l'intérieur, qu'il perd en 1916 à l'occasion d'un remaniement favorable aux partisans de Lloyd George, dont il ne faisait pas partie. Durant cette même guerre, il développe un intérêt pour le sionisme – surprenant selon son entourage – qui le conduit à devenir haut commissaire pour la Palestine en 1920. Ses cinq années sur place marquent le sommet de sa carrière. Bien que tenté par une retraite anticipée dédiée à la philosophie, il retourne en Angleterre où il s'engage dans des activités de médiation sociale lors un conflit minier. En 1927, il retourne au service du parti libéral comme président et sert fidèlement Lloyd George, en dépit d'une animosité personnelle. En 1931, il devient le dirigeant du parti et entre au gouvernement d'union nationale à nouveau comme ministre de l'intérieur. Il démissionne en 1932 sur les accords d'Ottawa et règne sur un parti libéral diminué et divisé. Durant les trois années suivantes, Samuel est continuellement attaqué par Lloyd George et finit par perdre son mandat lors de la déroute électorale de 1935, qui marque à la fois la fin de son leadership et de sa carrière politique au premier plan. Élevé à la haute Chambre en 1937, il ne reçoit pas les fonctions auxquelles il aspire, mais s'engage dans le secours aux réfugiés juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Tout au long de sa vie, il publie de nombreux ouvrages philosophiques, peu pris au sérieux par les membres du sérail. ²

Parmi les parlementaires de la période qui ont le plus souvent recours à Disraeli au Parlement, Samuel se trouve paradoxalement côte à côte avec Baldwin. Cette situation trouve sûrement une de ses explications dans le disraélisme de Baldwin, auquel le leader libéral se

1 Ibid, p. 245. « Je ne me trouve pas souvent en accord avec les opinions de Disraeli. »

2 B. Wasserstein, « Samuel, Herbert Louis, first Viscount Samuel (1870–1963) », *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, Oxford, édition en ligne.

devait de réagir. Cependant, ce n'est pas l'héritage de Disraeli qui se voit disputé par Samuel. Il se préoccupe surtout de pointer les lacunes de ce dernier afin d'affaiblir l'assise de Baldwin. Le 13 mars 1930, sur la question du protectionnisme, Samuel rappelle qu'à l'époque de Peel, Gladstone et Disraeli, des hommes politiques ont tenu des propos antagonistes à différents moments de leur carrière. Toutefois, il décrit la performance de Baldwin comme unique puisque ce dernier est capable de tenir des propos contradictoires à la même période.¹ Le 16 mars 1931, il rappelle que les plans visant à accorder un droit vote particulier pour les « capacités » ne sont pas viables, citant à l'appui les propositions rejetées de J.S. Mill et Disraeli durant les années 1860.² La célèbre phrase de Disraeli portant sur les colonies et les désignant comme des fardeaux est rappelée à plusieurs reprises par Herbert Samuel alors que les conservateurs se présentent comme le parti de l'Empire.³ Cette présentation de Disraeli comme un « *Little-Englander* » à ses débuts permet de réhabiliter le parti libéral comme un parti soucieux de l'Empire. Enfin, critiquant Leslie Hore-Belisha, un libéral devenu membre du gouvernement national, il attaque le style de Disraeli remarquant :

As for the Financial Secretary to the Treasury, [...] he spoke of the majestic nature of the recovery this country has made; one of the most miraculous rehabilitations ever recorded in history. That is an example of the use of rich rhetorical superlatives, which are his only resemblance to the Disraeli whom he so much admires. As a matter of fact, we have this year the highest unemployment figures ever known.⁴

Dans ses interventions, Samuel démythifie Disraeli et en particulier l'interprétation orthodoxe que Baldwin établit à la même époque, que cela soit sur les thèmes de l'Empire ou du protectionnisme, dernier sujet sur lequel le libéral – au sens économique du terme – Samuel s'oppose.⁵

Réformes sociales et lutte contre le socialisme

Neville Chamberlain : l'autre héritier

Durant les années 1920, la tradition du « paternalisme Tory » (W. H. Greenleaf) est

1 *Hansard*, ccxxxvi. 1587, 13 mars 1930.

2 *Hansard*, cclxix. 1793, 16 mars 1931.

3 *Hansard*, cclxix. 81, 18 octobre 1932 ; *Hansard*, cclxxxix. 755, 7 mai 1934 ; Viscount Samuel, *Memoirs*, The Cresset Press, Londres, 1945, p. 32.

4 *Hansard*, celxxvii. 128, 26 avril 1933. « Concernant le secrétaire d'Etat aux finances du Trésor, [...] il a parlé de la nature majestueuse de la reprise que le pays a réalisée ; l'un des rétablissements les plus miraculeux jamais enregistré dans l'histoire. C'est un exemple de l'utilisation de riches superlatifs rhétoriques, qui constituent son seul point commun avec le Disraeli qu'il admire tant. En réalité, nous connaissons cette année les plus mauvais chiffres du chômage enregistrés. »

5 *Hansard*, cclxxxix. 755, 7 mai 1934 : « *It was Disraeli who said that Protection was damned.* »

continué et approfondie. Les fondements rhétoriques de celle-ci sont indubitablement l'œuvre de Stanley Baldwin, comme le travail de Philip Williamson l'a mis en lumière, contrairement au récit de la période proposé par Greenleaf, qui ignore l'apport de Baldwin. Greenleaf se concentre sur l'œuvre législative de Neville Chamberlain, fils de Joseph Chamberlain. En effet, durant les années 1920 et 1930, les réformes sociales conservatrices sont en parole disraéliennes et en action chamberlanites. Suivant les traces de son père Joe, tant pour le parcours politique – il est aussi maire de Birmingham et rejoint les conservateurs à la suite de son père – que pour ses convictions politiques, Neville s'engage, une fois au gouvernement, à réformer dans le domaine social. En 1923, il est ministre de la santé. Ce dernier recoupe en fait de nombreuses attributions – comme les retraites – et sert de tutelle pour de nombreuses affaires locales. Lorsque Chamberlain entre au gouvernement il apporte avec lui vingt-cinq propositions de lois. À la fin de son passage, toutes sauf quatre sont adoptées, ces dernières étant passées peu après. Pour Greenleaf, en 1939 après près de quinze ans d'hégémonie conservatrice, la Grande-Bretagne se trouve à la tête des services sociaux les plus développés au monde. Chamberlain a joué un rôle non négligeable en la matière.¹

Toutefois, comme le fait remarquer David Dutton dans son ouvrage sur Neville Chamberlain, ce dernier a connu les deux extrêmes de la réputation politique. Seul Anthony Eden partage une aussi mauvaise réputation dans l'Histoire à cause de la crise du canal de Suez. Les aventures munichoises de Chamberlain, l'absence de mémoires laissées par ce dernier et la domination de l'historiographie churchillienne ont contribué – tout comme pour son prédécesseur Baldwin – à la destruction de la réputation du précédent. Pour Dutton, son bilan en matière de réforme sociale est impressionnant et comparable à celui des gouvernements Asquith et Attlee.²

Pour Philip Williamson, la rhétorique de Baldwin dès 1924 aurait permis à Chamberlain de fonder une tradition de réforme sociale plus concrète que celle de Disraeli.³ Cette construction se fait aussi sans l'emploi de la rhétorique disraélienne du côté de Neville Chamberlain. Alors que son demi-frère Austen s'est naturellement senti à l'aise chez les conservateurs, Neville serait sûrement resté libéral si son père n'avait pas décidé d'épouser la cause conservatrice.⁴ Bien que les références à Disraeli soient très rares chez Austen, ce dernier compte toutefois parmi les lecteurs de la biographie de G. E. Buckle.⁵ Chez Neville,

1 W. H. Greenleaf, *The British Political Tradition, Volume Two: The Ideological Heritage*, Methuen, Londres & New York, 1983, pp. 235-237.

2 D. Dutton, *Neville Chamberlain*, Arnold, Londres, 2001, pp. 1-27.

3 P. Williamson, *Stanley Baldwin*, CUP, Cambridge, 1999, p. 358.

4 D. Dutton, *Neville Chamberlain*, p. 9. Neville aurait d'ailleurs pensé à se débarrasser du terme « conservateur » pour désigner le parti.

5 R. C. Self (éd.), *The Austen Chamberlain diary letters : the correspondence of Sir Austen Chamberlain with*

Disraeli n'est jamais mentionné à la Chambre lors de ses réformes sociales et à la seule invocation de Disraeli par Chamberlain ayant eu du retentissement est plus que malheureuse vue rétrospectivement.

The scenes culminated in Downing Street when I spoke to the multitudes below from the same window I believe as that from which Dizzy announced peace with honour 60 years ago[.]¹

décrit ainsi Neville Chamberlain à ses sœurs lors de son retour de Munich le 2 octobre 1938. Le parallèle entre l'homme de « *Peace for our time* » et celui de « *Peace with honour* » s'arrête là.

De la mesure sociale au principe cardinal

Alors que Stanley Baldwin se positionne comme l'héritier du Disraeli « Tory démocrate », Neville Chamberlain légifère en la matière sans référence au précédent. Ce silence n'empêche pas un grand nombre de parlementaires conservateurs d'adopter l'homme d'Hughenden, celui-ci ressortant plus de cinquante fois dans les débats de la période, et de faire de ce dernier un des premiers jalons de la tradition conservatrice de réforme sociale. L'invocation de ses lois sociales des années 1870 fait place progressivement à un appel aux principes disraéliens en la matière. Ses appels sont renforcés par les manœuvres des députés travaillistes, qui ne laissent pas aux conservateurs le monopole de la figure de Disraeli. Ce dernier est approprié de l'autre côté de l'échiquier politique pour ses qualités d'observateur des inégalités existantes dans le pays. Leur connaissance de Disraeli repose avant tout sur son œuvre littéraire et ses romans politiques des années 1840, au premier rang desquels *Sybil or the Two Nations*. L'utilisation de Disraeli, comme pour la période précédente, se révèle être à double-tranchant pour le camp conservateur. Cependant, un trait déjà perceptible lors de la période 1881-1922 s'affirme : les travaillistes reprennent plus facilement Disraeli que leurs camarades libéraux. Enfin, Disraeli émerge timidement comme une autorité sur la question, bien que régulièrement en compagnie de Lord Shaftesbury.

Les années 1920 se caractérisent davantage par une invocation de la législation sociale des années 1870, alors que les années 1930 marquent l'émergence de l'affirmation des

his sisters Hilda and Ida, 1916-1937, CUP, Cambridge, 1995, p. 136.

1 R. Self (ed.), *The Neville Chamberlain Diary Letters, Volume 4 : The Downing Street Years, 1934-1940*, Ashgate, Hants, 2002, p. 351. Pour le discours en lui-même : N. Chamberlain, *In search of peace (1937-1938)*, Hutchinson & Co. Ltd., Londres, 1939, p. 155. « Les scènes culminèrent à Downing Street lorsque je parlai à la foule depuis la même fenêtre, je crois, où Disraeli annonça la paix avec honneur il y a soixante ans. »

principes disraéliens. Le 3 juillet 1923, Harry Lawson (libéral-unioniste), alors Vicomte Burnham, lors d'un débat sur le logement, mentionne le premier *Artisans Dwellings Act* de 1874, passé par Disraeli et ridiculisé par ses adversaires comme une politique de « *Sewage* ». ¹ Lors d'un débat similaire, cette fois en 1924, Sir Francis Fremantle (conservateur) fait référence à un autre pan de cette législature, le *Public Health Act* de 1875. Lord Shaftesbury aurait conduit Disraeli « *that converted Radical* »² à s'intéresser à la question du logement.³ La législation en faveur des syndicats est aussi rappelée. Disraeli aurait aboli les lois répressives les touchant, faisant confiance aux ouvriers britanniques, puisque « *finally the common sense, the real love of order and fair play and justice inherent in the hearts of every British man, would bring even the trade unions back to the lines of sound trade policy* », selon William Templeton (unioniste).⁴ Ce rappel intervient à une période socialement très conflictuelle, un an avant la grève générale de 1926. Le 13 mai 1925, Sir Henry Betterton (conservateur) revient à la charge sur le même sujet et présente l'administration de Disraeli comme la pionnière dans la régulation des relations au sein de l'industrie, via sa législation portant sur les syndicats.⁵ Les réformes en termes de drainage entreprises par ce même gouvernement sont rappelées par Herbert Williams (conservateur), qui voit en la reconnaissance de ce besoin par Disraeli une des raisons de la bonne santé du pays par rapport aux autres.⁶ Lors d'un débat suivant, Williams rappelle à Sir Archibald Sinclair, alors chef des libéraux, l'opposition de son parti à l'œuvre de Lord Shaftesbury, réalisée par Disraeli en 1875.⁷

À partir de la seconde moitié de l'année 1926, les références aux mesures sociales du gouvernement Disraeli deviennent la spécialité des parlementaires travaillistes. Le 29 juin 1926, John Wheatley (Labour) brandit l'ombre de Lord Shaftesbury et de Disraeli afin de s'opposer aux projets de loi de Baldwin dans le domaine des mines de charbon. Il présente ce dernier comme un réactionnaire, entravant la marche vers le progrès auquel son parti aurait même participé en la personne de Disraeli.⁸ Le 30 juin 1927, c'est au tour du vicomte Haldane (Labour) de mentionner l'œuvre de Disraeli en faveur des syndicats et du droit de rassemblement : « *Mr. Disraeli's great Act of 1875* ». ⁹ Sir Hugh Slessor (Labour) rappelle

1 *Hansard*, liv. 749, 3 juillet 1923 (Lords).

2 Ce radical converti.

3 *Hansard*, clxxvi. 1684, 25 juillet 1924.

4 *Hansard*, clxxxi. 852-853, 6 mars 1925. « finalement, le sens commun, le réel amour pour l'ordre, le fair play et la justice inhérente aux coeurs de chaque Britannique allaient conduire même les syndicats sur les chemins d'une saine politique commerciale »

5 *Hansard*, clxxxiii. 1976-1977, 13 mai 1925.

6 *Hansard*, exciii. 779, 19 mars 1926.

7 *Hansard*, exciv. 2355-2356, 30 avril 1926.

8 *Hansard*, excvii. 1008, 29 juin 1926.

9 *Hansard*, lxxviii. 19, 30 juin 1927. « la grande loi de 1875 de M. Disraeli »

aussi aux bancs conservateurs l'opposition de Disraeli à l'école de Manchester, à sa doctrine du laissez-faire et à la continuation des *Poor Laws*. Il estime que les vrais conservateurs n'existent plus tout en faisant une leçon d'histoire aux héritiers de *Young England*, interpellant alors le capitaine Macmillan désigné comme son représentant actuel.¹ Enfin, plutôt que de célébrer et d'embarasser le parti conservateur en faisant l'éloge de la législation sociale de Disraeli, le révérend James Barr (Labour) propose de rééquilibrer les revendications historiques des partis conservateurs et libéraux quant à la législation portant sur les usines. Barr rappelle ainsi l'opposition de Disraeli aux mesures relatives à l'inspection des mines de charbon, estimant que ces dernières viennent s'interposer aux relations entre travail et capital. Barr termine sa démonstration par les mots suivants : « *I do not produce these quotations because we have a right to judge the men of a past generation by our own standards, but I think that a better balance should be maintained as to who were the real authors and advancers of factory legislation.* »² La législation sociale de Disraeli, bien que ses convictions soient nuancées par cette dernière citation, est célébrée pour son bilan dans les domaines du syndicalisme, du logement et de l'assainissement.

Alors que les références à des législations concrètes constituent la majorité des invocations de Disraeli durant la période précédente, les années 1920-1930 sont marquées par un passage aux principes disraéliens, qu'ils soient directement extraits de ses publications ou reformulés. Sir Gerarld Hurst (conservateur) cite ainsi un discours de Disraeli datant de 1844 portant sur la division de la société en deux nations. Disraeli, alors le leader de *Young England*, réaffirme à cette occasion les devoirs des riches envers les pauvres. Hurst prolonge cette citation en remarquant que ce discours aurait pu être prononcé par Baldwin, se réjouissant par ailleurs du nouvel esprit de conciliation régnant dans l'industrie.³ La filiation Baldwin/Disraeli est donc reprises par quelques parlementaires. Dans une intervention du 1^{er} mars 1927, John Remer (conservateur) prend le soin de distinguer une politique sociale conservatrice d'une politique socialiste :

that the principles of Benjamin Disraeli were the principles of self-help. That famous Statesman said in a classic phrase, which I believe gives the whole basis of the policy of the Conservative party: « I will help those who make efforts to help themselves. » [...] The Socialist policy is in direct opposition to those

1 *Hansard*, ccxxiii. 178, 26 novembre 1928.

2 *Hansard*, cccxxv. 1153-1554, 22 juin 1937. « Je ne produis pas ces citations parce nous avons le droit de juger les générations passées par rapport à notre propre échelle de valeurs, mais je pense qu'un meilleur équilibre devrait être maintenu concernant ceux qui furent les vrais auteurs et promoteurs de la législation sur les usines. »

3 *Hansard*, cxc. 13-14, 2 février 1926.

principles, because they say, « We will help those who are making no effort whatever to help themselves. We will help the idle; we will help the lazy, and the indolent. »¹

Cette nuance dévoile une politique sociale mâtinée de relents victoriens. En 1931, Sir Francis Fremantle (conservateur) rappelle que le bien-être des ouvriers est l'un des trois piliers du conservatisme disraélien. Il en profite pour accaparer la législation sociale au cours des dernières décennies au profit du parti conservateur aux dépens des travaillistes.² Ses mêmes revendications sont reprises par Richard Soper (Labour) et Walter Runciman (national) en 1934, au profit du gouvernement national cette fois-ci.³ Les paroles d'Edwin Duncan-Sandys (conservateur) sont une bonne illustration de la référence-type à Disraeli qui parcourt les discours de l'époque :

The great founder of our party in the modern sense, Disraeli, laid down as one of its three great principles, « the betterment of the condition of the people. »⁴

L'usage de Disraeli par le camp conservateur n'est ni surprenant, ni original. Il est plus intensif qu'inventif, et il doit être lu dans un contexte de lutte contre le socialisme par une promotion de l'harmonie entre les classes. Durant les années 1930, le gouvernement national reposant sur une coalition, la référence à Disraeli double son efficacité, puisque celui-ci a toujours présenté le parti conservateur comme un parti national.

Ce fréquent recours à la rhétorique sociale de Disraeli et la (re)formulation de ses principes ne laissent pas le camp travailliste sans réponse. Les interventions des parlementaires travaillistes sont particulièrement intéressantes, car elles offrent un aperçu d'un aspect de la période trop étudié : la réponse des travaillistes à la propagande anti-socialiste du camp conservateur. Lorsque le député Walter Windsor (Labour) prend la parole à l'occasion d'un débat sur l'état de la classe ouvrière, il invoque *Sybil* de Disraeli à l'appui de sa démonstration d'une polarisation socio-économique croissante de la société, dont il cite le passage suivant :

I had long been aware that there was something rotten in the code of our social system—fortunes accumulating and wealth increasing, whilst our working class,

1 *Hansard*, cciii. 320-321, 1 mars 1927. « que les principes de Benjamin Disraeli étaient les principes du self-help. Ce célèbre homme d'Etat disait dans une phrase classique, qui je crois donne tout fondement à la politique du parti conservateur : « J'aiderai ceux qui feront des efforts pour s'aider eux-mêmes. » [...] La politique socialiste est en opposition directe avec ces principes, puisqu'elle dit, « Nous aiderons ceux qui ne font aucun effort à s'aider eux-mêmes. Nous aiderons les oisifs ; nous aiderons les paresseux et les indolents. »

2 *Hansard*, cclix. 340, 12 novembre 1931.

3 *Hansard*, ccxcv. 629-630, 26 novembre 1934.

4 *Hansard*, cccxvii. 451-452. 6 novembre 1936. « L'illustre fondateur de la version moderne de notre parti, Disraeli, posa comme l'un de ses trois grands principes, « l'amélioration des conditions de vie du peuple. »

the creators of wealth, are steeped in poverty. »¹

Il continue avec un autre passage de l'œuvre de Disraeli : une dénonciation de l'accumulation excessive de richesses (« *the altar of Mammon* »). Après ces extraits, Windsor conclut ainsi :

That was the statement of a previous Tory Prime Minister, and we on these benches can describe it as, unfortunately, only too true. It is not our business to preach a class war.²

Windsor est loin d'être le seul à avoir fait de *Sybil* son livre de chevet. Réagissant à un budget conservateur, Hugh Dalton (Labour) en appelle au même livre : « *The effect of this Budget is the exact opposite of that, because it widens the gap between those two Englands. In the economic sense it makes the rich richer and the poor poorer.* »³ George Lansbury, un temps dirigeant des travaillistes, est particulièrement friand de références à *Sybil*, qu'il associe parfois avec les romans de Charles Dickens et Charles Kingsley.⁴ Il propose aux parlementaires conservateurs de se plonger dans la lecture de ces derniers afin d'avoir une perception plus réaliste de l'état social du pays. « *Disraeli's two nations* » devient progressivement une arme rhétorique entre les mains des parlementaires travaillistes, un topos de la dénonciation conservatrice.⁵ Si les conservateurs s'abreuvent principalement à la source des discours politiques de Disraeli, les travaillistes ont recours au Disraeli romancier et observateur des inégalités de la société dont il était le contemporain.

Les interpellations du camp conservateur sont parfois plus directes et dénoncent les incohérences des conservateurs en campagne avec les conservateurs au pouvoir :

It is a Bill full of political inhumanity. He [faisant référence à un député conservateur ayant ri durant son discours] was very fond, during the Election, of speaking about the policy and the theories of the great Benjamin Disraeli. What would Benjamin Disraeli think about the provisions of this Bill?⁶

Philip Snowden (Labour) attaque les promesses du candidat Baldwin : « *I believe they [les*

1 « Je suis depuis longtemps au courant qu'il y a quelque chose de pourri dans le code de notre système social – des fortunes sont accumulées et la richesse augmente, alors que notre classe ouvrière, la créatrice de cette richesse, est ancrée dans la pauvreté. »

2 *Hansard*, cvxxxii. 2137, 7 avril 1925. « Il s'agissait de la déclaration d'un ancien Premier Ministre conservateur, et nous pouvons sur ces bancs la décrire comme malheureusement trop vraie. Ce n'est pas notre rôle de prêcher la guerre des classes. »

3 *Hansard*, clxxxv. 1760-1761, 25 juin 1925. « La conséquence de ce budget en est l'exact opposé, puisqu'il élargit l'écart entre ces deux Angleterres. Dit de façon économique, il rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. » Pour un usage quasiment-identique, voir : Mr. Charles Brown (Labour), *Hansard*, cclxv. 1568, 9 mai 1932 et Mr. George Strauss (Labour), *Hansard*, ccxxvi. 1698, 16 juillet 1937.

4 *Hansard*, cxcvii. 1700-1701, 5 juillet 1926. Voir aussi : Lansbury, *Hansard*, cclxvii. 1280, 23 juin 1932.

5 Mr. Arthur Greenwood (Labour), *Hansard*, ccxiv. 1681, 23 juillet 1935 ; Mr. Ellis Smith (Labour), *Hansard*, cccxxv. 77-78, 26 avril 1938 ; Mr. Arthur Jenkins (Labour), *Hansard*, ccclv. 540, 5 décembre 1939.

6 Mr. Alfred Short (Labour), *Hansard*, clxxxvii. 898, 31 juillet 1925. « Ce projet de loi est plein d'inhumanité politique. Il aimait beaucoup, lors des élections, parler des réalisations politiques et des théories du grand Benjamin Disraeli. Que penserait Benjamin Disraeli des détails de ce projet ? »

partisans de Baldwin] *were, and they were looking to the present Prime Minister to carry out the policy of Disraeli and to make the Tory party into a Social Reform party. Those hopes have been dispelled.* »¹ Le libéral Leslie Hore-Belisha est tout aussi direct lors d'un débat sur l'élévation de l'âge obligatoire de scolarisation :

The great Disraeli would have turned in his grave if he had listened to the speech of the Noble Lord who represents the Conservative party so forcibly and with such reaction in these debates. The great Disraeli saw a little farther, I am glad to think, than does the Noble Lord.²

La littérature de campagne conservatrice est aussi malicieusement retournée lors de certains débats :

I have here a booklet issued by the Conservative party during the recent by-election that I figured in telling what the Unionists have done for this country. With what it contains I am not concerned, but I certainly agree with the statement contained in the cover of the leaflet. It is from no less a person than Benjamin Disraeli, and he said: « Power has only one duty—to secure the social welfare of the people. » I hope that, when power does come to those with whom I am associated, that will be their objective and they will pursue it with courage, and in my opinion they will ultimately succeed.³

Les travaillistes mettent donc en difficulté les conservateurs en les rappelant à leur glorieux ancêtre, détournant au passage certaines de ses citations.

Plusieurs interventions de la période semblent signaler le début de la mise en orbite de Disraeli comme symbole d'une tradition. En référence à la législation sociale et au parti conservateur, John Newbold parle des héritiers de Disraeli et des (descendants de Chamberlain).⁴ Lors du débat d'une loi sur les enfants et les jeunes, Sir Richard Denman (Labour) cherche à rallier :

another strain of the Conservative party [...] that is connected most prominently with the name of Lord Shaftesbury and with that of Disraeli. That is the body of

1 *Hansard*, ccii. 254, 9 février 1927. « Je suppose qu'ils attendaient de l'actuel Premier Ministre qu'il met en place les politiques de Disraeli et fasse du parti Tory un parti de la réforme sociale. Ces espoirs ont été dissipés. »

2 *Hansard*, ccxlv. 2064-2065, 2 décembre 1930. « Le grand Disraeli se serait retourné dans sa tombe s'il avait entendu le discours du noble seigneur qui représente le parti conservateur avec autant de force et de réaction dans ces débats. Le grand Disraeli voyait un peu plus loin, j'ose espérer, que le noble seigneur. »

3 Mr. William Leonard (Labour), *Hansard*, cclvii. 73, 28 septembre 1931. « J'ai ici un livret publié par le parti conservateur durant la récente élection partielle à laquelle j'ai participé, racontant ce que les unionistes ont fait pour le pays. Je ne suis pas concerné par son contenu, mais je suis certainement d'accord avec la déclaration qui orne la couverture de ce livret. Elle est de Benjamin Disraeli pas moins, et il dit : « Le pouvoir n'a qu'un seul devoir – celui d'assurer le bien-être social du peuple. » J'espère, que lorsque le pouvoir tombera entre les mains de ceux avec qui je suis associé, que cela sera leur objectif et qu'ils le poursuivront avec courage, et à mon avis ils réussiront en fin de compte. »

4 *Hansard*, clxvi. 1811-1812, 13 juillet 1923.

Conservative opinion which recognises social injustices, and is determined not merely to acquiesce in redressing them, but to take a lead in redressing them. That section must be with us to-night if it is to be true to its great tradition, if it is not to falsify its own past.¹

Le 21 juillet 1933, Sir Arthur Steel-Maitland (conservateur), présente cette tradition, reprenant une distinction semblable à celle de John Remer :

From the time of the elder Peel, through the time of Shaftesbury and Disraeli, the Conservative tradition has always been something quite different from Socialism in undertaking the State management of business; something quite different from the old laissez faire Radicalism, which has allowed free competition to do its utmost and the devil to take the hindmost, a thing which the devil often did. The Conservative tradition has been to lay down limiting conditions of work which shall be observed by everyone, though at the same time, provided those conditions of work or wages or hours are observed, the Conservative tradition has been that individual initiative and competition shall have free play.²

Dans les deux citations précédentes, Disraeli est associé au philanthrope conservateur Lord Shaftesbury. L'interventionnisme conservateur est limité dans le cadre de l'initiative individuelle et de la libre compétition. En ce sens, Steel-Maitland est fidèle au conservatisme social disraélien tel qu'analysé par Greenleaf.

La Seconde Guerre mondiale ne change pas vraiment la donne : Disraeli est toujours invoqué au niveau des principes,³ les travaillistes se fondant sur ses textes, popularisant ses « deux nations ».⁴ Certains échanges lors de la discussion du rapport Beveridge à la Chambre des Lords sont dignes d'intérêt. Lors de ces derniers, l'archevêque de Canterbury, réfléchissant sur la question du principe d'universalité proposé par le rapport, cite la description de la société industrielle par Disraeli dans son roman *Sybil*.⁵ Plus remarquable encore est l'intervention du Vicomte Bledisloe, autrefois Sir Charles Bathurst (conservateur) :

1 *Hansard*, cclxvi. 2168-2169, 12 mai 1932. « une autre branche du parti conservateur [...] qui est connectée de façon proéminente avec les noms de Lord Shaftesbury et de Disraeli. C'est le corps de l'opinion conservatrice qui reconnaît l'existence d'injustices sociales, et qui est déterminé pas seulement à acquiescer pour les redresser, mais à prendre les devants pour les redresser. Cette section doit être avec nous ce soir afin d'être en accord avec sa grande tradition, si ce n'est pour falsifier son propre passé. »

2 *Hansard*, cclxxx. 2152, 21 juillet 1933. « Depuis l'époque de Peel l'ancien, jusqu'à l'époque de Shaftesbury et Disraeli, la tradition conservatrice a toujours été quelque chose de différent du socialisme dans la gestion étatique des affaires ; quelque chose d'assez différent du vieux radicalisme mâtiné de laissez-faire, qui autorisait la libre concurrence de faire de tout son possible et puis sauve qui peut, ce qui arrivait souvent. La tradition conservatrice fut de poser des conditions encadrant le travail qui devraient être respectées par tous, bien qu'en même temps, en fonction du respect de ces conditions de travail ou de salaire ou d'heures, la tradition conservatrice voulait que l'initiative individuelle et la concurrence soient libres. »

3 Sir George Hutchison (U), *Hansard*, cclxxvi. 1874, 16 décembre 1941. Mr. Pierse Loftus (C), *Hansard*, cclxxxvi. 943, 3 février 1943. Sir Samuel Chapman (S-U), *Hansard*, cccxc. 597, 8 juin 1943.

4 Mr. Arthur Creech Jones (L) ; Mr. William Brown (I + TU), *Hansard*, cccxc. Respectivement 1851 et 1908, 29 juillet 1943.

5 *Hansard*, cxxvi. 316, 25 février 1943 (Lords).

If I understand it alright we are being asked, not to legislate upon any of the matters which are dealt with in the Beveridge Report, but to approve the plan of social reconstruction which is adumbrated in that Report. If that is what we are asked to do, I want to say that I for my part whole-heartedly support the scheme of social insurance and social security embodied in the Report. I feel quite confident that that great English statesman Disraeli, to whom reference was made just now by the most reverend Primate and whose humble disciple I am, would do that if he were alive to-day. Indeed, as I listened to the eloquent and convincing speech of my noble friend Viscount Samuel, with all of whose arguments I should like to identify myself, I said to myself and was tempted to proclaim aloud: « The spirit of Disraeli, in fresh corporeal embodiment, is present with us to-day in one of the same race as himself. »¹

Bathurst établit donc un parallèle entre la judéité et l'intérêt social de Disraeli et du Vicomte Samuel (Herbert Samuel), pourtant libéral. Bathurst fait aussi accepter *post mortem* à Disraeli le rapport Beveridge. En faisant cela, il pose Disraeli comme l'une des devanciers du consensus de l'après-guerre autour de la politique socio-économique. Une autre législation emblématique de la période, la réforme de Butler sur l'éducation, se place sous l'égide de Disraeli, puisque son auteur a décidé de mettre en exergue de son rapport une citation du précédent : « *Upon the education of the people of this country the fate of this country depends.* », lui attirant ainsi le commentaire sarcastique d'Arthur Creech Jones (Labour) : « *It seemed to me that he [Butler] had unfortunately forgotten another familiar quotation by Disraeli in regard to the two nations.* »²

Au cours de la période, Disraeli s'installe définitivement comme une référence incontournable dans le domaine de la législation sociale. Du précurseur en termes de législation, il devient progressivement un pourvoyeur de principes. Cette totemisation contribue à le nationaliser, puisque les travaillistes s'intéressent alors à une partie de son œuvre afin de réfuter les arguments conservateurs, écornant parfois son image au passage.

1 *Hansard*, cxxvi. 333, 25 février 1943 (Lords). « Si je comprends bien on nous demande non pas de légiférer sur les points qui sont traités dans le rapport Beveridge, mais d'approuver le plan de reconstruction social qui est esquissé dans ce rapport. Si tel est le cas, je voudrais dire que pour ma part je soutiens sans réserve le programme d'assurance sociale et de sécurité sociale contenu dans le rapport. Je suis sûr que ce grand homme d'Etat anglais Disraeli, à qui il a été fait référence par le très révérend Primat et dont je suis l'humble disciple, aurait fait de même s'il était vivant aujourd'hui. En effet, alors que j'écoutais le discours éloquent et convaincant de mon noble ami le Vicomte Samuel, dont je voudrais m'identifier à ses propos, je me suis dit et étais tenté de m'exclamer : « L'esprit de Disraeli, dans une nouvelle incarnation charnelle, est présent aujourd'hui parmi nous dans un homme de sa race. »

2 Mr. Arthur Creech Jones (L), *Hansard*, cccxci. 1851, 29 juillet 1943. « De l'éducation du peuple de ce pays la destinée de ce pays dépend. / Il me semblait qu'il avait malheureusement oublié une autre citation familière de Disraeli concernant les deux nations. »

La conférence économique impériale d'Ottawa, 1932

En 1932, lors de la Conférence économique impériale se tenant à Ottawa, le principe de préférence impériale est adopté. L'interdiction de taxer les importations alimentaires est levée, ouvrant la voie à une politique de préférence impériale systématique fondée sur la maxime : « *home producers first, empire producers second, and foreign producers last.* »¹ Cet accord permet au Royaume-Uni de continuer de pratiquer une politique de libre-échange avec son Empire tout en taxant certains produits étrangers. Les Dominions allaient se servir de cet accord afin de protéger certaines de leurs industries de la compétition britannique.² Le protectionnisme, après moins de cent ans d'absence, est *de facto* rétabli en Grande-Bretagne. E. H. H. Green considère cet événement comme une victoire *a posteriori* des « impérialistes constructifs » menés par Joe Chamberlain durant les premières années du xx^e siècle. Ses derniers souhaitaient resserrer les liens impériaux afin de faire face aux défis menaçant l'Empire. La création d'une union douanière impériale était l'une de leurs principales revendications.³

Toutefois, le protectionnisme est aussi une tradition conservatrice installée depuis Disraeli,⁴ tout comme ce dernier a fait des conservateurs les défenseurs de l'Empire.⁵ Lors de son célèbre discours de 1872 au *Crystal Palace*, déplorant la gestion libérale de l'Empire, Disraeli se prononce en faveur d'une :

great policy of Imperial consolidation. It [self-government] ought to have been accompanied by an Imperial tariff⁶

Ce discours pose les fondations d'une récupération de l'Empire par les conservateurs, se présentant comme les défenseurs des intérêts nationaux et par extensions impériaux, face à des libéraux aux idées cosmopolites.

Le 4 février 1932, lors d'un débat sur les tarifications douanières, Leo Amery, connu pour son attachement à la fois à l'Empire et à la réforme sociale, félicite le Chancelier de

1 « Producteurs nationaux d'abord, producteurs impériaux ensuite, et producteurs étrangers en dernier. »

2 « imperial preference. » *Encyclopædia Britannica. Encyclopædia Britannica Online.* Encyclopædia Britannica, 2010. Web. 14 May 2010

3 E. H. H. Green, « The Political Economy of Empire, 1880-1914 », in A. Porter (ed.), *The Oxford History of the British Empire, Volume 3: The Nineteenth Century*, OUP, Oxford, 1998-1999, pp. 346-368.

4 E. H. H. Green, *The Crisis of Conservatism*, Routledge, Londres, 1995, p. 10.

5 Ibid, p. 16.

6 T. E. Kebbel (éd.), *Selected Speeches of the Right Honourable the Earl of Beaconsfield*, Vol. II, Londres, 1882, p. 530. « grande politique de consolidation impériale. Il aurait dû être accompagné par un tarif impérial. »

l'Echiquier, Neville Chamberlain, pour un discours qu'il vient de prononcer. Il ajoute :

This afternoon our discussion is carried on in the shadow of a great name¹

qui bien qu'il ne le nomme pas, est vraisemblablement celui de la famille Chamberlain, Neville continuant l'œuvre de son père, Joseph. Amery continue en rappelant à son auditoire que ce n'est pas le seul nom qui risque de ressurgir lors de cette session. Amery considère en effet ce jour comme la fin d'un chapitre, ouvert il y a quatre-vingt-six avec l'abolition des *Corn Laws*. Il cite alors le discours de Disraeli en réaction au passage de la mesure, qu'il qualifie de prophétique :

It may be in vain now in the midnight of their intoxication to tell them that there will be an awakening of bitterness; it may be idle now, in the spring tide of their economic frenzy, to warn them that there may be an ebb of trouble. But the dark and inevitable hour will arrive. Then, when their spirits are softened by misfortune, they will recur to those principles that made England great and which, in our belief, will alone keep England great.²

Amery conclut qu'après un siècle d'aberration « *in the wilderness of theory* », ³ le pays retourne aujourd'hui à la « *practical wisdom of our forefathers* ». ⁴ Lors de la loi sur les accords d'Ottawa, Sir Annesley Somerville (conservateur) inscrit lui aussi la conférence dans la continuité du combat mené par Disraeli, puis Joseph Chamberlain. ⁵ Le sujet de la politique économique impériale, tout comme celui des réformes sociales, est donc au croisement de la mémoire disraélienne et chamberlanite. Toutefois, ces mémoires se juxtaposent plus qu'elles ne se superposent.

Là encore, l'invocation de Disraeli ne laisse pas les travaillistes sans voix. Ils ne se privent pas d'utiliser Disraeli afin de contre-dire... Disraeli. Faisant référence au discours de Amery, Joseph Batey (Labour) ne le cache d'ailleurs pas :

The right hon. Gentleman the Member for Spark-brook (Mr. Amery), when speaking last week, quoted Disraeli in favour of Protection. I will take a few of the same words and try and quote Disraeli against Protection.⁶

1 « Cette après-midi notre discussion est conduite dans l'ombre d'un grand nom »

2 « Il est peut-être vain de leur dire maintenant dans le minuit de leur intoxication qu'il y aura un réveil d'amertume ; il est peut-être oisif maintenant, à marée haute de leur délire économique, de les avertir qu'il y aura peut-être un reflux problématique. Mais l'heure sombre et inévitable arrivera. Alors, lorsque leurs esprits seront adoucis par le malheur, ils retourneront à ces principes qui ont rendu grande l'Angleterre et qui, nous le croyons, sont les seuls en mesure de préserver cette grandeur. »

3 « Dans le désert de la théorie »

4 *Hansard*, cclxi. 305-306, 4 février 1932. « à la sagesse pratique de nos ancêtres »

5 *Hansard*, cclxix. 1093, 26 octobre 1932.

6 *Hansard*, cclxi. 747, 9 février 1932. « Le droit et honorable gentleman le membre pour Sparkbrook (M. Amery), lorsqu'il a parlé la semaine dernière, a cité Disraeli en faveur de la protection. Je vais reprendre quelques uns de ces mêmes mots et essayer de citer Disraeli contre la protection. »

George Lansbury, alors leader de la faction travailliste au Parlement, rappelle que Disraeli avait déclaré le protectionnisme « *dead and damned* ». ¹

L'attitude de Disraeli lors de l'abolition du protectionnisme sert cependant la cause des conservateurs. ² Le libéral Dingle Foot concède ainsi la victoire des protectionnistes et confie :

We are in very much the same position as Disraeli in the late 'forties and early 'fifties of last century. A new fiscal departure has been made of which we are not able to approve and for which we cannot personally take any responsibility; but the verdict has been taken, and we on these benches, and all Members of the House, have to try to make the best of it and not the worst of it. ³

Le 20 octobre 1932, ce même argument est répété par Leo Amery. Il cite l'exemple de Disraeli, qui a su concéder sa défaite après une lutte honorable, respectant *in fine* le choix de la législature en place, permettant ainsi la mise à l'essai du libre-échange. Amery appelle donc ses adversaires à s'inspirer du précédent disraélien :

I commend the precedent and the statesmanship of Mr. Disraeli ⁴

Sur le thème des accords d'Ottawa et plus généralement du retour du protectionnisme, Disraeli vient donc au secours des protectionnistes conservateurs, ce qui était loin d'être le cas au début des années 1900. Disraeli était alors mis au service des libre-échangistes, le plus souvent libéraux. Ce changement s'explique vraisemblablement par la reconquête du personnage entreprise par Baldwin. Le court-métrage de propagande précédemment étudié introduit par ce dernier et mettant en scène Disraeli présente ainsi l'homme d'Hughenden comme en faveur du renforcement de l'Empire et d'un abandon du laissez-faire lorsque les partenaires commerciaux pratiquent le protectionnisme, ce qui est alors le cas en Europe et dans le monde.

Le précédent du canal de Suez

Lors de la période allant de 1881 à 1922, l'achat des actions du canal de Suez par Disraeli a été régulièrement invoqué. Plusieurs thèmes ressortaient alors : le canal comme

1 *Hansard*, cclxi. 522, 8 février 1932.

2 « À l'époque, Disraeli avait pris acte de la décision du Parlement et n'avait pas cherché à remettre en cause la politique libre-échangiste une fois les conservateurs au pouvoir. Il avait même œuvré à l'acceptation de cette nouvelle donne au sein de son parti afin de ne pas entraver la résurrection du parti conservateur, alors limité à son agenda protectionniste. »

3 *Hansard*, cclxii. 311-312, 23 février 1932. « Nous sommes dans la même situation que Disraeli à la fin des années 1840 et au début des années 1850. Un nouveau départ fiscal, que nous n'approuvons pas et pour lequel nous pouvons pas prendre de responsabilité individuelle, a été choisi ; mais le verdict a été rendu, et notre banc, ainsi que tous les membres de la Chambre, doivent essayer d'en tirer le meilleur parti et non le pis. »

4 *Hansard*, cclxix. 365-366, 20 octobre 1932. « Je loue le précédent et l'attitude digne d'un homme d'Etat de M. Disraeli. »

acquisition d'une position stratégique (la route vers l'Inde) ; le canal comme un investissement fructueux ; et le canal comme intervention de l'État. Le leitmotiv de la réussite financière dominait largement les autres thèmes, toutefois la fin de la période faisait ressortir le canal comme précédent d'une intervention de l'État. Cette dernière utilisation était avant tout le fait d'un libéral comme Leo Chiozza Money ou de conservateurs « collectivistes » (W. H. Greenleaf).

Le précédent du canal de Suez ne disparaît pas des débats durant l'entre-deux-guerres, permettant ainsi à l'historien de voir comment l'utilisation de Disraeli évolue sur un même sujet d'une période à l'autre. Si les mêmes familles d'arguments sont peu ou prou toujours présentes, les proportions ont changé, tout comme leurs auteurs. Le 20 mars 1923, s'exprimant sur l'occupation de la Mésopotamie par le Royaume-Uni, Sir Park Goff (conservateur) estime que l'Histoire se répète. Les Britanniques ont en effet l'occasion d'occuper un nouveau point stratégique afin de protéger l'Empire des Indes, après avoir eu l'opportunité d'acheter les actions du canal de Suez grâce à Disraeli, en dépit de l'opposition d'une grande partie du Parlement et de la presse. Goff estime que la survie de l'Empire dépend de la possession de ces places fortes.¹ Toutefois, Goff est le seul parlementaire de la présente période à se servir de cet argument. De même, la célébration d'un investissement fructueux se fait plus rare.² Quelques remarques sur la légalité de la transaction – la dépense ayant été réalisée avant d'avoir reçu la sanction du Parlement – se font aussi entendre de la part de l'indépendant Sir Arthur Salter.³

Comme à la fin de la période précédente, l'affaire du canal de Suez est un argument de choix lors de débats portant sur l'intervention de l'État. Les auteurs de ces interventions sont alors majoritairement conservateurs, et dans une moindre mesure travailliste. Disraeli est mis au service de certaines factions du parti conservateur contre leurs rivales internes. Le 6 mai 1925, lors d'un débat portant sur le « *State Trading* », Sir Arthur Holbrook (conservateur) propose d'interdire à l'État d'intervenir dans les affaires des entreprises avec l'argent du contribuable. Il rencontre alors l'opposition de son collègue, H. Williams (conservateur). Celui-ci rappelle qu'entre anarchie et socialisme, il y a de nombreux niveaux intermédiaires, aux seins desquels se situe le conservatisme. Il estime que l'État a le droit d'interférer avec les individus dans l'intérêt commun. Il ne voit aucune nouveauté dans ce principe :

The greatest leader of our party, Disraeli, believed in that doctrine, acted on that

1 *Hansard*, clxi. 2419, 20 mars 1923.

2 Sir Basil Peto (unioniste), *Hansard*, clix. 2299, 8 décembre 1922 ; Lord Strabolgi (Labour), *Hansard*, ci. 155, 23 juin 1936 (Lords).

3 *Hansard*, cccxxxv. 378-379, 28 avril 1938 ; *Hansard*, cccxxxvii. 548, 16 juin 1938.

doctrine, and filled the Statute Book with examples of that doctrine.¹

James Maxton (Independent Labour Party) soutient d'ailleurs l'intervention de Williams, citant encore une fois Disraeli comme un précurseur dans ce domaine :

I have in my hands a terrible lot of stuff to prove how stupid the position is [...] and I could prove this by the theories put forward by their own statesmen. Even Disraeli went a good deal further in these matters than his successors. Disraeli saw that the Suez Canal was an important thing and private enterprise would not step in there because there was no immediate profit in it. Disraeli saw that sometimes national welfare was a thing quite apart from profit to private individuals, and consequently he went for these things in a foresighted way.²

La vision de Disraeli s'applique aussi à d'autres domaines, comme le suggère Borrás Whiteside (unioniste), qui propose d'être aussi courageux que Disraeli dans le développement du transport aérien.³ Lorsqu'il faut subventionner *Imperial Airways*, le député Thomas Johnson en appelle au principe disraélien appliqué lors de l'achat des actions du canal de Suez : tout soutien étatique à une entreprise doit se traduire par une prise de possession d'actions et par conséquent à un droit de décision au sein du conseil d'administration.⁴ Le 22 novembre 1934, Sir Joseph Leech (unioniste) fait une référence plus directe, bien que plus qu'un peu plus poussée, au canal de Suez : il invoque le précédent afin de soutenir la construction d'un canal Tyne-Solway ; citant les résultats impressionnants de l'investissement du canal de Suez, il termine par les mots suivants : « *There is no reason why the Tyne-Solway Canal should not be equally successful—of course on a more limited scale.* »⁵ Le 22 novembre 1937, Sir Richard Denman (Labour) reproche au gouvernement de ne pas nationaliser complètement la production de charbon. Il estime que la proposition en vigueur ne serait pas assez redistributive, comparant alors :

This Government proposal is precisely as if, when the block of Suez Canal shares was nationalised, all the growing profits of that transaction had been allocated to rebates on canal dues paid by our own ships. Disraeli wisely considered that the profits of Suez Canal shares should be more widely enjoyed.⁶

1 *Hansard*, clxxxiii. 1067, 6 mai 1925. « Le plus grand dirigeant de notre parti, Disraeli, croyait en cette doctrine, agissait en fonction de cette dernière, et remplit le livre des lois avec des exemples de celle-ci. »

2 *Hansard*, clxxxiii. 1078, 6 mai 1925. « J'ai entre les mains beaucoup de choses afin de prouver à quel point la position est stupide [...] et je pourrai prouver cela par les théories mises en avant par leurs propres hommes d'Etat. Même Disraeli est allé beaucoup plus loin dans ces domaines que ces successeurs. Disraeli vit que le Canal de Suez était quelque chose d'important et qu'aucune entreprise privée ne s'engagerait puisqu'il n'y avait pas de profit immédiat. Disraeli vit que parfois le bien-être national était bien différent du profit pour les individus privés, et en conséquence il agit dans ce domaine de façon visionnaire. »

3 *Hansard*, cclxxv. 1861-1862, 14 mars 1933.

4 *Hansard*, cccxii. 1047-1048, 19 mai 1936 ; *Hansard*, cccxii. 1721, 25 mai 1936.

5 *Hansard*, ccxcv. 349, 22 novembre 1934. « Il n'y a aucune raison pour laquelle le canal Tyne-Solway ne soit pas autant une réussite – bien sûr sur une échelle plus limitée. »

6 *Hansard*, cccxxix. 947, 22 novembre 1937. « Cette proposition gouvernementale équivaldrait précisément, lorsque les actions du Canal de Suez furent nationalisées, à allouer tous les profits de cette transaction en

Enfin, lors d'une discussion relative au transport ferroviaire le 22 octobre 1941, la gestion du canal de Suez par Disraeli est citée en précédent et Alexander Walkden (Labour) appelle le gouvernement à imiter celle-ci dans le domaine des chemins de fer.¹

L'usage de Disraeli/Suez devient donc un argument important lors de débat relatifs à l'intervention de l'État. Tout comme Disraeli fait son retour du côté des protectionnistes lors de cette même période, il est aussi une figure d'autorité pour les « collectivistes » conservateurs. L'entreprise de Disraeli est donc présentée comme la préfiguration d'une intervention croissante de l'État dans l'économie, justifiant la remise en cause du libre fonctionnement de l'économie au nom d'un intérêt commun supérieur. Cette utilisation marque peut-être le ralliement progressif des conservateurs à l'intervention étatique, ou signifie du moins une meilleure visibilité des membres du courant collectiviste conservateur.

Disraeli et le joyau de la couronne

L'avenir de l'Inde mobilise Disraeli. George Lansbury établit ainsi un parallèle entre la prophétie irlandaise de Disraeli et le sort qui pourrait être réservé à l'Inde dans le futur. Les conséquences d'un développement analogue risqueraient de compromettre les relations entre la métropole et sa colonie.² Le sort des Anglais en Inde est entre les mains des parlementaires à Londres pour le conservateur Sir Alfred Knox, citant Disraeli en appui de ses propos.³ Lors des discussions entourant la réforme constitutionnelle indienne au milieu des années 1930, Disraeli est encore une fois invoqué pour souligner qu'une bonne résolution des difficultés indiennes repose sur les décisions prises à Londres :

Disraeli once said that the key of India was not in Herat but in London. The key of India's loyalty is not in Delhi but here in Westminster. Do not let us throw that key away in the desert sands of mistrust.⁴

L'un des principaux artisans du *Government of India Act*,⁵ R. A. Butler situe son action dans la continuité de Benjamin Disraeli, qui avait placé l'Inde sous le contrôle direct du gouvernement : « *since Disraeli brought the control of the government of India under Parliament and the Crown, in 1858 [...] Parliament has steadily passed a series of measures*

réduction pour les frais de canal payés par nos propres bateaux. Disraeli considéra avec sagesse que les profits du canal de Suez devraient être plus largement distribués. »

1 *Hansard*, ccclxxiv. 1826, 22 octobre 1941.

2 *Hansard*, clxvi. 733, 5 juillet 1923.

3 *Hansard*, cclv. 2702, 31 juillet 1931.

4 Frederick Cocks (L), *Hansard*, ccxcvi. 412, 12 décembre 1934. « Disraeli a dit un jour que les clés de l'Inde n'étaient pas à Herat mais à Londres. Les clés de la loyauté indienne ne sont pas à Delhi mais ici à Westminster. Ne jetons pas ces clés dans le désert de la défiance. »

5 Pour un point complet sur la loi et ses conséquences, voir : P. Spear, *The Oxford History of Modern India 1740-1975*, Second Edition, OUP, Delhi, 1978, pp. 365-375.

leading up to this particular delegation of Imperial authority ». ¹ Enfin, en 1943, alors que la perspective d'une indépendance indienne se rapproche, Sir George Schuster (libéral-national) en appelle à la maxime de Disraeli selon laquelle les nations sont gouvernées soit par la force soit par la tradition. Il craint de voir l'Inde passer par une phase où le respect de la tradition (et par extension de la loi et de l'ordre) laisse place au droit du plus fort. ²

Si Disraeli reste une autorité en matière impériale, un libéral comme Asquith remet en cause les crédits impériaux des conservateurs et le monopole qu'ils détiennent sur la question en attaquant directement les convictions de Disraeli :

There are people in the [conservative] party [...] who believe that Mr. Disraeli discovered the British Empire, at any rate, for political purposes, in the famous speech which he made one June afternoon at the Crystal Palace 50 years ago. [...] As a matter of fact, as we know from his recorded words and writings, he had been accustomed up to that moment to speak of the Colonies as millstones and dead weights. [Interruption.] [...] It is a very curious thing that the claim, or the supposed claim, that one particular party has this monopoly in regard to the Empire should be based on a declaration of that kind. ³

Cette remise en cause du monopole conservateur sur l'Empire se retrouve aussi chez Herbert Samuel, comme vu précédemment. Le 16 juillet 1947, alors que le Parlement étudie la *India Independence Bill*, Samuel évoque l'opposition de Gladstone à Disraeli, lorsque ce dernier fit de la reine l'impératrice des Indes. Samuel termine ainsi son intervention :

Ever since then British Liberalism has supported at every stage the extension, step by step, of Indian self-government and, having no faith in Imperialism or in what that word has always been understood to stand for throughout the history of nations, Liberals have disapproved of the title which was assumed in 1876, and will witness its disappearance to-day without regret. ⁴

Les convictions fluctuantes de Disraeli sur la question des colonies sont ainsi reprises par les libéraux afin de dénier aux conservateurs le monopole impérial. Toutefois, une fois la décolonisation amorcée, l'ancienne opposition libérale à l'expansion impériale refait surface

1 *Hansard*, cccxiii. 541-542, 12 juin 1936. « depuis que Disraeli a fait passer le contrôle de l'Inde au Parlement et à la Couronne, en 1858 [...] Le Parlement a fait passer avec régularité une série de mesures conduisant à cette délégation particulière de l'autorité impériale. »

2 *Hansard*, ccclxxxviii. 121-122, 30 mars 1943.

3 *Hansard*, clxxiv. 2173-2174, 18 juin 1924. « Il y a des individus dans le parti [conservateur] [...] qui pensent que Disraeli a découvert l'Empire britannique, au moins, pour des considérations politiques, dans le célèbre discours qu'il fit une après-midi de juin au Crystal Palace il y a cinquante ans. [...] En fait, comme nous le savons grâce à ses discours et écrits, il avait l'habitude jusqu'à ce moment à parler des colonies comme des fardeaux et des poids morts. [Interruption] [...] Il est étonnant que la revendication, ou la supposée revendication, que ce parti en particulier ait un monopole sur l'Empire, repose sur une déclaration de la sorte. »

4 *Hansard*, cl. 828, 16 juillet 1947 (Lords). « Depuis cette période le libéralisme britannique a soutenu à chaque étape l'élargissement, pas à pas, de l'autonomie indienne et, n'ayant aucune confiance dans l'impérialisme ou dans le sens de ce mot dans l'histoire des nations, les libéraux ont désapprouvé du titre qui a été créé en 1876, et assisteront aujourd'hui à sa disparition sans regret. »

dans leur discours.

Le domaine réservé de Disraeli : les affaires étrangères ?

Disraeli et la Palestine

Durant l'entre-deux-guerres, la Palestine est sous mandat britannique. Bien que converti, pratiquant et défenseur de la religion anglicane, Disraeli n'en est pas moins resté juif dans les yeux de beaucoup. Les interventions de certains parlementaires sur la Palestine témoignent de l'importance de sa judéité pour l'opinion publique. Le 14 juin 1921, William Ormsby-Gore (unioniste), ami de Chaim Weizmann, décrit l'arrivée de capitaux juifs en Palestine comme une chance pour le développement de ce territoire. Il estime que les musulmans résidant sur place doivent absolument s'allier avec les autres races présentes : au premier rang desquelles les juifs. Il présente alors Lord Beaconsfield, auteur de *Tancred*, comme un proto-sioniste. Pour Ormsby-Gore, le sionisme serait vieux de deux mille ans et ne dépendrait pas du nombre de juifs sur place mais de leur volonté de reconstruire la Palestine.¹

Le 19 juin 1936, le conservateur Oliver Locker-Lampson défend le droit des juifs à habiter la Palestine contre celui des arabes. Il rappelle au Parlement que le canal de Suez a été obtenu par les efforts de Disraeli, « *for whose name it is easier to get a cheer on public platforms to-day than even some of the Ministers on our Front Bench* »,² grâce à l'argent « juif » de la famille Rothschild. Il continue dans sa lancée simplificatrice en expliquant que les arabes – amalgamant musulmans et arabes – ne disposent d'aucun lieu saint en Palestine. Il est corrigé par Anthony Crossley (conservateur), qui rappelle que Jérusalem est la troisième ville sainte de l'islam. Locker-Lampson s'estimant conforté par cette précision, qui montre que Jérusalem n'est finalement pas si importante que cela pour le monde musulman, estime qu'il faut encourager les juifs à peupler la Palestine afin de servir les intérêts de l'Empire britannique.³ Le bilan politique de Disraeli sert donc de caution au peuplement de la Palestine. Une chaîne relie les bienfaits apportés par l'achat du canal de Suez, grâce à des personnalités juives, aux droits des juifs à peupler la Palestine. Dans les deux cas, ils sont présentés comme bénéfiques à l'Empire britannique. Dans un autre débat trois ans après, Anthony Crossley, qui semble nettement plus arabophile que son collègue Locker-Lampson, remet en cause l'idée

1 *Hansard*, cxliiii. 314-315, 14 juin 1921.

2 « Au nom duquel il est plus facile d'obtenir des applaudissements à la tribune aujourd'hui que pour certains de nos ministres »

3 *Hansard*, cccxiii. 1363-1364, 19 juin 1936.

d'un peuple juif unifié, qui serait resté constant depuis l'exode et qui pourrait donc faire valoir ses droits aux dépens des arabes vivant en Palestine. Dans sa recension, il mentionne les juifs sépharades, « *of whom a very good example was Disraeli, one of the finest Prime Ministers this country has ever had.* » Il ajoute à leur propos : « *None of them are Zionists.* »¹ D'une intervention à l'autre, Disraeli passe du proto-sioniste au membre d'une catégorie de juifs hostiles à cette même expérience.

Durant la guerre, Locker-Lampson cherche à enrôler Disraeli comme partisan d'une armée juive afin de défendre le canal de Suez. Il dénonce le Colonial Office, qu'il présente comme antisémite et fait l'éloge de la contribution juive à la défense de l'Empire britannique ainsi que leur loyauté, en appelant à la mémoire des généraux Monash et Cohen, de l'ancien combattant Bader, député. Enfin, il termine sur les paroles suivantes :

and Disraeli, who sat on that Bench, Disraeli, that Hebrew dreamer, got us the Canal, and Cyprus to defend it. If he were inspiring us today, he would favour a Jewish Army.²

Le travailliste David Kirkwood estime que Locker-Lampson est trop généreux avec Disraeli et qu'il lui attribue plus de mérite que nécessaire, puisque d'après Kirkwood, bien que Disraeli ait acquis le canal, Gladstone serait responsable de l'obtention de Chypre. Locker-Lampson concède certes l'apport de Gladstone mais il persiste en affirmant : « *but Disraeli was in favour of a Jewish Army.* »³ Après la guerre, le discours semble moins en faveur d'une opposition entre juifs loyaux et arabes peu dignes de confiance, comme le suggère le discours de Locker-Lampson, mais plutôt vers un apaisement entre les différentes communautés résidant en Palestine. Cependant, ce changement n'empêche pas Sir Edward Grigg, alors Lord Altrincham, de prôner la coopération entre les races en Palestine en invoquant lui aussi Disraeli, citant même *Tancred* :

« What are the Arabs? After all, they are only Jews on horseback, and there are more of them. » Always he [Disraeli] preached the closeness of those two great branches of the Semitic race. Divided, they must travail in hopeless conflict which will ultimately embroil the world; but if they will work together, then certainly they can ensure peace in the Middle East,⁴

1 *Hansard*, cccxlvii. 1968-1969, 22 mai 1939. « parmi lesquels Disraeli, l'un des plus habiles Premier Ministre que ce pays ait connu, est un très bon exemple / Aucun n'est sioniste. »

2 « Et Disraeli, qui siégea ici, Disraeli, ce rêveur hébreux, a obtenu le Canal pour nous, et Chypre afin de le défendre. S'il était là pour nous inspirer aujourd'hui, il serait en faveur d'une armée juive. »

3 *Hansard*, ccclxxxii. 1263-1264, 6 août 1942. « mais Disraeli était en faveur d'une armée juive. »

4 « Qui sont les arabes ? Après tout, ce sont seulement des Juifs à cheval, et ils sont plus nombreux. » Il revendiqua toujours la ressemblance entre ces deux grandes branches de la race sémitique. Divisés, ils devront s'affronter dans un conflit sans espoir qui entraînera in fine le monde entier ; mais s'ils travaillent ensemble, alors ils peuvent certainement assurer la paix au Moyen-Orient, »

faisant de Disraeli un des partisans de l'entente entre les races, rappelant sa remarque selon laquelle juifs et arabes se complètent. Ces quelques interventions sont toutes à leur manière fidèles à Disraeli : il est en effet possible de considérer Disraeli comme un proto-sioniste, tout comme sa fierté séfarde le conduisit à les distinguer des autres groupements judaïques historiques, remettant alors en cause l'idée d'un peuple unifié. L'usage de Disraeli par Locker-Lampson semble toutefois aller vers l'extrapolation alors que Lord Altrincham se contente de citer *Tancred*, sans commettre la faute d'un hors-contexte. La complexité et les contradictions inhérentes de Disraeli permettent ainsi des usages multiples sur un même sujet.

Disraeli et le contexte international des années 1930

Les tensions internationales liées à la montée en puissance des dictatures et à leurs revendications territoriales marquent les années 1930. Dans ce contexte, un événement de la carrière de Disraeli est régulièrement remis à l'ordre du jour : sa gestion de la menace russe et sa résolution victorieuse de celle-ci lors du Congrès de Berlin en 1878. À l'époque, Lord Beaconsfield avait été félicité pour la façon avec laquelle il avait su régler le conflit turco-russe. Sa fermeté avait d'ailleurs conduit à la création du terme « *jingoism* », tiré d'une chanson populaire, qui définissait une politique extérieure belliqueuse.

De cet événement particulier, les travaillistes des années 1930 retiennent la détermination de Disraeli à se montrer ferme afin d'éviter la guerre. Le travailliste Herbert Morrison est l'un des défenseurs les plus vigoureux de ce parallèle. Le 29 octobre 1937, il reproche ainsi au gouvernement conservateur d'œuvrer à la création d'une Europe fasciste afin d'éviter l'apparition de gouvernements de gauche. Cette attitude mettrait en péril la paix mondiale et les intérêts de la Grande-Bretagne et de son Empire. Pour Morrison, l'attitude des conservateurs est dictée par des intérêts de classe :

It is that this is a Conservative Government unlike, in this respect, the Governments of Disraeli. His Majesty's Government put their class outlook and class consciousness not only before the peace of the world, but before the security of the British Commonwealth of Nations.¹

Reprochant la « *crude, mercantile, class-conscious outlook on public and international affairs* »² de Neville Chamberlain, Morrison propose de :

Consider what has happened, and let hon. Members ask themselves, fairly and

1 *Hansard*, cccxxviii. 433, 29 octobre 1937. « C'est ainsi puisque c'est un gouvernement conservateur, contrairement au gouvernement de Disraeli dans ce domaine. Le gouvernement de sa majesté ont fait passer avant leur vision de classe et leur conscience de classe non seulement avant la paix mondiale, mais aussi avant la sécurité du Commonwealth britannique des nations. »

2 « Une vision crue, mercantile et de classe sur les affaires publiques et internationales »

coolly, whether it would have happened under Disraeli, who is the patron saint of the Conservative party.¹

Arthur Greenwood (Labour) reprochant au même Chamberlain sa proximité avec Mussolini, estime que les Britanniques désirent « *in the words of Disraeli, [...] peace with honour* ». Il se demande alors si la paix vaut la peine d'être établie au prix de la liberté et du déshonneur.² James Milner (Labour) prône aussi la fermeté disraélienne dans la situation présente. Il cite à l'appui de ses idées un discours de Disraeli reproduit dans Monypenny et Buckle. Dans celui-ci, Lord Beaconsfield avance l'idée que la Grande-Bretagne doit prendre ses responsabilités sur la scène internationale. Son désengagement, son manque de fermeté et ses hésitations ne peuvent qu'avoir des conséquences néfastes. Milner cite ainsi Disraeli :

« My lords and gentlemen, one of the results of my attending the Congress of Berlin has been to prove, what I always suspected to be an absolute fact, that neither the Crimean War nor this horrible devastating war which has just terminated would have taken place if England had spoken with the necessary firmness. »³

Et Milner de conclure : « *In my submission, war would be less likely if the Government of this country to-day would speak with the necessary firmness.* »⁴

Toutefois, lors de ce même débat, Maurice Petherick estime qu'une autre citation de Disraeli est beaucoup plus adéquate pour la situation actuelle. Il cite alors un discours de ce dernier, datant de 1865 :

« The abstention of England from any unnecessary intervention in the affairs of Europe is the consequence, not of her decline of power, but of her increased strength. England is no longer a mere European power; she is the metropolis of a great maritime Empire, extending to the boundaries of the farthest ocean. It is not that England has taken refuge in a state of apathy, that she now almost systematically declines to interfere in the affairs of the Continent of Europe. England is as ready »— this might be the present Prime Minister speaking— « and as willing to interfere as in the old days, when the necessity requires it. »⁵

1 *Hansard*, cccxxxii. 303-304, 22 février 1938. « Prenez en considération ce qui est arrivé, et demandez-vous, en toute justice et calmement, si cela aurait pu se produire sous Disraeli, qui est le saint patron du parti conservateur. »

2 *Hansard*, ccxiv. 53, 4 avril 1938.

3 « Mes seigneurs et gentlemen, l'un des résultats de ma présence au Congrès de Berlin fut de prouver, ce que j'avais toujours suspecté d'être un fait absolu, que ni la guerre de Crimée ni cette terrible guerre dévastatrice qui vient juste de s'achever, n'auraient eu lieu si l'Angleterre avait parlé avec la fermeté nécessaire. »

4 *Hansard*, cccxxxiii. 1440-1442, 24 mars 1938. « A mon humble avis, la guerre serait moins probable si le gouvernement de ce pays devait parler avec la fermeté nécessaire. »

5 « L'abstention de l'Angleterre à intervenir sans nécessité dans les affaires de l'Europe est la conséquence, non pas d'un déclin dans sa puissance, mais d'une force consolidée. L'Angleterre n'est plus une simple puissance européenne ; elle est la métropole d'un grand empire maritime, s'étendant jusqu'aux limites de l'océan le plus éloigné. Ce n'est pas que l'Angleterre ait trouvé refuge dans un état d'apathie, qu'elle se refuse presque systématiquement à interférer dans les affaires du continent européen. L'Angleterre est prête » - cela pourrait les mots de l'actuel Premier Ministre - « et tout aussi encline à interférer qu'autrefois, lorsque nécessité fait loi. »

Petherick se sert alors de l'autorité de Disraeli afin de défendre l'action de Chamberlain, qui était attaqué sur son refus de s'engager par écrit à défendre la Tchécoslovaquie. Petherick est toutefois contre-dit par Isaac Foot (libéral) :

I am sorry to interrupt again, but is it not a fact that when Russia went into the Balkans at the time of the Treaty of San Stefano Lord Beaconsfield made it clear that he would intervene, and that it was because of that threat of intervention that he was able to get the Russians to retreat from the position they had taken up?¹

Petherick répond à Foot que Constantinople constituait un des intérêts vitaux de la Grande-Bretagne, contrairement à la Tchécoslovaquie. D'autres défenseurs de l'apaisement font appel aux décisions de Disraeli. Le 21 février 1938, le conservateur Alan Lennox-Boyd souhaite la reconnaissance des conquêtes italiennes en Afrique par le Royaume-Uni, en particulier que le roi d'Italie soit reconnu empereur d'Abyssinie, se fondant sur le précédent de la reconnaissance par toutes les puissances étrangères du titre d'impératrice des Indes mis en place par Disraeli.² Lors d'un débat sur l'accord anglo-italien, Leo Amery cite une définition de la politique étrangère due à Disraeli : la Grande-Bretagne serait avant tout une puissance modératrice et médiatrice, évitant autant que possible la guerre. Amery estime qu'il s'agit de la politique historique du pays, fidèlement reprise par Chamberlain.³ Après la signature des accords de Munich des 29 et 30 septembre 1938, Henry Raikes (conservateur) défend les résultats obtenus par Chamberlain, faisant référence aux critiques subies par Disraeli lors de son retour de Berlin, alors que son traité aurait permis une paix de quarante ans en Europe, Raikes estimant : « *If by dealing with Germany, Italy and France on the present occasion we can maintain peace in Europe, not for 40 but for 30 or 20 years, it will have been justified.* »⁴ Cette comparaison Chamberlain/Disraeli est cependant amèrement regrettée par le démissionnaire Duff Cooper :

when I heard the Prime Minister from the window above saying that he had returned, like Lord Beaconsfield, with "peace with honour," claiming that it was peace for our time, once again I felt lonely and isolated; and when later, in the Cabinet room, all his other colleagues were able to present him with bouquets, it was an extremely painful and bitter moment for me that all that I could offer him was my resignation.⁵

1 *Hansard*, cccxxxiii. 1461-1462, 24 mars 1938. « Je suis désolé de vous interrompre encore une fois, mais n'est-ce pas un fait que lorsque la Russie alla dans les Balkans à l'époque du traité de San Stefano, Lord Beaconsfield fit savoir clairement qu'il interviendrait, et que c'était à cause de cette menace d'intervention qu'il fut capable de faire reculer les Russes de la position qu'ils avaient prises ? »

2 *Hansard*, cccxxxii. 92, 21 février 1938. « Le soutien apporté par Lennox-Boyd aux revendications italiennes conduisit à des accusations de sympathies fascistes de sa part. »

3 *Hansard*, cccxxxv. 563-564, 2 mai 1938.

4 *Hansard*, cccxxxix. 96-97, 3 octobre 1938. « Si en négociant avec l'Allemagne, l'Italie et la France présentement nous pouvons maintenir la paix en Europe, non pas pour quarante, mais pour trente ou vingt ans, cela aurait été justifié. »

5 *Hansard*, cccxxxix. 29-30, 3 octobre 1938. « lorsque j'ai entendu le Premier Ministre depuis la fenêtre d'en-

Disraeli est donc utilisé à cette occasion par les deux camps opposés. Une même citation, « *peace with honour* » recouvre des sens différents suivant si elle est proférée par un député travailliste ou par un conservateur adepte d'une politique d'apaisement.

Disraeli pendant la guerre

Les invocations à Disraeli dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale sont plus que discrètes. Winston Churchill ne fait que rarement référence à Disraeli en dépit de certaines similitudes – leur sens de l'aphorisme, leur hétérodoxie et leur révérence pour l'Empire – qui se traduira plus tard pour Churchill par un rôle prééminent au sein de la *Primrose League*. Cette absence de lien entre Churchill et Disraeli est d'autant plus surprenante que le père de Winston, Lord Randolph, avait cherché à marcher dans les traces de Lord Beaconsfield. Winston avait aussi renforcé cette revendication dans son traitement des rapports entre les deux hommes dans sa biographie de son père. Outre qu'il suit les traces de son propre père, Winston Churchill est déjà une figure installée et connue dans le champ politique. Il n'a pas vraiment besoin de Disraeli afin de renforcer son crédit. Enfin, le contexte de la Seconde Guerre mondiale, marqué par l'isolement de la Grande-Bretagne sur la scène internationale face une dictature hégémonique amène peut-être plus à des invocations de Pitt que de Disraeli. Toutefois, une citation de Disraeli revient souvent sur les lèvres de Winston Churchill, c'est la distinction disraélienne entre les peuples gouvernés par la force et ceux gouvernés par la tradition.¹ L'allusion aux dictatures continentales est là évidente.

La rubrique du courrier des lecteurs du *Times* fournit toutefois une source intéressante concernant les usages de Disraeli durant la guerre. Le 27 janvier 1940, un lecteur envoie au journal un extrait de discours de Disraeli, prononcé en 1875, sur la détermination des Anglais à livrer une guerre lorsqu'ils estiment que la cause à défendre est juste. La fin du discours fait clairement écho aux paroles déterminées de Churchill : « *She [England] enters into a campaign which she will not terminate till right is done.* »² Le 24 août 1940, Iona Davey cite un discours de Disraeli datant de 1859, qui rappelle que la Grande-Bretagne n'est pas uniquement une puissance européenne mais qu'elle a des liens très forts avec les pays du

haut dire qu'il était revenu, comme Lord Beaconsfield, avec la « paix avec honneur », revendiquant que c'était la paix pour notre époque, je me suis encore une fois senti seul et isolé : et quand plus tard, dans la salle du Cabinet, tous ses autres collègues pouvaient lui présenter des bouquets, ce fut un moment douloureux et amer pour moi que de pouvoir lui offrir que ma démission. »

- 1 Winston Churchill prononce aussi cette phrase lors de l'abdication d'Edouard VIII. *Hansard*, cccxxiv. 47-48, 24 mai 1937.
- 2 E. Hockliffe, « A Speech of Disraeli », *The Times*, 27 janvier 1940, No. 48 524, p. 7. « Elle entre dans une campagne qu'elle ne terminera pas tant que justice ne soit faite. »

Nouveau Monde, qu'elle a contribués à développer.¹ Cette référence aux Dominions et dans une plus grande mesure aux États-Unis vise à prouver que la Grande-Bretagne, bien qu'isolée en Europe, peut compter sur ses alliés du monde anglo-saxon. Cette image du Disraeli prophète des relations internationales est répétée à plusieurs reprises par les lecteurs du *Times*, qui citent verbatim ce même discours de 1859, en particulier dans la rubrique « *Old and True* ». ² Des passages de ses romans sont extraits et proposés dans cette même rubrique, comme le 23 octobre 1943, où un morceau de *Sybil* est publié :

We must prepare for the coming hour. The claims of the Future are represented by suffering millions ; and the Youth of a Nation are the trustees of Posterity.³

Enfin, deux extraits des écrits de Disraeli apparaissent vers la fin de la guerre. Le premier estime que si l'Angleterre est alliée avec la France et la Russie, la guerre est alors impossible – ce qui dans ce cas sous-entend plutôt que la victoire est plus que probable.⁴ Le second concerne l'Allemagne et est un extrait de son roman *Vivian Grey* : « *The Greatest enemy of the prosperity of Germany is the natural disposition of her sons.* »⁵ Disraeli est ainsi présenté par certains des lecteurs et par la rédaction comme un prophète dans le domaine des relations internationales, certaines des citations étant quelques fois hors contexte.

L'entrée du manoir d'Hughenden dans le patrimoine anglais

En terme de statues, Gladstone dépasse vraisemblablement Disraeli, qui se contente principalement d'une statue sur *Parliament Square*, d'une à Liverpool devant St George's Hall,⁶ ou dans de petites localités comme Ormskirk, grâce aux initiatives de la *Primrose League*. Toutefois, contrairement au précédent, la résidence de Disraeli, Hughenden, près de High Wycombe, est un monument historique ouvert au public, contrôlé par le *National Trust*. Disraeli n'est pas le seul Premier ministre dont le lieu de vie ait été transformé en musée. Il est aujourd'hui possible de visiter Hatfield House, le manoir de la famille Cecil et donc du Marquis de Salisbury, tout comme Blenheim fait office de musée de substitution pour Winston

1 Iona Davey, « A Prophecy by Disraeli », *The Times*, 24 août 1940, No. 48 703, p. 5.

2 « Old and True », *The Times*, 8 janvier 1941, No. 48 818, p. 7 ; « Old and True », *The Times*, 4 décembre 1943, No. 49 720, p. 7. Pour une citation de ce discours à la Chambre, voir : Vicomte Cranborne, *Hansard*, cxxxi. 999-1000, 25 mai 1944.

3 « Old and True », *The Times*, 23 octobre 1942, No. 49 374, p. 7. » Nous devons nous préparer pour l'heure H. Les revendications du futur sont représentées par des millions de souffrants ; et les Jeunes d'une Nation sont les gardiens de la Postérité. »

4 « Old and True », *The Times*, 2 décembre 1944, No. 50 006, p. 7.

5 « Old and True », *The Times*, 13 mars 1945, No. 50 090, p. 6. « Le plus grand ennemi de la prospérité de l'Allemagne n'est autre que la disposition naturelle de ses fils. »

6 La statue, réalisée par Charles Bell Birch en 1883 et financée par le Club Conservateur local, a d'ailleurs été une source de polémiques, puisqu'elle figure de façon prédominante sur la place, contrairement à celle de Gladstone – pourtant né à Liverpool – cantonnée à l'arrière du bâtiment.

Churchill, ce dernier devant partager sa mémoire avec celle de John Churchill, vainqueur de la bataille ayant donné son nom au palais, et avec celle des ducs de Marlborough successifs. Hawarden Castle, qui fut la résidence de Gladstone, est toujours en la possession de ses descendants contrairement à Hughenden mais Hawarden n'est pas ouvert au public.

De son vivant, le Major Coningsby Disraeli, neveu et héritier de Benjamin Disraeli, recevait déjà des visiteurs tous les 19 avril. Lorsque Coningsby décède en 1938, il ne laisse aucun héritier. Le manoir est alors racheté par un certain Mr. W. H. Abbey, qui souhaite voir celui-ci passer entre les mains du *National Trust*. Ces derniers sont prêts à recevoir la charge de la gestion du manoir à la condition que celui-ci soit accompagné d'un fond permettant son entretien (et qu'il ne soit pas livré avec des dettes). Une *Disraelian Society* voit le jour et cherche à réunir la somme. À partir de 1941, le château est toutefois occupé par le ministère de l'Air. Le 4 janvier 1944, la *Disraelian Society* publie un appel visant à récolter £4 500. Elle souhaite voir le manoir transformé en musée, réunissant des objets ayant appartenu à Disraeli, ainsi que sa correspondance politique. L'appel dans le *Times* est accompagné de photographies du manoir et de reliques disraéliennes.¹ Quelques jours après, le *Times* apprend à ses lecteurs que l'un des premiers membres fondateurs (et généreux donateur) de la *Disraelian Society* n'est autre que George Arliss, qui espère que son exemple conduira d'autres personnes à se manifester et à contribuer au financement du manoir.²

Le château entre finalement sous la gestion du *National Trust* grâce à un financement populaire. L'inauguration est conduite sous l'égide de Lord Halifax, Winston Churchill ne pouvant être présent. L'ouverture au public de l'ancienne résidence d'un Premier ministre ne constitue en rien une nouveauté, comme le prouvent les exemples de Hatfield ou de Blenheim. Ces deux derniers exemples sont cependant des demeures aristocratiques appartenant toujours aux héritiers titrés : les Cecil et les Churchill. La gestion par une institution comme le *National Trust*, dont l'ambition des fondateurs était de « *to monumentalise English political, religious and literary traditions* »³ afin de renforcer les liens entre les différentes populations anglo-saxones et de préserver une certaine vision de l'ordre social britannique,⁴ est un des signes de l'intégration de Disraeli dans le panthéon national britannique à la fin de guerre. Alors que Disraeli commença sa vie comme un intellectuel urbain, il voit la résidence muséifiée de ses derniers jours le consacrer en châtelain installé à

1 « Disraeli's Home », *The Times*, 4 janvier 1944, No. 49 744, p. 2 et p. 6 (photographies).

2 « Mr. George Arliss's Gift », *The Times*, 11 janvier 1944, No. 49 750, p. 6.

3 M. Hall, « The Politics of Collecting: The Early Aspirations of the National Trust, 1883-1913 », in *Transactions of the Royal Historical Society*, Sixth Series, Vol. 13, (2003), p. 346. « monumentaliser les traditions politiques, religieuses et littéraires anglaises »

4 Ibid, p. 357.

la campagne, correspondant parfaitement aux canons conservateurs, reposant sur une glorification de la campagne, tels que vulgarisés par Stanley Baldwin durant l'entre-deux-guerres.

Conclusion

La période allant de 1922 à 1945 marque le retour de Disraeli de façon proéminente. Trois traits définissent ce retour. Tout d'abord, la richesse des sujets pour lequel il fait une réapparition est impressionnante. Il ne se cantonne pas aux affaires domestiques comme la réforme sociale mais il embrasse des sujets plus généraux ayant trait à la définition du caractère anglais, à l'Empire, et aux affaires étrangères en général. Disraeli est ensuite réapproprié par le camp conservateur. Le « quiétisme » de Salisbury fait place à une politique plus active visant à stimuler la croissance économique, fondée sur la libre-entreprise, tout en maintenant l'ordre social.¹ Enfin, parallèlement à cette réappropriation conservatrice, un grand nombre de travaillistes en appellent à l'œuvre littéraire du Disraeli, romancier et observateur social. Disraeli fait aussi son entrée dans la culture populaire grâce aux films qui lui sont consacrés, alors que sa demeure est achetée par le *National Trust* afin d'être transformée en musée. Progressivement, la figure de Disraeli cesse d'être principalement partisane pour devenir nationale.

Trois raisons semblent principalement présider à ces changements : un homme, un contexte et un message adaptés. Baldwin est définitivement le principal artisan de ce retour en force de Disraeli. La position occupée par Baldwin durant la période, son goût personnel pour Disraeli et son style de gouvernement fondé sur la communication publique contribuent à faire pour Disraeli, même sur une plus grande échelle, ce que ce dernier avait fait pour Lord Bolingbroke. Disraeli entre dans le panthéon conservateur, mais comme saint patron. Le contexte de lutte contre le socialisme, représenté à la fois par la menace électorale travailliste et la menace fantasmée du communisme rendent le message de Disraeli pertinent et adapté. Face à la montée des idéologies, le parti conservateur et Baldwin trouvent en Disraeli la meilleure approximation disponible de l'idéologue conservateur. Le message de Disraeli, fondé sur trois principes : la préservation des institutions, l'Empire et l'amélioration des conditions du peuple, trouve un écho particulier alors que les troubles sociaux menacent (ou sont perçus comme risquant) de déstabiliser le pays et que les appels à la lutte des classes risquent de menacer l'unité du pays. La présentation du parti conservateur par Disraeli comme un parti résolument national est un atout alors que Baldwin participe à des gouvernements de

1 P. Thane, *The Foundations of the Welfare State*, Longman, Harlow, 1982, p. 217.

coalition. Disraeli devient alors un des symboles de l'appel d'union nationale, alors que dans le même temps, la tradition sociale du parti conservateur se voit réellement consolidée par les mesures de Neville Chamberlain. Enfin, le choix de Disraeli s'explique aussi par son message positif face au pessimisme d'un Lord Salisbury.

Si Disraeli renaît de ses cendres durant cette période grâce à Stanley Baldwin, il continue à se régénérer après-guerre, bénéficiant doublement du travail de ce dernier. Baldwin ou Chamberlain auraient pu être récupérés par les conservateurs de l'après-guerre afin de justifier de leur engagement social. Le discrédit qui les affecte à cause de leur gestion de la préparation de la Seconde Guerre mondiale conduit à un oubli peu mérité dans le domaine des affaires sociales, à la fois en termes de réalisations et d'apaisement des conflits sociaux. Disraeli est donc repris par les conservateurs, à la fois puisqu'il constitue une inspiration réelle pour certains de leurs dirigeants, comme Macmillan, mais aussi parce qu'il est une référence plus lointaine et moins entachée, contrairement à des ancêtres directs aux réalisations sociales plus solides comme Baldwin et Chamberlain.

Le symbole du consensus, 1945-1975

Comme pour la précédente, cette période commence par un film. En 1950, la *Twentieth Century Fox* produit *The Mudlark*. Ce long-métrage anglo-américain, en noir et blanc, se fonde et brode sur la période de retrait de la reine Victoria après la mort du Prince Albert et jusqu'à son retour sur le devant de la scène, sous l'impulsion – entre autres – de Benjamin Disraeli, alors Premier ministre. Ces événements mettent aussi en scène John Brown, serviteur écossais de la reine, qui à partir de 1865 devient son principal ami et confident. Sa personnalité haute en couleur et les rumeurs de romance avec la reine ont fait de John Brown un bon client pour la fiction historique.¹ Dans ce film, le personnel rencontre le politique, puisque l'action se déroule en 1875, année où le second gouvernement Disraeli légifère le plus activement sur les questions sociales. La fin de la réclusion volontaire de Victoria est ici associée au début des réformes sociales conservatrices.

Le scénario du film met en scène la figure classique de l'orphelin (inspiré par Dickens ?) à la recherche d'une figure maternelle. Wheeler, le héros du *Mudlark*, cherche en effet à rencontrer la reine, mère de substitution puisqu'elle figure sur un médaillon qu'il possède. Il réussit à s'introduire à Windsor, mais les (re)trouvailles ne se déroulent pas comme il l'aurait souhaité puisqu'il est pris pour un terroriste irlandais. Toutefois, grâce à la double protection de John Brown et Disraeli, il échappe à une condamnation et a la chance de pouvoir s'entretenir avec Victoria. Les rumeurs d'attentat qui fleurissent dans la presse permettent au passage à Disraeli de retourner la situation en sa faveur et de faire voter ses lois sociales. Le film se termine sur un retour de la reine sur le devant de la scène publique.

Concernant sa réception, le film a l'honneur d'être projeté à la famille royale le 30 octobre 1950 au Cinéma Empire.² Dans sa critique du film, le quotidien *The Times* le présente comme un hybride, produit par des Américains, tourné en Angleterre avec un casting majoritairement britannique à l'exception du premier rôle (Irene Dunne, qui incarne Victoria). Alec Guinness, qui incarne à la même époque le Fagin de Dickens, est salué pour son interprétation mesurée et réussie de Disraeli :

He is the master of an oratorical style which is elaborate without being sententious, and it is little wonder that he brought down the House of Commons

1 Outre que John Brown figure dans plusieurs films avant-guerre comme *Victoria the Great* (1937), *Sixty Glorious Years* (1938) et *The Prime Minister* (1941), un film entier sera consacré à leurs relations : *Mrs Brown* (1998). Disraeli figure d'ailleurs dans ce dernier, mais il est présenté avant tout comme une figure comique, permettant de relâcher la tension qui existe entre les deux personnages principaux du film.

2 *The Times*, 3 octobre 1950, No. 51 812, p. 8.

almost as effectively as Hitler's bombs.¹

Comme pour de nombreux films historiques, la date la plus importante n'est pas celle de l'événement décrit, mais celle de la réalisation du film. En 1950, les travaillistes sont au pouvoir sous la direction de Clement Attlee. Suivant les recommandations du rapport Beveridge, des réformes structurelles – comprenant la création du NHS et de nombreuses nationalisations – font de la politique économique keynésienne l'inspiration dominante pour les trente années à venir. De nombreux observateurs voient dans la Seconde Guerre mondiale l'un des catalyseurs de ce procès déjà en gestation durant les années 1920 et 1930. Selon l'historien Richard Titmuss, la guerre crée une solidarité entre les Britanniques, qui deviennent plus enclin à accepter une intervention accrue de l'État afin d'instaurer des politiques plus égalitaires.² Pour Pat Thane, la guerre a eu – en matière sociale – pour principale conséquence de créer un consensus sur la nécessité d'agir dans ce domaine.³ Dans le récit de la naissance de ce consensus, la découverte de la pauvreté – des villes – par les habitants des campagnes – prospères – occupe une place importante.⁴ Les bombardements des centres urbains auraient conduit de nombreux parents à envoyer leurs enfants chez des proches à la campagne. Ces derniers auraient alors pris conscience de l'état sanitaire d'une grande partie de la population. Cette sensibilisation les aurait disposés en faveur d'une résolution de ces problèmes de nature sociale.

Comment ne pas voir dans ce film de 1950, soit juste cinq après la fin du conflit, une transposition historique de cette récente prise de conscience ? Dans le *Mudlark*, c'est un enfant, orphelin de surcroît, qui vient à la rencontre la reine, mère et allégorie de la nation britannique, et qui conduit cette dernière à revenir sur le devant de la scène. De même, le Disraeli incarné par Alec Guinness, se sert de son exemple afin de faire passer ses réformes sociales au nom d'une plus grande solidarité avec ces enfants que la société a abandonnés, désocialisés et démoralisés. La mère que Wheeler recherche est certes incarnée par Victoria, mais c'est l'État qu'il faut voir *in fine* derrière celle-ci. Lors de son discours aux Communes, Disraeli-Guinness en appelle à plus de justice et à une protection de l'enfance, à la fois pour des raisons pragmatiques (une bonne démographie est un atout en cas de conflit) et éthiques (le « caractère » anglais l'exige). Le sérieux et la détermination de Disraeli dans cette représentation contrastent avec l'image d'aventurier qui est donnée de lui par Louis-Napoléon

1 *The Times*, 31 octobre 1950, No. 51 836, p. 6. « Il se rend maître d'un style oratoire, à la fois élaboré sans être sentencieux, et c'est sans surprise s'il abat la Chambre des Communes presque aussi efficacement que les bombes d'Hitler. »

2 P. Thane, *The Foundations of the Welfare State*, Longman, Harlow, 1982, pp. 223-225.

3 Ibid, pp. 263-269.

4 Lord Butler, *The Art of the Possible*, Hamish Hamilton, Londres, 1971, p. 92. Lord Butler véhicule aussi ce mythe de la découverte des « deux nations » dans ses mémoires.

Parker. Outre que Disraeli est confirmé dans son rôle de champion de la monarchie, il s'affirme comme le symbole des réformes sociales des années 1870 et par extension (conséquence du verbe baldwinien de la période précédente), comme celui des années 1950-1960 ? Au risque d'aller trop loin dans l'interprétation, n'est-il pas possible de voir un peu de Clement Attlee dans le Disraeli du *Mudlark*, tout comme il était modelé sur Churchill dans le patriotique *The Prime Minister* (1941) ?

Du consensus dans l'histoire britannique, 1940-1979

Faut-il ainsi considérer Disraeli comme l'un des symboles du consensus des années 1940-1979, pour reprendre la chronologie de l'historien britannique Brian Harrison ?¹ Avant d'apporter des éléments de réponse, il convient de revenir brièvement sur cette notion disputée. D'après Brian Harrison, les historiens du « consensus » de l'après-guerre ont fait porter leurs recherches sur la route « directe » vers le consensus, via des Premiers ministres et politiciens consensuels comme Macmillan, Eden, Wilson, Callaghan ou Heath, portant peu d'attention à la route « indirecte ». Opposant le consensus des années 1930 entre Ramsay Macdonald et Stanley Baldwin, décrit comme « négatif » (éviter l'apparition d'événements néfastes), à celui des années 1960 perçu comme « positif », sa naissance remonterait à la Seconde Guerre mondiale et à la coalition patriotique de Winston Churchill, qui aurait créé une plus grande solidarité entre la tradition paternaliste conservatrice et les socialistes révisionnistes. Le consensus se ferait autour d'une idée centrale, exprimée par Macmillan dans *The Middle Way* (1938) : le capitalisme est assez flexible pour offrir l'abondance sans lutte des classes. Concrètement, cette idée se traduit par la promotion d'une approche mixte, planifiée et corporatiste. En conséquence, les gouvernements conservateurs des années 1950 ne remettent pas en cause les mécanismes économiques et l'État-providence mis en place par le gouvernement travailliste Attlee. L'État-providence grossit durant la période quel que soit le gouvernement en place et le 13 février 1954, *The Economist* résume le nouveau consensus avec l'invention du terme « Butskellism », alors que les deux partis convergent vers le centre. Durant les années 1970, le consensus se fissure. Les plus radicaux à gauche quittent le parti travailliste alors que les conservateurs élisent un nouveau dirigeant en 1975 : Margaret Thatcher, qui attaque le consensus des « wets », des partisans du conservatisme façon *One Nation*, et son prédécesseur Heath. Ces derniers sont accusés d'être en faveur de la modération et d'un abandon des principes conservateurs. En 1979, le consensus est bel et bien mort.

1 B. Harrison, « The Rise, Fall and Rise of Political Consensus in Britain since 1940 », in *History*, Volume 84, Number 274, April 1999, pp. 301-324.

Brian Harrison critique cependant cette interprétation orthodoxe du consensus de l'après-guerre et avance cinq contre-exemples afin de remettre en cause le caractère exceptionnel de la période. Premièrement, la période couverte est trop étroite et l'idée de consensus est applicable à l'entre-deux-guerre. Deuxièmement, en dépit du style de Margaret Thatcher, il est possible de constater que certains éléments du consensus sont prolongés après 1979. Troisièmement, les sujets retenus pour l'analyse de la période sont plus consensuels que les autres, comme la décolonisation ou l'immigration. Quatrièmement, les historiens ont montré peu d'intérêt pour les mécanismes institutionnels à l'origine de ce consensus (le système parlementaire ou le *civil service* par exemple). Enfin, Harrison reproche aux historiens du « consensus » d'avoir écrit de façon trop rapprochée des événements et d'avoir fait une lecture trop sympathique d'une période qu'ils jugeaient globalement très positive.¹ Harrison propose donc d'affiner la lecture de la période, en prenant en compte les divergences sur certains sujets et les divisions internes aux partis. Harrison conclut son article par des considérations sur la situation politique des années 1980-1990. Il estime ainsi que le parti conservateur serait rentré au port avec Thatcher, qui aurait mis fin au compromis avec la gauche et remis au goût du jour le conservatisme institutionnel et l'individualisme économique. L'arrivée de Tony Blair à la tête des travaillistes aurait consacré un nouveau consensus autour du libéralisme économique tout comme au dix-neuvième siècle.²

La nouvelle analyse proposée par Brian Harrison a le mérite de complexifier une lecture parfois trop simpliste de la période. Toutefois, sa lecture a un goût de téléologie puisque ses critiques préparent la route directe vers la révolution Thatcher. Son intérêt pour Keith Joseph explique sûrement en partie ce biais. Enfin, il est possible de contester l'idée selon laquelle le conservatisme rentrerait au port avec Thatcher. Ce serait nier l'opposition interne à Thatcher, qui la décrit comme déviante par rapport aux canons du conservatisme, et oublier que le conservatisme est traversé par des courants pluriels, entre collectivisme et individualisme. Harrison résume toutefois bien les enjeux interprétatifs de la période et offre un bon récit critique de la période, utile afin d'étudier la figure de Disraeli.

L'hypothèse de départ la plus évidente consisterait en effet à faire de Disraeli le champion des conservateurs consensuels et par extension une référence appréciée des travaillistes qui se posent comme des hommes de gouvernement. Cependant, comme pour les deux périodes précédentes, les choses sont bien-sûr un peu plus complexes, bien que le

1 Ibid, pp. 316-317.

2 Ibid, pp. 323-324.

diagnostic initial soit en grande partie correct. Globalement, il convient de s'interroger sur la figure de Disraeli au sein de sa propre histoire : après s'être transformé en un pourvoyeur de principes, Disraeli deviendrait-il le symbole d'une tradition conservatrice paternaliste, dont Macmillan serait le principal champion pour la période, tout comme Baldwin fut celui de l'entre-deux-guerres ? Qui sont les hommes politiques qui s'approprient la figure disraélienne ? En quoi contribuent-ils à créer une orthodoxie autour du personnage, dont l'adoption supra-partisane serait à la fois le témoignage de la nationalisation de Disraeli et du consensus qui règne alors ? Afin de comprendre l'évolution de la figure de Disraeli à cette période, une galerie de portraits d'hommes politiques à la fois conservateurs (Macmillan, Butler et Powell) et travaillistes (Wilson, Foot, Edleman) sera présentée, puis Disraeli sera étudié au sein de thèmes importants à la période (affaires sociales et étrangères). Enfin, la « révolution » de 1975 et ses répercussions sur la postérité de Disraeli sera brièvement envisagée grâce à une analyse des rapports entre Disraeli, Heath et Thatcher.

Portraits de famille

Du côté des conservateurs

Harold Macmillan, le disraélien

Harold Macmillan (1894-1986) est incontestablement le premier champion de Disraeli de l'après-guerre, ainsi que le plus influent et sûrement le plus sincère. Les liens qui unissent Macmillan à Disraeli ne datent pas de sa prise de fonction comme Premier ministre ou comme député conservateur, mais de ses années d'université à Bailliol College, Oxford. Ses deux principaux biographes s'accordent sur cette admiration précoce pour Disraeli :

Disraeli was always his political hero.¹

Faisant le point sur ses fréquentations politiques variées durant ses années à Oxford, Alistair Horne, auteur de sa biographie officielle, remarque :

But Disraeli had already begun to exert a profound influence on him.²

Macmillan se plonge à la fois dans la vie de Disraeli, à travers la biographie de Monypenny et Buckle,³ et dans son œuvre romanesque (la trilogie politique des années 1840), en particulier

1 N. Fisher, *Harold Macmillan*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1982, p. 6. « Disraeli a toujours été son héros politique. »

2 A. Horne, *Macmillan 1894-1956*, Macmillan, Londres, 1988, p. 22. « Mais Disraeli avait déjà commencé à exercer une profonde influence sur lui. »

3 N. Fisher, *Harold Macmillan*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1982, p. 6.

lors de sa période de convalescence durant la Première Guerre mondiale.¹ Macmillan copie même le comportement vestimentaire de Disraeli pendant un certain temps,² alors que son admiration initiale pour Baldwin, repose sur ses espoirs de voir ce dernier reprendre le flambeau disraélien dans ses efforts d'union des deux nations.³ Alors qu'il est actif en Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale, il se replonge dans *Sybil* et réfléchissant au sort de la Grande-Bretagne après la guerre, il trouve espoir dans le fait que :

the young men in the Tory Party now read his [Disraeli's] novels and study his life with the same enthusiasm as we did thirty years ago...⁴

Dès les années 1920, où il fait ses premiers pas de député, il invoque Disraeli ou use de ses formules afin de promouvoir des actions dans le domaine social. Lorsqu'il s'exprime sur les limites du libéralisme économique, il dénonce ce système avec les mots de Disraeli (« *frigid theories of a generalising age* »),⁵ ou cite directement des personnages de ses romans afin de fustiger certains parlementaires (« *His arguments remind one of a character described in a novel of Disraeli's as a very charming and cultivated man who had only one idea, and that was wrong.* »).⁶ Il en vient même à retourner la formule de Disraeli concernant le protectionnisme, déclarant le 4 mai 1932 : « *Free Trade is now dead and damned.* »⁷ Lorsqu'il se montre déçu par Stanley Baldwin, c'est encore Disraeli qui vient à son secours :

Some years ago he used to tell us about Disraeli, the author of "Coningsby," and the great traditions of Tory democracy. He has not kept every one of them.⁸

Et continuant dans la veine disraélienne, il compare Baldwin à un personnage du romancier victorien, Sir William Gilbert, qui conduisait son régiment depuis l'arrière. Plus généralement, Macmillan démontre tout au long de sa carrière parlementaire sa connaissance de l'œuvre de Disraeli à travers l'usage de citations.⁹ Il n'hésite pas à les adapter comme le 27 novembre

1 Alistair Horne, *Macmillan 1894-1956*, Macmillan, Londres, 1988, p. 48.

2 Ibid, p. 67.

3 Ibid, p. 75.

4 Ibid, p. 213. « Les jeunes gens du parti Tory lisent aujourd'hui ses romans et étudient sa vie avec le même enthousiasme que nous il y a trente ans... »

5 *Hansard*, cxci. 1551, 26 mars 1926. « des théories frigides d'une époque de généralisateurs »

6 *Hansard*, ccxxv. 841, 18 février 1929. « Ses arguments me font penser à ceux d'un personnage décrit dans un roman de Disraeli comme très charmant et cultivé, et qui n'avait qu'une seule idée, qui était mauvaise. »

7 *Hansard*, cclxv. 1157, 4 mai 1932. « Le libre échange est maintenant mort et enterré. »

8 *Hansard*, cccxvii. 1663, 17 novembre 1936. « Il y a plusieurs années, il avait l'habitude de nous parler de Disraeli, l'auteur de *Coningsby*, et des grandes traditions de la démocratie Tory. Il n'en a conservé aucune. »

9 *Hansard*, cdxxiii. 136-137, 20 mai 1946 : à propos de l'impopularité des détenteurs du pouvoir au Royaume-Uni et de la possible montée en puissance des entreprises nationalisées comme l'un des principaux acteurs nationaux.

Hansard, cdlxvii. 2200, 25 juillet 1949 : il reprend exactement la même citation que le 18 février 1929.

Hansard, dlxxviii. 2043, 17 avril 1957 : sur une anecdote (Disraeli aurait conseillé à l'un de ses ministres de faire un discours obscur sur un sujet compliqué).

Hansard, dcxxiii. 753, 12 mai 1960 : sur un sommet Grande-Bretagne, États-Unis et Russie, au sujet de l'armement nucléaire : « *I think that it was Mr. Disraeli who once said that the most successful conferences*

1952 lors d'un débat sur l'industrie métallurgique où il se montre en faveur d'une intervention du gouvernement :

Disraeli said of Free Trade that it was not a principle, it was an expedient. That is really our view about the position of Government in industry: it is not a principle, it is an expedient.¹

Les mémoires de Macmillan, publiées en six volumes, s'étendent davantage sur l'influence de Disraeli sur le précédent. Dans la narration de sa carrière politique, Macmillan multiplie les références et les parallèles avec Disraeli, tout comme son biographe officiel, Alistair Horne. C'est dans *Tides of Fortune*, qui couvre la période allant de 1945 à 1955, que Macmillan est le plus prolixe sur son héros et où il livre sa version de la renaissance conservatrice sous Disraeli. Débutant son récit en 1945 alors que Churchill et les conservateurs gagnent les rangs de l'opposition, il ne manque pas de comparer cette situation au gâchis que furent les quelques vingt années d'opposition de Disraeli :

Indeed, it is tragedy that the only man of genius among the politicians of his century should not have reached real power until he was too old either to enjoy it or to use it to the full.²

Dans un chapitre intitulé « *The Conservative Revival* », Macmillan revient sur l'impact de Disraeli sur le parti conservateur. Il souligne tout d'abord les changements initiés par Sir Robert Peel, qui auraient permis de remodeler l'image du parti, abandonnant la réaction afin d'embrasser en partie les intérêts d'une nouvelle classe commerciale montante dont il était lui-même issu. Macmillan considère toutefois que Peel est aussi à l'origine de la destruction de cet instrument très efficace à cause de son retournement dans l'affaire des *Corn Laws*. Ce volte-face aurait créé une crise aussi grave – pour les conservateurs – que celle qui suivit la mort de la reine Anne en 1714. En conséquence, le parti connut l'humiliation de l'opposition ou des gouvernements minoritaires éphémères jusqu'en 1874, année du grand triomphe de Disraeli :

After 1874 began the alternation of organised parties with outstanding leaders fighting spectacular duels, and presiding over political machines of steadily increasing efficiency outside Parliament.³

were those that began in a "healthy state of mutual suspicion." »

- 1 *Hansard*, dviii. 744, 27 novembre 1952. « Disraeli a dit du libre échange que ce n'était pas un principe, mais un expédient. C'est aussi notre position concernant le rôle du gouvernement dans l'industrie : ce n'est pas un principe, c'est un expédient. »
- 2 H. Macmillan, *Tides of Fortune, 1945-1955*, Macmillan, Londres, 1969, p. 39. « En effet, c'est une tragédie que le seul homme de génie parmi les hommes politiques de son siècle n'ait pu atteindre le pouvoir que lorsqu'il était trop vieux à la fois pour l'apprécier et pour en faire plein usage. »
- 3 *Ibid*, p. 281. « Après 1874 commença l'alternance entre des partis organisés avec des dirigeants d'exception luttant lors de duels spectaculaires, et présidant des machines politiques à l'efficacité grandissante en dehors du Parlement. »

Macmillan estime qu'à différentes périodes de l'histoire du parti, des dirigeants ont su inspirer son renouvellement, comme :

Disraeli, with a more disciplined genius than Bolingbroke's and with the imagination that Peel altogether lacked, restored and re-educated his party. Lord Randolph Churchill, in a dramatic interlude, short and tragically curtailed, made a similar contribution in imitation of the great master.¹

Pour Macmillan, le conservatisme n'est pas un temple dédié à la préservation de doctrines obsolètes, ce qui aurait conduit certains à reprocher à ce courant son trop grand pragmatisme, voire son opportunisme.

Dans la continuité de ses déclarations, Macmillan se penche sur les principes légués par Disraeli lors de son célèbre discours de Crystal Palace en 1872 : le maintien des institutions, la préservation de l'Empire et l'amélioration des conditions de vie du peuple. S'il reconnaît que ces principes étaient admirables sur un plan général, et en particulier le dernier point par rapport au contexte de l'époque, « *they were really insufficient for the situation more than seventy years later.* »² Pour Macmillan, après la défaite de 1945, le parti se devait de se réconcilier avec l'idée d'une économie mixte et d'une synthèse entre libre entreprise et collectivisme : « *In other words, publicly and privately, I continued to promote the theme of The Middle Way.* »³ Avec cette déclaration, Macmillan complète la généalogie conservatrice en matière de pensée socio-économique : de Disraeli à Macmillan, en passant par Lord Randolph Churchill (et Joseph Chamberlain). Macmillan est conscient du besoin d'actualisation de la doctrine conservatrice et le déclare dès son investiture comme nouveau dirigeant du parti conservateur le 22 janvier 1957, citation de Disraeli à l'appui :

we must be conservative to conserve all that is good and radical to uproot all that is bad. So it is that we have never been, and I trust that while I am your leader, we never will be, a Party of any class or sectional interest.⁴

La ré-actualisation de la pensée conservatrice est inscrite par Macmillan dans la continuité de la philosophie disraélienne. Les principes de Disraeli ne sont peut-être plus valables pour son époque, mais sa pratique politique – lorsque le changement est inéluctable il doit être entrepris

1 Ibid, p. 283. « Disraeli, avec un génie plus discipliné que Bolingbroke et avec une imagination dont Peel manquait, restaura et rééduqua son parti. Lord Randolph Churchill, dans une parenthèse dramatique, courte et tragiquement raccourcie, eut une contribution semblable imitant celle du grand maître. »

2 Ibid, p. 300. « Ils étaient vraiment insuffisants pour la situation telle qu'elle se présentait soixante-dix ans après. »

3 Ibid. « Pour le dire autrement, à la fois en public et en privé, je continuais à promouvoir le thème de *The Middle Way*. »

4 A. Horne, *Macmillan 1957-1986*, Macmillan, Londres, 1989, p. 17. « Nous devons être conservateurs dans la conservation de tout ce qui est bon et radicaux afin de déraciner tout ce qui est mauvais. C'est pourquoi nous n'avons jamais été, et tant que je serai votre dirigeant, nous ne serons jamais, le Parti d'une classe ou d'un intérêt sectionnel. »

– et ses principales idées – le bien-être du peuple – restent des sources d'inspiration pour le parti conservateur. Disraeli devient alors progressivement le symbole d'une tradition conservatrice qui en vient à prôner par exemple une intervention de l'État dans l'économie. Comme le concède Macmillan, lors de ses démêlés avec l'arrière-petit-fils du troisième Marquis de Salisbury, Disraeli n'a jamais été un Tory orthodoxe, tout comme lui.¹ Enfin, pour E. H. H. Green, Macmillan aurait ainsi éduqué son parti à plus de dirigisme dans l'économie,² ce qui n'est pas sans parallèle avec l'action de Disraeli concernant la démocratie et son parti.

Finalement, sur un plan plus personnel, c'est tout au long de sa vie que Macmillan – bien que très différent sur un certain nombre de points – fait référence à Disraeli. De son passage au ministère du logement, qui lui permet de prolonger les avancées du *Artisans' Dwelling Act* de 1875,³ à ses relations avec la reine Elisabeth II, avec qui, son biographe suggère, il souhaite reproduire la relation Victoria-Disraeli,⁴ jusqu'à sa retraite où il fait figurer son fidèle collaborateur, John Wyndham (1920-1972), sur la liste des honneurs.⁵ Macmillan compare lui-même ce geste, dans la notice qu'il rédige lui-même pour le *Dictionary of National Biography* à celui de Disraeli faisant de son directeur de cabinet, Montagu Corry, un Lord :

Yet he [John Wyndham] was very discreet and very devoted to the interests of what he used to call his 'master'. Perhaps the only similar case was that of Montagu Corry (later Lord Rowton) [q.v.] . Both served prime ministers with complete devotion; both were young, charming, and commanded not merely the affection but the respect of their chiefs. Both were recommended for peerages on their masters' resignation, the first by Lord Beaconsfield, the second by Harold Macmillan.⁶

Il est toutefois décevant de ne pas trouver de passages écrits de la main de Macmillan sur Suez ou sur la décolonisation, qui soient en rapport avec Disraeli. Ce silence s'explique peut-être par le sentiment de trahison éprouvé par Macmillan envers l'œuvre impériale disraélienne. Toutefois, une autre interprétation est possible : fidèles à ses déclarations, à son respect pour la tradition disraélienne et au pragmatisme de ce dernier, Macmillan aurait réalisé

1 Ibid, p. 37.

2 E. H. H. Green, *Ideologies of Conservatism*, OUP, Oxford, 2001, p. 182.

3 *Hansard*, dxx. 176, 4 novembre 1953.

4 A. Horne, *Macmillan 1957-1986*, Macmillan, Londres, 1989, p. 168.

5 Ibid, p. 571.

6 H. Macmillan, « Wyndham, John Edward Reginald, first Baron Egremont and sixth Baron Leconfield (1920–1972), civil servant and author », *Oxford Dictionary of National Biography*, 1986. « Mais il était très discret et très dévoué aux intérêts de celui qu'il avait l'habitude d'appeler son « maître ». Le seul cas semblable était peut-être celui de Montagu Corry (plus tard Lord Rowton). Tous les deux servirent des premiers ministres avec une complète dévotion; tous les deux étaient jeunes, charmants et inspiraient non seulement l'affection mais aussi le respect de la part de leurs chefs. Tous les deux furent recommandés pour devenir pairs lors de la démission de leurs maîtres, le premier par Lord Beaconsfield, le second par Harold Macmillan. »

que la décolonisation était inéluctable tout comme la perte du canal de Suez (dans ce cas, un peu à contre-temps). Le discours sur le « vent du changement » n'est que la reconnaissance d'un mouvement qu'il n'est plus possible d'arrêter, tout comme le procès démocratique au dix-neuvième siècle. Toutefois, le combat de Macmillan pour le statut de la Grande-Bretagne dans le monde s'inscrit en ligne droite avec les manœuvres de Disraeli visant à redonner du pouvoir à celle-ci sur la scène internationale, l'Empire étant aussi à l'époque – pour Disraeli du moins – plus un moyen qu'une fin. En ce sens, Macmillan est plus que fidèle à la philosophie politique disraélienne.

En conclusion, Macmillan trouve en Disraeli à la fois un héros et un inspirateur, dont il a le désir d'imiter le style politique, et duquel il réactualise et adapte la pensée politique, faisant passer ce dernier de l'énonciation des principes conservateurs à l'incarnation d'une tradition conservatrice. Si Disraeli avait été redécouvert par Baldwin durant l'entre-deux-guerre, il connaît son âge d'or après-guerre grâce à Harold Macmillan.

R. A. Butler : l'incarnation du conservatisme *One Nation*

Toutefois, après-guerre, c'est R. A. Butler (1902-1982), plusieurs fois ministres et un temps président du parti conservateur, qui fonde et qui incarne le conservatisme *One Nation*,¹ comme le confirme Edward Heath dans ses mémoires.² Son *Industrial Charter* (1947) est le manifeste du renouveau du parti conservateur (les idées qu'il expose ne sont d'ailleurs guère éloignées de celles du Macmillan de *The Middle Way*). Butler participe de l'acceptation de l'État-providence et l'objectif de plein-emploi au sein du parti conservateur, bien qu'il soit personnellement battu en 1963 dans sa course à la succession de Macmillan (faisant dire à Sir Ian Gilmour que cet échec marque la fin du conservatisme *One Nation* pour le vingtième siècle, ce mouvement étant achevé définitivement par Margaret Thatcher).

Butler connaît certes bien son Disraeli, dont il use de certaines de ses formules aux Communes,³ ou dont il vante les réalisations législatives dans le domaine social.⁴ Butler, tout comme Macmillan, inscrit donc son action en faveur d'un conservatisme doté d'une conscience sociale dans la lignée de Disraeli. Toutefois, les mémoires de R. A. Butler, *The art*

1 I. Gilmour, « Butler, Richard Austen [Rab], Baron Butler of Saffron Walden (1902–1982) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne. Le terme de *One Nation* étant bien-sûr une réponse aux deux nations de Disraeli.

2 E. Heath, *The Course of My Life: My Autobiography*, Hodder and Stoughton, Londres, 1998, pp. 128-129.

3 *Hansard*, ccxxxiv. 413, 23 janvier 1930 : citation de Disraeli sur l'industrie sucrière ; *Hansard*, cdxlv. 1023, 10 décembre 1947 : comparaison de la description de Metternich par Disraeli avec un parlementaire ; *Hansard*, cdxcv. 53, 29 janvier 1952 : citation de Disraeli sur l'éducation.

4 *Hansard*, cd. 461-462, 13 février 1946 : à propos de sa législation sur les syndicats ; *Hansard*, dlxxii. 46-47, 25 juin 1957 : sur l'œuvre législative sociale de Disraeli.

of the possible: the memoirs of Lord Butler, éclairent l'historien sur les appréciations qu'il porte sur Disraeli. Butler ne dénie pas l'influence de Disraeli sur son engagement social de l'après-guerre :

I had derived from Bolingbroke an assurance that the majesty of the State might be used in the interests of the many, from Burke a belief in seeking patterns of improvement by balancing diverse interests, and from Disraeli an insistence that the two nations must become one. If my brand of Conservatism was unorthodox, I was committing heresy in remarkably good company.¹

Butler reprend au passage l'idée de Macmillan selon laquelle leur conservatisme n'était pas orthodoxe. Leur domination de la scène politique conservatrice a cependant contribué à faire de cette branche du conservatisme le canon de la période. Il convient enfin de noter que R. A. Butler est l'auteur d'une introduction pour une édition de poche du roman *Sybil*.²

Butler émet toutefois à plusieurs reprises des réserves sur la personnalité de Disraeli, comme lors d'un essai sur Aneurin Bevan et l'art oratoire :

I have always felt that Disraeli, despite all his brilliance, was not as profound as some, his verbal dexterity sometimes masked superficial thinking, and therefore, although I give him very high place, I would not put him above Aneurin.³

Ces doutes s'expliquent en partie par la brève carrière d'historien de Butler, qui lors de sa dernière année de licence à Cambridge choisit d'étudier les quatre années du mandat de Sir Robert Peel. Dans ses mémoires, il ne cache pas que ses sympathies vont en direction de Peel et non de son célèbre opposant.⁴ Cette préférence est toutefois plus discrète aux Communes et Butler a plus souvent recours au tombeur de Peel qu'à sa victime. Le 4 mars 1930, alors que la Chambre s'agite sur la question du protectionnisme, il en appelle ainsi à la prédiction de Sir Robert Peel, qui estimait que le libre-échange serait un jour abandonné, afin de remettre en cause le *status quo* sur les tarifications douanières.⁵ Enfin et de façon plus anecdotique, le 7 décembre 1949, il s'inquiète du lieu où sera transférée une statue du grand homme, révélant au passage son admiration pour ce dernier :

1 Lord Butler, *The Art of the Possible*, Hamish Hamilton, Londres, 1971, p. 134. « J'avais retiré de Bolingbroke l'assurance que la majesté de l'État pourrait être utilisée dans l'intérêt des plus nombreux, de Burke une croyance dans la recherche d'améliorations à travers l'équilibre d'intérêts différents, et de Disraeli une insistance sur le fait que les deux nations doivent devenir une. Si ma version du conservatisme était hétérodoxe, j'étais hérétique en remarquable bonne compagnie. »

2 R. A. Butler (Introduction), in B. Disraeli, *Sybil, or, the Two Nations*, Penguins Books, Londres, 1980.

3 Lord Butler, *The Art of Memory: Friends in perspective*, Hodder and Stoughton, Londres, 1982, p. 82. « J'ai toujours eu le sentiment que Disraeli, en dépit de son brio, n'était pas aussi profond que cela, que son habileté verbale voilaient parfois un raisonnement superficiel, et donc, bien que je le place très haut, je ne le mettrai pas au-dessus d'Aneurin. »

4 Lord Butler, *The Art of the Possible*, Hamish Hamilton, Londres, 1971, p. 17.

5 *Hansard*, ccxxxvi. 311, 4 mars 1930.

I have a particular passion for Sir Robert Peel and I should like to know whereabouts I shall find him in the future.¹

R. A. Butler, bien qu'indéniablement influencé par Disraeli, se révèle moins disraélien que ses engagements, ses réalisations et son association avec le terme *One Nation*, le laissent à croire.² R. A. Butler serait-il à Harold Macmillan, ce que Neville Chamberlain fut à Baldwin ? Un grand législateur avançant sur la question sociale grâce aux jalons rhétoriques disraéliens posés par son patron ? L'inscription du terme disraélien de *One Nation* dans le vocabulaire politique de l'époque est toutefois indéniablement liée à l'action de Butler.

Enoch Powell : un conservateur individualiste disraélien

À première vue, Enoch Powell (1912-1998), l'enfant terrible du conservatisme de l'après-guerre ne rentre pas dans le moule disraélien. Ses écrits, regroupés par exemple dans *A Nation Not Afraid: The Thinking of Enoch Powell* (1965), quelques années après sa démission du gouvernement Macmillan sur des questions de politique économique, attaquent d'ailleurs l'héritage légué par Disraeli. Powell exprime ainsi son désir de privatiser la poste et les télécommunications, malheureusement nationalisés par le gouvernement Disraeli.³ Dans un autre passage, il dénonce le soutien inconditionnel des conservateurs pour les syndicats, qui remonte aux années 1870 et au gouvernement Disraeli.⁴ Enfin, il dénie à Disraeli l'invention du mythe de l'Empire, qu'il attribue à Joseph Chamberlain, pour lequel il semble nourrir une certaine admiration. Il rappelle au passage la description des colonies par Disraeli en 1852 : « *millstone round our necks* ». ⁵ Cette préférence est aussi exprimée à travers son refus d'écrire à la demande d'un éditeur un essai biographique sur Disraeli. Powell juge Disraeli ennuyeux et offre en échange d'écrire sur Joseph Chamberlain.⁶ Plus généralement, sur les questions de politique économique, Powell croit fortement aux forces du libre marché et affiche son individualisme, contrairement au collectivisme – certes mesuré – de Disraeli.

Enoch Powell fait pourtant parti de l'aventure *One Nation*, dont il l'est des membres fondateurs. Sa participation à ce groupe à la dénomination disraélienne révèle bien l'ambiguïté de Powell concernant Disraeli et du groupe en lui-même. Comme le rappelle E. H. H. Green,

1 *Hansard*, cdlxx. 1905, 7 décembre 1949. « Je nourris une passion particulière pour Sir Robert Peel et j'aimerais savoir où le trouver à l'avenir. »

2 Michael Foot le confirme d'ailleurs en 1982 lors de l'hommage qu'il rend à ce dernier au Parlement : « *Contrary to any supposition that there might be, Lord Butler was not an admirer of Disraeli.* », *Hansard*, xix. 846-847, 10 mars 1982.

3 J. Wood (éd.), Enoch Powell, *A nation not afraid : the thinking of Enoch Powell*, Batsford, Londres, 1965, p. 80.

4 *Ibid*, p. 120.

5 *Ibid*, pp. 138-140.

6 P. Cosgrave, *The Lives of Enoch Powell*, The Bodley Head, Londres, 1989, pp. 473-474.

l'un des objectifs de ce groupe est de ramener la pensée libérale – au sens économique – au centre de la réflexion socio-économique.¹ En fin de compte, il produit à la fois des paternalistes, comme Edward Heath, et des libéraux, au rang desquels Enoch Powell. Andrew Roth, l'un des biographes contemporains de Powell, note ainsi que ce dernier était enchanté de rejoindre *One Nation* lorsqu'il fut invité, puisqu'il était un grand admirateur de Disraeli, qu'il respectait pour son dédain envers les aristocrates Whig et pour sa croyance en la monarchie comme protectrice de la multitude.²

Les points communs entre les deux personnages ne s'arrêtent pas là. Tous les deux ont tout d'abord des tempéraments de rebelle et n'ont pas hésité à aller contre les désirs de leur hiérarchie – avec des résultats différents. Powell reconnaît ainsi l'apport de Disraeli pour la pensée conservatrice – qu'il place d'ailleurs comme un égal de Burke : « *Of all our Prime Ministers, Disraeli is unique in having founded a political faith.* »³ Bien que peu reconnu de son vivant et prompt à créer des antagonismes, il a inspiré et donné des principes solides à des générations d'hommes politiques grâce à son œuvre romanesque. Sa principale contribution serait liée avec son identité. De part sa judéité et sa réflexion sur la race, Disraeli aurait su enseigner aux Anglais l'importance de la nation⁴ :

Disraeli by observation of the present and study of the past had grasped the underlying nature of the British nation. He knew its lineaments which, like those of a human face, remain recognisable despite the vicissitudes of time and events.⁵

Disraeli aurait su tirer ces enseignements en se fondant sur sa théorisation de la nation juive – qu'il exprime toutefois en termes de race – et aurait compris qu'une nation ne pouvait fonctionner qu'avec un certain degré d'homogénéité dans sa population.⁶ Dans un article publié dans le *Sunday Times*, Powell pousse son admiration jusqu'à se mettre en scène dialoguant avec « Dizzy », auquel il fait dire :

« Above all I made a romance of the nation itself. That was what it wanted. That is what a nation does want from its politicians, who after all are its priests, its hierophants, its witch-doctors. I gave it them; and they have rewarded me by remembering me. »⁷

1 E. H. H. Green, *Ideologies of Conservatism*, OUP, Oxford, 2001, p. 222.

2 Andrew Roth, *Enoch Poweel Tory Tribune*, Macdonald, Londres, 1970, p. 70.

3 Rex Collings (selected by), *Reflections of a statesman : the writings and speeches of Enoch Powell*, Bellew, Londres, 1991, p. 285. « De tous nos premiers ministres, Disraeli est le seul à avoir fondé une croyance politique. »

4 Ibid, p. 289.

5 Ibid, p. 286.

6 Ibid, p. 290. « Disraeli en observant le présent et en étudiant le passé a saisi la nature profonde de la nation britannique. Il connaissait ses traits qui, comme ceux d'un visage humain, restent reconnaissable en dépit des vicissitudes du temps et des événements. »

7 Ibid, p. 295. « Avant tout j'ai fait de la nation une romance. C'était ce qui manquait. C'est ce qu'une nation veut de ses hommes politiques, qui après tout sont ses prêtres, ses hiérophantes, ses sorciers. Je leur ai

Pour Powell, Disraeli est un bon homme politique, puisqu'il est capable d'imaginer la nation. Il permet aussi à Powell d'appuyer sa réflexion personnelle sur les dangers de l'immigration pour la société britannique. Au passage, il est intéressant de remarquer que Powell fonde principalement son opinion de Disraeli sur ses romans.¹ Macmillan et Butler font aussi de même, ce qui tend à prouver que les écrits de Disraeli, d'abord ignorés ou tournés en ridicule par ses contemporains (comme Thackeray), sont désormais pris au sérieux par la classe politique. Cette prise au sérieux est aussi confirmée par les opinions de certaines figures travaillistes d'envergure.

Du côté des travaillistes

Les travaillistes de l'après-guerre semblent avoir de l'affection pour Disraeli, comme en témoignent trois des leurs : Harold Wilson, Michael Foot et Maurice Edelman. Outre qu'ils ont tous les trois occupé des fonctions importantes au niveau national et au sein du parti, ils ont aussi en commun d'avoir écrit directement sur Disraeli, lui consacrant un chapitre, un essai ou des romans. Le degré de sérieux varie certes, tout comme le degré d'acceptation, mais dans tous les cas, un respect pour l'homme que fut Disraeli est bel et bien présent.

Harold Wilson : d'un Premier ministre à l'autre

Harold Wilson (1916-1995), Premier ministre travailliste des années 1960-1970, rentre aussi dans la catégorie des hommes politiques consensuels de l'après-guerre. Comme la plupart d'entre eux, il n'est pas muet sur les rapports qu'il a pu entretenir avec la mémoire disraélienne. Les écrits qu'il a laissés sur le sujet révèlent une affection certaine pour le personnage. Toutefois, ce n'est pas en tant que Premier ministre qu'il s'exprime le plus sur le sujet, mais après sa démission lors d'une émission télévisuelle, dont un livre sera ensuite tiré : *A Prime Minister on Prime Ministers* (1977).²

Durant sa longue carrière parlementaire, Harold Wilson cite à plusieurs reprises Disraeli, bien qu'environ quatre fois moins que Clement Attlee pour prendre une référence plus « naturelle ». Son usage est toutefois limité à quelques citations dont la suivante qu'il attribue à Disraeli : « *expenditure depends on policy* », semble être l'un de ses mantras.³ C'est surtout à travers ses attaques contre le disraélien Macmillan que Wilson dévoile à la fois sa

donné ; et ils m'ont récompensé en se souvenant de moi. »

1 Ibid, pp. 287-293.

2 H. Wilson, *A Prime Minister on Prime Ministers*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1977.

3 Voir entre autres : *Hansard*, cdlvii. 1221, 5 novembre 1948 et *Hansard*, dcxxxii. 896, 19 décembre 1960. Les dépenses dépendent des politiques.

connaissance et son affection pour le personnage, comme le 3 novembre 1958, où il expose les dangers de la référence historique :

It is when he has just been attacking the social services that he most likes to quote Disraeli. I always thought that Disraeli was one of his heroes until he went to Hawarden this year and made a speech about Gladstone. The right hon. Gentleman is the only statesman of this century to claim, with characteristic modesty, to embody all that is best in both Disraeli and Gladstone. In fact, of course he is wrong. He has inherited the streak of charlatanry in Disraeli without his vision, and the self-righteousness of Gladstone without his dedication to principle.¹

Le 18 juillet 1961, il s'en prend encore à Macmillan, lui recommandant de lire la description de Lord Liverpool - « *someone with strong resemblances to him [Macmillan]* » - faite par Disraeli :

« The Arch-Mediocrity who presided, rather than ruled, over a Cabinet of Mediocrities ... not a statesman, a statemonger, Peremptory in little questions, the great ones he left open. »²

Son successeur, Edward Heath, qui a le malheur d'invoquer Disraeli lors de sa campagne électorale, est aussi rappelé à l'ordre par Wilson :

The right hon. Gentleman, who invoked Disraeli in his euphoric postelection pronouncements, is now set on a course to create two nations within Britain: two nations in social terms; two nations in regional terms.³

Roy Jenkins, ministre sous Wilson et accessoirement auteur de sa notice biographique, écrit que ce dernier était d'une certaine façon un parlementaire irresponsable, plus enclin à exploiter les failles de ses adversaires qu'à exposer de grandes vérités. Jenkins conclut ainsi que son audace et son style ne pouvaient être comparés qu'avec ceux de Disraeli.⁴

L'opinion de Wilson sur Disraeli a été rendue publique grâce à sa série d'émissions sur les Premiers ministres du passé.⁵ Toujours selon Roy Jenkins, Palmerston et Disraeli semblent

1 *Hansard*, dxciv. 628, 3 novembre 1958. « C'est lorsqu'il vient d'attaquer les services sociaux qu'il préfère citer Disraeli. J'ai toujours cru que Disraeli était l'un de ses héros jusqu'à qu'il se rende à Hawarden cette année et prononça un discours sur Gladstone. Le droit et hon. Gentleman est le seul homme d'État de son siècle qui revendique, avec une modestie caractéristique, incarner le meilleur de Disraeli et Gladstone. En fait, il a bien-sûr tort. Il a hérité de la propension au charlatanisme de Disraeli sans sa vision, et l'autosatisfaction de Gladstone sans son dévouement pour le principe. »

2 *Hansard*, dcxlv. 1180, 18 juillet 1961. « Une archi-médiocrité qui présidait, plutôt que dirigeait, un cabinet de médiocres... non pas un homme d'État, Péremptoire sur les questions de détails, il laissait les grandes ouvertes. »

3 *Hansard*, dcccv. 1296, 5 novembre 1970. « Le droit et hon. Gentleman, qui invoqua Disraeli dans ses déclarations euphoriques post-élections, s'engage maintenant dans une voie conduisant à créer deux nations en Grande-Bretagne : deux nations au niveau social; deux nations au niveau régional. »

4 R. Jenkins, « Wilson, (James) Harold, Baron Wilson of Rievaulx (1916–1995) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

5 La liste principale comprend dans l'ordre chronologique : Pitt le Jeune, Sir Robert Peel, Vicomte Palmerston, Benjamin Disraeli, William Ewart Gladstone, David Lloyd George, Stanley Baldwin, Ramsay MacDonald,

être les prédécesseurs préférés de Wilson dans ce programme. Le livre qui a été édité à la suite de celui-ci offre à l'historien une évaluation de Disraeli par Wilson.¹ Deux points méritent d'être retenus : Harold Wilson n'est pas aveugle sur la trajectoire du personnage et ses défauts, mais il n'en reste pas moins admiratif de son œuvre sociale. Sa perception de la carrière de Disraeli est très largement influencée par la biographie de l'historien Robert Blake. Pour Wilson, Disraeli a commencé comme un opportuniste sans principe et a rationalisé ses choix a posteriori. Wilson fustige ainsi Disraeli pour son cynisme dans l'affaire des *Corn Laws*. Toutefois, son évaluation du Disraeli, Premier ministre de 1874 à 1880, est beaucoup plus positive. Outre qu'il reconnaît son impact sur les affaires étrangères – défendant d'ailleurs sa conduite lors des atrocités bulgares qu'il impute à de mauvaises informations provenant du *Foreign Office*, il ajoute :

When Disraeli left Downing Street after the election defeat of 1880 he had the right to claim a greater advance in social legislation than that of any of his predecessors, almost more than all of them put together. It would not have been an unfitting Parliamentary epitaph for the author of *Sybil* and the great propagandist of the 'condition of Britain' question.²

Wilson conclut sur la modernité du personnage, la lisibilité de ses discours et sur son intégration réussie dans la société britannique de l'époque. Ce dernier point n'est pas sans rapport avec l'itinéraire personnel de Wilson, issu d'une famille de la petite classe moyenne, comme le rappelle Roy Jenkins (« *He had 'got to the top of the greasy pole' (Disraeli's phrase was peculiarly appropriate to him)* »). L'insistance de Wilson sur l'œuvre sociale de Disraeli, sans comparaison pour l'époque, ainsi que sur l'actualité de la pensée de Disraeli, font de ce dernier un précurseur des politiques sociales des années 1950-1960, tout comme l'admiration de Wilson contribue à l'imposer comme une figure au-dessus des partis.

Michael Foot : « *As Disraeli said* »

Michael Foot (1913-2010) est certainement une figure beaucoup moins consensuelle qu'Harold Wilson, avec qui il arrivera toutefois à travailler durant les années 1970 après une opposition interne lors de la décennie précédente. Issu d'une famille de libéraux, il est converti au socialisme lors de son passage à Oxford, ce qui ne l'empêche pas de travailler pour le magnat de la presse conservateur Lord Beaverbrook, à la fois comme rédacteur et comme

Neville Chamberlain, Winston Churchill, Clement Attlee et Harold Macmillan.

1 H. Wilson, *A Prime Minister on Prime Ministers*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1977, pp. 85-106.

2 Ibid, p. 101. « Lorsque Disraeli quitte Downing Street après la défaite électorale de 1880 il peut se targuer d'avoir réalisé de plus grandes avancées en terme de législation sociale que ses successeurs, presque plus que tous ces derniers réunis. Cela n'aurait pas été un épitaphe parlementaire inadapté pour l'auteur de *Sybil* et le grand propagandiste de la question de « l'état social de la Grande-Bretagne ».

auteur du célèbre *Guilty Men*. Cette trajectoire permet peut-être de comprendre l'ouverture de Foot à des références extérieures au panthéon travailliste. En effet, durant sa très longue carrière parlementaire, qui commence en 1945 pour finir dans les années 1990, Foot cite assez fréquemment Disraeli au point de détenir le record des invocations de Disraeli aux Communes, toutes périodes confondues. En plus de cet usage parlementaire intensif, il a consacré un essai complet (et sympathique) à Disraeli. Dans les deux formes d'expression, il convient de remarquer que Disraeli est à la fois invoqué à cause de l'admiration réelle de Foot pour Disraeli (« *the greatest Conservative statesman there has ever been* »)¹, mais aussi afin de contredire le parti conservateur avec ses « propres armes ».²

Au Parlement, Foot utilise un corpus de citations qu'il n'hésite pas à répéter d'année en année. Il en appelle aussi à la tradition sociale conservatrice, en particulier durant la période Thatcher. Enfin, il n'hésite pas à raconter des anecdotes liées à la carrière de Disraeli ou à faire référence à ses romans, dont il a une très bonne connaissance. Trois ou quatre citations disraéliennes reviennent le plus souvent dans la bouche de Michael Foot. La répartie : « *Like all weak Governments, they resort to strong measures* » lui permet de fustiger un grand nombre de gouvernements conservateurs et en particulier leur gestion des affaires parlementaires.³ Dans la même catégorie, Foot reprend l'antienne disraélienne « *A majority is always the best repartee* » lors de certains débats.⁴ En bon connaisseur de la carrière de Disraeli, il ne manque pas d'utiliser des phrases prononcées par ce dernier lors de sa période d'opposition à Sir Robert Peel afin de souligner le manque de principes du parti conservateur :

As I listened to his speech and other speeches by the Opposition, I could not help being reminded of the statement by Disraeli that the Conservative Party was the first association of public men who came together for an avowed end without enunciating a single principle.⁵

This motion clarifies what Disraeli said of the Conservative Party as a whole when he described it as an organised hypocrisy.⁶

1 *Hansard*, cdxix. 649-650, 23 avril 1952. « le plus grand homme d'État conservateur de l'Histoire »

2 Dans un pamphlet publié en 1949 (*Who are the Patriots?*), Michael Foot s'en prend aux conservateurs et dédie le livret à Benjamin Disraeli « *who wouldn't have stood for this Tory gang at any price* ». Le livre est par ailleurs parsemé de citations de *Coningsby*.

3 *Hansard*, cdxix. 649-650, 23 avril 1952 (contre le gouvernement Churchill) ; *Hansard*, dcxxxv. 964-965, 23 février 1961 (contre le gouvernement Macmillan) ; *Hansard*, dclxxx. 1117-1118, 9 juillet 1963 (idem) ; *Hansard*, dcccxliv. 941-942, 7 novembre 1972 (contre le gouvernement Heath). Comme tous les gouvernements faibles, ils ont recours à des mesures fortes.

4 *Hansard*, dxxxv. 1860, 15 décembre 1954 ; *Hansard*, dcccxlvi. 515, 19 octobre 1972. « La majorité est la meilleure des réparties. »

5 *Hansard*, cdvii. 786, 2 novembre 1948. « Alors que j'écoutais ce discours et les autres discours de l'Opposition, je ne pouvais m'empêcher de me souvenir d'une déclaration de Disraeli, à savoir que le Parti Conservateur était la première association d'hommes publiques qui s'assemblaient pour un but commun sans un seul principe. »

6 *Hansard*, cmxxxix. 588-589, 16 novembre 1977. « Cette motion clarifie ce que Disraeli a dit du Parti Conservateur dans son ensemble lorsqu'il le décrivit comme une hypocrisie organisée. »

Ces quelques citations sont toutefois très rhétoriques, alors que l'usage de la citation suivante est beaucoup plus intéressante, puisqu'elle permet à Foot se déclarer contre le consensus ambiant et la recherche à tout prix de l'électeur centriste :

The doctrine I believe in is the doctrine of Disraeli, who said: « Above all, maintain the line of demarcation between parties, for it is only by maintaining the independence of party that you can maintain the integrity of public men and the power, and the power and influence of Parliament itself ».¹

Il convient de remarquer que cette déclaration date de 1967 et vise donc le camp travailliste. Toutefois, il n'hésite pas à reprendre ce qu'il appelle « *the Disraeli doctrine* » à plusieurs reprises et contre des gouvernements différents, dénonçant *in fine* la culture du compromis qui semble s'être installée.² Outre cette phrase, il martèle l'idée selon laquelle « *England does not love coalitions* », qu'il attribue aussi à Disraeli.³ En fin de compte, Michael Foot témoigne encore une fois de la versatilité des usages possibles de Disraeli, qui peut à la fois symboliser le consensus de l'après-guerre et être utilisé par des hommes politiques comme Foot qui souhaitent baliser clairement les différences entre partis alors que les années 1970 sont marquées par des élections amenant des majorités instables comme en 1974. Michael Foot sera d'ailleurs fidèle à la doctrine Disraeli puisqu'il conduira le parti travailliste vers la défaite en 1983 avec un programme très à gauche et résolument différent de celui de Margaret Thatcher, décrit par Gerald Kaufman comme « *the longest suicide note on history* ».

Il s'oppose d'ailleurs à cette dernière en faisant l'éloge de l'œuvre sociale du gouvernement Disraeli, en particulier en ce qui concerne les syndicats mis à mal par Margaret Thatcher.⁴ Encore une fois, l'opposition de Disraeli à Sir Robert Peel lui permet d'attaquer le gouvernement Thatcher pour son libéralisme économique :

That was the comment made about a Conservative Party that, in past years, showed the same kind of rigid allegiance to the defeatist laissez faire policy adopted by the Prime Minister. That was the condemnation of Disraeli of one Conservative Government. It will also be the condemnation of this Government.⁵

Enfin, Michael Foot n'hésite pas à puiser dans les livres de Disraeli, ou dans des

1 *Hansard*, dccxlv. 683, 19 avril 1967. « La doctrine en laquelle je crois est celle de Disraeli, qui a dit : « Avant tout, maintenez la ligne de démarcation entre les partis, puisque c'est seulement à travers le maintien de l'indépendance du parti que vous pouvez maintenir l'intégrité des hommes publics et le pouvoir, et le pouvoir et l'influence du Parlement. »

2 *Hansard*, dccclxxx. 907, 5 novembre 1974 ; *Hansard*, cmxxiv. 1375, 25 janvier 1977 ; *Hansard*, cml. 109, 15 mai 1978 ; *Hansard*, cmlxiii. 385-386, 20 février 1979.

3 *Hansard*, dcccxxv. 205-206, 3 novembre 1971.

4 *Hansard*, cxvii. 52, 8 février 1988 ; *Hansard*, cxxxiv. 229-230, 24 mai 1988.

5 *Hansard*, vii. 326, 24 juin 1981. « C'était le commentaire à propos du Parti Conservateur, qui montra autrefois la même allégeance rigide à la politique défaitiste de laissez faire adoptée par le Premier Ministre. C'était la condamnation par Disraeli d'un gouvernement conservateur. Ce sera aussi la condamnation de ce gouvernement. »

anecdotes où il est impliqué, des sources d'illustration pour la vie parlementaire contemporaine. Le 23 mars 1964, il remet en scène deux des personnages les plus connus de Disraeli : « Mr. Taper » et « Mr. Tadpole » (qui incarnent des politiciens au sens péjoratif du terme et qui apparaissent entre autres dans *Coningsby*) afin de critiquer une manœuvre linguistique d'Edward Heath.¹ Il arrive aussi à Foot de citer Disraeli pour le plaisir littéraire, comme le 5 août 1976, où le nouveau leader de la majorité aux Communes qu'il est devenu lit un passage de *Lothair* afin de remercier les parlementaires présents lors de sessions estivales tardives.² Plus classiquement, il reprend la formule des « deux nations »,³ et certaines anecdotes bien connues de la carrière de Disraeli concernant son peu de compétences financières lors de son arrivée comme Chancelier de l'Échiquier.⁴

À titre de comparaison, Michael Foot ne cite presque jamais Gladstone lors de sa carrière, si ce n'est deux ou trois fois afin de fustiger le Parti Libéral sur des questions de réformes constitutionnelles.⁵ Foot utilise certes Disraeli afin d'ennuyer les conservateurs, mais il y a une croyance de Foot en certains principes disraéliens alors qu'il n'exprime pas une telle croyance (si elle existe) concernant Gladstone. L'attachement de Foot pour Disraeli trouve sa meilleure expression dans l'essai que le précédent a consacré à ce dernier dans un recueil de portraits : *Debts of Honour*.⁶

Cet essai-portrait a été écrit en réaction directe à la biographe de Lord Blake, datant de 1966, et en particulier à l'accusation de ce dernier portant sur le manque d'imagination de Disraeli.⁷ Dans sa réponse, Michael Foot concède que Disraeli a été un grand inventeur de mythes et que cela explique son rayonnement chez les conservateurs formés durant les années 1920-1930. Cette influence aurait été remise en cause par Sir Keith Joseph et Margaret Thatcher. Cependant, pour Michael Foot, c'est avant tout le livre de Lord Blake, qui suivant l'opinion de Lord Salisbury, aurait détruit l'aura disraéliennes. Faisant référence à Lord Salisbury, Michael Foot rappelle le manque de sympathie des conservateurs dont Disraeli fut la victime toute sa carrière durant (ce même manque de sympathie semble alimenter en retour la sympathie de Foot pour leur victime). Foot estime que Disraeli a offert une opportunité exceptionnelle à tous les historiens et aux amateurs de politique en général grâce à son

1 *Hansard*, dcxcii. 150, 23 mars 1964.

2 *Hansard*, cmxvi. 2234-2235, 5 août 1976.

3 *Hansard*, dccclxx. 702, 18 mars 1974.

4 *Hansard*, dcclv. 1142, 5 décembre 1967.

5 *Hansard*, dclxxvii. 84, 3 février 1969 ; *Hansard*, cmxxiv. 1373, 25 janvier 1977 (sur la représentation proportionnelle).

6 M. Foot, *Debts of Honour*, Davis-Poynter, Londres, 1980, pp. 42-76.

7 Foot fut d'ailleurs l'auteur de la critique du livre pour le *Standard*. Dans celle-ci, bien qu'il salue globalement le travail de Robert Blake, il lui reproche d'avoir minoré son attachement aux principes et à des causes radicales comme la réforme sociale et le droit des femmes.

immense œuvre littéraire. Toutefois, même dans ce domaine, Blake lui refuse les lettres de noblesse de l'esprit imaginaire. Foot entreprend donc dans cet essai de battre en brèche cette image. Pour Foot,

For Disraeli, they [the novels] offered an escape from the hypocrisies he detested, from Whig and Tory politics alike, from the Conservative Cause and all its squalid inadequacies, from Hatfield [la résidence des Cecil] and kindred horrors.¹

Foot dresse donc un portrait de Disraeli, qu'il présente comme un bon lettré – grâce à son père, fondamentalement radical, mais aussi comme « *the first comic genius who ever installed himself in Downing Street.* »² Il le considère aussi comme le seul homme politique ayant réalisé la portée du mouvement chartiste prouvant ainsi qu'il possédait un bon sens de l'Histoire, en témoigne sa trilogie de romans politiques. Comme un leitmotiv dans cet essai, Foot rappelle :

Disraeli was resolved to lead the Tories but he was not required to love them.³

He came to detest the society he had conquered, especially male society.⁴

Foot rappelle d'ailleurs les écrits féministes de Disraeli, contrairement à Gladstone. Il décrit Disraeli comme un pragmatique, mais ne manque pas d'évoquer son amitié avec le radical John Bright ou son entrevue à la fin de sa vie avec Hyndman. Michael Foot conclut sur l'idée qu'il faut chercher le vrai Disraeli dans ses romans : il se révèle alors doté d'un esprit profondément irréligieux, mais aussi d'une vive intelligence, d'un grand cœur et de qualités de visionnaire. Pour Foot, Disraeli est le « *good Tory* », qui :

he had left his shelf-ful of novels to befuddle the Conservative, or the Tory, mind for ever more.⁵

Il convient toutefois de remarquer avec Kenneth O. Morgan que Foot fait l'impasse sur le conservatisme institutionnel et l'impérialisme de Disraeli.⁶ L'attractivité exercée par Disraeli sur Michael Foot repose donc sur sa fine observation des conditions sociales de son époque, son brio, mais aussi et surtout sur sa dénonciation de l'hypocrisie conservatrice. Disraeli est en partie apprécié par Foot parce qu'il remet en cause son propre camp, fournissant à la gauche une arme appréciable afin de dénoncer les limites du conservatisme.

1 Ibid, p. 50. « Pour Disraeli, ils offraient un échappatoire à l'hypocrisie qu'il détestait, de la part de la politique Whig comme Tory, de la cause conservatrice et de toutes ses insuffisances sordides, d'Hatfield et des horreurs proches. »

2 Ibid, p. 54. « le premier génie comique installé à Downing Street. »

3 Ibid, p. 60. « Disraeli était résolu à conduire les Tories, mais il n'avait pas à les aimer. »

4 Ibid, p. 62. « Il en vint à détester la société qu'il avait conquise, en particulier la société masculine. »

5 Ibid, p. 76. « il a laissé son étagère pleine de romans afin de brouiller les esprits, conservateurs ou Tory, pour encore longtemps. »

6 K. O. Morgan, *Michael Foot A Life*, Harper Perennial, Londres, 2007, p. 371.

Toutefois, au-delà des bénéfiques politiques, il y a une réelle admiration de Michael Foot pour Disraeli, « *another of his unlikely heroes* », ¹ comme en témoigne le fait qu'il ait appelé son chien Dizzy...²

Maurice Edelman : la romance en partage

Bien que contemporain de Michael Foot, Maurice Edelman (1911-1975) ne joue pas dans la même catégorie que ce dernier. D'origine juive, sa famille fuit les pogroms et vient trouver refuge en Angleterre. Après un cursus universitaire à Cambridge, il travaille dans l'industrie durant les années 1930. Dans les années 1940, alors qu'il commence à s'engager politiquement du côté travailliste, il affiche son soutien à l'Union Soviétique. Francophile, il passe une partie de la guerre en Afrique Nord et le général de Gaulle devient son héros. En 1945, il est élu député pour Coventry. Il s'affirme comme un pro-européen, et alors qu'il semblait destiné à être ministre, il fait toute sa carrière comme simple député. Il s'illustre cependant dans le domaine des arts et de la littérature, écrivant un œuvre prolifique et diverse. Ses deux romans historiques sur Disraeli, pour lequel il éprouvait une affinité particulière, marquent le sommet de sa carrière littéraire et sont des succès commerciaux et critiques, les historiens reconnaissant dans ses romans une très bonne connaissance et compréhension du personnage. Il avait prévu un troisième volume, que la mort l'empêcha d'achever. En 1972, son admiration pour Disraeli le conduit à louer au *National Trust* une aile du Manoir d'Hughenden ! Edelman partage en effet trois attributs avec Disraeli : ils sont tous les deux hommes politiques – bien qu'Edelman soit de second rang, ce qui ne cessera de le frustrer – romanciers, et juifs.

Dans *Disraeli in Love*, Maurice Edelman dépeint principalement la vie personnelle et sentimentale de Disraeli, le mettant en scène dans son intimité.³ Le roman décrit toutefois la montée en puissance d'une prise de conscience de la part de Disraeli. Alors que dans les premiers chapitres, Disraeli semble uniquement préoccupé par son avenir (politique, financier et matrimonial en particulier) et insensible aux considérations sociales de son ami Bowler, une série d'événements lui fait progressivement réaliser qu'une partie de l'Angleterre souffre et nécessite l'attention de la classe politique. Dans le même temps, le dandy dépourvu de principe, à la recherche d'une riche héritière, est détourné de ses ambitions matrimoniales par la belle Henrietta Sykes, dont il devient l'amant.

1 Ibid, p. 189.

2 Le journaliste Steve Richards revient d'ailleurs dans sa nécrologie sur le rôle des héros pour Michael Foot, Disraeli faisant parti de ces derniers. S. Richards, « Michael Foot – a combination of idealism and pragmatism », *The Independent*, 4 mars 2010.

3 M. Edelman, *Disraeli in Love*, Book Club Associates, Londres, 1973.

Les événements évoqués par Edelman font la part belle aux « re-découvertes » de Robert Blake dans sa biographie de 1966 : sa liaison avec Henrietta, ses rapports avec le peu fréquentable Lord Lyndhurst, qui s'affirme comme son mentor, ses dettes et bien-sûr son manque de principe initial. Edelman joue aussi avec la connivence du lecteur, qui connaît la suite et la fin de l'histoire, en mettant dans la bouche de Disraeli des propos qu'il ne prononcera que bien plus tard. Au sein d'un roman qui se concentre avant tout sur l'histoire d'amour entre Disraeli et Henrietta, des épisodes bien connus des historiens sont présentés : ses échanges et son duel avorté avec Daniel O'Connell ou sa conversion progressive au conservatisme. Edelman restitue aussi l'antisémitisme de l'époque, souvent occulté par ses biographes.

Edelman invente aussi une scène où Disraeli assiste à un procès d'agitateurs-paysans, qui finit de le doter d'une conscience sociale bien développée :

« Their crime is poverty, » said Disraeli. « There is surely a flaw in a society that sentences men to death for being poor. »¹

Disraeli se rend même en prison afin de rendre visite au principal agitateur et plaide ensuite en sa faveur auprès de Sir Robert Peel. Edelman insiste aussi sur la judéité de Disraeli et consacre un chapitre à sa rencontre avec Lionel de Rothschild. Alors que Disraeli quitte Henrietta après avoir découvert qu'elle le trompait avec un peintre, le dernier chapitre se termine sur son premier discours, désastreux mais légendaire, aux Communes. La dernière page du roman annonce le prochain : Disraeli rencontre Mrs. Wyndham Lewis (sa future femme) dans la rue.

En effet, les premières pages de *Disraeli Rising*, second volet de la triologie, démarrent sur les exhortations du Comte d'Orsay, qui pousse Disraeli à se marier. Ce dernier jette son dévolu sur Mrs. Wyndham Lewis, veuve d'un de ses collègues au Parlement et de douze ans son aînée. Les tentatives de séduction de Disraeli et son succès final occupent le premier tiers du roman, qui se révèle moins axé sur les aspects sentimentaux de la vie de Disraeli. Le roman est à la fois plus historique et plus politique, tout comme les éléments de fiction sont plus limités. Deux sont toutefois notables : la tentative de chantage d'une ancienne maîtresse de Disraeli, Clarissa Edmond, qui met la main sur la lettre de Disraeli adressée à Sir Robert Peel, lui demandant un poste ministériel (cette lettre conduit à une altercation fameuse entre les deux hommes à la Chambre et à un mensonge de Disraeli, qui avait nié l'existence de celle-ci) ; et l'accentuation du judaïsme de Disraeli. Le premier élément est avant tout

¹ Ibid, p. 213. « Leur crime est la pauvreté, » dit Disraeli. « Il y a sûrement un dysfonctionnement dans une société qui condamne à mort des hommes parce qu'ils sont pauvres. »

fictionnel et répond à des logiques internes au roman. Le second est plus révélateur des projections de Maurice Edelman, qui judaïse son personnage. Deux exemples sont frappants. Lorsque Disraeli est amené à discuter de son possible mariage avec Mary Ann avec son père, il invoque, afin de justifier la différence d'âge, la sagesse des rabbins selon laquelle un homme se doit d'épouser la veuve de son frère.¹ Enfin, lorsqu'il apprend la mort de son père, il quitte une réunion de conservateurs pour se rendre à leur ancienne synagogue *Bevis Marks*, que son père (libre-penseur) avait d'ailleurs quitté se refusant à payer une amende, rompant ainsi avec le judaïsme. Dans cette même synagogue, Disraeli récite en hébreu la prière des morts en l'honneur de son père.²

Le roman se concentre sinon sur la constitution du groupe *Young England*, du moins sur la montée en puissance politique de Disraeli et son opposition à Sir Robert Peel sur la question des *Corn Laws*. Comme dans le volume précédent, Disraeli est une nouvelle fois appelé à constater de ses propres yeux l'état de l'Angleterre, cette fois-ci grâce à un vicaire chartiste, Mr. Inglefield. Edelman, grand francophile, consacre un chapitre entier aux pérégrinations de Disraeli à Paris et à sa rencontre avec le roi Louis-Philippe. La méfiance des cercles conservateurs à l'égard de Disraeli est aussi bien rendue, tout comme la description des débats parlementaires, qui provient sans doute de l'expérience personnelle d'Edelman. Ce dernier s'étend aussi sur le combat pour l'émancipation des Juifs auquel Disraeli participe au risque de s'aliéner un parti fraîchement conquis. Le roman se termine en 1851 alors que Disraeli est nommé Chancelier de l'Échiquier. Dans les derniers chapitres, il fait la connaissance de l'excentrique Mrs. Brydges Willyams, qui le choisit comme héritier – à condition que sa tombe repose auprès de la sienne – et lui permet ainsi d'éponger une partie de ses dettes et de mettre fin au chantage de la part de Mrs. Edmond, grâce à l'intervention de son notaire, Philip Rose. Enfin, fidèle en ce sens à la tradition disraélienne, Edelman ne manque pas de tourner en ridicule Gladstone, qui est dépeint en train d'évangéliser des prostituées dans un bordel et est finalement surpris par Smythe et Lennox, deux associés de Disraeli.

La mise en scène de Disraeli par Edelman n'est pas sans ironie. Le précédent n'avait pas hésité à représenter des grands hommes dans ses romans, de Shelley à Louis-Napoléon Bonaparte. Le Disraeli d'Edelman est à la fois comique et théâtral. Edelman traite sa vie privée sous un angle public. Après la lecture de ses deux romans, le lecteur repart avec l'impression que ces derniers auraient pu être écrits par Disraeli, dont Edelman reprend en partie le style. Disraeli est en effet un personnage tout droit sorti de l'imagination de Disraeli.

1 M. Edelman, *Disraeli Rising*, Fontana Books, Glasgow, 1978 [1975], p. 38.

2 Ibid, pp. 215-216.

Seul le romancier français Romain Gary, d'origine judéo-lituanienne, semble être en mesure de rivaliser avec l'invention disraélienne. Tous les deux ont eu un rapport complexe avec le judaïsme, ont eu une œuvre littéraire et une carrière politique ou diplomatique, et ont surtout été des maîtres dans la création de mythes et de légendes personnelles. Disraeli, comme Romain Gary plus tard, excelle dans l'auto-invention.¹ À la lecture des deux romans de Maurice Edelman, on se rend compte que l'intérêt de ce dernier porte pour Disraeli est plus personnel que politique.

Ce trait est commun à la majorité des hommes politiques évoqués dans cette section, à l'exception peut-être de R. A. Butler. Des personnalités comme Enoch Powell et Michael Foot semblent en particulier apprécier le rebelle que fut Disraeli au début de sa carrière politique. Ce qui n'est pas sans ironie, puisque Powell ou Foot viennent remettre en cause un consensus assez proche des idées de Disraeli. Toutefois, la forte individualité de Disraeli en émule et en appelle d'autres.

Concernant les conservateurs, Disraeli semble avoir été longtemps considéré comme une figure hétérodoxe au sein de leurs rangs comme le prouvent les remarques de Macmillan et Butler, qui sentaient qu'ils étaient hérétiques dans leur propre parti. Toutefois, leur domination de la scène politique conservatrice (et nationale), à la fois en terme d'idées et de pouvoir, durant les premières décennies de l'après-guerre, contribuent à faire de Disraeli une des figures tutélaires du conservatisme. Cette acceptation de Disraeli n'est pas le signe d'une rupture d'une période à l'autre, mais doit être lue comme l'approfondissement d'un procès enclenché par Stanley Baldwin. Le discrédit lié à la figure de ce dernier, égratigné par exemple par *Guilty Men*, explique aussi le recours à Disraeli pour désigner ce qui peut être vu comme du conservatisme baldwinien. Si la réputation politique de Baldwin n'avait pas été endommagée par la Seconde Guerre mondiale, il aurait peut-être été érigé en figure de proue du consensus de l'après-guerre. Disraeli agirait alors comme une figure de substitution vis-à-vis de Baldwin.

Les représentations de Disraeli émanant des travaillistes sont aussi intéressantes pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les trois travaillistes étudiés sont très influencés par la biographie de Robert Blake. Foot écrit en réaction contre celle-ci, tout comme dans une certaine mesure Edelman, qui insiste sur la dimension juive du personnage relativement

¹ Pour ce dernier, une comparaison entre son autobiographie (R. Gary, *La Promesse de l'aube*, Gallimard, Paris, 1960), et une de ses dernières biographies en date, est révélatrice (M. Anissimov, *Romain Gary, Le Caméléon*, Folio Gallimard, Paris, 2006).

ignorée par la biographie.¹ L'impact de ce travail historique n'est donc pas négligeable. Ces hommes politiques témoignent aussi de la place croissante que prennent les écrits de Disraeli dans la connaissance du personnage. Foot ou Edelman s'intéressent au Disraeli romancier, tout comme Butler écrit une préface pour une réédition de l'un de ses romans, ou que Powell parle de ces derniers à la radio. Ses romans sont pris au sérieux et deviennent des sources de connaissance du personnage. La postérité littéraire de l'œuvre de Disraeli est finalement avant tout politique et le romancier et le politicien ne peuvent être en aucun cas étudiés séparément. Enfin, ces représentations travaillistes du personnage sont un signe de l'acceptation et de la nationalisation progressive de celui-ci, qui devient *de facto* moins partisan.

Usages thématiques

Affaires sociales

Le champion incontesté de la tradition sociale conservatrice

Comme durant la période précédente, Disraeli est invoqué en tant que figure de proue conservatrice dans le domaine social. Il est largement utilisé et en majorité par des conservateurs, alors que les travaillistes concèdent son bilan et parfois son rôle de pionnier en la matière. Disraeli incarne la tradition sociale des conservateurs. Son nom apparaît toutefois en compagnie de celui de Lord Shafesbury, ce qui ne change pas par rapport à la période précédente.² D'autres figures conservatrices font toutefois leur apparition : des noms plus lointains, comme Samuel Wilberforce (1805-1873),³ ou plus récents, comme Joseph Chamberlain⁴ ou son fils Neville,⁵ voire Baldwin,⁶ Butler⁷ et Macmillan.⁸ De leur côté, des travaillistes comme Douglas Houghton déclarent : « *I think it must be conceded that Disraeli was responsible for the introduction of the first Workmen's Compensation Act, though I should be quite happy to be contradicted.* »⁹ Ils ne critiquent plus Disraeli et ne le présentent

1 T. Kushner, « One of Us? Contesting Disraeli's Jewishness and Englishness in the Twentieth Century », in T. M. Endelman and T. Kushner (ed.), *Disraeli's Jewishness*, Valentine Mitchell, Londres, 2002, p. 245.

2 Sir Brandon Rhys Williams (conservateur), *Hansard*, dcccvi. 279, 10 novembre 1971.

3 Sir Peter Tapsell (conservateur), *Hansard*, dcccxlvi. 876, 7 novembre 1972.

4 Derek Walter-Smith (conservateur), *Hansard*, cdliii. 1485, 15 juillet 1948.

5 William Shepherd (conservateur), *Hansard*, cdxliv. 1671-1672, 24 novembre 1947.

6 Sir Brandon Rhys Williams (conservateur), *Hansard*, dcccvi. 279, 10 novembre 1971.

7 Anthony Crosland (Labour), *Hansard*, dcccxxi. 1099-1100, 19 juillet 1971.

8 Sir Peter Tapsell (conservateur), *Hansard*, dcccxlvi. 876, 7 novembre 1972. Dans cet extrait, Tapsell s'en prend à Enoch Powell, qu'il présente comme un défenseur du libéralisme économique, contraire à la tradition conservatrice.

9 *Hansard*, dxxi. 79, 23 novembre 1953. « Je crois qu'il faut concéder le fait que Disraeli était responsable de l'introduction du premier *Workmen's Compensation Act*, bien que je serai très heureux d'être contre-dit. »

plus comme un opportuniste sans conviction. Au contraire, ils l'utilisent pour fustiger ses héritiers comme Lord Burden (Labour) qui estime que durant deux décennies, le Parti Conservateur n'a rien fait pour améliorer les conditions de vie de la population, en dépit des enseignements de Disraeli.¹ De même, en 1971, William Molloy (Labour) s'en prend à Heath en lui rappelant ses invocations de Disraeli :

One Tory leader sincerely wanted to unite the nation. He was a man who is often quoted by the present Prime Minister as a great Tory statesman, as I believe he was. He was Benjamin Disraeli, and when he discovered what sort of a party he was leading he still had the courage to regard it as organised hypocrisy.²

En dépit de la multiplication des références possibles sur le sujet, Disraeli reste la figure incontestée pour représenter la tradition sociale conservatrice. Shafesbury est peut-être son plus grand rival, mais il reste toujours associé à ce dernier et reste une figure mineure. La famille Chamberlain subit les conséquences du discrédit de Neville, en dépit de son remarquable bilan, tout comme Baldwin semble affecté par l'ombre de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, les références à Butler et Macmillan n'apparaissent qu'à la fin de la période et ne sont que des cas rares, ce qui s'explique sûrement pas le peu de recul entre la fin de leur vie politique active et le moment de la référence. Toutefois, la filiation semble bien établie comme en témoigne la déclaration de Peter Tapsell en 1971 :

I am a strong believer in the politics of moderation and reconciliation, handed down to us by Disraeli, by Baldwin and by Harold Macmillan.³

Dans un domaine très proche, celui de la politique économique, voire du système économique en lui-même, Disraeli est utilisé par certains individus afin de dénoncer le libéralisme économique. Le fils d'Harold Macmillan, Maurice, fidèle à son père et à son héros, dit ainsi soutenir en principe l'intervention de l'État dans l'industrie, puisque depuis l'époque de Disraeli, le parti conservateur n'est pas le parti du libéralisme économique.⁴ Enfin, le 13 juillet 1960, le travailliste et syndicaliste gallois Cyril Bence se lance dans un exercice d'admiration assez exagéré de Disraeli afin de critiquer violemment le système financier britannique et son emprise néfaste sur l'industrie du même pays :

It all reminds me of what was written by a politician whom I have always admired tremendously; the founder of the Primrose League, a great statesman and, in my

1 *Hansard*, ccxii. 307-308, 6 novembre 1958.

2 *Hansard*, dcccxx. 125, 28 juin 1971. « Un dirigeant Tory voulait sincèrement unir la nation. C'est un homme qui est souvent cité par le Premier Ministre actuel comme un grand homme d'État Tory, ce en quoi je crois aussi. C'était Benjamin Disraeli, et lorsqu'il découvrit le genre de parti qu'il dirigeait il eut encore le courage de le considérer comme une hypocrisie organisée. »

3 *Hansard*, dcccxx. 139, 28 juin 1971. « Je suis fervent croyant des politiques de modération et de réconciliation, transmises par Disraeli, par Baldwin et par Harold Macmillan. »

4 *Hansard*, dccclxxv. 717, 20 juin 1974.

view, a literary giant. He coined eight thousand new words in the English language. He wrote a book called *Coningsby*. *Coningsby* was a student at Oxford, and the nephew of the Duke of Monmouth. [...] There he met a gentleman named Sidonius. [sic] [...] *Coningsby* said to Sidonius, "Excuse me, you are not English, are you?" Sidonius replied. "No, I am not of any nationality. I do not really support any nation." "Good gracious me", said *Coningsby*, "you are a citizen of the world?" "Oh, yes", said Sidonius, "I can almost say that I control the world." Said *Coningsby*, "Are you a king?" "No". said Sidonius, "I hate kings, I drag them down." This was written by Disraeli, the founder of the Tory Party. At the end of this dialogue *Coningsby* said, "You have almost as much power as the Almighty." "My good man", said Sidonius, "I have much more. I am a financier."¹

De toutes les références portant sur Disraeli sur les trois périodes étudiées, cette tirade de Cyril Bence est de loin la plus dithyrambique, la plus folklorique et la moins précise. Outre que Disraeli n'est pas le fondateur de la *Primrose League*, qui célèbre sa mémoire, il n'a vraisemblablement pas ajouté huit milles nouveaux mots à la langue anglaise. Enfin, la citation du roman *Coningsby* est plus qu'incorrecte, puisque le héros de celui-ci vient de Cambridge, comme son modèle George Smythe, membre de *Young England*. Enfin, Sidonia se voit décliné en « Sidonius ». Bence lui attribue de plus une connotation négative alors que Sidonia partage un certain nombre de caractéristiques avec Disraeli et le personnage est souvent présenté comme un mélange de Rothschild et de Disraeli. Toutefois, en dépit des fantaisies de la citation, ce passage prouve une nouvelle fois la versatilité des usages de Disraeli par le champ politique.

Les différentes vies des « deux nations »

Si Cyril Bence cite *Coningsby*, c'est avant tout l'expression « deux nations », sous-titre du roman *Sybil*, qui est la plus répétée par la classe politique durant l'après-guerre. Le terme *One Nation* en est le corollaire évident. Ce dernier est avant tout utilisé par les conservateurs, ce qui tend à expliquer pourquoi les « deux nations » sont souvent l'apanage de la gauche et d'Harold Wilson en particulier, qui l'utilise plus d'une dizaine de fois durant les années 1960-1970. L'expression rencontre d'ailleurs un tel succès, que le besoin de mentionner Disraeli ne

1 Hansard, dcxxvi. 1457, 13 juillet 1960. « Tout cela me rappelle ce qui fut écrit par un homme politique que j'ai toujours admiré énormément ; le fondateur de la Primrose League, un grand homme d'État et, à mon avis un géant littéraire. Il inventa huit milles nouveaux mots pour la langue anglaise. Il écrivit un livre intitulé *Coningsby*. *Coningsby* était un étudiant à Oxford, et le neveu du duc de Monmouth. [...] Il y rencontre un gentleman nommé Sidonius [...] *Coningsby* dit à Sidonius, "Excusez-moi, vous n'êtes pas Anglais, n'est-ce pas ?" Sidonius répondit. "Non, je n'ai pas de nationalité. Je ne soutiens aucune nation." "Mon Dieu", dit *Coningsby*, "vous êtes un citoyen du monde ?" "Oh, oui", dit Sidonius, "Je peux presque dire que je contrôle le monde." *Coningsby* demanda, "Êtes-vous roi ?" "Non", dit Sidonius, "Je déteste les rois, je les renverse." C'était écrit par Disraeli, le fondateur du parti Tory. A la fin de ce dialogue *Coningsby* dit, "Vous avez presque autant de pouvoir que le tout puissant." "Mon cher ami", dit Sidonius, "J'en ai bien plus. Je suis un financier." »

se fait même plus sentir.¹ Le terme se transforme aussi et ne concerne plus uniquement les écarts de richesse, mais est appliqué par certains au domaine du logement,² désigne pour d'autres des divisions géographiques et économiques entre le Sud et le Nord de la Grande-Bretagne,³ des différences en termes de retraite,⁴ alors que le conservateur Alan Lennox-Boyd voyait la Grande-Bretagne divisée entre deux nations en 1949 : le gouvernement et le peuple !⁵

Disraeli reste donc entre 1945 et 1975 une des références incontournables de la tradition sociale conservatrice. Il est certes rejoint par d'autres figures, anciennes comme Shafesbury, ou relativement nouvelles comme les Chamberlain, mais il est définitivement le *primus inter pares* dans ce domaine. Son bilan social et son rôle de pionnier ne sont même plus contestés par l'opposition, qui reprend le refrain des « deux nations » afin d'attaquer la rhétorique *One Nation* des conservateurs.

Affaires étrangères

Généralités

Le terme des deux nations est tellement populaire et malléable qu'il gagne la sphère des relations internationales, l'un des domaines déjà privilégiés de la postérité disraélienne. Durant cette période, les deux nations se transforment de plus en plus souvent en deux mondes : le Nord et le Sud. L'un des premiers usages dans ce contexte remonte à 1959 :

As the noble Earl, Lord Jellicoe, has quite rightly said, the situation is not getting better but worse, in so far as the rich countries are getting richer and the poor countries poorer. We have, in a way, Disraeli's two worlds on an international, if no longer on a national, scale.⁶

L'expression est ensuite régulièrement reprise par de nombreux hommes politiques sur des sujets semblables.⁷ L'usage du terme est parfois restreint comme par Sir Derek Walker-Smith (conservateur), qui parle des deux *Commonwealths*.⁸

1 *Hansard*, dxcxciii. 284, 14 avril 1964.

2 Anthony Crossland (Labour), *Hansard*, dcccxxxv. 1142, 24 avril 1972.

3 Cyril Bence (Labour), *Hansard*, dxcxii. 352, 28 octobre 1959

4 Edith Pitt (conservateur), *Hansard*, dcvi. 820, 9 juin 1959.

5 *Hansard*, cdlxvi. 2485-2846, 7 juillet 1949.

6 Baron Ogmore (Parti libéral), *Hansard*, ccxviii. 236, 20 juillet 1959. « Comme l'a bien dit le noble Comte, Lord Jellicoe, la situation n'est pas meilleure, mais pire, puisque les pays riches s'enrichissent et les pays pauvres s'appauvrissent. Nous retrouvons d'une certaine façon les deux mondes de Disraeli à l'échelle internationale et non plus nationale. »

7 Par exemple : G. M. Thomson, *Hansard*, dclvii. 36-37, 2 avril 1962 ou encore Earl of Selkirk (conservateur), *Hansard*, cclix. 245, 24 juin 1964.

8 *Hansard*, dclxxxviii. 1395-1396, 6 février 1964.

La redéfinition de la place de la Grande-Bretagne dans le monde, conséquence de la fin de la Seconde Guerre mondiale, de la décolonisation et du déclenchement de la Guerre Froide, conduit Winston Churchill à voir la Grande-Bretagne en lien avec trois grands ensembles : l'Europe, les États-Unis et le Commonwealth. Comme durant la Seconde Guerre mondiale,¹ l'un des discours de Disraeli est largement cité afin d'illustrer cette théorie. Dans celui-ci, Disraeli rappelait que l'Angleterre n'était pas seulement liée au Vieux Monde, mais aussi à ses colonies et aux États-Unis.² Outre qu'il exprime bien l'ambiguïté de la position britannique dans le monde et en Europe en particulier, ce discours est synonyme d'espoir pour une Grande-Bretagne à la recherche d'un nouveau rôle dans un monde bipolaire.

Cas particuliers

« Disraeli's Suez Canal » et Chypre

Disraeli est aussi mis à contribution sur des sujets précis, comme la nationalisation du canal de Suez par Nasser, l'indépendance de l'île de Chypre et l'entrée dans la CEE. Ses utilisations dans le cas égyptien sont contrastées. Certaines réactions sont presque émotionnelles comme celle du conservateur Sir John Hull, qui voit dans le canal de Suez la dernière relique de l'héritage légué par Disraeli. Après avoir perdu l'Empire des Indes et l'île de Chypre, Hull souhaite voir le canal préservé au nom du projet disraélien de faire de celui-ci un espace multinational et non contrôlé par une seule puissance.³ De façon plus subtile, Julian Amery, l'un des membres les plus remarquables du groupe de députés en faveur de l'intervention britannique, estime qu'il existe deux écoles de pensée concernant la politique américaine au Moyen-Orient : ceux qui estiment dans la lignée de Gladstone, que la défense de cet espace serait plus aisée si les intérêts franco-britanniques n'étaient plus directement engagés sur place ; et ceux qui estiment, en s'inspirant de Disraeli, qu'un bouclier franco-britannique dans la région serait plus profitable aux États-Unis. Sur cette base, Amery accorde son soutien plein et entier au gouvernement.⁴

Les travaillistes opposés à l'intervention ne manquent pas de jouer sur la corde sensible disraélienne. John Dugdale déclare ainsi :

I believe that they have a pathological love for Disraeli's Suez Canal. They must do everything they can to defend this Canal, this great creation of Disraeli, their

1 Voir infra.

2 Lord Wakehurst (conservateur), *Hansard*, cliii. 1147, 17 février 1948.

3 *Hansard*, dlvii. 1650-1653, 2 août 1956.

4 *Hansard*, dlx. 833-834, 13 novembre 1956.

leader¹

Lord Stansgate (William Benn) remet en cause l'aventure disraélienne dans son ensemble, qu'il considère comme un échec.² Son fils, Tony Benn, s'en prend aussi aux impérialistes conservateurs qui reprochent à Nasser de vouloir fonder un Empire, invoquant les rêves impériaux de Disraeli, Cecil Rhodes, ou Winston Churchill, afin de légitimer les revendications du leader égyptien.³ Enfin, le 11 avril 1957, Lord Attlee se demande :

As I have said, we owe the Suez Canal to Disraeli. Cyprus is another of his legacies; whether you see it as a faded laurel from his crown or a *damnosa hereditas* is a matter of choice. [...] I think they are obsolete and of the past.⁴

Comme la déclaration de Lord Attlee en témoigne, les considérations sur Chypre sont loin de redorer le blason disraélien. Lors des débats relatifs à cette question, Disraeli est au mieux rappelé à titre de jalon historique.⁵ Un conservateur comme Sir Henry Legge-Bourke, même s'il rappelle les arguments de Disraeli en faveur de la possession de l'île (avoir au moins deux points de chute en Méditerranée) et qu'il estime qu'il serait bien utile de conserver des bases militaires à Chypre, reconnaît que le tout risque de ce révéler contre-productif à cause de l'hostilité de la population. De son côté, l'adversaire travailliste de Legge-Bourke, Lena Jeger s'étonne de voir la discussion conduite sous l'égide de Disraeli à l'âge de l'arme nucléaire.⁶ Disraeli apparaît donc comme une référence dépassée sur le sujet au moment même où « son » empire est liquidé. Quelques années auparavant, l'Inde gagnait aussi son indépendance sans qu'une aucune référence ne soit faite à Disraeli. Les conservateurs étaient-ils embarrassés de compter comme saint patron l'un des fondateurs de l'Empire alors que le processus de décolonisation était en marche ?

L'intégration européenne

Disraeli fut considéré par une partie de ses contemporains et hagiographes comme l'homme du retour de la Grande-Bretagne sur la scène internationale et européenne en particulier. Toutefois, cela ne fait pas de lui l'incarnation idéale de l'intégration européenne qui commence à se dessiner après-guerre. Le conservateur europhile Geoffrey Rippon est l'un des

1 *Hansard*, dlvi. 1667, 1 novembre 1956. « Je crois qu'ils aiment de façon pathologique le Canal de Suez de Disraeli. Ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour défendre ce Canal, cette grande création de Disraeli, leur dirigeant. »

2 *Hansard*, cxcix. 583-584, 2 août 1956 (Lords).

3 *Hansard*, dlvi. 220, 13 septembre 1956.

4 *Hansard*, ccii. 1253, 11 avril 1957 (Lords). « Comme je l'ai dit, nous devons le Canal de Suez à Disraeli. Chypre fait aussi partie de son héritage ; que vous le voyez comme un laurier fané de sa couronne ou comme un fardeau est une affaire de choix. [...] Je pense qu'ils sont obsolètes et qu'ils appartiennent au passé. »

5 Lord Winster (Labour), *Hansard*, ccx. 692, 8 juillet 1958 (Lords).

6 *Hansard*, dxc. 650-651, 26 juin 1958.

seuls à considérer que Disraeli souhaitait voir la Grande-Bretagne prendre part dans les affaires du continent.¹ Disraeli semble être le champion des eurosceptiques, au premier rang desquels figure Sir Henry Legge-Bourke. Celui-ci martèle son refus d'un modèle abstrait durant plus de deux décennies en invoquant Disraeli, qui aurait déclaré que les peuples sont soit gouvernés par la force soit par la tradition. Un troisième modèle, inspiré de la fédération américaine, ne serait pas viable pour le continent européen.² Legge-Bourke est soutenu par son confrère conservateur John Biggs-Davidson, qui félicite le précédent pour avoir cité Disraeli sur ce point.³ D'autres comme le conservateur Marquis de Salisbury ou le travailliste Lord Grenwood rappellent de leur côté que selon Disraeli, la Grande-Bretagne est aussi liée au Nouveau Monde et qu'un tel choix risquerait de la couper des Etats-Unis et du Commonwealth. Pour Salisbury, ce sont ces connexions qui ont permis la survie de la Grande-Bretagne à deux reprises (les deux Guerres mondiales).⁴ Lord Greenwood combine deux arguments : celui du caractère abstrait et fragile des nouvelles institutions européennes (« *this ramshackle structure, built on shifting sands* ») et celui de la trahison des partenaires traditionnels (Etats-Unis, Commonwealth et Scandinavie).⁵

Intervenant en 1956 au milieu d'un débat opposant Biggs-Davison à Rippon, le libéral Christopher Mayhew s'excuse de ne pouvoir ajouter sa « *own interpretation of these sacred texts of Disraeli* », alors que ces deux derniers viennent de citer des extraits de la biographie de Monypenny et Buckle, et conclut :

I can only say that, having listened carefully to the rival interpretations, both seemed to me to have similar characteristics, namely, of starting from inadmissible premises and arguing rather illogically to surprisingly harmless and platitudinous conclusions. That is probably the best that can be said of Disraeli's words as a guide to Britain's problems in the years we live in today.⁶

D'autres hommes politiques avancent alors des références plus appropriées en faveur d'une entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun. Lord Blake, intéressant à plus d'un titre puisqu'il est le biographe de Disraeli et deviendra plus tard un fervent admirateur de Thatcher, a recours à l'Histoire afin d'appuyer l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.

1 *Hansard*, dlvii. 75, 23 juillet 1956.

2 *Hansard*, cdlxxvi. 1989-1990, 26 juin 1950 ; *Hansard*, dxliv. 108, 18 juillet 1955 ; *Hansard*, dcxxi. 1536, 14 avril 1960 ; *Hansard*, dcccxxiii. 990, 21 octobre 1971.

3 *Hansard*, dlvii. 74-75, 23 juillet 1956.

4 *Hansard*, clxxvi. 202-203, 9 avril 1952 (Lords).

5 *Hansard*, cccxxxv. 1192, 20 septembre 1972 (Lords).

6 *Hansard*, dlvii. 128, 23 juillet 1956. « Je peux seulement dire que, ayant écouté avec attention les interprétations rivales, elles semblaient toutes deux avoir des caractéristiques communes, à savoir, elles commencent sur des prémices inadmissibles et argumentent de façon illogique jusqu'à des conclusions inoffensives et plates. C'est probablement ce qu'on peut dire de mieux sur les écrits de Disraeli comme guide pour les problèmes de la Grande-Bretagne pour le monde d'aujourd'hui. »

Toutefois, ce n'est pas Disraeli que ce dernier choisit comme champion de l'aventure européenne :

If [Sir Robert] Peel, the greatest 19th century Conservative statesman, had been alive to-day, I believe that he would have been in favour of the Common Market as the bolder, more expansionist course to take. [...] Having said that of Peel, I do not attempt to hazard a guess of what Disraeli would have done.¹

Ce discours est assez révélateur de l'opinion du meilleur expert de Disraeli sur son sujet d'étude. Lord Selsdon cite pour sa part :

Gladstone, who said in April, 1888, « We are part of the community of Europe and we must do our duty as such. »²

Ce qui n'est pas surprenant, compte tenu du rôle que Gladstone souhaitait voir le Concert des nations européennes jouer.

En conclusion, si l'aura disraélienne ne semble pas reculer dans le domaine des affaires sociales, sa sagesse est loin de recueillir l'unanimité sur des sujets précis relatifs aux affaires étrangères, bien que certains de ses discours ou écrits soient repris afin d'illustrer certains éléments de la nouvelle donne en la matière.

Épilogue : Disraeli, Heath et Thatcher

Pour E. H. H. Green, Margaret Thatcher aurait tué le conservatisme en détruisant la société civile par excès de libéralisme, alors que cette dernière était un élément important du conservatisme.³ Cette affirmation dépend toutefois de ce qui est entendu par le terme conservatisme. Dans son livre *Ideologies of Conservatism*, Green reprenait la définition d'Anthony Quinton. Ce dernier considérait que le conservatisme se composait de quatre éléments : la croyance en l'imperfection intellectuelle, le scepticisme politique, le traditionalisme et l'organicisme.⁴ Une analyse suivant les catégories de W. H. Greenleaf conclurait sûrement à la mort d'un conservatisme (ou du moins à sa mise en sommeil) : le conservatisme paternaliste, au profit du conservatisme individualiste. Le premier a été avant tout incarné dès ses débuts par la figure de Disraeli. De là à en conclure à la fin de la postérité de celui-ci, il n'y a qu'un pas à franchir.

1 *Hansard*, cccxxiii. 246, 27 juillet 1971 (Lords). « Si Peel, le plus grand homme d'État conservateur du 19^{ème} siècle, était en vie aujourd'hui, je pense qu'il aurait été en faveur du Marché Commun comme la voie la plus courageuse et la plus expansionniste à prendre. [...] Ayant dit cela de Peel, je ne m'aventurerai pas à deviner la position de Disraeli. »

2 *Hansard*, cccxxxv. 1192, 20 septembre 1972. Gladstone, qui déclara en avril 1888, « Nous faisons partie de la communauté de l'Europe et nous devons remplir nos devoirs en tant que tels. »

3 E. H. H. Green, *Ideologies of Conservatism*, OUP, Oxford, 2001, p. 290.

4 *Ibid*, p. 281.

Cette analyse n'a toutefois pas été choisie par l'historien John Vincent, qui termine sa courte biographie de Disraeli sur une comparaison entre ce dernier et Thatcher. Il minore en effet la tendance collectiviste existante chez Disraeli, estime qu'ils ont tous les deux connu une traversée du désert, remplacé un consensus solidement établi par un autre, ignoré les préjugés de l'époque, élargi la base conservatrice, promu le libéralisme économique dans la sphère publique et des valeurs différentes dans la sphère privée, et préféré l'apparence de la force dans les affaires internationales.¹ Cette analyse provocatrice n'est pas complètement infondée. Cependant, en dépit des accusations d'opportunisme qui ont visé Disraeli, ce dernier avait une conscience sociale plus développée que celle de Thatcher, tout comme ils proviennent de milieux très différents : le premier centré sur la culture, le second sur le commerce. Enfin, elle se pose en championne des classes moyennes,² que Disraeli, bien qu'issue de ces dernières, méprisait.

Toutefois, Margaret Thatcher se présente comme en phase avec le *One Nation* des débuts du mouvement.³ En 1949, Miss Margaret Roberts avait d'ailleurs publié un article comparant Disraeli avec Marx.⁴ Dans ce dernier, elle résume les solutions offertes par les deux hommes à un même problème : les conséquences de la révolution industrielle. Après avoir brièvement résumé les thèses de Karl Marx, elle les rejette sans surprise, rappelant que :

It must be remembered that Karl Marx was a German who had been expelled from his native land and who wrote his political thesis in the musty air of the British Museum. He had nothing in common with our way of life and he neither did nor could appreciate it.⁵

Elle introduit ensuite Disraeli, qui contrairement à ce dernier comprenait les Anglais, et qui proposa plusieurs solutions pour combler le fossé entre les deux nations : mettre en place des réformes sociales, permettre l'organisation des salariés, et respecter la libre entreprise. De plus, Disraeli s'appuyait sur les valeurs chrétiennes contrairement au matérialisme marxiste. Elle vante ensuite le gouvernement Disraeli et sa législation qui a permis d'améliorer le sort de la population, et dénonce les héritiers du Marx qui pratiquent la haine entre les classes : l'Union Soviétique, terminant son article avec les mots suivants :

The answer does not lie in the midler form [de communisme] that we are witnessing in this country. It lies in Disraeli's vision re-interpreted in the modern

1 J. Vincent, *Disraeli*, OUP, Oxford, 1990, p. 120.

2 E. H. H. Green, *Thatcher*, Hodder Arnold, Londres, 2006, p. 18.

3 Ibid, pp. 41-42.

4 M. Roberts, « Two contemporaries – Marx and Disraeli », in *Young Kent Forum*, No. 3, 1949, p. 3.

5 « Il convient de se rappeler que Karl Marx était un Allemand qui avait été expulsé de son pays natal et qui écrivit ses thèses politiques dans l'air de renfermé du British Museum. Il n'avait rien de commun avec notre façon de vivre et il ne l'appréciait pas. »

Conservative creed of ONE FREE NATION.¹

Cet article, qui se révélera par la suite ironique au regard du sort réservé aux syndicats durant les mandats successifs de Margaret Thatcher, est une preuve indéniable du respect de cette dernière pour Disraeli, dont elle semble accepter le credo, ajoutant toutefois l'adjectif « FREE » au terme « ONE NATION ».

Ce respect n'est pas nécessairement synonyme d'admiration. Les héros de Thatcher sont des économistes comme Adam Smith, J. S. Mill ou Hayek. Héros problématiques dans les faits, puisqu'ils sont loin d'être des conservateurs. Thatcher, parfois décrite comme une libérale du XIX^e siècle, semble porter plus d'amour à Gladstone qu'à son rival Disraeli.² Rendant hommage à son ami et mentor Sir Keith Joseph, Thatcher déclara ainsi le 11 janvier 1996 :

The kind of Conservatism which he and I — though coming from very different backgrounds — favoured would be best described as "liberal ", in the old-fashioned sense. And I mean the liberalism of Mr Gladstone not of the latter day collectivists.³

Cette déclaration finit de confirmer les réelles affinités de Margaret Thatcher. En fin de compte, il convient de se demander si le respect porté à Disraeli, en particulier comme promoteur d'un parti national, ne vient pas du fait que Disraeli s'est définitivement imposé comme une figure de référence incontournable pour les membres du Parti Conservateur. Il convient de se situer par rapport à lui, un hommage poli signifiant peut-être *in fine* un rejet.⁴ Disraeli est devenu un passage obligé, devant lequel il est nécessaire de s'incliner afin de prouver son appartenance au parti. Après la Seconde Guerre mondiale, Disraeli serait donc l'incarnation de l'orthodoxie du parti.

Le positionnement classique de Disraeli et Thatcher comme deux pôles opposés du conservatisme serait donc le résultat, non pas d'un rejet de Disraeli par Thatcher, mais d'un autre procès, qu'une brève présentation des rapports entre Heath et Disraeli permet d'illustrer. Sir Edward Heath (1916-2005), Premier ministre de 1970 à 1974, a été l'un des membres

1 « La réponse ne repose pas dans la forme édulcorée à laquelle nous assistons dans ce pays. Elle est à trouver dans la vision de Disraeli réinterprétée dans le credo conservateur moderne d'une nation libre. »

2 E. H. H. Green, *Thatcher*, Hodder Arnold, Londres, 2006, pp. 30-31.

3 M. Thatcher, *Keith Joseph Memorial Lecture* (« *Liberty and Limited Government* »), 11 janvier 1996. « Le type de Conservatisme que lui et moi – bien qu'originaires de milieux très différents – privilégions serait décrit de la meilleure façon comme « libéral », dans le vieux sens du terme. Et j'entends le libéralisme de Monsieur Gladstone et non celui des collectivistes d'aujourd'hui. »

4 Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que Thatcher ne cite jamais Disraeli d'elle-même à la Chambre des communes, mais chaque fois en réponse à un conservateur l'invoquant. Elle ne manque jamais de rendre hommage à Disraeli. Nicholas Winterton, *Hansard*, cmlxxxiii. 1615, 1er mai 1980 ; Sir John Stokes, *Hansard*, clxx. 1550, 19 Avril 1990.

fondateurs du groupe *One Nation* et est peut-être présenté comme un disraélien.¹ En 1975, il perd la direction du parti, qui passe entre les mains de Margaret Thatcher. Dès lors, il n'a de cesse de fustiger la nouvelle donne politique conservatrice. Ses mémoires publiées en 1998 sont particulièrement acerbes à l'égard de Thatcher. Dans le dernier chapitre de ces dernières, intitulé « *The Dogma That Barked on the Right* », il écrit :

The Conservative Party, until a generation ago, was the party of public service. Disraeli wrote that 'power has only one duty – to secure the social welfare of the PEOPLE'. [...] Leading Tories have always recognised that the party succeeds only when it goes with the grain of the people. The recent advocates of a far more radical agenda have always come unstuck when they have taken a policy too far, on privatisation, trade union legislation or the community charge. Conservatives never used to regard the free market as an end in itself. [...] [après la défaite de 1997] it is only if we return to, and reclaim, our political roots that we shall ever regain the trust of the people.²

Heath n'est pas le seul à présenter Disraeli comme le champion de son conservatisme orthodoxe, alors que Sir Ian Gilmour fait l'un de ce dernier l'un de ses principaux héros. Le mouvement *One Nation* est aussi repris par les critiques de Thatcher, quand bien même ses fondateurs sont des défenseurs de l'économie libérale et qu'ils s'illustrent dans la fondation du thatchérisme.³ Enoch Powell ironise d'ailleurs sur la récupération par les *wets* d'un autre figure du conservatisme *One Nation* : Iain Macleod.⁴ Heath et les *wets* présentent ainsi Thatcher comme une conservatrice hétérodoxe, ayant perdu de vue les fondements du conservatisme. Toutefois, si Heath et ses compagnons incarnaient l'orthodoxie conservatrice de la période 1945-1975, le Thatchérisme, décrit par E. H. H. Green comme un projet hégémonique conduisant à un changement des normes fondamentales, est devenu l'orthodoxie de la période suivante et ne semble pas avoir cessé de l'être depuis. Preuve en est la lettre que David Cameron envoya à Margaret Thatcher le jour des trente ans anniversaires de son entrée en fonction comme Premier ministre le 2 mai 2009, un an environ avant l'accession du précédent au même poste.

Après avoir été hétérodoxe pendant la majorité de sa carrière, puis une grande partie de sa carrière posthume, le Thatchérisme mit-il fin à la brève orthodoxie de Disraeli ? Ce

1 E. Heath, *The Course of My Life: My Autobiography*, Hodder and Stoughton, Londres, 1998, pp. 128-129.

2 Ibid, pp. 599-600. « Disraeli a écrit que « le pouvoir a un seul devoir – celui d'assurer le bien-être du peuple. » [...] Les Tories les plus influents ont toujours reconnu que le parti triomphe quand il suit le peuple. Les récents promoteurs d'un agenda beaucoup plus radical se sont toujours plantés quand ils ont mené une politique trop loin, sur la question de la privatisation, des législations syndicales ou des impôts locaux. Les conservateurs n'ont jamais eu l'habitude de considérer le libre marché comme une fin en soi. [...] c'est seulement si nous retournons à, et reconquérons nos racines politiques, que nous pourrons regagner la confiance du peuple. »

3 E. H. H. Green, *Thatcher*, Hodder Arnold, Londres, 2006, p. 43.

4 R. Collings (selected by), *Reflections of a statesman : the writings and speeches of Enoch Powell*, Bellew, Londres, 1991, pp. 361-363.

dernier serait rentré dans une nouvelle phase de sa longue vie posthume : celui du symbole d'une tradition, celle du conservatisme paternaliste et non du conservatisme dans son ensemble.

Conclusion

[S]imple minds often give a certain respect to things they cannot understand. That accounts for many of the phenomena of our history, including the respect of the Conservative party for Mr. Disraeli and, no doubt, for the posthumous respect they will one day accord to the present Chancellor of the Exchequer [Winston Churchill].¹

De 1881 à 1975, la postérité de Disraeli fut loin d'être linéaire et connut des hauts et des bas. La période allant de sa mort à la fin du gouvernement d'union nationale en 1922 est de loin la plus contrastée. En effet, peu de dirigeants politiques britanniques connurent une canonisation presque immédiate après leur décès. Disraeli fait partie de ces derniers, comme en témoigne la dévotion, non sans arrière-pensées, de Lord Randolph Churchill, alors étoile montante du parti, la formation de la *Primrose League*, l'un des plus grands mouvements politiques de masse de l'histoire du pays et le vide que laisse Disraeli dans un premier temps du côté conservateur. L'emprise du personnage sur son parti durant plus de trente ans, bien que contestée, explique sûrement les difficultés de succession entre l'héritier désigné, Sir Stafford Northcote et l'ancien ennemi intérieur, Lord Salisbury. La victoire de ce dernier et la fin de carrière prématurée de Lord Randolph Churchill ont pour conséquence de rejeter Disraeli dans l'oubli, du moins au sommet de l'État et de la hiérarchie du parti. Ce sont des hommes politiques mineurs comme Sir Ellis Ashmead-Bartlett qui se chargent d'entretenir la flamme disraélienne et d'en faire une caricature impérialiste. Toutefois, cet oubli, à la fois lié à des questions de personnalité et d'agenda politique, Disraeli se révélant contre-productif alors que les libéraux réforment dans le domaine social, n'empêche pas l'opposition de reprendre la figure de Disraeli sur des sujets qui risquent d'embarrasser le parti conservateur : droit de vote des femmes, réformes sociales et droit des étrangers.

La seconde période, allant de 1922 à 1945, est beaucoup plus favorable à Disraeli, qui refait son apparition dans son propre camp, grâce à l'action de Stanley Baldwin. Disraeli change aussi de stature et au lieu de ses mesures politiques, les hommes politiques en viennent à mettre en avant ses principes. Disraeli, qui avait souhaité l'union des classes et faire du parti conservateur un parti réellement national, est un symbole adéquat pour Baldwin, qui cherche lui aussi à apaiser les tensions entre les classes afin de lutter contre l'attraction exercé par le socialisme. Les intérêts de Disraeli pour l'Empire et son combat pour le

¹ Oswald Mosley, *Hansard*, ccxxiii. 709-710, 29 novembre 1928. « Les esprits simples respectent souvent ce qu'ils ne comprennent pas. Cela explique un grand nombre de phénomènes dans notre histoire, le respect du parti conservateur pour Mr. Disraeli inclus, et sans aucun doute, le respect posthume qu'ils accorderont un jour au Chancelier de l'Échiquier actuel. »

protectionnisme sont récupérés alors que la Grande-Bretagne met fin partiellement au libre-échange et resserre les liens avec son Empire. Enfin, la montée des tensions dans le champ des relations internationales est propice à une utilisation du négociateur du Congrès de Berlin. Disraeli est donc progressivement réapproprié par les conservateurs, alors que leurs collègues travaillistes ne se privent pas de faire référence à son œuvre littéraire afin de fustiger la droite. Dans le même temps, Disraeli fait son entrée dans le domaine culturel, que cela soit à travers des pièces de théâtre et des films à succès. Son manoir à Hughenden est acheté par le *National Trust* et fait son entrée dans le patrimoine britannique. Ce retour en force de Disraeli s'explique par la rencontre d'un message, un conservatisme visant l'harmonie de la nation, avec un contexte adapté, une période troublée par les conflits sociaux, et un habile promoteur, Stanley Baldwin qui, comme Disraeli, a compris la puissance de la politique comme procès éducatif.

Cette période ouvre la voie aux années 1945-1975, qui marquent incontestablement l'apogée de Disraeli comme l'un des tous premiers membres du panthéon conservateur, alors qu'il fait son entrée dans le panthéon national comme l'un des symboles du consensus de l'après-guerre. Les principaux promoteurs du conservatisme de la période, Harold Macmillan et R. A. Butler en tête, admirent ou s'inspirent du personnage et n'hésitent pas à se placer dans la continuité de son action. Le rayonnement du personnage ne se limite pas à des hommes politiques consensuels, comme en témoigne l'admiration d'Enoch Powell pour ce dernier. Les travaillistes ne sont pas en reste et des figures majeures de l'époque comme Harold Wilson ou Michael Foot ont une grande affection pour le personnage. Un député travailliste, Maurice Edelman, lui consacre même deux romans très positifs. Si Disraeli est mis en scène dans des semi-fictions historiques, certains éléments de son œuvre littéraire sont repris par les parlementaires et entrent définitivement dans leur vocabulaire. Certains de ses principes, dans le domaine des affaires étrangères en particulier, sont peut-être perçus comme dépassés, mais d'autres connaissent une nouvelle vie et acquièrent une nouvelle signification, alors que Disraeli s'affirme définitivement comme le symbole du conservatisme paternaliste qui domine la période. Cette orthodoxie est presque inédite et explique le respect que Margaret Thatcher, bien qu'assez éloignée des valeurs du conservatisme disraélien, porte initialement au personnage. Toutefois, l'opposition interne des *wets* à cette dernière conduit à pousser à nouveau Disraeli dans l'hétérodoxie, puisque ces derniers en font la figure de proue de « leur » conservatisme.

Un détour par la France permet d'amorcer une réflexion sur les raisons de la survie de Benjamin Disraeli. Bien que né en 1838, Léon Gambetta partage de nombreux points communs avec Benjamin Disraeli. Tous les deux sont nés dans le pays qu'ils gouverneront plus tard, mais d'un ou deux parents étrangers ou perçus comme tels, soit l'un parce qu'il est italien, l'autre parce qu'ils sont juifs (d'origine italienne). Ces données de départ ne manquent pas d'influencer leurs dispositions et les dispositions des autres à leur égard. Toutefois, deux thèmes de nature politique semblent lier les deux hommes : leur intérêt (ou leur association) avec l'entrée des masses en politique et la relance de l'expansion coloniale. Disraeli, comme Gambetta, ont joué un rôle non négligeable dans la définition du programme politique de leurs formations politiques respectives. Avec son discours au Crystal Palace en 1872, Disraeli offre un texte de référence pour ses successeurs conservateurs, qui ne manqueront pas de revenir sur les trois principes qu'il y énonce : défense des institutions, maintien de l'Empire et amélioration de la condition du peuple. De son côté, Gambetta fournit aux radicaux le programme de Belleville, puis contribue, avec ses discours de Romans et de Grenoble, à la mise en forme d'un programme républicain modéré. Disraeli et Gambetta se rejoignent aussi sur la question sociale, pour laquelle ils montrent un intérêt assez vague. Disraeli est toutefois plus actif que Gambetta et fait passer un grand nombre de lois sociales durant les années 1870. Tous les deux ont aussi à cœur de garantir la place de leur pays sur l'échiquier international. Dans les deux cas, cela passe soit par une promotion d'un Empire existant, soit par la relance de l'expansion coloniale par un pays amputé d'une partie de son territoire après la défaite de 1871. Leur intérêt pour l'Empire est dans les deux cas ambigu. Enfin, les deux hommes ont été les victimes d'accusations concernant leur pratique du pouvoir. L'un comme l'autre ont été présentés comme des dictateurs par une partie de l'opinion publique.¹

En dépit de ces points communs, ils divergent sur des éléments essentiels, au premier rang desquels leurs idées politiques. Disraeli est un conservateur héritier du romantisme, alors que Gambetta est un républicain mâtiné de positivisme. Ils appartiennent de même à deux générations différentes et évoluent dans des systèmes politiques et des contextes très différents. La Grande-Bretagne est un pays stable où la monarchie parlementaire est bien implantée et où les évolutions démocratiques sont graduelles. Gambetta agit dans un système politique instable et doit lutter pour l'installation d'un nouveau régime. Toutefois, en dépit de ces divergences, les deux hommes ont un point commun supplémentaire : leur postérité durable. Ils ont tous les deux connus et connaissent encore une fortune posthume notable.²

1 Les informations et analyses concernant Gambetta s'inspirent largement du travail de J. P. T. Bury, *Gambetta's Final Years 'The Era of Difficulties' 1877-1882*, Longman, Londres, 1982.

2 Le 12 janvier 2010, François Fillon compara son mentor Philippe Séguin à Gambetta et Clemenceau, les regroupant sous le nom de « lions de la République ».

Cependant, à la différence de Disraeli, la postérité de Gambetta semble être plus nationale. Ce statut de héros national se traduit par le grand nombre de statues, de rues qui lui furent consacrées, ainsi que par le transfert de ses restes au Panthéon. Les héritiers de Gambetta peuvent aussi globalement émaner de n'importe quelle parti acceptant les institutions républicaines. Comment alors expliquer la survie de Disraeli alors qu'il se présente à première vue comme une figure plus partisane que Gambetta ?

Plusieurs éléments tangibles expliquent sa survie. Premièrement, la pérennité du parti conservateur est une variable clé. La stabilité institutionnelle du système britannique qui conduit à l'opposition régulière entre deux partis – en dépit de la présence quasi-constante d'un tiers, travailliste puis libéral – crée et préserve des entités politiques durables, aptes à développer des principes fondamentaux, une histoire et des généalogies politiques. Sa recherche du consensus, d'une harmonie nationale et son pragmatisme ont prédisposé Disraeli à incarner une figure symbolique positive, ce qui contraste avec un potentiel rival comme Lord Salisbury, qui a occupé pourtant plus longtemps de hautes responsabilités. Disraeli bénéficie par contraste aussi du discrédit dont sont victimes des dirigeants conservateurs de l'entre-deux-guerres comme Stanley Baldwin et Neville Chamberlain : leur popularité a été occultée par leur gestion médiocre de la préparations militaire de la Seconde Guerre mondiale. Sans cette tache, ils auraient très bien pu être revendiqués par leurs successeurs directs après-guerre. Disraeli se substitue à eux, à cause du vide qu'ils laissent mais aussi à cause de la formation politique d'hommes politiques comme Harold Macmillan, déjà prédisposé à faire de Disraeli son héros.

Deuxièmement, sa longévité politique, son adaptabilité et le caractère assez vague de ses principes et de sa philosophie politiques en ont fait un personnage facilement malléable et transposable dans des contextes assez différents. Disraeli est en effet beaucoup plus polyvalent qu'une personnalité comme Churchill, presque uniquement associé avec la conduite de la Seconde Guerre mondiale, comme le prouvent les nombreuses biographies qui se penchent surtout sur son rôle de chef des armées. Si la postérité impériale de Disraeli disparaît du discours politique avec la fin de l'Empire, son discours sur la question sociale est beaucoup plus intemporel et plus facilement adaptable à de nouveaux contextes.

Troisièmement, et de façon plus déterminante, son œuvre littéraire, pourtant perçue de son vivant comme peu sérieuse voire dommageable pour sa carrière, comme en témoigne le commentaire d'un observateur de l'époque selon lequel Disraeli aurait été sauvé par le fait que

les conservateurs ne lisent pas de romans, s'est révélée être un sérieux avantage sur le long terme. Une brève recension de la critique littéraire actuelle sur l'œuvre de Disraeli se révèle cependant dans l'ensemble assez négative. Son imagination débridée, ses plagiats et son manque de talent lui sont reprochés. Disraeli est définitivement perçu comme un auteur mineur, représentatif d'un sous-genre, celui du roman social, dont les romans ne peuvent pas être lus indépendamment de sa carrière politique.¹ Cette dernière critique explique sûrement a contrario son succès auprès des hommes politiques, qui puisent dans ses discours et dans ses romans afin d'illustrer la vie parlementaire. Les personnages et expressions des romans de Disraeli connaissent une nouvelle vie au sein des Communes. Mr. Tadpole et Mr. Taper, Sidonia, Coningsby ou Sybil sont des noms connus des parlementaires, tout comme l'expression les « deux nations » ou « l'hypocrisie organisée » entrent dans le vocabulaire politique courant. Enfin, il rejoint le groupe restreint des hommes politiques conservateurs, qui cumulent carrière politique et œuvre littéraire. Au sein de ce groupe, qui compte des hommes comme Burke et Churchill, Disraeli est, avec ce dernier, l'un des plus complets. Il n'est donc pas surprenant de constater que ces trois derniers sont les membres principaux du panthéon conservateur et national. Plus que les lois qu'ils ont contribué à faire passer, ce sont les écrits littéraires qui assurent la postérité de ces hommes politiques – sauf peut-être dans le cas de Winston Churchill qui a cependant été honoré par le prix Nobel. La postérité littéraire de Disraeli est donc résolument politique. Enfin, au sein d'un parti réputé pour son absence de théorie, il est retenu pour sa tentative de formulation de principes conservateurs.

Quatrièmement, l'humour de Disraeli fait de ce dernier un précurseur du poids de plus en plus important accordé au divertissement dans les sociétés contemporaines occidentales.² Le politique est lui aussi envahi par cette demande d'humour et les hommes politiques qui savent en user gagnent plus facilement l'écoute de leurs auditeurs et électeurs. L'aura de Disraeli dans ce domaine est tel, que l'adage « on ne prête qu'aux riches » est particulièrement adapté au personnage. Des citations de Keynes lui sont même attribuées,³ et seul Churchill semble être apte à rivaliser avec Disraeli dans ce domaine.

1 Cette synthèse est le fruit de la consultation des ouvrages suivants : E. Legouis et L. Cazamian, *A History of English Literature*, J. M. Dent and Sons Ltd., Londres, 1940, pp. 1138-1141 ; F. W. Bateson, *A Guide to English Literature*, Longmans, Londres, 1965 ; A. Pollard (éd.), *The Victorians*, Barrès & Jenkins, Londres, 1970 ; B. Ford (éd.), *The New Pelican Guide to English Literature: From Dickens to Hardy*, Penguins Books, Harmondsworth, 1982, pp. 164-181 ; A. Fowler, *A History of English Literature*, Basil Blackwell, Oxford, 1987, p. 282 ; A. Hormsan, *The Victorian Novel*, Clarendon Press, Oxford, 1990, pp. 67-75.

2 G. Lipovetsky, *L'Ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain*, Gallimard, Paris, 1989 ; G. Debord, *La Société du Spectacle*, Gallimard, Paris, 1992 [1967].

3 John Boyd-Carpenter (conservateur), *Hansard*, dccxv. 945, 1 juillet 1965 : « *I would remind the right hon. Gentleman of Disraeli's statement that In the long run we are all dead. That is particularly true of Governments!* »

Enfin, le caractère proprement exceptionnel de Disraeli, par rapport à son temps, à son milieu social et politique, n'est pas un élément négligeable pour expliquer son extraordinaire longévité politique et son rayonnement sur plusieurs générations.

Cependant, bien que Disraeli ne soit plus remis en cause comme un membre à part entière du panthéon conservateur, il incarne principalement un type de conservatisme (paternaliste et victorien) plus que le conservatisme. En ce sens, pour reprendre la typologie de Stefan Collini,¹ Disraeli est bel et bien devenu le symbole d'une tradition et, par moment, d'un parti dans son ensemble. De ce cas particulier se détache une conclusion plus générale : la postérité d'un grand homme est d'autant plus forte qu'elle n'est pas linéaire et propice aux relectures historiques ou partisanes.

En conséquence, Disraeli n'était pas le plus grand héros conservateur en 2008, puisque lors d'un débat organisé par le journal *Guardian*, les parlementaires conservateurs choisirent Margaret Thatcher (48) parmi un choix de quatre personnalités comprenant Edmund Burke (22), Benjamin Disraeli (27) et Winston Churchill (47). L'assistance choisit aussi en premier Thatcher (97), alors que Disraeli finissait bon dernier (18).² Toutefois, en 2010, après l'élection générale sans claire majorité qui conduit à la formation d'une coalition entre les conservateurs et les libéraux-démocrates, les références à Disraeli se sont multipliées. Ces dernières émanent le plus souvent des commentateurs politiques, comme le journaliste politique de la BBC Nick Robinson ou Simon Jenkins du *Guardian*.³ De part son alliance avec les héritiers des libéraux sur la question de la réforme électorale, les parallèles entre David Cameron et le Benjamin Disraeli du *Second Reform Act* de 1867 n'ont pas manqué de fleurir en dépit de la persistance de l'hégémonie thatchérienne. Disraeli serait-il en passe de connaître une nouvelle vie posthume ?

1 « From Dangerous Partisan to National Possession: John Stuart Mill in English Culture 1873-1933 » in S. Collini, *Public Moralists*, Clarendon Press, Oxford, 1991.

2 « Who is the Conservatives' greatest hero? », Politics Blog, *Guardian*, 29 septembre 2008.

3 S. Jenkins, « The new PM will need the guile of Disraeli. And the luck », *Guardian*, 12 mai 2010.

Bibliographie

Sources primaires

Archives

Fond Sir Ellis Ashmead-Bartlett (GB 0101 ICS 84), Institute of Commonwealth Studies, Senate House Library, Londres

Sources imprimées

Débats parlementaires

Hansard, 1803-2005, <http://hansard.millbanksystems.com/>

Recueils de discours

BALDWIN (Stanley), *Employment, trade, and Empire development*, National Unionist Association, Westminster, 1923

BALDWIN (Stanley), *Peace & Goodwill in Industry*, George Allen & Unwin Ltd., Londres, 1925

BALDWIN (Stanley), *Looking Ahead : A Re-statement of Unionist Principles and Aims*, National Unionist Association, Westminster, 19??

BALDWIN (Stanley), *On England*, Hodder and Stoughton, Londres, 1926 [1938]

BALDWIN (Stanley), *Our Inheritance*, Hodder and Stoughton, Londres, 1928

BALDWIN (Stanley), *This Torch of Freedom*, Hodder and Stoughton, Londres, 1935

BALDWIN (Stanley), *Service of our Lives*, Hodder and Stoughton, Londres, 1937

BALDWIN (Stanley), *An Interpreter of England*, Hodder and Stoughton, Londres, 1939

BALFOUR (Arthur), *Essays and Adresses* (3rd Edition), David Douglas, Edinburgh, 1905

BALFOUR (Arthur), *Opinions and arguments 1910-1927*, Hodder and Stoughton, Londres, 1927

BALFOUR (Arthur), *The Freedom of the Seas*, T. Fisher Unwin, Ltd., Londres, 1916

BALFOUR (Arthur), *Imperial Defence*, Longmans, Green and Co., Londres, 1905

BALFOUR (Arthur), *Fiscal Reform, Speeches*, Longmans, Green and Co., Londres, 1906

BALFOUR (Arthur), *The Fiscal Question and Home Rule*, Conservatice Central Office, 1905

BALFOUR (Arthur), *The Education Bill*, sans éd., s.l., 1902

BALFOUR (Arthur), *Aspects of Home Rule*, George Routledge & Sons Ltd., s.l., 1912

BALFOUR (Arthur), *Negociation and Imperial Trade*, Conservative Central Office, s.l., 1904

BALFOUR (Arthur), *The Obstacles to Peace*, National War Aims Committe, s.l. 1924

BALFOUR (Arthur), *The Unionist Party and Future policy*, sans éd., s.l., 1922

BALFOUR (Arthur), *Speech in support of the parliamentary franchise extension to women bill*, sans éd., s.l., 1892

BALFOUR (Arthur), *Nationality and Home Rule*, sans éd., s.l., s.d.

BALFOUR (Arthur), *Essays, speculative and political*, Hodder and Stoughton, Londres, 1920

- BUTLER (Lord), *The Education Act of 1944 and after*, Noel Buxton Lecture, 1965, The University of Essex, Longmans, Londres, 1966
- CHAMBERLAIN (Austen), *Peace in Our Time*, P. Allan & Co. Ltd, Londres, 1928
- CHAMBERLAIN (Neville), *In Search of Peace (1937-1938)*, Hutchinson & Co. Ltd., Londres, 1939
- CHURCHILL (Lord Randolph), *Parliamentary Oaths, speech delivered by Lord Randolph S. Churchill in the House of Commons on the Second Reading of the Parliamentary Oaths Act Amendment Bill, on Monday the 30th of April, 1883*, Chapman and Hall, Londres 1883
- CHURCHILL (Lord Randolph), *The New Conservative Programme, including the Dartford and Bradford Speeches*, John and Robert Maxwell, Londres, 1887
- CHURCHILL (Winston S.), JAMES (Robert Rhodes) (éd.), *His Complete Speeches, 1897-1963*, Chelsea House Publishers, New York, 1974, 8 vol.
- EDEN (Anthony), *Places in the Sun*, John Murray, Londres, 1926
- EDEN (Anthony), *Foreign Affairs*, Faber and Faber, Londres, 1939
- EDEN (Anthony), *Freedom and Order*, Faber and Faber, Londres, 1947
- EDEN (Anthony), *Days for Decision*, Faber and Faber, Londres, 1949
- GILBERT (Martin) (éd.), *The Churchill War Papers*, Heinemann, Londres, 1993, 3 vol.
- JENNINGS (Louis), *Speeches of the Right Honourable Lord Randolph Churchill, M.P., 1880-1888*, 2 volumes, Longmans, Green, and Co., Londres, 1889
- KEBBEL (T. E.) (éd.), *Selected Speeches of the Right Honourable the Earl of Beaconsfield*, Vol. II, Londres, 1882
- POWELL (Enoch), COLLINGS (Rex) (éd.), *Reflections of a statesman : the writings and speeches of Enoch Powell*, Bellew, Londres, 1991

Mémoires et journaux

- BUTLER (Lord), *The Difficult Art of Autobiography*, The Romans Lecture, 22 November 1967, Oxford, Clarendon Press, 1968
- BUTLER (Lord), *The Art of the Possible*, Hamish Hamilton, Londres, 1971
- BUTLER (Lord), *The Art of Memory: Friends in perspective*, Hodder and Stoughton, Londres, 1982
- CHAMBERLAIN (Austen), *Seen In Passing*, Cassell and Company, Londres, 1937
- EDEN (Anthony), *The Eden Memoirs*, Cassell, Londres, 1960-1965, 3 vol.
- HEATH (Edward), *The Course of My Life: My Autobiography*, Hodder and Stoughton, Londres, 1998
- HYNDMAN (Henry Mayers), *The Record of an Adventurous Life*, Macmillan and Co. Ltd, Londres, 1911
- MACMILLAN (Harold), *The Middle Way*, Macmillan, Londres, 1938
- MACMILLAN (Harold), *Winds of change, 1914-1939*, Macmillan, Londres, 1966
- MACMILLAN (Harold), *The blast of war, 1939-1945*, Macmillan, Londres, 1967
- MACMILLAN (Harold), *Tides of fortune, 1945-1955*, Macmillan, Londres, 1969
- MACMILLAN (Harold), *Riding the storm, 1956-1959*, Macmillan, Londres, 1971
- MACMILLAN (Harold), *Pointing the way, 1959-1961*, Macmillan, Londres, 1972
- MACMILLAN (Harold), *At the end of the day, 1961-1963*, Macmillan, Londres, 1973
- PARKER (Louis-Napoleon), *Several of my lives*, Chapman and Hall Ltd, Londres, 1927

- SAMUEL (Herbert), *Memoirs*, The Cresset Press, Londres, 1945
- SELF (Robert) (éd.), *The Austen Chamberlain diary letters : the correspondence of Sir Austen Chamberlain with his sisters Hilda and Ida, 1916-1937*, CUP, Cambridge, 1995
- SELF (Robert) (éd.), *The Neville Chamberlain Diary Letters, Volume 1 : The Making of a Politician, 1915-1920*, Ashgate, Hants, 2000
- SELF (Robert) (éd.), *The Neville Chamberlain Diary Letters, Volume 2 : The Reform Years, 1921-1927*, Ashgate, Hants, 2002
- SELF (Robert) (éd.), *The Neville Chamberlain Diary Letters, Volume 3 : The heir apparent, 1928-1933*, Ashgate, Hants, 2002
- SELF (Robert) (éd.), *The Neville Chamberlain Diary Letters, Volume 4 : The Downing Street Years, 1934-1940*, Ashgate, Hants, 2002
- WILLIAMSON (Philip) (éd.), *The Modernisation of Conservative Politics, The Diaries and Letters of William Bridgeman, 1904-1935*, The Historian's Press, Londres, 1988
- WILSON (Harold), *Memoirs 1916-1964, The Making of a Prime Minister*, Weidenfeld and Nicolson and Michael Joseph, Londres, 1986

Essais

- BRYANT (Arthur), *The Spirit of Conservatism*, Methuen, Londres, 1929
- FOOT (Michael), *Debts of Honour*, Davis-Poynter, Londres, 1980
- GILMOUR (Ian), *Inside Right: A Study of Conservatism*, Hutchinson, Londres, 1977
- Kebbel (T. E.), *A History of Toryism*, The Richmond Publishing Co. Ltd, Richmond, 1886 [1972]
- MACMILLAN (Harold), « Wyndham, John Edward Reginald, first Baron Egremont and sixth Baron Leconfield (1920–1972), civil servant and author », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, 1986
- ORWELL (George), « The Lion and the Unicorn: Socialism and the English Genius », 1941 in *Essays*, Everyman's Library, New York, 2002
- POWELL (Enoch), WOOD (John) (éd.), *A nation not afraid : the thinking of Enoch Powell*, Batsford, Londres, 1965
- WILSON (Harold), *A Prime Minister on Prime Ministers*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1977

Fictions

- DISRAELI (Benjamin) et SMITH (Sheila) (éd.), *Sybil*, OUP, Oxford, 1999
- EDELMAN (Maurice), *Disraeli in Love*, Book Club Associates, Londres, 1973
- EDELMAN (Maurice), *Disraeli Rising*, Fontana Books, Glasgow, 1975 [1978]
- PARKER (Louis-Napoleon), *Disraeli*, John Lane, Londres, 1916
- PARKER (Louis-Napoleon), *Disraeli: the story of the play and of the film starring George Arliss as Disraeli*, The Readers Library, Londres, 192?

Films

- Impressions of Disraeli*, Conservative and Unionist Film Association, avec G. Arliss, S. Baldwin, Grande-Bretagne, 1931, propagande électorale, 13 min.
- The Mudlark*, J. Negulesco, avec I. Dunne, A. Guinness, A. Ray, Grande-Bretagne/États-Unis,

1950, drame, 1950, 99 min.

Mrs Brown, J. Madden, avec J. Dench, B. Connolly, A. Sher, Grande-Bretagne, 1997, drame, 1997, 105 min.

Périodiques

Black & White

Bristol Times

Daily News

Dundee Advertiser

England & the Union

Guardian

Northampton Daily

The Candid Friend

The Daily Chronicle

The Independent

The Morning Leader

The Sheffield Telegraph

The Times

Western Mail

Sources secondaires

Ouvrages généraux

BAUMGART (Winfried), *Imperialism: The Idea and Reality of British and French Colonial Expansion 1880-1914*, OUP, Oxford, 1982 [1986]

BLANNING (T. C. W.) et CANNADINE (David) (éd.), *History and Biography*, CUP, Cambridge, 1996

BOURDIEU (Pierre), *Questions de sociologie*, Les Editions de Minuit, Paris, 1984

CANNADINE (David), *Class in Britain*, Yale University Press, New Haven et Londres, 1998

CANNADINE (David), *Ornamentalism*, Penguin Books, Londres, 2001

CHARLE (Christophe), *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Seuil, Paris, 2001

COLLINI (Stefan), *Public Moralists*, Clarendon Press, Oxford, 1991

CRICK (Martin), *The History of the Social-Democratic Federation*, Ryburn Publishing, Keele University Press, 1994

DEBORD (Guy), *La Société du Spectacle*, Gallimard, Paris, 1992 [1967]

DELAGE (Christian) et GUIGUENO (Vincent), *L'historien et le film*, Gallimard, Paris, 2004

ELDRIDGE (C. C.), *England's Mission: The Imperial Idea in the age of Gladstone and Disraeli 1868-1880*, Macmillan, Basingstoke, 1973

FERRO (Marc), *Cinéma et Histoire*, Gallimard, Folio/Histoire, Paris, 1977 [1993]

GAINER (Bernard), *The Alien Invasion*, Heinemann Educational Books, Londres, 1972

GORST (Harold E.), *The Fourth Party*, Smith, Elder & Co., Londres, 1906

- GREEN (E. H. H.), *The crisis of conservatism : the politics, economics, and ideology of the Conservative Party, 1880-1914*, Routledge, Londres, 1995
- GREEN (E. H. H.), *Ideologies of Conservatism*, OUP, Oxford, 2001
- GREENLEAF (W. H.), *The British Political Tradition, Volume Two: The Ideological Heritage*, Methuen, Londres & New York, 1983
- HARRIS (José), *Private Lives, Public Spirit: Britain, 1870-1914*, Penguin Books, Londres, 1994
- HAY (J. R.), *The Origins of the Liberal Welfare Reforms 1906-1914*, Macmillan, Basingstoke, 1975 [1986]
- HOBBSAWM (Eric) et RANGER (Terence) (éd.), *The Invention of Tradition*, CUP, Cambridge, 1983
- LAWRENCE (Jon), *Speaking for the People: Party, Language and Popular Politics in England, 1867-1914*. Cambridge: Cambridge UP, 2002
- LIPOVETSKY (Gilles), *L'Ere du vide : essais sur l'individualisme contemporain*, Gallimard, Paris, 1989
- MATTHEW (H. C. G.), *The Liberal Imperialists*, OUP, Oxford, 1973.
- McKIBBIN (ROSS), *The Ideologies of Class: Social Relations in Britain 1880-1950*, Clarendon Press, Oxford, 1990
- SPEAR (Percival), *The Oxford History of Modern India 1740-1975*, Second Edition, OUP, Delhi, 1978
- SKINNER (Quentin), *Visions of Politics: Volume I: Regarding Method*, CUP, Cambridge, 2002
- THOMPSON (J. A.) et MEJIA (Arthur), *Edwardian Conservatism: Five Studies in Adaptation*, Croom Helm, Londres, 1988
- THANE (Pat), *The Foundations of the Welfare State*, Longman, Harlow, 1982

Critique littéraire

- BATESON (F. W.), *A Guide to English Literature*, Longmans, Londres, 1965
- FOWLER (Alastair), *A History of English Literature*, Basil Blackwell, Oxford, 1987
- FORD (Boris) (éd.), *The New Pelican Guide to English Literature: From Dickens to Hardy*, Penguins Books, Harmondsworth, 1982
- HORMSAN (Alain), *The Victorian Novel*, Clarendon Press, Oxford, 1990
- LEGOUIS (Emile) et CAZAMIAN (Louis), *A History of English Literature*, J. M. Dent and Sons Ltd., Londres, 1940
- POLLARD (Arthur) (éd.), *The Victorians*, Barrès & Jenkins, Londres, 1970

Disraeli

- BLAKE (Robert), *Disraeli*, St. Martin's Press, New York, 1966 [1967]
- ENDELMAN (Todd M.) et KUSHNER (Tony) (éd.), *Disraeli's Jewishness*, Vallentine Mitchell, Londres, 2002
- FEUTCHWANGER (Edgar), *Disraeli*, Arnold, Londres, 2000
- GLASSMAN (Bernard), *Benjamin Disraeli: The Fabricated Jew in Myth and Memory*, University Press of America, Lanham, 2002
- JENKINS (T. A.), *Disraeli and Victorian Conservatism*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 1996
- MONYPENNY (William Flavelle) et BUCKLE (George Earle), *The Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield*, John Murray, Londres, 1929, 2 vol.
- SMITH (Paul), *Disraelian Conservatism and Social Reform*, Routledge & Kegan Paul, Londres,

1967

SMITH (Paul), *Disraeli: a Brief Life*, CUP, Cambridge, 1996

VINCENT (John), *Disraeli*, OUP, Oxford, 1990

WEINTRAUB (Stanley), *Disraeli: a Biography*, Hamish Hamilton, Londres, 1993

Biographies

BIAGINI (Eugenio F.), *Gladstone*, Macmillan, Basingstoke, 2000

BENTLEY (Michael), *Lord Salisbury's World: Conservative Environments in Late-Victorian Britain*, CUP, Cambridge, 2001

BLAKE (Robert), *The Unknown Prime Minister: The Life and Times of Andrew Bonar Law, 1858-1923*, Eyre & Spottiswoode, Londres, 1955

BURY (J. P. T.), *Gambetta's Final Years 'The Era of Difficulties' 1877-1882*, Longman, Londres, 1982

CHURCHILL (Winston), *Lord Randolph Churchill*, Macmillan, Londres, 1907

COSGRAVE (Patrick), *The Lives of Enoch Powell*, The Bodley Head, Londres, 1989

DUTTON (David), *Neville Chamberlain*, Arnold, Londres, 2001

FISHER (Nigel), *Harold Macmillan*, Weidenfeld and Nicolson, London, 1982

FOSTER (R. F.), *Lord Randolph Churchill: A Political Life*, Clarendon Press, Oxford, 1981

CHURCHILL (Randolph S.) et GILBERT (Martin), *Winston S. Churchill*, Heinemann, Londres, 1966-1988, 8 vol.

CHURCHILL (Randolph S.) et GILBERT (Martin) (éd.), *Winston S. Churchill: companion*, Heinemann, Londres, 1967-79, 5 vol.

GREEN (E. H. H.), *Thatcher*, Hodder Arnold, Londres, 2006

HORNE (Alistair), *Macmillan 1894-1956*, Macmillan, Londres, 1988

HORNE (Alistair), *Macmillan 1957-1986*, Macmillan, Londres, 1989

KOTT (Sandrine), *Bismarck*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 2003

MORGAN (Kenneth O.), *Michael Foot A Life*, Harper Perennial, Londres, 2007

MORPHET (David), *Louis Jennings MP. Editor of the New York Times and Tory Democrat*, Notion Books, Londres, 2001

MITCHELL (Dennis J.), *Cross and Tory Democracy*, Garland Publishing, New York & Londres, 1991

PIMLOTT (Ben), *Harold Wilson*, HarperCollins, Londres, 1992

ROTH (Andrew), *Enoch Poweel Tory Tribune*, Macdonald, Londres, 1970

TSUZUKI (Chushichi), *H. M. Hyndman and British Socialism*, OUP, Oxford, 1961

WILLIAMSON (Philip), *Stanley Baldwin*, Cambridge University Press, Cambridge, 1999

Notices biographiques

ANDERSON (J. P.), « Bartlett, Sir Ellis Ashmead (1849-1902) », rev. Matthew (H. C. G.), *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

DAUNTON (Martin), « Money, Sir Leo George Chiozza (1870-1944) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

ENSOR (R. C. K.), « Parker, Louis Napoleon (1852-1944) », rev. Banerji (Nilanjana), *Oxford*

Dictionary of National Biography, OUP, Oxford, édition en ligne.

FEUCHTWANGER (E. J.), « Gorst, Sir John Eldon (1835–1916) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

GILMOUR (Ian), « Butler, Richard Austen [Rab], Baron Butler of Saffron Walden (1902–1982) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

GREEN (E. H. H.), « Law, Andrew Bonar » in *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne.

GREENAWAY (Frank), « Mond family (per. 1867–1973) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne.

GRIFFITHS (Richard), « Bryant, Sir Arthur Wynne Morgan (1899–1985) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

JENKINS (Roy), « Wilson, (James) Harold, Baron Wilson of Rievaulx (1916–1995) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

LAWRENCE (Gerald), « Arliss, George (1868–1946) » rev. Reynolds (K. D.), *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

MATTHEW (H. C. G.), « Buchan, John, first Baron Tweedsmuir (1875–1940) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

MATTHEW (H. C. G.), « Jennings, Louis John (1836–1893) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

MATTHEW (H. C. G.), « Macmillan, (Maurice) Harold, first earl of Stockton (1894–1986) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

MATTHEW (H. C. G.) et REYNOLDS (K. D.), « Victoria (1819–1901) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

PARRY (Jonathan), « Kebbel, Thomas Edward (1826–1917) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne.

POTTLE (Mark), « Verney, Richard Greville, nineteenth Baron Willoughby de Broke (1869–1923) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

PUGH (Martin), « Wolff, Sir Henry Drummond Charles (1830–1908) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

QUINAULT (Roland), « Churchill, Lord Randolph Henry Spencer » in *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

REYNOLDS (K. D.) , « Brown, John (1826–1883) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

SANDELSON (Neville), « Edelman, (Israel) Maurice (1911–1975) », rev. Pottle (Mark), *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

TSUZUKI (Chushichi), « Hyndman, Henry Mayers (1842–1921) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

WASSERSTEIN (Bernard), « Samuel, Herbert Louis, first Viscount Samuel (1870–1963) », *Oxford Dictionary of National Biography*, OUP, Oxford, édition en ligne

Articles et chapitres d'ouvrages collectifs

BENTLEY (Michael), « Liberal Toryism in the Twentieth Century », in *Transactions of the Royal Historical Society*, Sixth Series, Vol. 4 (1994), pp. 177-201

BERLIN (Isaiah), « Benjamin Disraeli, Karl Marx and the Search for Identity, » in *Against the Current: Essays in the History of Ideas*, Henry Hardy, Londres, 1979

BERTHEZÈNE (Clarisse), « Creating Conservative Fabians: The Conservative Party, Political

- Education and the Founding of Ashridge College », in *Past & Present*, No. 182, Février 2004, pp. 211-240
- BLEWETT (Neal), « The Franchise in the United Kingdom 1885-1918 », in *Past & Present*, No. 32, Décembre 1965, pp. 27-56
- DAVIS (R. W.), « Disraeli, the Rothschilds and Anti-Semitism », in *Jewish History*, Vol. 10, No. 2 (Fall 1996), pp. 9-19
- ENDELMAN (Todd M.), « Disraeli's Jewishness Reconsidered », in *Modern Judaism*, Vol. 5, No. 2, Gershom Scholem Memorial Issue (May, 1985), pp. 109-123
- ENDELMAN (Todd M.), « Benjamin Disraeli and the Myth of Sepharadi Superiority », in *Jewish History*, Vol. 10, No. 2 (Fall 1996), pp. 21-35
- GHOSH (Peter), « Style and Substance in Disraelian Social Reform », c. 1860-80, in P. J. Waller (ed.), *Politics and Social Change in Modern Britain*, Harvester, Brighton, 1987
- GHOSH (Peter), « Gladstone and Peel » in Peter Ghosh & Lawrence Goldman (ed.), *Politics and Culture in Victorian Britain: Essays in Memory of Colin Matthew*, OUP, Oxford, 2006
- GILAM (Abraham), « Appendix: Benjamin Disraeli and the Emancipation of the Jews » in idem, *The Emancipation of the Jews in England 1830-1860*, Garland Publishing, New York, 1982, pp. 155-171
- GREEN (E. H. H.), « The Political Economy of Empire, 1880-1914 », in Porter (Andrew) (ed.), *The Oxford History of the British Empire, Volume 3: The Nineteenth Century*, OUP, Oxford, 1998-1999, pp. 346-368
- HALL (Melanie), « The Politics of Collecting: The Early Aspirations of the National Trust, 1883-1913 », in *Transactions of the Royal Historical Society*, Sixth Series, Vol. 13, (2003), pp. 345-358
- HAMER (D. A.), « The Making of a Political Myth », in *Victorian Studies*, Vol. 22, No. 1 (Autumn, 1978), pp. 29-50
- HARRISON (Brian), « The Rise, Fall and Rise of Political Consensus in Britain since 1940 », in *History*, Volume 84, Number 274, April 1999, pp. 301-324
- HOLLINS (T. J.), « The Conservative Party and Film Propaganda between the Wars », in *The English Historical Review*, Vol. 96, No. 379 (Apr., 1981), pp. 359-369
- JARVIS (David), « Review: The Road to 1931: The Conservative Party and Political Realignment in Early Twentieth-Century Britain », in *The Historical Journal*, Vol. 36, No. 2 (Jun., 1993), pp. 469-475
- JARVIS (David), « British Conservatism and Class Politics in the 1920s », in *The English Historical Review*, Vol. 111, No. 440 (Feb., 1996), pp. 59-84
- MATTHEW (H. C. G.), « Rhetoric and Politics in Britain, 1860-1950 », in P. J. Waller (ed.), *Politics and Social Change in Modern Britain*, Harvester, Brighton, 1987, pp. 34-58
- QUINAULT (R. E.), « The Fourth Party and the Conservative Opposition to Bradlaugh 1880-1888 », in *The English Historical Review*, Vol. 91, No. 359 (Apr., 1976), pp. 315-340
- QUINAULT (R. E.), « Lord Randolph Churchill and Tory Democracy, 1880-1885 », in *The Historical Journal*, Vol. 22, No. 1 (Mar., 1979), pp. 142-165
- SACK (J. J.), « The Memory of Burke and the Memory of Pitt: English Conservatism Confronts Its Past, 1806-1829 », in *The Historical Journal*, Vol. 30, No. 3 (Sept., 1987), pp. 623-640
- SCHWARZ (Bill), « Politics and Rhetoric in the Age of Mass Culture », in *History Workshop Journal*, No. 46 (Autumn, 1998), pp. 129-159
- SMITH (Paul), « Disraeli's Politics », in *Transactions of the Royal Historical Society*, Fifth Series, Vol. 37 (1987), pp. 65-85

VALMAN (Nadia), « Muscular Jews... », in *Jewish History*, Volume 10, No. 2, Fall 1996, pp. 57-88

VERVAECKE (Philippe), « Lord Randolph Churchill et la “Bataille des Tribunes” (1880-1886) », *Cercles* 7 (2003), pp. 130-141

VINCENT (John), « Was Disraeli a failure ? » in *History Today* (31: 10, 1981: Oct.), pp. 5-8

WILLIAMSON (Philip), « Baldwin's Reputation: Politics and History, 1937-1967 », in *The Historical Journal*, Vol. 47, No. 1 (Mar., 2004), pp. 127-168

WOHL (Anthony S.), « 'Dizzi-Ben-Dizzi' : Disraeli as Alien », in *The Journal of British Studies*, Vol. 34, No. 3, Victorian Subjects (Jul., 1995), pp. 375-411

WOHL (Anthony S.), « Representations of Disraeli's Jewishness in the Victorian Political Cartoon », in *Jewish History*, Volume 10, No. 2, Fall 1996, pp. 89-134

Thèses et mémoires non publiés

MORRIS (Homer Lawrence), « Parliamentary franchise reform in England from 1885 to 1918 », Thèse (Ph. D.), Columbia University, New York, 1921

SIDDIQUE (Asheesh Kapur), « The history and reception of Karl Marx's publications in Britain, c. 1848-1914 », Mastère (M. Phil.), Oxford University, 2009

VERVAECKE (Philippe), « Dieu, la Couronne et l'Empire : La Primrose League, 1883-2000 », Thèse, Université Lille-3, 2003